

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

## AVEC CE NUMÉRO

Notre supplément illustré  
**« LE MONDE LOISIRS »**  
et le choix commenté  
des programmes de la radio  
et de la télévision pour la semaine

## L'opposition refuse tout compromis avec le président Gemayel

« Trop peu et trop tard » ?

« Trop peu et trop tard » : le député Walid Joumblatt du parti libanais, tout en refusant que celui de M. Nabih Berri, qui y met les formes. Chacun a ses raisons, les deux principaux dirigeants de l'opposition, respectivement druze et chiite, exigent désormais la démission du président de la République, M. Amin Gemayel, et l'abrogation de l'accord de 17 mai, dont ils se seraient rendus complices. M. Joumblatt cite le cas du village de Kfar-Matna, dans le Chouf, où plus d'une centaine de druzes auraient été assassinés le 5 septembre dernier par les milices phalangistes. Conclusion : tout change de télévision américaine, même le même jour, dans la localité « libérée » des dizaines de corps d'hommes, de femmes et d'enfants en pleine décomposition. M. Berri, pour sa part, faisait visiter à des journalistes les décombres de la banlieue sud de Beyrouth, où des dizaines de chiites ont été tués récemment sous les bombes de l'armée régulière. Pour les deux chefs de l'opposition, l'essentiel aujourd'hui n'est plus l'abrogation de l'accord libano-saoudien du 17 mai - la seule condition qu'ils puissent négocier à une normalisation - mais la mise en jugement du président de la République pour les « crimes » qui lui sont imputés.

Le déroulement des positions de M. Joumblatt et de M. Berri est contraire à la réalité sur le terrain. Ils cherchent de toute évidence à transformer les victoires militaires respectives en une victoire politique. Ils s'entendent sur le fait que le caractère multiconfessionnel de l'Etat libanais, disent-ils, n'est pas seulement un principe à respecter mais une réalité à laquelle on ne saurait se dérober.

Leurs principaux alliés au sein du front de l'opposition, MM. Sofiane Frangie (maronite) et Rachid Karamé (sunnite), observent le silence, par pudeur ou prudence. Le premier ne veut pas créer un précédent dangereux pour sa communauté. Le second estime qu'il ne revient pas à un sunnite de prendre des positions en faveur d'une communauté maronite. Mais les deux hommes politiques restent à M. Gemayel des conditions tellement dracونيennes que ce dernier ne saurait les accepter.

La Syrie, proche d'eux, se réfugie dans le mutisme, pour ne pas donner l'impression sans doute de s'ingérer dans les affaires libanaises - de son côté. En revanche, elle ne peut qu'approuver l'article du plan saoudien prévoyant la démission de l'accord du 17 mai, quelle que soit une menace pour sa propre sécurité. Elle n'a d'ailleurs aucun besoin de se manifester, sachant d'avance que le projet de Ryad n'a virtuellement aucune chance d'être appliqué.

En effet, au moins trois obstacles s'élèvent sur le vote du plan saoudien : le refus de l'« aile combattante » de l'opposition libanaise, les divergences soviéto-américaines concernant les conditions du remplacement de la force institutionnelle par des « casques bleus » de l'ONU et, surtout, la détermination d'Israël de ne pas renoncer à l'accord du 17 mai. L'Etat hébreu se retrouve un peu dans la position de la Syrie au printemps dernier, puisqu'on lui demande de souscrire à des dispositions qui ont été élaborées sans consultation ou son accord préalable.

L'imbrication libanaise n'est donc pas sur le point d'être dénouée. A moins de la démission de M. Amin Gemayel, que même certains de ses amis maronites appellent de leurs vœux, mais qui est tenue pour improbable dans l'immédiat.

L'acceptation par le chef de l'Etat libanais du plan saoudien comportant abrogation de l'accord avec Israël ne suffit pas à ses adversaires

Beyrouth. - Le président Amin Gemayel a accepté le plan saoudien de règlement de la crise libanaise en huit points, dont le premier est l'abrogation de l'accord libano-saoudien du 17 mai 1983 (lire page 3). Il en a averti d'abord les Etats-Unis par l'intermédiaire de leur ambassadeur, puis l'Arabie Saoudite, en déléguant à Ryad son ministre des affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie saoudienne devait, pour sa part, se rendre vendredi 17 février à Damas pour obtenir l'assentiment du président Hafez el-Assad. Les deux principaux vainqueurs sur le terrain au Liban, M. Nabih Berri (AMAL, chiite) et M. Walid Joumblatt (FSP, druze), ont déclaré, le premier « ne pas être concernés » par cette acceptation, et le second qu'elle intervenait « trop tard », continuant à réclamer l'un et l'autre le « jugement » de M. Gemayel pour « crimes contre le peuple libanais » et son remplacement par un autre président maronite non phalangiste.

Toutefois, un aval syrien au plan de Ryad n'est pas impossible. Cela ne signifie nullement que les huit points du document seraient exécutés, mais que Damas, selon sa tactique habituelle, « dégrèlerait » ainsi sa victoire en attendant de préparer la suite des événements.

Deux points du plan saoudien intéressent particulièrement les Libanais et seraient appliqués tout de suite : l'abrogation de l'accord libano-saoudien et le remplacement de la force multinationale par une force des Nations unies. Moyennant quoi, la disposition relative au cessez-le-feu serait plus ou moins respectée, donnant un répit à la population, quitte à ce que des foyers de troubles soient maintenus le long des lignes de front pour être réactivés si nécessaire.

L'adoption des points concernant les arrangements institutionnels pourrait être mise en route, sans attendre de suite. Il semble exclu que le point relatif au « retrait progressif et simultané des troupes israéliennes et syriennes dans un délai de soixante à quatre-vingt-dix jours » ait la moindre chance d'aboutir.

Si Damas veut se montrer coopératif, il pourrait tolérer le maintien de ce point dans le document, en laissant entendre qu'il s'agit là d'une déclaration d'intention du président libanais, n'engageant que celui-ci. Le plan saoudien est, en effet, censé servir l'objet d'une proclamation.

De notre correspondant

tion officielle à Beyrouth, sans contrepartie publique de la part de Damas, dont l'indispensable assentiment préalable prendrait la forme d'un simple acquiescement verbal communiqué à l'Arabie Saoudite.

Le président Gemayel, pour sa part, admettrait que son acceptation préalable, en mettant fin à l'impasse, se traduise par une rencontre avec le président Assad, ce

qui, selon les milieux gouvernementaux libanais, devrait mettre un terme à l'exigence de sa démission, formulée par l'opposition, et marquer le début d'une négociation libano-syrienne sur l'évacuation simultanée du Liban par les troupes syriennes et israéliennes. Le deuxième volet au moins de cette hypothèse semble chimérique ; le premier l'est peut-être également.

LUCIEN GEORGE

(Lire la suite page 3.)

## SIGNE DE DÉTENTE EN AFRIQUE AUSTRALE

Pretoria et Luanda s'entendent sur un retrait des troupes sud-africaines d'Angola

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE J.-C. POMONTI

## La gauche sur la défensive

La France en creux. L'expression « un moment de creux » est de M. Mitterrand. Si « creux » veut dire discrédit des partis, nous y sommes en effet : la gauche, divisée, dépeçée ; la droite, divisée, ne convainc pas. La prime - on plutôt la déprime des départs et des ralliements - va donc vers ceux qui parlent autrement de la politique (Yves Montand), ou qui blâment leur carrière sur le mépris pour la classe politique traditionnelle (Jean-Marie Le Pen).

Pourtant, c'est toujours l'affrontement entre la droite et la gauche qui rythme et continue de rythmer, la vie publique. Cela a toute chance de se vérifier lorsque approcheront les échéances électorales.

Même si aujourd'hui l'extrême droite et son tribune trouble le jeu, même si l'« extrême centre » de MM. Maurice et Edgar Faure est fortement incité à se distinguer, même si une réforme du mode de scrutin législatif peut contribuer à l'affirmation de l'un et de l'autre, la

par J.-M. COLOMBANI

politique continue d'obéir à des tendances lourdes, de se conformer à des pesanteurs qui sont celles de l'électorat et de la règle du jeu.

M. Le Pen, le jour venu (c'est-à-dire lors de l'échéance présidentielle), sera soit dépourvu de ses voix (par le phénomène du vote utile), soit conduit à céder celles-ci au candidat de droite le mieux placé ; et MM. Faure et Faure risquent fort de repartir chacun de son côté. Car il faut aussi compter avec l'archaïsme des électeurs, et se faire à l'idée que les discours les plus classiques sont souvent électoralement les plus efficaces.

La gauche contre la droite : y revenir, c'est d'une certaine façon, rassurer son propre camp et lui donner une occasion de se ressourcer. C'est pourquoi le président et le premier ministre avaient, à l'automne, incité leurs troupes à « faire de la politique ». La gauche a pris l'initiative : ce fut le projet de loi sur la presse, et c'est surtout la querelle de l'enseignement. Résultat : la majorité est sur la défensive et passe, aux yeux d'un grand nombre, pour libérale.

Le gouvernement explique qu'il s'est engagé dans cette voie parce que, compte tenu de ses engagements, l'immobilisme lui était interdit. Vis-à-vis de la gauche, M. Mauroy se considérait donc comme lié. Il s'est aperçu, et la gauche avec lui, que le dualisme scolaire n'est pas la préoccupation dominante de la société lorsque celle-ci pense à l'école.

Il y a là à la fois un retard par rapport à l'évolution de la société et une contradiction propre au PS lui-même qui est celle-ci : conçu comme un parti « attrape-tout », le PS est une formation de couches moyennes.

M. PIERRE BÉREGOVOY invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 19 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre, qui est maître socialiste de Nevers depuis 1983, répondra aux questions d'André Pons-ron et de Guy Herzig, du Monde, et de Jeanine Perrin et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

## Routiers : l'exaspération

La région Rhône-Alpes paralysée par d'énormes embouteillages

En place depuis jeudi soir, les barrages routiers organisés par les transporteurs routiers en colère perturbent encore la circulation ce vendredi matin, provoquant l'exaspération des automobilistes, dans les Alpes, la région lyonnaise et le Jura, alors que la grève des douaniers, qui avait motivé le mouvement, devait se terminer ce même jour en fin de matinée.

Comme il a pu y avoir dans les années 70 ce qu'on appelle des « grèves thrombose » - deux cents ouvriers d'un atelier-cé cessent le travail et paralysent l'ensemble d'un processus de fabrication - voilà aujourd'hui que les routiers coupent les grands axes de circulation et empoisonnent les départs en vacances.

Les victimes sont toujours les mêmes : usagers-otages qui n'y peuvent rien et qui, pourtant, ont droit aux loisirs autant que les chauffeurs routiers ont le droit, eux, d'exercer normalement leur métier ou de manifester leur mauvaise humeur.

Les vacances sont toujours des moments propices pour exprimer des revendications catégoriques et faire pression en jouant sur l'opinion publique

sur le gouvernement pour obtenir satisfaction. Hier, le personnel des compagnies aériennes perturbait les aéroports, avant-hier, c'était les pêcheurs en colère qui retenaient les car-farries, et, en leur temps, les cheminots n'ont pas, eux non plus, hésité à employer de tels moyens. Les routiers prennent le relais et vont bien plus loin dans leur méthode qu'une irritante « opération escargot ».

Les causes du ras-le-bol ? Chacun se renvoie la balle. Quand les douaniers français suspendent leur grève du zèle au tunnel du Mont-Blanc, leurs collègues italiens se mettent de la partie. L'administration des douanes dépend du ministère de l'économie, des finances et du budget, alors que les transporteurs et la gendarmerie, qui doivent se concerter tant bien que mal, font pression sur leurs ministères (transport et défense) pour que le Guei d'Orsay intervienne auprès des autorités compétentes à Rome.

F. GROSCHARD.

(Lire la suite page 9, et page 16 l'article de Michel Noblecourt sur les mouvements revendicatifs : « De l'état de grâce à l'état de défiance »).

## AU JOUR LE JOUR

### Blocages

C'est une histoire absurde. Des douaniers en colère bloquent les camions au tunnel du Mont-Blanc. Pour protester, les routiers en colère coupent les autoroutes, immobilisant les vacanciers. Il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête, si l'on peut dire.

Les skieurs, frustrés et gélés, pourraient à leur tour bloquer les trains, les chemins, furieux, ripostant en coupant l'électricité. Les agents d'EDF, vexés, n'auraient plus qu'à barrer les canaux contraignant les bateliers à arrêter le nétra, etc.

Il faudrait qu'un jour les Français s'arrêtent de débattre et cessent de se prendre en otages les uns les autres.

BRUNO FRAPPAT.

## PATRIMOINE

### Les nouveaux outils du paysage

Le paysage, le patrimoine, l'écologie, l'environnement, ces mots, et bien d'autres, sont les termes d'une actualité née au reflux d'un désastre. Tous les domaines de la pensée, de la création et de la science, tous les systèmes d'intervention sur le territoire paraissent s'organiser et s'articuler désormais selon deux axes : la durée et l'équilibre.

La durée, c'est la mémoire, ou, si l'on veut, le patrimoine, considérés non plus de manière figée, passiviste ou larmoyante, mais saisis dans la fragilité du présent et projetés dans l'avenir. L'équilibre, c'est la maîtrise de l'évolution, c'est-à-dire la prise en compte du patrimoine (dans le sens le plus large, dans sa plus vaste dimension) non plus comme un empêchement de tourner en rond, ni un obstacle au progrès, mais comme un support et une aide.

Trois exemples : une exposition, une campagne photographique et une vidéothèque. L'exposition est celle qui est actuellement présentée à l'hôtel Sully, siège de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, sur « la forme de la ville et la protection du paysage en Toscane ». Il s'agit ici de faire le point, à travers une abondante série de panneaux photographiques, sur la politique d'aménagement du territoire dans cette région d'Italie par la pré-

servation de plans de sauvegarde et de mise en valeur des centres historiques.

On reconnaît le douloureux problème de la rupture de la ville ancienne et de l'évolution du paysage rural. L'exposition est un peu suaire, car précise et très scientifique, mais elle rend parfaitement compte des difficultés rencontrées lorsqu'on ne veut sacrifier ni le passé ni l'avenir.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 11.)

### La querelle scolaire

Lire page 2 les articles d'ALBIN CHALANDON de MAURICE DUVERGER et de MICHEL BOUCHAREISSAS et page 9 nos informations sur la manifestation de la manifestation de Rennes en faveur de l'école privée

Michel de Saint Pierre

Le double crime de l'impasse Salomon

Roman

Au cœur de Paris...

Plon



PHOTOGRAPHIE DE LAURENCE JOURNET

POLONAIS  
sur la Pologne  
et l'Europe de l'Est  
LIBELLA

SIQUE  
PLACE DE LA VILLE



Le Monde

# idées

## Pour un référendum

par ALBIN CHALANDON (\*)

Le problème de l'école libre est souvent mal posé. Beaucoup de Français croient qu'il s'agit d'un conflit d'ordre confessionnel, opposant deux minorités, celle des catholiques pratiquants et celle de la laïcité militante. Même s'ils considèrent avec sympathie les défenseurs de l'école libre - les sondages le prouvent - ils restent relativement à l'écart, car ils n'aperçoivent pas l'enjeu véritable. Ce débat, pourtant, les concerne tous, dans la mesure où il met en cause l'avenir de notre enseignement, c'est-à-dire sa qualité et la liberté de son exercice.

Deux arguments avancés par la gauche les perturbent, qui, pourtant, ne résistent pas à l'examen.

Le premier est : l'argent public doit être réservé à l'école publique, et à elle seule. Si cette affirmation avait valeur de principe, le budget de l'Etat serait singulièrement allégié puisque devrait être éliminé le flot croissant des subventions accordées aux particuliers ou aux activités économiques, sociales, culturelles. Comme nul ne conteste la légitimité de ces aides, pourquoi l'éducation nationale serait-elle l'exception qui confirme la règle ? Pourquoi certaines familles ne pourraient-elles pas bénéficier de l'argent public pour mettre leurs enfants dans des écoles de leur choix, de la même manière qu'elles reçoivent des aides pour se loger ?

Le second argument est : la subvention à l'école privée constitue une charge supplémentaire pour la collectivité. Cet argument est faux : un élève dans une école privée coûte moins cher à l'Etat que s'il était dans une école publique, puisque la construction des écoles est assurée par des associations privées, et qu'une partie des professeurs travaillent de façon bénévole. Ainsi, l'enseignement privé reçoit environ 17 % des enfants scolarisés, alors qu'il ne prélève que 12 % du budget de l'éducation nationale. S'il n'existait pas, le coût supplémentaire pour le budget de l'Etat serait de l'ordre de 15 milliards par an.

En réalité, hormis l'idéologie, rien ne peut conduire à l'établissement de l'enseignement privé. Il existe, en revanche, des raisons impératives de ne pas y procéder.

Quel intérêt y a-t-il pour le pays à rompre une paix scolaire établie par la loi Debray, à la satisfaction de la grande majorité des Français ? L'enseignement privé, très minoritaire, ne saurait constituer une menace pour l'école publique. Il répond au souhait d'un trop grand nombre de familles pour qu'on puisse l'éliminer.

Le conflit serait d'ailleurs singulièrement anachronique à un moment où les enseignants de bonne foi, qu'ils soient de gauche ou de droite, dénoncent la crise profonde de l'enseignement public français. L'école

laïque - notamment le corps des instituteurs, - enfant de Jules Ferry, a été le creuset de l'unité française dans un pays où l'Etat, historiquement, a précédé la nation. Mais que de changements intervenus depuis, dans lesquels certains tenants de la laïcité traditionnelle ne se retrouvent plus eux-mêmes ! Ils constatent que les maîtres de notre éducation en ont fait aujourd'hui l'instrument d'une idéologie qui divise les Français, sans pour autant leur donner le bagage nécessaire à leur épanouissement ni à leur réussite individuelle.

A la dégradation, résultat inévitable de la démocratisation ultrarapide de l'enseignement, a succédé un effondrement, provoqué par mai 1968, dont nos écoles se remettent à peine. Les scandales, dans nombre d'établissements publics, sont encore si graves et si nombreux que ceux qui ont le courage de les déceler et de les rapporter n'osent souvent le faire qu'oralemment, tant les révolutions seraient insupportables à lire.

Dans ces conditions, l'existence d'un enseignement privé ne constitue-t-elle pas à la fois une référence et une concurrence salutaires ? Référence : même si, au niveau des professeurs, la qualité moyenne est parfois inférieure à celle de l'enseignement public, l'enseignement privé permet, par le minimum de règles et d'éthique qui inspirent son comportement, par la tranquillité qu'il offre, de créer un climat plus propice à l'effort, au travail et à la formation morale.

Concurrence : l'enseignement privé peut être le point de départ d'une rénovation de l'éducation dans notre pays par l'exemple et par les possibilités de développement qu'il donne. Après tout, n'est-ce pas parler contre toutes les évolutions de la société moderne, qui imposent la souplesse, la mobilité, l'ouverture et, par conséquent, l'éclectisme des grandes organisations en petits groupes autonomes, que de vouloir créer un monopole exclusif dont on veut encore renforcer la centralisation ?

Les marxistes distinguent les libertés formelles et les libertés réelles pour n'accorder de légitimité qu'aux secondes. De quel côté, dans ce conflit, se trouve la liberté réelle ? Est-ce dans un monopole d'Etat que chacun doit subir, ou dans la pluralité des systèmes autonomes, adaptés à la diversité des familles, et donnant la possibilité de choisir ?

Mais il y a plus grave, car l'enjeu du débat n'est pas plus ou moins de liberté, mais la liberté elle-même. Ap- (\*) Ancien ministre.

paremment, les deux camps tiennent le même langage lorsqu'ils affirment la nécessité de respecter les consciences. En réalité, cette unité du propos cache une opposition irréductible. Pour les laïques, la conscience qu'il faut respecter est celle de l'enfant : il s'agit alors de le protéger contre la pression des parents ; pour l'autre camp, c'est celle des parents, car ils ont pour mission d'éduquer leurs enfants. Ils doivent, pour cela, avoir toute liberté, celle notamment de leur inculquer les valeurs de leur choix et de trouver dans l'enseignement le reflet de ce droit qui, pour certains d'entre eux, est un devoir.

Cette attitude de la gauche constitue une attaque contre la liberté, principalement contre les raisons.

La première : contrairement à l'affirmation du laïcisme, l'enseignement public n'est pas neutre. Comme tout enseignement, il est imprégné par une idéologie. Les écrits de la gauche sont d'ailleurs sans ambiguïté sur le sujet : ils manifestent clairement que l'enseignement de l'enfant est la première mission de l'éducateur. Il en est de l'enseignement public comme de la presse : s'il ne peut échapper à l'idéologie, la liberté consiste alors à assurer la diversité de l'enseignement, tant public que privé.

La seconde : la gauche refuse ce pluralisme parce qu'elle a le volume d'enlever aux parents leur rôle d'éducateurs. Ainsi arrive-t-on à la question ultime qui conditionne tout le débat : les enfants appartiennent-ils aux parents, comme le soutient François Mitterrand en 1946, ou à l'Etat, comme le sous-tend le programme socialiste ? Si l'on se réfère à la Constitution, la réponse est sans ambiguïté : la responsabilité des enfants appartient aux parents, car à quoi servirait d'affirmer la liberté de l'enseignement si les parents n'avaient pas la libre disposition de leurs enfants ? Nous vivons dans une société où la majorité des membres considèrent que l'éducation des enfants est d'abord la responsabilité des familles.

La mise en cause de ce principe est si grave qu'elle justifie que l'on interroge directement les Français par voie de référendum. Cette procédure serait juridiquement fondée parce qu'une liberté fondamentale est en cause ; elle serait politiquement souhaitable, car il s'agit d'un choix de société qui engage l'avenir plus que n'importe quel autre ; la loi du gouvernement est de couler l'individu dans le moule d'une école unique qui efface les différences - familiales, sociales, culturelles. Devant un tel enjeu, le pays mérite d'être consulté. Ce serait, pour le président de la République, l'occasion de prouver qu'il est au-dessus de la mêlée et sait défendre la démocratie.

qui a la chance de s'être donné un système scolaire laïque, parents et enseignants sont coproducteurs et responsables à l'égard de l'enfant. Ils doivent, à ce titre, collaborer étroitement pour l'épanouissement le meilleur de celui-ci, et pour le former sans le conformer.

A défaut, au risque de se retrouver, de fil en aiguille, le pied sur les terres de Fauriel ou de Debray-Ritzen : à « bonnes » familles - de naissance - « bonnes » écoles ; aux autres, le petit jus... Non à l'égalitarisme », disent en choeur les « penseurs » de la réaction ! Oui à l'égalité des chances, répondons-nous.

Mais Bruno Frappat va certainement s'apercevoir qu'il « boude ». C'est l'expression en usage dans mon Limousin pour indiquer qu'on prend l'air...

(1) Le Monde du 8 février.

## Les frontières du Conseil constitutionnel

par MAURICE DUVERGER

LES deux camps se réchauffent le cœur dans des manifestations, ces liturgies populaires. Pour les laïques, la conscience qu'il faut respecter est celle de l'enfant : il s'agit alors de le protéger contre la pression des parents ; pour l'autre camp, c'est celle des parents, car ils ont pour mission d'éduquer leurs enfants. Ils doivent, pour cela, avoir toute liberté, celle notamment de leur inculquer les valeurs de leur choix et de trouver dans l'enseignement le reflet de ce droit qui, pour certains d'entre eux, est un devoir.

Le gouvernement fait pression sur les organisations catholiques en les menaçant d'une législation contraignante. Elle serait généralement acceptée si elle supprimait seulement des abus incontestables et choquants. A part quelques fanatiques, nos compatriotes trouveraient naturel qu'on mette fin, par exemple, aux incroyables privilèges accordés aux classes privées par la loi Gueneur. Comment admettre que l'Etat soit obligé de leur attribuer de nouveaux postes d'enseignants dès qu'elles dépassent les effectifs réglementaires, alors que les classes publiques sont limitées à cet égard par les crédits inscrits au budget.

La gauche paierait cher une confusion entre des réformes ponctuelles de ce genre et un bouleversement global de la coexistence des deux enseignements. Avec son pluralisme et sa tolérance, l'école unique, telle que la décrivent les laïques sincères, constitue peut-être la solution idéale. Mais la majeure partie de nos citoyens n'est pas disposée à l'admettre.

### Une guerre assoupie

Que le président Mitterrand soit issu de l'enseignement privé et le cardinal Lustiger de l'enseignement public, c'est un symbole dont la signification n'échappe à personne. Surtout dans quelques régions rurales de l'Ouest et du Massif central et dans quelques groupes laïques et catholiques, la guerre scolaire a perdu sa raison d'être. Elle est assoupie depuis un quart de siècle et la plupart des Français n'ont pas envie qu'on la réveille. Les dirigeants du CNAE ne peuvent ignorer qu'une loi mettant leur projet en vigueur entraînerait l'échec de la gauche aux législatives de 1986. Les dirigeants de l'enseignement catholique le savent parfaitement. Telles sont les limites politiques de la pression gouvernementale.

Ses limites juridiques sont aussi claires. Malgré son obscurité voulue, la quatre-vingt-dixième de « cent dix positions » du candidat Mitterrand fixe une borne précise à son engagement. Elle dit bien qu'« un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale sera

constitué », tout en ajoutant un peu plus loin : « sans spoliation ni monopole ».

L'ensemble est tautologique mais beaucoup de services publics sont partiellement assurés par des organismes privés ; l'unité des objectifs et des programmes n'est pas incompatible avec la pluralité des structures et les promoteurs de la laïcité l'ont toujours définie par le respect de toutes les croyances. L'essentiel n'est pas dans la définition du grand service public mais dans la promesse que « sa mise en place sera négociée ».

On les mots ne veulent rien dire, ou ceux-ci signifient que le recours au dictat est exclu. A moins, bien entendu, d'un dictat négatif de l'autre partie, se refusant à tout compromis.

Dans cette hypothèse, le dernier mot reviendrait à la loi. Mais elle-même se trouverait confondue dans des frontières délimitées par une décision du 23 novembre 1977 où le Conseil constitutionnel dit expressément que « la liberté de l'enseignement... constitue l'un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, réaffirmé par le préambule de la Constitution de 1946 et auquel la Constitution de 1958 a conféré valeur constitutionnelle ». Il va d'ailleurs plus loin que cette déclaration en déclarant que « le caractère propre de l'établissement mis à l'Etat par contrat... n'est que la mise en œuvre du principe de la liberté de l'enseignement ».

Cela signifie que ce caractère propre a lui-même valeur constitutionnelle.

Serait-il atteint si les enseignants de l'établissement pouvaient devenir fonctionnaires sans l'autorisation de son chef ? Le Conseil constitutionnel ne l'a pas dit, bien qu'il vienne d'annuler les dispositions en ce sens insérées dans la loi de finances pour 1984, car il a seulement invoqué un vice de forme. Mais on aurait tort de négliger tout ce qui se passe. D'autant que le terme de « mise en œuvre » employé en 1977, marque l'intention de contrôler les conditions effectives permettant d'appliquer les libertés dont le caractère constitutionnel est reconnu. Cela rendrait très douteuse la validité d'une loi qui supprimerait l'octroi de fonds publics aux écoles privées. Une telle disposition condamnerait en effet la plupart à disparaître, c'est-à-dire à être pratiquement à néant une liberté officiellement proclamée. Mais quels socialistes pourraient-ils soutenir que les libertés demeurent formelles quand on leur refuse les moyens qui permettent de les exercer réellement ?

LU

« LE MÉTIER D'ÉDUCATEUR », de Francine MUEL-DREYFUS

## La trahison des origines

L'ORSQU'UN métier se crée, c'est évidemment afin de répondre à un besoin. Mais c'est aussi, pour la génération des fondateurs, l'occasion d'une aventure collective.

Francine Muel-Dreyfus a eu l'idée ingénieuse de comparer deux expériences professionnelles analogues : celle des instituteurs des débuts de la République et celle des éducateurs spécialisés des années 70. Elle montre comment, dans les deux cas, la mise en place d'un nouveau secteur d'activités s'accompagne d'une forte valorisation de la tâche à accomplir, d'un sentiment de fierté. Comment aussi ce sentiment s'efface, pour laisser place à une rupture avec son milieu d'origine, d'où une impression de décalage, souvent vécue avec difficulté.

Pour les instituteurs de la III<sup>e</sup> République, l'entrée dans la carrière représentait une promotion. Issus pour la plupart de classes sociales sur le déclin (petite bourgeoisie incertaine de son avenir, artisans ou agriculteurs en difficulté), ils acquiesçaient en entrant dans leur poste, même si les salaires étaient modestes, la sécurité et la respectabilité du fonctionnaire. Mais cette entrée dans un univers intellectuel sévèrement réglementé par la discipline de l'école normale et la minutie des instructions pédagogiques provoquait une rupture avec le monde paysan dans lequel ils se trouvaient immergés et qui était celui de leurs parents ou de leurs grands-parents. D'où cette mythologie

rurale qui a imprégné si fortement l'idéologie de l'école primaire. L'existence des valeurs rustiques était, explique l'auteur, une façon de faire taire la mauvaise conscience, de réparer la trahison des origines.

En devenant éducateurs, c'est-à-dire en choisissant un métier mal défini au contact d'une population elle-même marginale, les jeunes de 1968 avaient, à l'inverse, le sentiment d'échapper aux contraintes d'un travail routinier et « fonctionnel ». C'était une façon d'éviter les déterminismes familiaux, de tourner le dos aux désirs de leurs parents de les voir s'établir dans des métiers connus et honorables. Les instituteurs ont magnifié leurs origines rurales, les éducateurs ont voulu fuir leur milieu petit-bourgeois. Dans les deux cas, l'« invention » du métier a été l'occasion de se réinventer par rapport au passé familial, de lier l'innovation professionnelle à l'effacement sur l'héritage social.

A cette suggestive comparaison entre deux professions, s'ajoute en filigrane une troisième : Francine Muel-Dreyfus ne cache pas que la génération des étudiants en lettres de 1968, à laquelle elle appartient, a eu à inventer un autre métier : celui de sociologue. Cette proximité avec la population étudiée des éducateurs n'est pas étrangère à l'intérêt porté par l'auteur à son sujet.

FREDERIC GAUSSEN.

« Le Métier d'Éducateur », Minuit, collection « Le sens commun », 269 p., 75 F.

## La « boule » et le boulet

par MICHEL BOUCHAREISSAS (\*)

DANS un éditorial récent (1), M. Bruno Frappat fait, sous le titre « La gauche et le boulet », le constat selon lequel - et selon lui - « la gauche traîne comme un boulet le dossier de l'école privée ».

Et d'affirmer, péremptoirement, que ledit dossier divise les Français de gauche (et la communauté catholique, M. Frappat, vous ne la trouvez pas un peu « divisée » là-dessus ?), ce qui fait que, toujours selon lui, des « parents socialistes » manifestent et manifesteront, à Versailles et ailleurs.

Espérons que Bruno Frappat ira les compter. En tout cas, s'ils existent et s'ils sont « socialistes », il convient qu'ils ne soient pas dégoûtés, compte tenu du climat qui préside aux rassemblements en question. M. Frappat n'en paraît pas informé - pas plus qu'il n'est informé, semble-t-il, de la présence massive d'élèves dans leurs rangs - et explique que « la droite tente assez vainement leur récupération ». Bigre ! Mais passons. Par contre,

une affirmation, apparemment anodine, nous alerte plus sérieusement, car, de façon très intéressante, elle touche au fond. Bruno Frappat écrit : « La gauche s'enlise du fait qu'elle veut renforcer le pouvoir de l'Etat sur une institution - l'école - qui n'agit que par délégation d'une autre institution - la famille... ».

Sans doute est-ce la perception qu'en a souvent le lecteur-auditeur-citoyen d'aujourd'hui, innondé d'une quotidienne propagande anti-fonction, anti-fonction publique et, pour tout dire, « libérale » au sens le plus politicien. Mais M. Frappat n'est pas un citoyen tout à fait ordinaire dans la mesure où c'est à la « une » du Monde qu'il vient au secours d'une telle idée.

Or elle est séduisante ; deux fois. D'abord parce qu'elle exclut, en France et à ce jour, toute manœuvre de l'Etat sur l'enfant et son éducation, comme sont exclues toutes tu-

elles idéologiques et partisans sur le service public. Nuance, à tout le moins ! L'Etat doit garantir matériellement l'existence de l'institution scolaire... et sa neutralité en matière de politique ou de religion.

Ensuite, précisément, parce que l'enseignement laïque n'est pas, ne peut être, le « droit » des parents. La droite et l'extrême droite avancent (« l'instruction n'est pas permise à tout le monde »), hier (« travail-famille-pairie »), comme aujourd'hui (« libre choix ! libre choix !... », c'est-à-dire refus de l'idée même d'une école qui rassemble), n'ont jamais cessé de prôner cette tutelle de la famille sur l'école, et cela ne doit rien au hasard. Dans une société libre et démocratique,

(\*) Secrétaire général du Comité national d'action laïque.

## MAITRISE de L'ENERGIE

Onze nouvelles opérations villes pilotes

- L'Invité du mois : Jean-Marie Rausch, président de la région Lorraine
- Le dossier du mois : Les pompes à chaleur dans l'habitat
- Afrique : la crise du bois de feu
- Les humeurs de Claude-Marie Vadrot

Dans « Le Monde » du samedi 18 février daté 19-20 février

**Le Monde**  
5, RUE DES ITALIENS, 75247 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Belgique, 170 BF ; Autriche, 17 sch. ; Grèce, 28 dr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 \$ ; G.-B., 95 p. ; Inde, 90 r. ; Israël, 90 p. ; Italie, 1.500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 182 ml.		3 mois	6 mois
		9 mois	12 mois
		FRANCE	
		341 F	695 F
		899 F	1080 F
		TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	
		661 F	1.245 F
		1.519 F	2.340 F
		ÉTRANGER (par messageries)	
		L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	
		381 F	695 F
		979 F	1.240 F
		IL - SUISSE, TUNISIE	
		454 F	830 F
		1.197 F	1.530 F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037



55 من الأول

Le Monde

# étranger

## LA SITUATION A BEYROUTH ET L'ABROGATION DE L'ACCORD ISRAËLO-LIBANAIS

### Jérusalem va « réduire considérablement » ses forces au Liban-Sud

M. Shamir a déclaré, jeudi 16 février, qu'Israël ne renoncera jamais à l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. S'adressant à des dirigeants juifs américains, le premier ministre a déclaré : « La signature d'Israël sur ce document est un fait historique et de droit international. Nous ne renoncrons ni à notre signature ni à notre volonté d'appliquer les termes de cet accord de façon intégrale ».

Dans son discours, M. Shamir a estimé que l'abrogation unilatérale des accords par le président Gemayel sera, « d'abord et avant tout, un coup porté à la propre souveraineté du Liban, à son peuple et à ses chances de se libérer lui-même de l'empire syrien ».

M. Shamir a affirmé qu'Israël demandait toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer la sécurité

de sa frontière nord et de nouveau attribué à la Syrie et à l'Iran la responsabilité de la situation présente au Liban. Toutefois dans une déclaration publiée vendredi par Haaretz, M. Shamir indique que les forces israéliennes seront réduites « considérablement » au Liban « dans un très proche avenir ».

M. Shamir a, d'autre part, accusé Le Caire de ne pas se conformer aux dispositions du traité de paix israélo-égyptien. « Le gouvernement égyptien a apparemment décidé de sacrifier ses relations avec Israël à sa réintégration dans la famille arabe. Nous devons exprimer notre préoccupation croissante face à ce comportement de l'Égypte qui fait passer une ombre sur la crédibilité des engagements arabes », a-t-il conclu. — (Reuters.)

### L'opposition refuse tout compromis avec le président Gemayel

(Suite de la première page.)

En tout cas, même une stabilisation de la situation sur la base du plan saoudien, ramené à ses dispositions d'application immédiate, l'abrogation de l'accord avec Israël, le cessez-le-feu, la venue des « casques bleus » — se feraient dans les plus mauvaises conditions pour le pouvoir central libanais, et dans des circonstances encore plus défavorables qu'en 1976, durant les derniers mois du mandat du président Frangé, ou encore que, entre 1976 et 1982, durant le mandat de M. Sarkis.

A la position de Souk-el-Gharb près, les lignes de démarcation sont

en effet redevenues quasiment les mêmes, l'armée ayant évacué, jeudi 16 février, par mer ses derniers postes du littoral au Sud, et les Forces libanaises (chrétiennes) ayant retiré leurs hommes du Sud libanais, et étant contraintes à le faire dans l'ikim-el-Kharoub (entre Beyrouth et Saida), où elles combattent encore.

De moins, le contre-pouvoir installé à Beyrouth-Ouest et dans les régions sous contrôle des milices d'opposition est-il maintenant libanais, alors qu'il était antérieurement étranger : palestinien en 1976, syrien en 1977, syro-palestinien à partir de 1978. Le contre-pouvoir islamique est, de plus, allié d'une Syrie maîtresse de la situation tant qu'Israël n'intervient pas, alors qu'en 1976-1977, c'était le pouvoir chrétien qui avait Damas pour allié public et efficace, en même temps que Jérusalem lui apportait son soutien occulte.

On est convaincu à Beyrouth, des deux côtés de la ville, et qu'il n'y a pas de secteur chrétien qu'Israël n'interviendrait pas militairement en ce moment au Liban. Les patrouilles lancées par son armée depuis vingt-quatre heures jusqu'à Saadaya, première localité après Damour (sud de la capitale), où s'est arrêtée l'offensive des druzes, sont interprétées comme une injonction à ces derniers de ne pas avancer au-delà de ce point.

On s'est également convaincu que, si Israël accédait actuellement aux demandes syriennes sur la mission de la force projetée des Nations unies en remplacement de la force multinationale, en particulier si se serait aux raisons de la limitation du rôle des « casques bleus » à la seule région de Beyrouth, de la procédure à suivre pour assurer le retrait de la force multinationale, et de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

M. NABH BERRI, PRINCIPAL DIRIGEANT CHÛTE, SE RENDRAIT EN FRANCE

(De notre correspondant.)

Le président Gemayel a eu le 15 février un entretien téléphonique avec le président Mitterrand, qui trois jours avant avait quitté sa position de « très compromis ». Il avait auparavant reçu l'ambassadeur de France, M. Wibeux.

Le chef de l'Etat libanais avait demandé à son homologue français des précisions sur la mission de la force projetée des Nations unies en remplacement de la force multinationale ; en particulier si se serait aux raisons de la limitation du rôle des « casques bleus » à la seule région de Beyrouth, de la procédure à suivre pour assurer le retrait de la force multinationale, et de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huettinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de la force multinationale et sur la possibilité de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne seraient pas contraintes à se conformer aux desiderata des milices locales.

### Washington souhaite « ne prendre position ni dans un sens ni dans l'autre »

Washington. — Peu après l'annonce de l'acceptation du plan de paix saoudien par M. Gemayel, la Maison Blanche a fait savoir, jeudi 16 février, que le repli des « marines » de Beyrouth, à bord des bâtiments américains, débiterait d'ici à la fin de cette semaine. Il devrait être achevé dans un délai de trente jours et, en cas de danger, pourrait être accéléré, a-t-il été indiqué, sur simple décision du commandement local. Cette précision visait apparemment à assurer l'opinion qu'il n'y avait désormais plus rien à craindre pour la sécurité des « boys ».

Ni le département d'Etat ni la Maison Blanche n'ont officiellement commenté la teneur du plan saoudien à propos duquel le porte-parole de la présidence a seulement déclaré qu'un « certain nombre de ses éléments posait problème » à Washington.

Le secrétaire d'Etat, quant à lui, est tout simplement parti jeudi passer quatre jours de repos aux Bahamas — prenant ainsi l'exemple sur M. Reagan qui se trouvait, durant toute la semaine dernière, dans son ranch californien de Santa-Barbara.

De notre correspondant

sentiment de débâcle de l'administration, dont l'opinion, pourtant, ne paraît nullement tenir rigueur à M. Reagan.

Selon un sondage de la chaîne ABC, l'annonce par le président du retrait des « marines » a fait passer de 30 % à 38 % le pourcentage des Américains approuvant sa politique libanaise et baissé de 60 à 56 % le pourcentage de ceux qui la désapprouvent ; 52 % des Américains (contre 34 %) estiment que le président a pris sa décision pour des raisons de politique intérieure ; 61 % (contre 33 %) que l'envoi des « marines » à Beyrouth n'a servi à rien, et 58 % que l'armée américaine devrait totalement quitter la région.

Officiellement, ce n'est pas là l'intention des autorités, qui ont annoncé que quelques cinq cents « marines » resteraient à terre pour assurer la protection de l'ambassade américaine et l'entraînement de ce que l'on continue à appeler l'« armée libanaise ».

Le Washington Post, pour sa part, dans un éditorial inhabituellement peu cruel pour M. Reagan, considère que, s'il y a eu « pitoyable échec » au Liban, dont la stabilité n'a pu être restaurée sous l'autorité d'un gouvernement proche de Washington et de Jérusalem, il n'y a pas eu pour autant grand changement dans l'équilibre des forces régionales, car le Liban ne serait pas un « point d'appui stratégique ».

Certains hauts fonctionnaires américains, particulièrement optimistes, allaient jusqu'à envisager jeudi la possibilité d'une rencontre au sommet à l'automne, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. A deux mois de l'élection présidentielle, une telle rencontre serait une aubaine pour M. Reagan.

BERNARD GUETTA.

Ce départ a été commenté par la chaîne de télévision NBC comme une illustration de la totale impuissance à laquelle les Etats-Unis étaient parvenus au Liban. Il est en tout cas certain que l'éventuelle application du plan saoudien place M. Shultz dans une situation peu confortable, car cette solution s'articule autour de l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. C'est, en effet, à l'initiative du secrétaire d'Etat que les Etats-Unis avaient refusé, début décembre, lors de la visite à Washington de M. Gemayel, de lui donner un feu vert pour cette abrogation qui aurait pu être pu, à l'époque, permettre au président libanais de trouver un terrain d'entente avec ses adversaires.

La direction soviétique « fait un effort »

Parallèlement, le Conseil de sécurité des Nations unies a, aujourd'hui, ses discussions sur l'envoi à Beyrouth d'un contingent de l'ONU en remplacement de la force multinationale. Les Etats-Unis se sont prononcés en faveur de cette mesure, en soulignant qu'ils n'y avaient « aucune condition préalable » — sous-entendu : contrairement à l'URSS. Les représentants soviétiques n'ont fait aucune concession sur les exigences draconiennes qu'ils avaient avancées la veille (Le Monde du 17 février), et les discussions pourraient ne pas reprendre avant mardi prochain.

Par ailleurs, dans l'ambroisie libanaise, M. Reagan a trouvé le temps, jeudi, de déjeuner avec M. Shultz et le vice-président George Bush, qui se rendait à Moscou où il s'était entretenu en tête à tête avec le nouveau secrétaire général soviétique. Après ce déjeuner de travail, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Reagan espérait que les Etats-Unis « auront la possibilité d'ouvrir un dialogue à divers niveaux avec la nouvelle direction soviétique et peut-être même de reprendre les négociations sur le contrôle des armements ».

Le mercredi 15 février encore, M. Shultz avait fait devant la presse une déclaration dans laquelle il disait : « Nous continuons à soutenir l'accord du 17 mai (...) qui était et reste l'unique fondement du retrait israélien tout en sauvegardant à la fois la souveraineté libanaise et les intérêts légitimes de sécurité d'Israël ». Quelques heures plus tard, M. Reagan disait, lui, dans une interview publiée jeudi matin par plusieurs quotidiens : « Nous ne sommes pas partis (à l'accord). Nous n'aurions donc en aucune manière à prendre position dans un sens ou dans l'autre sur le fait qu'il soit ou non abrogé ». C'était à la fois spectaculaire, mais sans doute pas la dernière des contradictions publiques enregistrées depuis plusieurs jours à propos du Liban entre les responsables américains. Quotidiennement et scrupuleusement relevées par la presse, ces contradictions ont fini par donner un pénible

### L'opinion publique pour le retrait

Le mercredi 15 février encore, M. Shultz avait fait devant la presse une déclaration dans laquelle il disait : « Nous continuons à soutenir l'accord du 17 mai (...) qui était et reste l'unique fondement du retrait israélien tout en sauvegardant à la fois la souveraineté libanaise et les intérêts légitimes de sécurité d'Israël ». Quelques heures plus tard, M. Reagan disait, lui, dans une interview publiée jeudi matin par plusieurs quotidiens : « Nous ne sommes pas partis (à l'accord). Nous n'aurions donc en aucune manière à prendre position dans un sens ou dans l'autre sur le fait qu'il soit ou non abrogé ». C'était à la fois spectaculaire, mais sans doute pas la dernière des contradictions publiques enregistrées depuis plusieurs jours à propos du Liban entre les responsables américains. Quotidiennement et scrupuleusement relevées par la presse, ces contradictions ont fini par donner un pénible

LUCIEN GEORGE.

Cet « espoir » relève plutôt, a-t-il précisé, du « souhait » que de la « prédiction », mais le président

### LE PLAN SAOUDIEN

Washington (AFP). — Voici le plan saoudien en huit points de règlement de la crise libanaise, tel qu'il est présenté par plusieurs journaux américains.

— Abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 sur le retrait des troupes étrangères.

— Cessez-le-feu entre les factions libanaises.

— Retrait progressif et simultané des troupes israéliennes et syriennes dans un délai de 60 à 90 jours.

— Mise en place d'un dispositif de sécurité au Liban, hors des zones occupées par la Syrie et Israël, par une commission conjointe réunissant le gouvernement et l'opposition.

— Reprise rapide des négociations de Genève sur la réconciliation nationale.

— Acceptation par le président Gemayel et les phalanges de discussions sur des réformes structurelles, pour un partage plus équitable du pouvoir.

— Garanties pour la sécurité du Liban-Sud, par le biais d'une formule pour assurer la sécurité de la frontière nord israélienne contre des infiltrations de guerrilleros.

— Remplacement de la force multinationale par un contingent des Nations unies.

### UNE MANIFESTATION A PARIS

#### « Plutôt morts que Syriens ! »

« Le Liban crucifié ! », « Est-ce un crime d'être chrétien ? », « Halte aux massacres de chrétiens au Liban ! », « Plutôt morts que Syriens ! », « Les assassins hors de l'internationalisme socialiste ! » (1). Telles étaient quelques-unes des phrases portées sur les calicots des participants à la marche sur le thème « Sauvez le Liban ! » qui s'est déroulée durant deux heures, le jeudi 16 février en fin de matinée, entre le Trocadéro et le Quai d'Orsay.

Cette manifestation avait lieu à l'appel d'une dizaine d'organisations françaises ou libanaises, dont le Comité d'action de la résistance française animé par M. Marie-Madeleine Fourcade, et l'Alliance libanaise, dirigée par M. Fouad Melki, représentant à Paris des Forces libanaises (chrétiennes). Plusieurs milliers de personnes (six mille selon les organisateurs, trois mille selon la police), en majorité des Libanais chrétiens, étudiants ou réfugiés, entendaient ainsi attirer l'attention des autorités françaises sur l'« atroce solitude » du Liban. Des Français s'étaient joints à la manifestation, dont une dizaine de personnalités de l'opposition, parmi lesquelles MM. Jean-Marie Daillet, Olivier d'Ormesson, Yves Galland, Alain Grotteray, Didier Bariani, André Rossinot, et Jean Méo, et deux anciens ambassadeurs de France à Beyrouth, MM. Pierre Millet et Hubert Argo.

### Un communiqué de l'ambassade de Syrie

« Suite aux allégations diffamatoires selon lesquelles les troupes syriennes se livrent au génocide des chrétiens, nous tenons à signaler que ce qui se passe en ce moment au Liban est une guerre civile, qui est le résultat d'un déséquilibre profond à l'intérieur de la société libanaise », estime, pour sa part, l'ambassade de Syrie à Paris, dans un communiqué publié jeudi. Ce texte poursuit : « Les phalanges libanaises qui ne constituent pas l'ensemble de la population chrétienne refusent de regarder la réalité en face et tentent d'en détourner l'attention en invoquant des prétextes confessionnels. (...) ».

Le communiqué syrien conclut : « Au lieu de brandir à chaque fois les mêmes slogans antisyréens et d'induire en erreur l'opinion française, il est nécessaire que les dirigeants libanais recherchent (...) un consensus national, seul capable de mettre fin à l'occupation israélienne et aux souffrances des Libanais et de faire retrouver au Liban son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Allusion au Parti progressiste socialiste de M. Jomblatt qui a participé aux massacres du Chouf en septembre 1983, mais reste membre du PIS.

### Egypte

#### POUR LA DEUXIÈME FOIS EN CINQ ANS

#### Le parti Wafd a été autorisé à se reconstituer

Le Caire. — Le parti d'opposition égyptien du Néo-Wafd a franchi, dimanche 12 février, le dernier obstacle qui empêchait sa participation aux élections législatives prévues en mai. En effet, le Conseil d'Etat a réhabilité, dimanche, le chef du Néo-Wafd, M. Fouad Serrageldine (soixante-quatre ans), ainsi que le secrétaire général du parti, un ancien ministre copte, M. Ibrahim Farag. Tous deux, ainsi que d'autres membres fondateurs du Néo-Wafd, avaient été privés de leurs droits politiques par une loi du président Sadate approuvée par plébiscite (98,27 % de oui) le 22 mai 1978. Cette loi « destinée à préserver l'unité nationale et la paix sociale » avait provoqué le gel des activités du Néo-Wafd le 2 juin 1978, cent jours seulement après sa reprise officielle d'activité.

Le Néo-Wafd, qui est la resurgence du Wafd (délégation), le grand parti nationaliste libéral et laïque qui a dominé la vie politique égyptienne de 1919 à 1952, avait décidé une seconde fois de se reconstituer le 21 août 1983. Le gouvernement, malgré tout l'attirail répressif dont il disposait (état d'urgence, loi sur l'unité nationale, loi des partis, etc.), se contenta de plaider de manière peu convaincante contre le Néo-Wafd devant le Conseil d'Etat.

Cette instance prononça, le 29 octobre, un jugement en faveur du

Correspondance

Néo-Wafd, qui reprit officiellement ses activités sous la conduite de M. Serrageldine, malgré l'interdit qui frappait les activités politiques de cet ancien ministre de l'Intérieur et des finances du roi Farouk I<sup>er</sup>.

En novembre, on apprenait que, au cours d'un « entretien informel », le ministre de l'Intérieur, le général Hassan Abo-Bacha, avait laissé entendre à M. Serrageldine qu'il pouvait profiter du « climat démocratique » instauré par le président Moubarak, « à condition de ne pas transgresser certaines limites ». Selon l'hebdomadaire officieux El Mousawwar, ces conditions consistent à ne pas remettre en cause les « acquis de la révolution (nassérienne) de 1952 » et à ne pas chercher à « rétablir la situation sociale qui prévalait sous la monarchie ».

### Une vague d'adhésions

Cette mise en garde volée laissait également entendre que le Néo-Wafd avait un « rôle à jouer », notamment dans le domaine économique, où il devait servir de « frein » à la croissance incontrôlée de l'administration et à la gestion manquant de rigueur du secteur étatique. On estime, d'autre part, au Caire, que le gouvernement ne voit pas d'un mauvais œil un parti laïque prendre la tête d'une opposition dont les éléments les plus actifs étaient

### CETTE SEMAINE

Michel Albert  
Georges Duby  
Michel Foucault  
Jacques Le Goff  
François de Closets  
et...

YVES MONTAND  
dans  
SPECIAL  
LE NOUVEAU  
observateur



## AFRIQUE

## Le Nigéria aux arrêts de rigueur

## III. - Le poids de l'« héritage »

Des citages traversent l'armée nigérienne et expliquent le coup d'Etat « anticipé » du 31 décembre. Mais l'insécurité et la corruption demeurent. Une sérieuse récession frappe l'économie, en raison, notamment, de la baisse des revenus pétroliers. (Le Monde des 16 et 17 février.)

Lagos. Les experts économiques internationaux évaluent-ils les conséquences sociales et humaines du diagnostic qu'ils établissent lorsqu'ils se rendent au chevet d'une économie malade ? Ceux du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale savent-ils que, si les autorités militaires nigériennes suivent leurs recommandations à la lettre, le doublement du prix du « cooking oil » (huile alimentaire) provoquerait, dans les quartiers populaires du Grand Lagos, à Mushin ou Surulere, la révolte des « mammy » ?

Vendu six kobo (1) le litre, le « cooking oil » est intouchable. En revanche, à condition de bloquer les tarifs des transports en commun, le gouvernement pourrait, théoriquement, doubler le prix du litre d'essence, en le portant à 40 kobo (4,70 F français). D'abord parce que le carburant nigérien resterait concurrentiel par rapport aux prix fixés dans les États voisins ; ensuite parce que les marges bénéficiaires des contrebandiers seraient réduites, ce qui irait dans le sens du climat de moralisation de la vie publique qui semble régner aujourd'hui à Lagos ; enfin parce que, annuellement, une telle mesure contribuerait à renflouer, à hauteur d'environ 2 milliards de nairas, les caisses désespérément vides de l'Etat.

Dévaluation du naira, réduction du déficit budgétaire, augmentation des prix de certains produits (comme l'essence), renouement à certains investissements, les conditions posées par le FMI pour accorder un nouveau prêt au Nigéria (Lagos souhaiterait obtenir 3 milliards de dollars) sont dracونيennes.

## « Piliers amers »

Or le général Buhari, chef de l'Etat du Nigéria, « n'aime pas les dévaluations », « parce qu'il s'agit de piliers amers que nous n'avons qu'en cas d'absolue nécessité ». Cette nécessité semble aujourd'hui impérieuse. Les créanciers gouvernementaux et privés du Nigéria mettent comme condition à un nouveau rattachement global de la dette commerciale (environ 7 milliards de dollars) la signature d'un accord avec le FMI. Au cours des négociations qui ont commencé le 15 février à Washington, les représentants nigériens seront vraisemblablement contraints de passer, pour une part, sous les fourches caudines de l'organisation internationale, pour une raison simple : les militaires ont justifié le coup d'Etat du 31 décembre par l'incapacité des civils de redresser la situation économique. Ils sont donc condamnés à réussir. C'est-à-dire à accepter des conditions qui leur nationalisent, faute de quoi leur crédibilité, comme sur le plan intérieur que international, sera compromise.

Les ventes pétrolières, qui apportaient environ 20 milliards de dollars à l'Etat en 1980 (à l'époque, le baril de « brut » nigérien atteignait 40 dollars contre 30 aujourd'hui), ont procuré moins de 10 en 1983. Or elles représentent 95 % des recettes en devises et 82 % des revenus de l'Etat. D'où une tendance naturelle des gouvernements à recourir à l'emprunt, à être dans l'incapacité de rembourser les intérêts de ces emprunts, pour aboutir, le volume des importations sifflant croissant, à peu ou prou, une situation de cessation des paiements.

A Lagos, certains économistes en viennent à rêver à une aggravation de la guerre Irak-Iran, qui conduirait à un blocage, pour de longs mois, du détroit d'Ormuz... et permettrait au Nigéria de vendre plus facilement son pétrole. Avec une capacité potentielle de production de 2,2 millions de barils/jour, le Nigéria aurait, en effet, des rentrées de devises suffisantes pour éponger la totalité de ses dettes, à condition de pouvoir écouler une telle production sur le marché. Or non seulement le quota que lui autorise l'OPEP se limite à 1,3 million de barils/jour mais, en outre, en 1983, il n'a vendu en moyenne que 1,23 millions de barils. Les autorités nigériennes ont officiellement demandé à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole une augmentation de leur quota de 1 million de barils/jour. En l'absence d'une réévaluation du quota de l'OPEP (actuellement fixé à 17,5 millions de barils/jour), un geste à l'égard de Lagos doit nécessairement impliquer une réduction

## De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

tion de la part allouée à d'autres pays. Reste que l'on peut raisonnablement prévoir un rétablissement du marché pétrolier mondial au cours du deuxième semestre de 1984. Même limitée à 300 000 barils/jour, la réévaluation du quota nigérien, lors de la prochaine réunion - non encore fixée - de l'OPEP, apporterait 3 milliards de dollars supplémentaires par an à l'Etat. Un « ballon d'oxygène » non négligeable.

## Une augmentation du quota pétrolier

Par conviction ou pour faire pression sur l'OPEP, certains des dirigeants nigériens proposent ouvertement une sortie de leur pays de l'Organisation, c'est-à-dire une baisse unilatérale du prix du « brut » nigérien. Une telle solution, qui précéderait une guerre des prix à l'échelle mondiale, serait, à terme, suicidaire. Mais dans l'attente d'une décision qui lui soit favorable, Lagos peut à la fois « discrètement » dépasser le quota qui lui est attribué (ce qui est le cas depuis janvier), et espérer obtenir de l'Arabie Saoudite qu'elle baisse - sans le dire - son propre quota. Ryad peut aussi fournir une aide financière au Nigéria, comme elle l'a fait dans le passé. Les bonnes relations qu'entretiennent Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, et le général Buhari, ancien ministre du pétrole, peuvent avoir leur importance.

Ces « expédients » montrent assez que les Nigériens n'ont pas su faire fructifier le « boom pétrolier » des années 70. L'agriculture en a été la principale victime. La « révolution verte », lancée par le président Shagari pour tenter d'envoyer l'acroissement des importations de denrées alimentaires (30 % des besoins de la population), est soldée, globalement, par un échec, tout comme l'opération « nourrir le pays » tentée par le général Obasanjo en 1976. Des habitudes alimentaires nouvelles se sont, en outre, créées, notamment dans les villes, comme la consommation de pain, alors que le Nigéria ne produit pas de blé. Globalement, les importations alimentaires représentent une facture annuelle de 2 milliards de dollars.

Engager une vaste opération de réhabilitation des cultures traditionnelles délaissées (huile de palme, cacao notamment), créer des incitations pour le travail agricole (les salaires des villes sont nettement supérieurs), multiplier les écoles d'agriculture, faire comprendre aux jeunes que seul le chômage les attend à Lagos, convaincre, enfin, les investisseurs nigériens et étrangers qu'il peut être financièrement rentable, à terme, de miser sur des exploitations agricoles, sont quelques-unes des tâches qui attendent les généraux nigériens.

Malheureusement, il ne manque pas de spécialistes à Lagos pour se laisser prendre à un autre « mirage », celui du gaz. C'est vrai que les ressources gazières du Nigéria (le double de ses ressources pétrolières) font rêver : évaluées approximativement à 2 000 milliards de mètres cubes (quatrième rang mondial), elles peuvent, à la fin de la décennie, produire théoriquement le relais du pétrole. Le général Buhari a récemment confirmé son engagement pour la poursuite du projet de l'usine de liquéfaction de gaz de Bonny. Confié à Shell, le projet Bonny NLG devrait permettre - dans un premier temps - une production annuelle de 8 milliards de mètres cubes, c'est-à-dire la moitié des estimations du projet initial (coût : 10 milliards de dollars !). Mais les autorités nigériennes savent d'ores et déjà que le retard pris dans l'exploitation du gaz naturel a fait perdre à leur pays une part importante du marché européen.

La crise économique contraint le gouvernement à revoir - à la baisse - les dépenses souvent démesurées prévues par les régimes précédents. Si la période d'expansion a permis au Nigéria de se doter d'un bon niveau d'infrastructures, bien qu'inséparablement réparties sur le territoire, elle a aussi conduit à des aberrations économiques, comme le complexe sidérurgique géant d'Ajaokuta. Le site a été fixé dans une région dépourvue de voies de communication, où le charbon est inexistant et la teneur en minerai de fer assez faible. En outre, l'acier est victime d'une surproduction mondiale durable. Connaissances par les Soviétiques (qui les avaient aidés dans leur effort de guerre au moment de la guerre civile) qu'une industrie sidérurgique est indispensable à un grand pays, les Nigériens ont vu... grand : le projet, avant le coup d'Etat, était estimé à 3 à 4 milliards de dollars. A

elles seules, les trois entreprises de travaux publics intéressées réclament déjà une « rallonge » de 630 millions de nairas. Le cas de la future capitale fédérale d'Abuja participe du même phénomène d'irréalisme, avec un coût total estimé à 16 milliards de dollars.

## Des investissements aberrants

La politique d'austérité que les autorités nigériennes doivent mettre en œuvre les oblige nécessairement à renoncer, au moins dans leur dimension initiale, à des grands travaux de ce type. En revanche, le métro aérien de Lagos, dont le coût est estimé à 700 millions de nairas, devrait voir le jour, parce qu'il répond à un besoin réel. De toute façon, actuellement, l'industrie nigérienne est en roue libre. La pénurie des matières premières, l'insécurité des dépôts préfabriqués aux importations (pouvant aller jusqu'à 250 % de prix de certaines marchandises), le flux anarchique des pièces détachées, ont contraint depuis deux ans les sociétés nationales et étrangères à ralentir considérablement leur activité, voire à fermer leurs portes, c'est-à-dire à licencier des milliers de salariés. Attendant depuis plusieurs mois d'être payés par l'Etat nigérien, incapables, faute de trésorerie suffisante, de régler leurs fournisseurs, les entreprises étrangères se livrent à une sorte de « chantage » vis-à-vis des autorités : les chantiers ne reprendront que lorsque l'Etat aura réglé ses dettes ! De plus, la trésorerie des entreprises risque de subir de plein fouet les conséquences d'une dévaluation, qui portera nécessairement sur les arriérés de paiement. La plupart des industriels occidentaux font aujourd'hui le « gros dos ». Pariant sur la reprise de l'activité économique, ils attendent, comme tout le monde, le résultat des négociations avec le FMI.

Compte tenu de la surévaluation du naira, la dévaluation, pour être efficace, devrait atteindre au moins 40 %. Des mesures drastiques d'accompagnement devront sans doute être prises, comme un échange des billets : formule qui a l'avantage de supprimer d'un seul coup une partie des fortunes illicites. On imagine mal, en effet, les gros thésauroisiers se rendre à la Banque centrale pour échanger des millions de nairas à l'origine douteuse.

La question de la dévaluation agite surtout les milieux financiers de Lagos. La population, de son côté, est surinformée au sujet des gaspillages et de la corruption reprochés aux représentants de la « démocratie ». Les généraux nigériens ont récemment déclaré que la seule disparition du régime civil entraînerait une économie annuelle de 90 millions de nairas (110 millions de dollars), à la fois par la suppression du système parlementaire (avec les logements et voitures de fonction se rattachant à ce statut), celle de la FEDECO (commission électorale fédérale), ainsi que la disparition des avantages matériels dont bénéficiaient certains responsables du NPN et les membres du gouvernement. Selon diverses estimations, la somme des richesses amassées par les « barons » de l'ancien régime et aujourd'hui « exportées » atteindrait 5 à 7 milliards de dollars. Les autorités nigériennes, qui espèrent toujours récupérer une partie de ces fonds, négocient actuellement les plus recherchées. Il n'est d'ailleurs pas exclu que des accords de « compensation » puissent être conclus avec certains gouvernements étrangers, pour qui la coopération économique avec le Nigéria est prépondérante.

Reste la crise - au quotidien - avec une inflation de près de 30 % sur les produits de première nécessité au cours des derniers mois et une moyenne annuelle de 40 %. Les commerçants qui n'ouvrent leur échoppe qu'à la tombée de la nuit pour échapper à la baisse autoritaire des étiquettes organisée par des groupes de soldats, sont-ils prêts à accorder - au moins dix-huit mois - au général Buhari pour redresser l'économie ? Si l'administration militaire « trompe le peuple », déclare-il y a trois semaines M. Hassan Sumu, président de la plus puissante organisation syndicale du pays, le Congrès du travail (NCL), les travailleurs nigériens n'auront d'autre solution que de former un « gouvernement des travailleurs ».

Finalement, les généraux nigériens avaient-ils bien mesuré, avant le coup d'Etat du 31 décembre, le poids de l'« héritage » ?

FIN

(1) Le monnaie nigérienne est le naira, qui est dirigé en 100 kobo. Un naira vaut 11,75 francs français au taux officiel et environ 3,50 francs au taux parallèle (marché noir).

## SIGNE DE DÉTENTE EN AFRIQUE AUSTRALE

## Pretoria et Luanda s'entendent sur un retrait des troupes sud-africaines d'Angola

L'Afrique du Sud et l'Angola ont formé, au cours d'une réunion, jeudi 16 février, à Lusaka, une commission conjointe chargée de surveiller le processus de désengagement militaire en cours dans le Sud angolais. Un communiqué officiel, publié après six heures de discussions, précise que la commission, à laquelle les États-Unis seront invités à se joindre, « déclarera, enquêtera et fera un rapport sur les violations éventuelles des engagements pris par chacune des parties », afin de mettre fin au conflit dans le sud de l'Angola.

De retour à Johannesburg, M. P. K. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, qui dirigeait la délégation de son pays, a précisé que la commission surveillerait le retrait des troupes sud-africaines. Elle veillerait également au respect des engagements de l'Angola en ce qui concerne les positions des partisans de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et des soldats cubains présents dans la région concernée.

Le communiqué souligne que de nombreux problèmes restent à résoudre avant la paix en Afrique australe. Mais les trois parties - les États-Unis étaient représentés à Lusaka par M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines (Le Monde du 17 février) - ont déclaré que « la réunion de Lusaka constitue une étape importante et constructive dans la recherche d'une solution aux problèmes de la région », notamment dans celle d'un règlement namibien. La délégation angolaise était dirigée par M. Alexandre « Kito » Rodrigues,

ministre de l'Intérieur, et celle de l'Afrique du Sud comprenait le général Magnus Malan, ministre de la défense, ainsi que M. Van Nierke, administrateur général de la Namibie.

D'autres réunions suivront, ajoute le communiqué, « afin de faciliter un désengagement total et réversible d'aboutir à une cessation effective des hostilités ». L'Afrique du Sud avait annoncé, le 31 janvier, qu'elle amorçait le repli de ses troupes stationnées dans le Sud angolais, étant entendu qu'un cessez-le-feu devait être également respecté par la SWAPO et l'armée angolaise. Quelques jours plus tard, lors d'une visite à Lusaka, le président Dos Santos avait déclaré que l'Angola était en faveur d'un cessez-le-feu pour peu qu'il conduise à l'indépendance de la Namibie.

Une date a été fixée à laquelle le retrait des troupes sud-africaines devrait être terminé, mais elle est tenue secrète, a également déclaré M. P. K. Botha. « Le cessez-le-feu est quasiment effectif », a-t-il dit, tout en se félicitant que ces pourparlers, qui devaient durer plusieurs jours, aient été si vite « couronnés de succès ». La commission, a-t-il précisé, pourrait comprendre environ deux cents membres, soit une centaine pour chaque partie, sans compter une participation symbolique américaine. Cet accord, estimé-t-on de source diplomatique à Johannesburg, pourrait inciter les États-Unis à reconnaître le régime de Luanda, ce qui libérerait le principal obstacle à l'envoi d'observateurs américains dans la zone de cessez-le-feu.

## Une nouvelle stratégie

L'accord de Lusaka est, certes, limité. Il ne constitue, sans aucun doute, qu'un premier et petit pas sur le long chemin qui reste à faire avant d'envisager l'indépendance de la Namibie et, de façon plus générale, l'établissement d'une détente en Afrique australe. Il n'est reflète pas moins - et c'est très important - l'échec d'un tournant dans la politique régionale de Pretoria.

Tout d'abord, après avoir si longtemps donné l'impression de ne jamais vouloir sérieusement négocier, d'encourager la subversion chez l'adversaire au lieu de lui parler, de se méfier d'éventuels interlocuteurs occidentaux et de se camper dans le rôle de dernier rempart de la « civilisation occidentale » sur le continent, pourquoi l'Afrique du Sud accepte-t-elle, en l'espace de vingt-quatre heures, de s'entendre avec le régime de Luanda, qu'elle considérait comme un pion dans le jeu soviétique ?

L'argument selon lequel Pretoria accepte de faire un cadeau précoce au président Reagan - qui a tant fois déclaré qu'un accord diplomatique ne serait-ce que pour faire oublier ses déboires au Liban - est un peu court. Si satisfait soient-ils de l'« engagement constructif » de l'administration républicaine à leurs côtés, les Sud-Africains ont prouvé, par le passé, qu'ils n'entraient jamais dans une négociation sans avoir assuré leurs arrières. En outre, leur hantise du « péril rouge » est loin, tant s'en faut, de s'évanouir quand ils négocient avec des régimes qui affichent leur marxisme-léninisme, ce qui est le cas de l'Angola comme celui du Mozambique.

En fait, les raisons de Pretoria sont d'une autre nature. En premier lieu, les Sud-Africains ont reconnu, lors de leur dernière offensive dans le Sud angolais, d'avantage de résistance qu'ils ne l'avaient prévu. Les Angolais étaient beaucoup mieux armés et plus motivés que par le passé. En outre, cette guerre, qui dure depuis près de neuf ans, leur coûte très cher (800 millions de dollars en 1983). Enfin et surtout, ils se sont convaincus que la politique de confrontation suivie depuis 1975 - date à laquelle le Mozambique et l'Angola ont, tour à tour, accédé à l'indépendance - leur permet de négocier aujourd'hui en position de force.

Dans un premier temps, l'an dernier, ils ont accédé aux demandes pressantes de Maputo en faveur d'une négociation bilatérale. Depuis, la multiplication des échanges entre les deux capitales a débouché sur la création de quatre commissions de travail (sécurité, relations économiques, tourisme et fonctionnement du barrage hydro-électrique de Cabora-Bassa).

Les Sud-Africains exigent que l'ANC (Congrès national africain), qui se bat, les armes à la main, contre l'apartheid ne puisse pas utiliser le Mozambique comme une base arrière. Ils demandent un resserrement des relations entre deux économies complémentaires (Maputo est le port naturel de Johannesburg) et la réouverture du Mozambique à leurs touristes. Enfin,

ils ont besoin de l'électricité produite à Cabora-Bassa.

De son côté, aux prises avec une grave sécheresse ainsi qu'avec la rébellion dirigée par le RNM (Résistance nationale du Mozambique), le régime de Maputo a besoin d'une aide sud-africaine, puisque les pays occidentaux, avec lesquels il consolide ses relations, ne peuvent pas lui fournir toute celle qui lui serait nécessaire. Mais, au préalable, le Mozambique veut obtenir de l'Afrique du Sud qu'elle cesse d'appuyer la RNM.

Le Mozambique semble, face au géant sud-africain, dans une telle position de faiblesse que les négociations ont apparemment fait de sérieux progrès, ainsi que le souligne le climat favorable dans lequel la commission chargée de Cabora-Bassa s'est réunie à Lisbonne en début de semaine. Maputo ne veut pas que des touristes sud-africains, de retour sur ses plages, se transforment en autant d'indicateurs, ou que la reprise des investissements sud-africains lui pose, le cas échéant, des problèmes d'indépendance et, surtout, de sécurité. Mais au cas où l'Afrique du Sud s'engagerait - ce qui n'est pas exclu - à notamment réduire son aide à la RNM, le président Machel pourrait accepter un renforcement de la présence économique sud-africaine sur le territoire mozambicain. En tout cas, les négociations intenses en cours le laissent penser.

## Une opération de longue haleine

Le cas de l'Angola est différent, aux yeux de Pretoria, car les deux États n'ont pas de frontières communes et toute négociation, pour porter des fruits durables, devra aboutir à dénouer l'imbroglio namibien. Il s'agit donc d'une opération de longue haleine, dont l'accord de Lusaka ne peut constituer que le premier élément. Pour l'instant, il ne s'agit que de « contrôler » un désengagement militaire sud-africain du Sud angolais. Mais ce premier accord, auquel les États-Unis sont associés et qui s'est réalisé sans la participation de la SWAPO, qui se bat en Namibie contre l'armée sud-africaine, annonce l'intention de Pretoria d'abandonner une stratégie jusqu'ici strictement militaire.

Au sein du gouvernement sud-africain, le débat entre « jusqu'aboutisseurs » et « réalistes » n'est sans doute pas fermé. Les premiers tiennent à peu près le raisonnement suivant : puisque la politique de force a porté des dividendes, pourquoi ne pas la suivre jusqu'à l'effondrement des régimes de Maputo et de Luanda ? Bref, pourquoi ne pas appuyer jusqu'au bout les gardes de la RNM au Mozambique et de l'Unita - le mouvement de M. Savimbi - en Angola ?

Les « réalistes » dont les chefs de file sont le premier ministre, M. Pieter Botha, et le général Magnus Malan, ministre de la défense, estiment en revanche, grosso modo, que la démonstration de force a été suffisamment probante pour rétablir une relative stabilité

régionale et relancer, au profit de la puissance agro-industrielle sud-africaine, une coopération économique en Afrique australe.

Ce deuxième courant, majoritaire, calcule, en outre, que l'effondrement du FRELIMO, au pouvoir à Maputo, et peut-être même celui du MPLA, au pouvoir à Luanda, déboucherait soit sur l'anarchie, soit sur des régimes plus maniables mais incapables. Mieux vaut alors négocier avec des gouvernements ennemis, mais qui disposent des seuls cadres locaux et qui ont déjà l'expérience du pouvoir.

Mais, même si l'Afrique du Sud s'engageait plus profondément dans le jeu du réalisme, les obstacles à un règlement global ne s'effaceraient pas du jour au lendemain. Certes, les négociations sont suffisamment avancées avec Maputo pour que Pretoria puisse envisager de réduire l'aide offerte - malgré des démentis répétés - à la RNM. Mais, sur le front angolais, la vitalité de l'UNITA - qui dispose de davantage d'autonomie et, surtout, d'une direction politique et d'une assise locale - soulève des questions beaucoup plus graves. Pour Luanda, sans l'appui de l'Afrique du Sud, la rébellion de l'UNITA redresserait un problème minime, au moins surmontable. L'analyse qu'on fait à Pretoria est bien différente, puisqu'on y juge M. Savimbi capable, aujourd'hui, de voler de ses propres ailes.

Deuxième problème, les tensions au sein d'une direction du MPLA affaiblie par des années de guerre. Pour certains observateurs, une réorganisation de cette direction est inévitable et, compte tenu des antagonismes en présence, surtout entre générations, elle ne pourra se réaliser qu'à l'occasion d'une épreuve de force. D'éventuels changements à Luanda peseront fatalement sur toute négociation.

Enfin, sans parler d'un règlement namibien proprement dit, le problème de la présence militaire cubaine en Angola demeure, puisque Pretoria et Washington réclament toujours le départ des vingt mille soldats cubains stationnés dans ce pays. De nombreux diplomates occidentaux pensent aujourd'hui que la mise soviétique en Afrique australe n'a jamais été considérable et que, le cas échéant, dans cette région, ses atouts demeurent faibles. Moscou serait prêt à accepter une porte de sortie honorable. Mais il n'en est pas de même pour La Havane, qui a considérablement investi dans cette région et y a perdu beaucoup d'hommes. Un échec cubain en Angola pourrait avoir des répercussions non seulement à Cuba mais également dans le reste de l'Amérique latine.

Pour toutes ces raisons, il faut accueillir avec une extrême prudence les signes actuels de détente en Afrique australe. Mais il reste que les négociations sont sérieusement amorcées, ainsi que le souligne la rapidité avec laquelle s'est conclu l'accord de Lusaka et que, pour les tenants du pouvoir à Pretoria, selon la formule d'un observateur averti, « les jeux sont faits, et il s'agit donc de tirer le maximum de bénéfices ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

JPM 100 150



550 من الأمل

# EUROPE

# AMÉRIQUES

## Espagne

### DEVANT L'OPPOSITION DE MADRID A UNE RÉFORME AGRAIRE

#### Le président du gouvernement andalou donne sa démission

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste vient de connaître sa seconde crise en deux semaines. Après la destitution du secrétaire d'Etat aux finances, M. Jose Sevilla, due à des désaccords au sein de l'équipe économique, c'est la politique régionale, cette fois, qui donne lieu à de sérieuses divergences au sein du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Elles ont entraîné la démission, le jeudi 16 février, du président du gouvernement régional andalou, M. Rafael Escudero, qui est socialiste, et qui ne cachait pas son mécontentement face aux obstacles mis par le gouvernement central à son projet de réforme agraire, pourtant très modérée.

C'est en octobre 1983 que M. Escudero avait présenté un avant-projet de loi consacré à cette question particulièrement importante en Andalousie, notamment dans la vallée du Guadalquivir, où la propriété foncière reste aussi concentrée qu'à l'époque de la République, il y a cinquante ans. Le texte élaboré par le gouvernement andalou reprenait pour l'essentiel une législation existante sous le gouvernement centriste (1977-1982), mais très peu appliquée. Il prévoyait la possibilité pour l'Etat d'exploiter les terres insuffisamment cultivées, sans les nationaliser pour autant. La seule innovation importante était la création d'un impôt frappant les propriétés au rendement insuffisant.

Pour que cette loi prenne effet, il fallait que le gouvernement régional andalou reprenne du gouvernement central les compétences correspondantes en matière d'agriculture, or celles-ci ne lui ont toujours pas été transférées. M. Felipe Gonzalez lui avait, semble-t-il, promis de régler ce problème avant que le Parlement andalou n'entame, le 21 février, la

### M. Felipe Gonzalez a reçu M. Fidel Castro pour un déjeuner de travail à Madrid

De notre correspondant

Madrid. — L'« escale » technique de deux heures que devait faire à Madrid, le jeudi 16 février, M. Fidel Castro, de retour de Moscou, s'est finalement transformée en un déjeuner avec le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, et le coordinateur de la junte du gouvernement nicaraguayen, M. Daniel Ortega.

M. Castro, dont c'était la première visite dans un pays d'Europe occidentale, a souligné le caractère « émouvant » de ce voyage « de la terre de mes ancêtres » (son père était un paysan galicien ayant émigré à La Havane). Ce n'est pas du passé, mais surtout de l'Amérique centrale que s'est entretenu le dirigeant cubain avec ses interlocuteurs. « Nous avons parlé de tout ce que vous pouvez imaginer, y compris de la paix mondiale, des relations bilatérales et de la reconversion industrielle », a affirmé M. Gonzalez à l'aéroport de Madrid où il a accompagné ses deux hôtes à leur départ.

M. Castro s'est aussi entretenu par téléphone avec le roi Juan Carlos et lui a renouvelé son invitation à visiter Cuba. Il a, d'autre part, rencontré le secrétaire général

## URSS

### IOURI ORLOV A ÉTÉ ENVOYÉ EN RELEGATION APRÈS SA LIBÉRATION

IOURI Orlov, fondateur, en 1976, du groupe moscovite pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été libéré sept ans jour pour jour après sa condamnation pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Il lui reste encore à purger une peine de cinq ans de rélegation : selon un avocat londonien qui s'occupe de son cas, il a déjà été envoyé en Yakoutie, la région la plus froide de la Sibirie.

IOURI Orlov a été l'une des grandes figures de la dissidence soviétique et son procès, en mai 1978, à Moscou, a aussi été l'un des derniers à soulever une émotion dans le monde. Depuis, les arrestations ont complètement démantelé le « groupe d'Helsinki » — constitué un an après la conclusion dans la capitale finlandaise d'accords censés contraindre, notamment, les signataires à respecter les droits de l'homme.

IOURI Orlov, âgé de cinquante-neuf ans, a été gravement affecté par son séjour dans le camp à régime sévère VC 389/37, près de Perm, dans l'Oural. Selon sa femme, Irina, il a observé plusieurs graves de la faim, sanctionnées par des privations du droit de visite et de courrier. Ses amis craignaient qu'il ne soit victime de la nouvelle loi soviétique qui permet aux autorités de prolonger indéfiniment la peine des prisonniers qui n'ont pas donné satisfaction. Physicien de profession, IOURI Orlov est père de deux enfants. Avant son arrestation, il avait déployé une grande activité et fait preuve de beaucoup de courage, prenant notamment la défense de Soljenitsyne et de Sakharov.

## Italie

### L'assassinat du diplomate américain Leamon Hunt pourrait être une action commune des Brigades rouges et d'un groupe palestinien

De notre correspondant

Rome. — L'enquête sur l'assassinat du diplomate américain Leamon R. Hunt, directeur de la force multinationale de paix dans le Sinaï (1), survenu à Rome le jeudi 15 février, est délicate. Jeudi, l'attentat a été revendiqué à trois reprises. Un premier message téléphonique parvenait à une radio privée de Milan, signé du Parti communiste combattant (une fraction de l'alle dite militaire des B.R.). Peu après, en cours d'un procès contre des membres des Brigades rouges à Gênes, l'un des accusés, Bruno Seghezzi, tenta de lire une déclaration attribuant la responsabilité de l'attentat à son groupe. Enfin, dans la

matinée, un autre communiqué écrit à la main et en arabe signé des « brigades révolutionnaires libanaises » revendiquait l'assassinat « au nom du grand peuple du sud, des montagnes et de la périphérie de Beyrouth, afin de mettre en garde toutes les forces atlantiques pour qu'elles se retirent du Liban ».

La police avait signalé au ministère de l'Intérieur la possibilité d'une reprise des actions terroristes qui avaient fortement diminué, les récents ayant été démantelés à la suite de l'arrestation du général De Santis. Les recherches s'orientent vers les relations internationales des B.R. On rappelle à ce propos la récente arrestation à Paris de Paul Baudet, qui était en contact avec Moretti, actuellement jugé à Gênes, et Senzani, le chef de la colonne romaine, partisan d'un rapprochement avec le mouvement terroriste international.

L'attentat dont a été victime le diplomate américain pourrait être une action conjointe entre les B.R. et une organisation palestinienne. Il a, en tout cas, posé de manière dramatique le problème du terrorisme en Italie.

Ph. P.

(1) C'est par erreur que nous avons attribué dans nos éditions du 17 février le grade de général à M. Leamon R. Hunt. Une erreur au demeurant commise également dans le message de condoléances du président du conseil italien. M. Hunt était diplomate de carrière. Il avait été en poste en Turquie, à Sri-Lanka, en Syrie et au Liban (notamment chargé d'affaires en 1976). Déniché au ministère des Finances à Washington pour s'occuper de l'Arabie Saoudite, il avait été ensuite nommé directeur général de la Multinational Forces and Observer dans le Sinaï (MFO), en août 1981. Le commandant en chef des forces multinationales dans le Sinaï est actuellement le général norvégien Frederik Bull-Hansen.

(Publié)

### 111 armoires

anciennes en chêne, sapin, acajou, noyer ou merisier sont à vendre de jour au "Dépôt Vente de Paris". Un exemple de leur prix : une superbe armoire d'époque Louis Philippe en merisier massif vous coûtera moins de 5000 F. Pas d'arnaque car nous les vendons par quantité !

LE DÉPÔT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagry (209) 372.13.91

## Nicaragua

### M. Tomas Borge est venu à Paris s'incliner sur la tombe de Julio Cortazar

M. Tomas Borge, ministre nicaraguayen de l'Intérieur, devait quitter Paris ce vendredi 17 février, après une visite privée de quarante-huit heures, et retourner à Managua, où le processus adopté pour les élections générales — qui doivent, en principe, avoir lieu en 1985 — sera annoncé le 21 février.

M. Borge, ami personnel de Julio Cortazar, décédé à Paris dimanche dernier (le Monde du 14 février), s'est incliné sur la tombe de l'écrivain, ami fidèle du Nicaragua sandiniste. Mais M. Borge n'a pu arriver à temps pour les obsèques. A Managua, le journal *Barricada*, proche du régime, a dédié un numéro spécial à l'œuvre et à la vie du Julio Cortazar. La dernière rencontre entre le ministre de l'Intérieur de Managua et l'écrivain (naturalisé français en 1981) avait eu lieu en septembre 1983, à Paris.

Aucun entretien officiel n'avait été prévu à Paris pour M. Tomas Borge, qui a confirmé, à l'occasion d'entretiens privés, l'organisation des élections au Nicaragua en 1985 « et peut-être même avant ». Le Parti communiste et le Front sandiniste iront chacun de leur côté à ces élections. Mais il semble que les alliances entre les différents partis

partis qui subsistent encore ne sont pas clairement définies. M. Borge, comme M. Sergio Ramirez (le Monde du 15 février), exclut en tout cas « toute participation des dirigeants politiques et militaires de l'opposition extérieure, comme MM. Pastora, Robelo ou Calero, au processus électoral ». En revanche, les soldats des forces contre-révolutionnaires pourraient être admis.

M. Borge, qui nie catégoriquement que les forces d'Eden Pastora aient jamais occupé une portion de territoire nicaraguayen proche de la frontière du Costa-Rica, admet que la situation militaire sur la côte atlantique « reste difficile ». Et il juge que les « sabotages » des installations économiques et industrielles par des commandos armés de la « contra » sont « graves ».

M. Borge est manifestement très amer, car il pense que le gouvernement de Managua a dû faire trop de concessions face à la pression diplomatique et militaire des Etats-Unis. « Ils veulent tout, dit-il. Eux ne font aucune concession en échange. A la limite, ils nous demandent de rétablir au pouvoir la garde nationale de Somoza... »

M. N.

(Publié)

### DEUX PALESTINIENS DE JERUSALEM PARLENT DE

### LA PALESTINE LA TERRE ET LA PATRIE

### CONFÉRENCE DÉBAT AVEC ALBERT AGHAZARIAN

Professeur d'histoire arabe contemporaine, Directeur du Service des Relations Publiques de l'Université de BIR-ZEIT.

### IBRAHIM MATTAR

Ancien Chef du département d'économie de l'Université de Bethlehem. Spécialiste de développement rural.

LUNDI 20 février	20 h 30 avec le concours des Clubs UNESCO, Collège Agricole, SAINTE.
MARSH 21 février	17 h avec l'Université de haute Bretagne Rennes II et le CITRAO Amphithéâtre Faudrait, 6, avenue Gaston-Berger, RENNES.
MERCREDI 22 février	20 h avec le concours de l'AMFF, Palais des Congrès, rue du Grand-Rabbin-Haguenauer, NANCY.
VENDREDI 24 février	20 h 30 salle des Arcades, MONTPELLIER.
SAMEDI 25 février	15 h Maison de l'Etranger, 16, rue Antoine-Zetters, MARSEILLE.
LUNDI 27 février	20 h 45 Salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes - 75009 PARIS.
MARSH 28 février	avec le concours de F.P. MRAP, Amphithéâtre II, 9, rue Auguste-Angelier, Ancienne Faculté de Lettres - LILLE.
LUNDI 5 mars	LYON et tous renseignements : tél. : 16 (78) 37-16-63.

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE 38-40 RUE JACOB 75006 PARIS. TEL. : 260.28.01

Plusieurs modèles de

**SELLES PONEY**

ART ET FER

Importation du MEXIQUE

125, rue du Théâtre 75015 PARIS

Tél. 575-15-97

**LE MONDE diplomatique**

FÉVRIER 1984

**L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ET LE SORT DES PAYSANS**

EN VENTE 11 F

CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE

1, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 07

## LA VIE FRANÇAISE

### INVESTIR EN BOURSE C'EST FACILE GRACE AUX SICAV

ET A LA VIE FRANÇAISE

Les spécialistes de La Vie Française vous indiquent lesquelles choisir en fonction de vos besoins. Ils ont étudié leur performances, ils vous révèlent les stratégies de leurs gérants pour 1984.

Grâce à La Vie Française vous saurez aussi comment payer moins d'impôts grâce aux nouvelles formules d'épargne.

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux



## DIPLOMATIE

### MINISTRE ÉQUATORIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**M. Valencia a remis à M. Mitterrand la « déclaration de Quito » sur la dette extérieure des pays d'Amérique latine**

M. Mitterrand a reçu, le jeudi 16 février à l'Élysée, M. Luis Valencia, ministre équatorien des affaires étrangères, qui lui a remis le document adopté à Quito, en janvier, par les représentants de vingt-six pays d'Amérique latine sur la question de la dette extérieure.

La déclaration de Quito recommande en particulier « une concertation des pays de la région destinée à renforcer leur capacité de réponse face à la crise économique et sociale la plus grave de ce siècle ».

La déclaration réclame une « plus grande flexibilité » des pays industrialisés dans la renégociation de la dette externe des pays d'Amérique latine, estimée à plus de 600 milliards de dollars, et la levée des barrières douanières. Le document reconnaît, cependant, que la crise est

due aussi en partie « aux politiques erronées mises en œuvre au cours de la dernière décennie ».

M. Valencia reconnaît que la structure des dettes externes varie beaucoup d'un pays à l'autre, et qu'il n'est pas possible d'imaginer un front commun des nations de l'Amérique latine sur cette question explosive. Mais il estime que la « concertation » progresse, et qu'il est indispensable que les pays industrialisés « fassent preuve aussi de responsabilité ». M. Valencia, reprenant les thèmes de la déclaration de Quito, a insisté aussi sur la nécessité d'une « révision de la politique du Fonds monétaire international ». Le ministre équatorien doit encore se rendre en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Espagne.

### M. JEAN-PIERRE CABOUAT AMBASSADEUR A OTTAWA

Le Journal officiel de ce vendredi 17 février publie la nomination de M. Jean-Pierre Cabouat comme ambassadeur de France à Ottawa, en remplacement de M. Jean Béllard.

En 1925, le 25 décembre 1921, M. Cabouat est entré dans l'administration consulaire en novembre 1945. Il y a occupé différents postes à Gènes et à Prague, avant d'entrer à l'administration centrale, au secrétariat des conférences, aux relations culturelles et aux affaires économiques. Il a ensuite occupé plusieurs postes diplomatiques auprès des Communautés européennes à Bruxelles, à Washington et de nouveau à l'administration centrale (affaires africaines et malgaches, affaires économiques et financières). Ambassadeur de France à Tripoli de 1975 à 1979, il a ensuite été nommé chef du service d'information et de presse, poste qu'il a quitté en 1981 pour être nommé directeur du personnel et de l'administration générale. M. Cabouat est membre du Conseil supérieur de la fonction publique.

## A TRAVERS LE MONDE

### Maroc

LIBÉRATION D'INTÉGRISTES. - Les soixante intégristes musulmans interpellés lundi 13 février à Salé, ville proche de Rabat (le Monde du 15 février), ont été relâchés le lendemain. Ces militants avaient été interpellés devant le tribunal de première instance de Salé. Ils étaient venus de différentes régions du Maroc assister au procès de l'un de leurs dirigeants, M. Abdelhamid Yassine. D'autre part, quatre-vingt-cinq lycéens, étudiants et professeurs ont comparu, jeudi 16 février, devant le tribunal de première instance de Rabat, sous l'inculpation d'incitation à la grève et de trouble de l'ordre public. On apprend, par ailleurs, qu'un autre procès, dans lequel sont inculpés un membre du bureau régional de l'Union socialiste des forces populaires et plusieurs membres de la Jeunesse unioniste, s'est ouvert jeudi à Khourigba.

### Népal

NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE. - Les journalistes népalais ont demandé, mercredi 15 février, la démission du ministre de la communication parce que qu'une loi, promulguée le 6 février, limite les déplacements de correspondants étrangers à Katmandou et ses environs et impose des contraintes sur les publications nationales. - (UPI.)

### Pakistan

CAPACITÉ D'ENRICHIR L'URANIUM. - Le Pakistan souhaite acquérir la technologie nucléaire à des fins pacifiques uniquement, a réaffirmé le président Zia-Ul-Haq, à Islamabad, lundi 13 février. Le gouvernement s'était déclaré, dimanche, très surpris par les récentes déclarations d'un scientifique pakistanais laissant entendre que son pays était en mesure, si la décision politique devait en être prise, de fabriquer un engin atomique. Dans une interview publiée par le quotidien en langue ourdou, Nawa-i-Waqt, jeudi 9 février, M. Abdul Qadir Khan, un ingénieur, a notamment déclaré : « Le Pakistan a maintenant rejoint les pays qui ont acquis la capacité d'enrichir l'uranium et brisé ainsi le monopole occidental dans ce domaine ». M. Khan a été jugé l'année dernière par un tribunal d'Amsterdam pour avoir tenté de dérober des secrets sur l'enrichissement de l'uranium dans un centre de recherches néerlandais et condamné par contumace à quatre ans de prison. - (Reuters, UPI.)

### République Sud-Africaine

VICTOIRE DE L'OPPOSITION. - Le parti national au pouvoir en Afrique du Sud a perdu deux élections législatives partielles qui se sont déroulées mercredi 15 février dans les villes de Pietermaritzburg (Natal) et de Soutpansburg (Transvaal). Dans le premier cas c'est un candidat du parti fédéral progressiste, M. Roger Burrows qui l'a emporté par 880 voix sur un membre du nouveau parti républicain allié du parti national, tandis que dans le second c'est le candidat de l'extrême droite, du parti conservateur, M. Tom Langley qui a enlevé le siège avec 497 voix d'avance. Il s'agissait du premier scrutin depuis le référendum du 2 novembre permettant de modifier la constitution afin d'associer partiellement les communautés métis et indiennes à la vie parlementaire. Les deux partis vainqueurs étaient hostiles à cette modification. - (UPI, Reuters.)

ÉVACUATION DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE MOGOPA. - La police sud-africaine a procédé au cours de la semaine à l'évacuation des habitants de la communauté noire de Mogopa (située à l'ouest de Johannesburg). Les forces de l'ordre ont encerclé le village, dont l'accès est interdit aux journalistes. En novembre dernier, les autorités sud-africaines avaient adressé un ultimatum aux habitants dont les ancêtres avaient acheté les terres en 1911 (le Monde du 2 décembre 1983). - (AFP, Reuters.)

### Uruguay

LEVÉE PARTIELLE DE LA CENSURE DE PRESSE. - Le

gouvernement a partiellement levé, le jeudi 16 février, la censure préalable sur la presse, imposée en décembre 1983. La publication d'informations de nature politique reste prohibée.

Le général Rapela, nouveau ministre de l'intérieur, a estimé que cette mesure pourrait faciliter la reprise du dialogue avec les partis en vue d'un rétablissement de la démocratie en 1985. D'autre part, l'hebdomadaire Busqueda rapporte qu'un tribunal militaire a réduit, cette semaine, de vingt à quarante ans la peine de prison que purge la mathématicien José Luis Massera, détenu depuis 1975 en raison de son rôle à la tête de l'armée militaire du PC. - (Reuters.)

## ASIE

### Cambodge

APRÈS L'ATTAQUE DE PLUSIEURS VILLES

### L'offensive des Khmers rouges s'est intensifiée

Les Khmers rouges ont, depuis le début de l'année, lancé une offensive générale dans l'ouest du Cambodge. Alors que l'on attendait la traditionnelle offensive vietnamienne de saison sèche contre la résistance cambodgienne regroupée le long de la frontière avec la Thaïlande, ce sont les soldats de M. Pol Pot qui ont pris l'initiative. Après s'être fait étriller sans gloire à la même saison l'an dernier, ils n'apparaissent pourtant

aurait été confirmée par des photos prises par des satellites américains. Toujours de source khmère rouge, Pursat, située entre Battambang et Phnom-Penh, a été atteinte le 2 février, Siem-Rep le 27 janvier et Kompong-Thom le 19. Soit quatre capitales provinciales en moins d'un mois.

Certes, on ne saurait prendre pour argent comptant la propagande khmère rouge. Mais les opérations

Aujourd'hui, les Khmers rouges contrôlent des zones isolées ou du moins peuvent s'y déplacer sans encombre : ils tendent des embuscades, y compris fort loin de leurs bases thaïlandaises, comme celle qui, il y a quelques mois, coûta la vie à plusieurs experts soviétiques. Ce qui n'est pas sans gêner l'activité économique. Ainsi le barrage de Trapeang-Thmaur, dans la province de Battambang, endommagé par de récentes inondations, n'a pas pu être réparé, se trouvant en zone peu sûre.

Au même moment, les deux autres mouvements nationalistes, le Front national de libération du peuple khmère (FNLPK) de M. Son Sam et les Sihanoukistes, ont intensifié leurs activités militaires. Les premiers disposent d'une dizaine de milliers de soldats, les seconds de la moitié environ (comme vingt-cinq mille à trente mille pour les Khmers rouges). Ils ont eux aussi reçu de nouvelles armes, en particulier de la Chine et de Singapour.

### Sévère pénurie de riz

Bien que la récolte de la saison sèche, plus propice aux offensives, soit passée, de multiples raisons laissent prévoir une nouvelle action militaire vietnamienne, même si elle intervient peu après la récente offre de relance d'une négociation avec les pays de l'ASEAN (1) formulée le 29 janvier par les trois ministres indochinois des affaires étrangères (le Monde du 31 janvier). Le Vietnam a reçu du nouveau matériel, qui comprendrait des hélicoptères de combat soviétiques du type de ceux utilisés en Afghanistan. Il ne peut assister sans résister à la dégradation de la situation militaire au Cambodge sans risquer de perdre de sa crédibilité.

Sur le plan intérieur, la situation politique n'est toujours pas stabilisée à Phnom-Penh. Les luttes intestines se poursuivent, les défections aussi, tandis que M. Heng Samrin persiste à éprouver des difficultés à s'imposer. Le retour à Phnom-Penh récent de M. Pen Sovan, limogé fin 1981 et réfugié à Moscou, indique que Hanot a dû jeter au carreau tout face à ses amis soviétiques.

En même temps, le Cambodge connaît sa plus mauvaise récolte depuis 1980. La sécheresse suivie d'inondations a ravagé la récolte de riz, qui serait déficitaire de 300 000 tonnes, soit plus du quart de la production annuelle, à un moment où les organisations humanitaires manquent à la fois d'argent et de volonté pour aider massivement le Cambodge ; ce dernier ne peut guère compter sur la générosité de l'URSS.

Khmers rouges et Vietnamiens sont à nouveau face à face. Les premiers veulent montrer à leurs partenaires de la coalition anti-vietnamienne que, même s'ils ne sont guère populaires, ils représentent toujours la principale force militaire contre le Vietnam. D'autant que les nationalistes, sous la pression de l'ASEAN et pour faire contrepoids aux Khmers rouges, s'efforcent de réduire leurs divergences.

Le Vietnam, emporté de plus en plus dans le tourbillon cambodgien, tente de s'en sortir à la fois par les armes et la négociation. Les dernières propositions indochinoises ont montré un certain assouplissement de Hanot, qui a accepté de discuter sur la base de propositions de l'ASEAN. Mais cette souplesse formelle ne semble pas s'accompagner de concessions de fond : la situation au Cambodge demeure « irréversible ».

Pourtant, un paragraphe de la déclaration du 29 janvier a attiré l'attention de Washington. Pour la première fois, Hanot et ses amis y font état de leur intention de rechercher toutes les informations sur les disparus américains dans un dialogue, « dans un esprit humanitaire et de compréhension », et s'affirment prêts à « traiter de cette question avec le gouvernement américain » s'il « manifeste une attitude de coopération et renonce à sa politique hostile ». Cette déclaration est considérée à Washington comme un pas en avant. Il s'agit d'un geste positif des Vietnamiens dans un domaine d'autant plus sensible pour M. Reagan qu'il se trouve en année électorale.

Il est encore trop tôt pour savoir si le Vietnam fait ces ouvertures vers l'ASEAN, les États-Unis, voire la Chine - dénoncée avec moins de violence qu'auparavant - ou uniquement pour réduire l'impact d'une nouvelle offensive et attirer les divergences entre ses adversaires. Mais il y avait longtemps que Hanot et ses alliés indochinois n'avaient pas employé un ton aussi conciliant.

PATRICE DE BEER

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Indonésie et Brunei).

JE NE SUIS PLUS CELLE QUE VOUS CROYEZ!

### LES SURPRISES DU RECENSEMENT

Marianne a pris des rides. Mais c'est une grand-mère du genre branchée. Elle s'est mise au téléphone et en concubinage. Elle a deux voitures et elle s'est achetée sa maison. Sa vieillesse est propre, décurée, confortable. Telle est à peu près l'image que renvoie à la France le recensement INSEE de 1982. Cette semaine, le Nouvel Observateur tire les enseignements de ce sondage grandeur nature. Michel Albert, François de Closets, Georges Duby et les journalistes du Nouvel Observateur se sont mobilisés pour vous livrer ce document exceptionnel : Comment la France a changé.

LE NOUVEL observateur

AU MÊME SOMMAIRE

EXCLUSIF AVANT SON ÉMISSION T.V.  
DROITE: YVES MONTAND S'EXPLIQUE



مكتبة القرآن الكريم



550 من الأصلي

Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### Choisir son camp

Le comité central du Parti communiste, réuni, jeudi 16 février, pour adopter la liste des candidats proposés par le bureau politique pour les élections européennes, s'est d'abord intéressé aux suites de sa précédente réunion. M. René Piquet, qui présentait le rapport au nom du bureau politique, a souligné que les déclarations qu'il avait faites, il y a un mois, M. Georges Marchais, ont été « rencontrées l'attente (...) de l'ensemble du parti ».

Les communistes, donc, sont contents. Le langage que tient la direction de leur parti est celui qu'ils voulaient entendre. Il se ramène à ceci : la réalisation des engagements pris par la gauche, en 1981, se heurte à des difficultés que la politique gouvernementale ne permet pas de résoudre. M. Piquet a été on ne peut plus clair : face aux mutations industrielles, « il s'agit de savoir si le critère retenu par la gauche est celui de la « rentabilité financière » ou celui des « besoins des hommes ». Tel est, selon la direction du PCF, le problème que posent les choix gouvernementaux. Le formuler en ces termes, c'est choisir son camp ; c'est bien ainsi que les communistes conçoivent la « grande bataille politique » qu'ils entendent mener pour les élections européennes.

Le fait que le PCF participe au gouvernement ne doit pas, selon la direction, embourber les militants. « Nous ne sommes pas », dit M. Piquet, « le mouvement populaire ne saurait déléguer à personne sa responsabilité d'acteur dans les transformations sociales ». La politique du PCF, ce ne sont pas ses ministères qui l'expriment - aucun d'entre eux ne figure sur la liste des candidats aux élections européennes - mais le bureau politique, massivement présent sur cette liste autour de M. Marchais. La participation au gouvernement est elle-même, a réaffirmé M. Piquet, « un enjeu majeur » de la période - formule ambiguë signifiant à la fois que cette participation nourrit un débat profitable pour le PCF, auquel il permet de se maintenir sur le devant de la scène, et qu'elle pourrait ne plus aller de soi pour les communistes eux-mêmes.

La politique du gouvernement est plus facile à combattre qu'à défendre. M. François Mitterrand, qui le sait mieux que personne, admet qu'il ne peut pas empêcher les communistes de chercher leur salut dans la critique que chaque fois qu'une difficulté se présente. Mais le président de la République estime que certains seuls ne doivent pas être franchis par le PCF, par exemple lorsque sont mis en cause la politique extérieure de la France ou les engagements présidentiels de 1981.

M. Marchais, qui devait être reçu, vendredi après-midi, par M. Mitterrand, a dit, peut-être, donner au chef de l'Etat une version rassurante de la politique actuelle de PCF. M. Mitterrand ne semblait pas avoir, lui, l'intention de trop rassurer le secrétaire général du PCF sur l'indulgence que celui-ci peut espérer.

PATRICK JARREAU.

● La campagne européenne de l'opposition. - M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a indiqué jeudi 16 février qu'une nouvelle rencontre des représentants du RPR et de l'UDF avec M<sup>me</sup> Simone Veil aurait lieu la semaine prochaine. A ce moment-là seront mis en place deux groupes de travail, l'un politique, d'une dizaine de membres, l'autre technique, notamment pour organiser la propagande, d'une demi-douzaine de personnes. M. Pons a précisé que la « pré-campagne » de la liste d'union de l'opposition se déroulerait du 1<sup>er</sup> au 15 avril, avec, notamment, la diffusion d'une affiche commune au bas de laquelle chaque formation pourra apposer son propre sigle.

● L'Union des Jeunes pour le Progrès et la liste unique de l'opposition. - M. Bernard Fournier, président de l'UJP (Jeunes gaullistes), estime dans une « lettre ouverte » que cette élection permettra de « démontrer aux Français que l'opposition a des solutions de rechange réalistes et constructives ». Il appelle M<sup>me</sup> Veil à constituer une véritable liste de l'opposition où petits et grands partis seront équitablement répartis.

### Le PCF entend mener une « grande bataille politique » pour « les engagements de 1981 »

M. René Piquet, membre du bureau politique du PCF, président du groupe des communistes français et apparentés à l'Assemblée européenne, a présenté au comité central, jeudi 16 février, un rapport, dont l'humanité publiée, vendredi, des extraits. M. Piquet est revenu, d'abord, sur la précédente réunion du comité central, les 17 et 18 janvier, au cours de laquelle M. Georges Marchais avait critiqué la politique du gouvernement.

« Les communistes en sont d'accord », a dit M. Piquet, « le bilan de la gauche est important. Mais ils veulent que nombre d'engagements pris en 1981 se heurtent à d'importantes difficultés, dont la persistance, l'aggravation, nourrissent de graves préoccupations dans l'ensemble du monde du travail. Emploi, pouvoir d'achat, politique industrielle et croissance, gâchis financiers sont au cœur de ces préoccupations. Et les dernières mesures économiques annoncées ne sont pas de nature à lever ces préoccupations ». M. Piquet a ajouté : « La gauche est confrontée à une tâche historique ; elle peut réussir en

1984, en 1986 et après, à condition de prendre, dès aujourd'hui, les décisions novatrices indispensables pour surmonter les multiples obstacles auxquels nous sommes confrontés. Cette tâche, quel qu'il soit le problème abordé - mutations technologiques, emploi, croissance - est traversée par un choix majeur : organiser la production pour la rentabilité financière du capital ou pour répondre aux besoins des hommes ».

M. Piquet a affirmé que le PCF, « par sa détermination, par son comportement offensif, constructif, unitaire, par la nouveauté, la fécondité de ses propositions, illustre mieux ce qu'il représente d'apport original à la majorité dont il est partie intégrante ». « Malgré la complexité et la nouveauté de la situation politique, a-t-il dit, les travailleurs peuvent mieux comprendre, quelles que soient les limites réelles de cette compréhension, le rôle et la place du Parti communiste dans la vie nationale ».

Selon M. Piquet, « le mouvement populaire ne saurait déléguer à per-

sonne sa responsabilité d'acteur dans les transformations sociales ». « La présence de ministres communistes, a-t-il expliqué, représente pour les travailleurs, pour les engagements de 1981, pour la réussite de la gauche, un enjeu majeur ». Aux élections européennes, « plus il y aura de voix communistes, plus les travailleurs, la gauche, se donneront les moyens de tenir, face aux pressions du grand capital et de la droite, les engagements de 1981 ».

M. Piquet a indiqué, ensuite, que la présence de M. Marchais à la tête de la liste du PCF, « c'est le moyen le meilleur pour rassembler tout le parti, regrouper le maximum d'énergies chez les militants, dans les organisations ». « C'est, a-t-il ajouté, dire tout de suite haut et fort notre volonté de conduire une grande bataille politique, à la hauteur de ce qui est en jeu dans l'avenir du pays ». M. Piquet a souligné que la liste présentée par le PCF « doit être composée des militants et militants les plus susceptibles de regrouper tout l'électorat communiste, de gagner, si possible, de nouveaux travailleurs au vote communiste ». « Chacun comprend, a-t-il précisé, que la présence des dix membres du bureau politique sur la liste procède d'une intention délibérée. C'est la volonté de montrer, à tous les communistes, l'impérieuse nécessité de mettre en mouvement tout le parti, de rassembler l'ensemble de ses énergies, la totalité de ses forces, pour obtenir le nombre de voix le plus élevé possible ».

### M. HERZOG CRITIQUE LE PLAN DE RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, écrit dans l'« Humanité-Dimanche » du 17 février, que le plan de restructurations industrielles adopté par le conseil des ministres le 8 février « vise essentiellement à traiter (des) suppressions d'emplois jugés inévitables dans plusieurs secteurs ». « Il ne se présente donc pas, estime M. Herzog, comme un cadre mobilisateur pour faire face au problème national de la réduction des emplois. Evidemment, rien n'empêche, au contraire, d'utiliser les droits nouveaux et d'agir pour faire avancer ce que ne contient pas ce plan, c'est-à-dire faire pousser, partout, des projets de créations d'emplois efficaces, durables, dans les groupes d'entreprises et les régions ».

M. Herzog ajoute : « Le plan gouvernemental est un cadre de négociations avec les organisations syndicales, les élus, et il comporte certains points d'appui intéressants pour les travailleurs, particulièrement en ce qui concerne la formation. Il ne satisfait pas le CNPF, qui exigeait la liberté de licencier pour les patrons et la réduction des charges sociales. Il convient donc d'agir dans le cadre du dispositif gouvernemental, pour utiliser le plus possible les points d'appui, en faisant, pour cela, les propositions nécessaires ».

(Publicité)  
Son nom ayant été cité dans l'Appel aux intellectuels de France paru dans Le Monde du mardi 14 février au page 12.  
**M. Claude ROTHSCHILD**  
Universitaire  
Nous fait savoir qu'il n'est pas signataire de cet appel.

A. Ch.

### Les quatre-vingt-un candidats

Le comité central du Parti communiste a adopté, jeudi 16 février, la liste des candidats aux élections européennes de juin prochain. Le sont, dans l'ordre : M. Georges Marchais (\*), M<sup>me</sup> Danielle De March (\*), M. René Piquet (\*), Paul Vergès (\*), Emmanuel Maffre-Bangé (\*), M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann (\*), M<sup>me</sup> Pierre Franchère (\*), Francis Wurtz (\*), Robert Chambeiron (\*), Maxime Gremetz (\*), Sylvie Leroux (\*), M<sup>me</sup> Louis Baillet (\*), Yves Coquelle, M<sup>me</sup> Henriette Polier (\*), M<sup>me</sup> René Chevalier, Maurice Martin (\*), M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, M<sup>me</sup> Dominique Buchini, André Lajoie, Roland Favaro, Georges Valbon, Gustave Assart (\*), M<sup>me</sup> Hélène Costant, M<sup>me</sup> Paul Laurent, Alain Boquet, Roland Leroy, Jacques Denis (\*), Joseph Legrand, Guy Hermier, M<sup>me</sup> Marie-France Beaufils, M<sup>me</sup> Pierre Juquin, André Darmon, Robert Jarry, Guy Ducloux, Michel Gierna, M<sup>me</sup> Félité Danette, Georges Frischmann et Guy Fernandez, tous deux membres du comité central du PCF.

### Le regroupement du centre : les deux Faure font le point

Après « Thème de réflexion » rendu public le 19 décembre, c'est un second document, « De la réflexion à l'action », qui vient de signer MM. Edgar Faure et Maurice Faure et ceux qui, avec eux, entendent créer un rassemblement au centre.

Depuis deux mois que l'initiative est lancée, les auteurs - comme ils l'avaient promis - font le point. A côté des « encouragements », il y a, notent-ils, les réactions négatives, qui, à leurs yeux, ne font qu'apparier des « justifications supplémentaires ». Ainsi de l'argument selon lequel « la France est divisée en deux camps » : les auteurs démontrent le « combat entre Français », la « compétition entre les urnes » et cette alternance qui consiste « en la relance indéfinie du combat avec des échanges réciproques des positions ». Le document ajoute : « Une majorité usée par le pouvoir quitte la capitale et se retire dans le bain de la jeunesse de l'opposition. Elle peut dès lors repartir gaillardement à l'offensive, en criant à son tour : une seule doctrine, le combat ! un seul but, la victoire ! pas de convergence ! pas de quartiers ! (...) Si l'on considère qu'aucune convergence n'est possible aujourd'hui, on postule par là même qu'aucune réconciliation n'est possible demain ».

● Les vieux démons de l'antipolitisme et de l'antiparlementarisme - pourraient - se ranimer demain comme les étranges bénéficiaires de l'ineplicable combat où s'affrontent...  
● Le PS et les élections européennes. - M. Gérard Jaquet, président de la délégation socialiste française à l'Assemblée européenne, a déclaré jeudi 16 février à Paris : « Il est clair que si la droite fait liste commune pour les élections européennes, elle n'a pas de politique commune à présenter ». Commentant le clivage entre gaullistes et libéraux lors de la discussion et du vote du rapport Spinelli sur le projet de Traité d'union européenne (le Monde du 16 février), M. Jaquet « estime » que cela a montré « la fragilité des accords d'appareil au sein de la droite française en vue des élections européennes de juin prochain ».

## La tension en Nouvelle-Calédonie

Le chef de l'exécutif local demande à M. Mitterrand d'avancer la date du référendum sur l'avenir du territoire

M. François Mitterrand a reçu successivement, jeudi après-midi 18 février à l'Élysée, le vice-président du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tjibaou, chef de l'exécutif local, et le président de l'Assemblée territoriale, M. Jean-Pierre Aifa.

M. Tjibaou, qui appartient au principal parti indépendantiste, l'Union calédonienne (UC), a présenté deux demandes au président de la République : il a souhaité que soit avancée la date de l'organisation du référendum sur l'avenir politique de la Nouvelle-Calédonie, annoncé pour 1989 par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, lors de sa dernière visite à Nouméa, en novembre ; et il a insisté pour que le gouvernement modifie le mode de scrutin utilisé aux élections territoriales, afin que, lors du renouvellement de l'Assemblée locale prévu en juillet prochain, seuls les électeurs mélanésiens et les Européens de vieille souche calédonienne aient le droit de voter.

Au terme de son entretien avec le chef de l'Etat, M. Tjibaou a notamment déclaré : « Le droit à l'indépendance du peuple canaque nous donne un droit d'initiative. Le gouvernement de la République ne peut plus, ex cathedra, décider seul de notre avenir ». Il a ajouté que son parti n'acceptera la réforme du statut du territoire, dont le Parlement doit débattre au cours de la session de printemps, que si les deux conditions formulées sont acceptées par le gouvernement.

Le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM ayant justifié la date de 1989 par la nécessité d'un délai de cinq ans pour juger des effets du prochain statut d'« autonomie interne », M. Tjibaou a mis en garde contre le risque, au cours de cette période, d'une multiplication des « conflits institutionnels entre la légitimité indigène, actuellement illégale, et la légitimité coloniale ». Pour le vice-président du conseil de gouvernement, l'« autorité morale » des indépendantistes doit « se traduire dans le système institutionnel, sinon, dit-il, le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie risque de se trouver à la tête d'institutions complètement vides ». M. Tjibaou s'est refusé à commenter le télégramme adressé par le secrétaire général de l'UC à l'Élysée pour demander le « départ des Français du territoire » (le Monde du 16 février).

Plus modéré, le président de l'Assemblée territoriale, M. Aifa, qui appartient à la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC, centriste, alliée du Front indépendantiste à l'Assemblée du territoire), a estimé que le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie « devrait pouvoir satisfaire les revendications des indépendantistes, même les plus durs ».

● M. Rigout en Martinique. - Le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, est arrivé, jeudi 16 février, à Fort-de-France, pour une visite officielle de trois jours en Martinique. Il doit se rendre ensuite en Guadeloupe.

Les singes n'ont pas attendu l'homme pour inventer la culture, l'outil, les relations sociales et... les crimes de guerre !... Après lecture, vous ne vous regarderez pas tout à fait de la même façon dans la glace.

François Lebreton, Magazine Hebdo

Jean-Jacques Petter

Le propre du singe

Fayard le temps des sciences

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

FAYARD

264 pages 79 F

**INNOCENT**  
OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS  
dans sa prison italienne  
**VANNI MULINARIS**  
est entré aujourd'hui  
dans son 16<sup>e</sup> jour de grève de la faim.  
Aidez-nous à le soutenir,  
et participez à notre effort  
**FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES DROITS DE L'HOMME**  
27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS  
Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z



# POLITIQUE

APRÈS LE RETRAIT DE L'UPC DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE

## La difficulté d'être autonomiste

Ajaccio. — Du docteur Edmond Siméoni, un élu de l'Assemblée régionale dit qu'il est l'« enfant chéri » de la fée — un peu imprévisible, il est vrai — qui veille sur la Corse. Le chef de file de l'Union du peuple corse (UPC) est l'un des rares hommes publics insulaires à attirer les appréciations unanimement élogieuses.

« Une personnalité de progrès et de grande réputation, pondérée, lucide... », confie le socialiste Ange Pantaloni. On apprécie, même si les plus pessimistes les jugent irréalistes, son souci de la « transparence » des institutions insulaires et son rêve de voir, un jour, la Corse débarrassée de ses grandes manœuvres et de ses petites combines.

Un enfant chéri, vraiment. Cette idée avait même pris, en 1982, une indiscutable force d'évidence lorsque le projet de « statut particulier » fut porté sur les fonts baptismaux. Edmond Siméoni incarnait si bien les vertus dont M. François Mitterrand souhaite qu'elles transforment l'image de la vie politique insulaire. Prise de responsabilité, rajeunissement, moralisation, dépassement de clivages ancestraux... le leader du courant autonomiste résumait tant à cette assemblée de rêve que certains se demandaient si la nouvelle institution régionale n'avait pas

été conçue essentiellement pour que s'impose le modèle de Bastia et que progresse l'influence d'un mouvement dont la philosophie avait séduit le pouvoir national de gauche.

Aujourd'hui, l'étroite concorde d'intérêts entre la jeune instance et le chef de file des autonomistes vient de s'interrompre brutalement.

La Corse, à quelques signes, s'attendait bien depuis plusieurs mois à un geste de mauvaise humeur de la part de l'UPC, mais pas à ce retrait, officiellement provisoire, qui ressemble fort à un départ définitif : le comité central du mouvement, en effet, demandé à ses cinq élus de ne plus siéger à l'Assemblée. Et, pour expliquer son geste, l'UPC met en avant non une raison particulière, mais une suite de déceptions, et dresse un bilan négatif de sa participation aux affaires publiques (*le Monde* du 17 février).

Les élus, les observateurs insulaires, avancent tous la même explication. « L'UPC a estimé qu'elle risquait de perdre son âme en restant plus longtemps dans de telles conditions », note l'un des trois vice-présidents de l'Assemblée, M. Tosi-Luciani (MRG dissident).

### De notre envoyé spécial

Le mouvement autonomiste devait être l'aiguillon de l'Assemblée régionale, une minorité agissante entre majorité et opposition, entre le clan de gauche et le clan de droite. Le jeu des appareils, la bipolarisation politique, principe national qui a, en Corse, des effets plus pervers qu'ailleurs, ont eu raison de ce schéma original un peu fragile.

An fil des mois, les autonomistes ont vu s'effriter ce qu'ils appelaient leur « différence ». Les partis de gauche, auxquels s'associait l'UPC dans la plupart des débats, n'en tenaient en tout cas plus guère compte. Le rôle des autonomistes tendait à se limiter à une simple force d'appui de l'exécutif (MRG, PS, PC), à un soutien qui perdait de son importance à mesure que la gauche voyait fondre sa majorité. « Les jeux sont aujourd'hui faussés », note le préfet de région, M. Paul Bernard, dans la mesure où l'opposition, majoritaire, refuse de diriger l'Assemblée. « Ingouvernable, la jeune instance née en 1982 attend que les électeurs lui donnent une nouvelle majorité stable, et, du coup, en session, les préoccupations modernistes ont été progressivement mises en sommeil. L'Assemblée vivote, avec un président, M. Pro-

per Alfonsi (MRG), de plus en plus souvent absent pour raison de santé et des formations politiques qui retrouvent des motivations calquées sur celles des partis nationaux à l'approche des élections européennes et législatives.

### Débordée

Mais c'est surtout sur son terrain de prédilection, celui de la « provocation », selon un élu du R.P.R., que l'UPC a été retrouvée débordée. Une association d'élus non inscrits, indépendants, autonomistes ou de droite se sont alliés. L'an dernier, à deux élus démissionnaires du mouvement d'Edmond Siméoni (MM. Lucien Felli et Jean-François Ferrandi) pour composer ce qui allait devenir le seul groupe charnière de l'Assemblée. De sept, l'UPC passait à cinq. Et c'est désormais l'« intergroupe » qui dicte la loi de ses humeurs en privilégiant alternativement, par ses votes, l'opposition ou la « majorité », et qui, surtout, prive l'UPC de son rôle d'animation, notamment dans le domaine, jugé fondamental par les autonomistes, des revendications culturelles.

Le mouvement du docteur Siméoni peut trouver, toutefois, deux autres raisons d'être un repère stratégique. D'abord la dégradation de son image de marque. Plus sûrement encore, la décision autonomiste s'explique par le risque, pour le docteur Siméoni, d'une incompréhension de sa base, voire d'une fêlure interne. De nombreux militants de l'UPC ont mal admis la participation de l'« Union », après dix ans de contestation, à la vie politique corse. Certains des anciens fondateurs de l'ARC (Action régionale corse), les rebelles d'Aléria et de Bastia, tous ceux qui avaient formé la première génération de l'UPC, n'ont pas compris le « flirt avec le diable ». En 1982, le docteur Siméoni avait, sur sa seule influence, fait accepter l'idée d'une participation électorale. Mais les hésitations de l'Assemblée, la malédiction de l'automne dernier, du leader de l'UPC, ont ravivé, parmi les militants les plus durs, la nostalgie de ce qu'on a appelé la « contestation de rue ».

Le soudain durcissement de la vie insulaire ces dernières semaines, les manifestations hostiles au FLNC, la création de deux associations, la Corse française et démocratique (CFR) et le Mouvement corse pour la démocratie (MCD), en réaction au terrorisme, ont tendance à renvoyer chaque des formations à son camp d'origine. Et l'UPC se rappelle qu'elle reste plus proche des nationalistes du FLNC que des partis classiques. La gauche, la droite, peuvent, avec des mots plus tranchés que ces mois derniers, dénoncer les perversions de la violence. L'UPC, par souvenir, parce qu'il existe de vieilles fidélités de combat, est condamné à la gêne. Et, au mieux, à l'abstention.

Le retrait des cinq élus autonomistes de l'Assemblée marque assurément une victoire du FLNC, qui peut désormais expliquer que la voie légaliste est un échec et suggérer à certains membres de l'UPC d'autres formes de contestation.

PHILIPPE BOGGIO.

## A GRENOBLE

## Huit mille personnes ont manifesté contre M. Le Pen

De notre correspondant

Grenoble. — M. Jean-Marie Le Pen se souviendra de son étape grenobloise du jeudi 16 février. L'après-midi a débuté par un accueil plutôt « sec » au Club de la presse de Grenoble, le président de celui-ci ayant annoncé que de nombreux confédérés avaient décidé de se rendre à la manifestation organisée en ville contre la venue du président du Front national. Huit mille personnes ont défilé en criant : « Le Pen, t'es fou, Grenoble est dans la rue ! » Le cortège, qui était le plus important qu'on ait vu depuis des années, a défilé de la place de la Gare à la place Notre-Dame, en plein cœur du quartier historique. L'appel lancé par les partis de gauche (PC, PS, PSU), les syndicats (CGT, CFTS, FEN), le MRAP et la Ligue des droits de l'homme, mais aussi une quarantaine d'associations diverses, a donc été très entendu.

La gauche et le mouvement associatif, quelque peu assoupis depuis la victoire de M. Alain Carignon (RPR) aux municipales, ont saisi cette occasion pour « regrouper » leurs troupes. Une fois le cortège officiellement dispersé, quelque deux mille manifestants se sont rendus devant le Palais des sports, contenus par d'importantes forces de police. Ils ont accueilli sous les rires les participants à la réunion publique du Front national, qui leur reprochaient parfois par de vigoureux bras d'honneur. Mais aucun incident grave n'est venu troubler la soirée de M. Le Pen. Deux mille personnes, qui avaient acquis un droit d'entrée de 20 F, ont assisté à cette réunion, mais les élus locaux avaient été soigneusement invités par leur chef de file à ne pas y participer.

M. Jean-Pierre Sturbach, secrétaire général du Front national, a « chauffé » la salle : « Jamais nous ne nous laisserons intimider par les partisans du goulag. L'adjoint au maire de Dreux, évoquant « l'heure de vérité » du 13 février, a fait huer le nom de M. Jean-Louis Servan-Schreiber : « Votre numéro ployable et lâche, votre numéro de procureur et d'accusateur, s'est

retourné contre vous... M. Le Pen, à son tour, est revenu sur sa prestation télévisée : « Il nous a suffi que l'on nous ouvre les portes de l'information pour que passe un souffle de liberté et d'espoir qu'attendait la France. » Il a comparé l'attitude de M. Jean-Louis Servan-Schreiber à une scène du film *L'Enfer* : « L'interrogatoire d'un accusé déjà condamné avant même d'avoir été entendu. » Puis sont venus les bords mots habituels sur l'immigration, la sécurité, le chômage et l'autonomisme. M. Le Pen a notamment exalté ce qui fait de chaque Français, à ses yeux, un être exceptionnel : « Le simple fait de servir du vin de France, c'est déjà un acte de révolte. L'Europe, qui est pourtant exigente, conseille d'aller d'abord son prochain avant son lointain. La grande messe était dite.

JEAN-PIERRE MARDUEL.

« M. Bernard Pons et l'intervention de M. Le Pen à TF1. — Interrogé jeudi 16 février sur les déclarations de M. Le Pen, président du Front national, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a déclaré : « M. Le Pen existe et nous reconnaissons son existence. Si l'on avait voulu valoriser M. Le Pen, on ne s'y serait pas pris autrement qu'en lui offrant une émission de télévision. »

M. Pons a ajouté : « J'estime que M. Le Pen s'est cependant totalement discrédité : il s'est prêté à deux reprises le combat adversaire du communisme capable d'aller le combattre sur son terrain. Or il a rappelé qu'en 1981, lors de l'élection présidentielle, il avait incité à l'abstention en demandant au deuxième tour de voter pour Jacques d'Arc. Quand on se prend l'habitude de voter communiste, l'abstention dans une élection présidentielle où la majorité risque d'être renversée, c'est adopter une attitude qui est voisine de la désertion politique. »

## La gauche sur la défensive

(Suite de la première page.)

La droite, de son côté, s'applique à favoriser un climat propice à l'expression des mécontentements, qu'elle ne parvient pourtant pas à résumer en un courant d'adhésion à ce qui pourrait être son propre programme. Le fantasme d'un « mai 68 à l'envers » n'a pas complètement disparu. C'est ainsi que l'on attend avec gourmandise, dans certains cercles de l'opposition, le débat prévu au Parlement, au printemps prochain, sur l'enseignement privé.

La majorité peut alors dénoncer l'antipolitisme de tout ce parti de l'opposition. Celle-ci, par les déclarations de certains de ses responsables, continue d'accréditer l'idée qu'elle n'accepte pas ou qu'elle se pille de très mauvaise grâce à l'alternance. Ce fut M. Labbé, M. Poniowski à pris le relais : le président « constitutionnel » par fonction serait illégitime par son action.

An total, la droite et la gauche se renvoient des accusations graves : liberté, alternance — dans un climat altéré. Le « débat » tourne au vinaigre au moment où précisément un consensus existe, fût-il tacite. C'est ce consensus — la nécessité d'opérer les restructurations industrielles et de les faire au moindre coût social — qu'il s'agit de masquer, au nom des affrontements futurs.

La droite joue, en la matière, sur un thème particulièrement efficace dans le « peuple de gauche », celui des illusions entretenues. « Mitterrand, tiens tes promesses ! », disent les manifestants de la CGT. La droite y ajoute un autre slogan : « Reagan, ça marche ! ». Mais, au-delà, c'est le silence. Au reste, pourquoi l'opposition parlerait-elle ?

### Un hiatus grandissant

L'obsession de ses responsables est, au contraire, de ne pas se lier les mains, comme la gauche a pu le faire, par des engagements précis. Leur intérêt est de taire ce qu'ils auraient à dire sur le sujet, à savoir que l'on ne va pas assez vite, ou bien que l'on ne tranche pas assez dans le vif. Il est aussi de faire oublier qu'ils ont aussi mené deux politiques économiques, qu'il leur a fallu autant de temps qu'à la gauche pour rectifier le tir. Leur conviction est enfin que si la majorité maintient le cap de sa politique économique elle sera battue : le décrochage dans l'opinion est en effet rigoureusement daté : premier (été 1982) puis au second (mars 1983) plan Mauroy-Delors.

De ce point de vue, la gauche n'est plus dans le creux, elle touche le fond. La question est de savoir si elle aura le temps de remonter. Dans cette affaire, le problème de la gau-

che n'est plus l'opposition. Celle-ci, au fond, comprend mieux le gouvernement que la majorité.

La gauche a commencé sur elle-même un long et lent aggraver de mensonge : elle se gâche de son refus du réel ; elle met en œuvre dans le même mouvement une sorte de pédagogie de la rigueur qui commence à porter ses fruits. Le mécontentement, petit à petit, va de pair avec le respect.

Mais, pour l'heure, le fatalisme domine. La gauche a, par nature, un message optimiste sur la société qu'elle veut transformer. Elle est porteur d'une conception collective du bonheur. Or elle n'est pas parvenue à en convaincre la société, si même ses partisans : tout un chacun a pu relever que, pour la première fois dans son histoire, la gauche est venue au pouvoir dans l'indifférence militante.

Plus précisément, il y a un hiatus grandissant entre les aspirations individuelles à court terme (la tendance est au repli sur soi), les comportements irrationnels innés par la crise (dont le racisme fait partie) et les intérêts collectifs à long terme, qui imposent un effort et que celui-ci soit répété.

L'opinion souhaite à la fois la sécurité, sociale notamment, et le libéralisme économique. Sans voir que l'une et l'autre sont souvent incompatibles. Ni la majorité ni l'opposition n'ont encore proposé une synthèse séduisante.

La gauche gère la crise et paie d'avoir placé la barre trop haut : changer la vie, disait-elle. « Le seul projet de la droite : garder le pouvoir. Mon projet : vous le rendre. » Tel était le slogan du candidat Mitterrand en 1974. Aujourd'hui, le seul projet de la droite est de reprendre le pouvoir. Mais, entre-temps, la gauche a renoncé à son utopie et elle n'a pas rendu le pouvoir aux Français.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Les préfets réunis au ministère de l'Intérieur. — Les préfets, commissaires de la République des régions et des départements métropolitains, ont été réunis le jeudi 16 février par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, et M. Michel Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, leur ont présenté des communications sur les restructurations industrielles et la réforme administrative. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a fait un exposé sur les questions de contrat de plan aux seuls vingt-deux préfets, commissaires de la République des régions.

## POINT DE VUE

## Un regroupement des hommes de progrès

Le 13 juin 1983, à Ajaccio, le président de la République déclarait : « La Corse doit être elle-même et la Corse est aussi la France. »

Tout au long de son voyage en Corse, François Mitterrand n'a cessé de lier ces deux propositions.

Aujourd'hui deux groupes, l'ex-FLNC et la CFR, dont les buts sont opposés et les pratiques divergentes, prennent en compte la proposition qui leur convient et repoussent l'autre. D'un côté, une infime minorité rejetant la violence comme moyen d'action.

De l'autre, beaucoup d'hommes et de femmes, exodés, manifestent contre la violence et se prononcent pour la Corse française.

Ainsi la montée des tensions, palpable tout au long de ces derniers mois, tend à simplifier à l'extrême et à radicaliser le débat politique insulaire. La réduction de ce débat sert les deux groupes extrêmes car elle justifie leur existence mutuelle. Elle constitue cependant un piège mortel pour la Corse et pour la démocratie, qui peuvent sombrer dans un affrontement armé. Elle enserme les hommes de progrès dans un étau dont chaque mâchoire recèle des dangers. Ainsi, il n'est que temps de les faire connaître puis d'organiser le regroupement et l'expression d'une force populaire qui en appelle au cœur et à la raison.

Ce n'est pas parce qu'il opte pour l'indépendance que l'ex-FLNC est condamnable : des démocrates peuvent admettre que cette option soit défendue publiquement ; ce qui est inacceptable, ce sont les moyens utilisés par le mouvement dissous. La violence en régime démocratique est intolérable.

Nous avons dit notre condamnation de cette violence et manifesté

Par ANGE PANTALONI (\*)

clairement, fermement, notre volonté de lui résister. Notre détermination est forte et lucide. Elle tient à notre refus du racisme affiché et pratiqué par l'ex-FLNC et ses méthodes d'intimidation, de persécution, de contrainte, qui sont allées jusqu'à meurtre qualifié de « politique ».

A l'autre extrémité, la CFR condamne ces moyens, mais quelques-uns de ses membres brandissent des menaces à peine voilées. Elle se pose en garante de la Corse française, mais derrière sa bannière défient les opposants les plus nets au statut particulier. Ce statut réalise pour la Corse le principe du droit à la différence et permet l'affirmation de notre identité insulaire dans l'ensemble français. Ces dirigeants de la CFR sont aussi les tenants du conservatisme et de l'assistance généralisée, c'est-à-dire du clientélisme. La CFR se comporte comme si notre pays était en état de déliquescence et que n'existaient pas des institutions reconnues et en état de marche.

Le garant naturel de l'unité nationale, c'est le président de la République, et c'est à la justice et à la police, sous l'autorité du gouvernement, qu'il revient d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Ainsi, les comportements volontairement aveugles de l'ex-FLNC et de certains dirigeants de la CFR conduisent tout droit, à brève échéance, à un affrontement armé entre Corse. Il n'est que temps que les hommes de progrès se regroupent pour mettre un terme à l'enfermement de deux logiques qui se soutiennent et s'épaulent avant de s'affronter dans une déflagration qui ruinerait notre région et notre pays.

(\*) Vice-président PS de l'Assemblée régionale de Corse.



**LES ANTILLES**  
je plonge quand c'est moins cher.  
3900F aller-retour, c'est le tarif exceptionnel d'Air France-Vacances si vous partez entre le 21 avril et le 12 juin 1984. Vous pouvez aussi bénéficier avec Air France-Vacances : hôtel de prestations hôtelières particulièrement intéressantes (à partir de 120 F la nuit) petit déjeuner par personne. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre Agent Air France.

**AIR FRANCE Vacances**



Le Monde

société

# Les routiers ont provoqué d'énormes embouteillages dans la région lyonnaise et dans les Alpes

Alors que la grève des douaniers français et italiens, qui avait motivé le mécontentement des transporteurs, devait être suspendue ce vendredi 17 février en fin de matinée, quelques milliers de camions bloquent encore la circulation sur de nombreuses routes des départements du Rhône (au nord de Lyon, l'autoroute A-6 avait été fermée dans les deux sens

entre Paris et Lyon), de l'Ain, de la Savoie (où l'accès au tunnel du Fréjus était impossible à partir de Saint-Jean-de-Maurienne) et de la Haute-Savoie, particulièrement autour des villes de Chamonix, Sallanches et Le Fayet-Saint-Gervais, où les voies d'accès au tunnel du Mont-Blanc étaient interdites.

Ces barrages de poids lourds, dressés depuis jeudi soir 16 février par les chauffeurs routiers mécontents de la grève des douaniers français et italiens, risquent de perturber les départs et les retours de vacances de nombreux automobilistes français ou étrangers.

Les deux principales organisations professionnelles (la Fédération nationale des transports routiers et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles) se sont adressées au gouvernement pour que cesse l'entrave à l'exercice de leur profession, constatée par la grève des douaniers, et pour obtenir le rétablissement de la circulation automobile à la frontière italienne.

Dans le Rhône, l'autoroute du sud avait dû être fermée entre Lyon et Fontainebleau, dans les deux sens, et

tous les accès avaient été neutralisés par la gendarmerie. Cependant, la nationale 7 était libre sur tout son trajet ce vendredi matin 17 février.

Vers les Alpes, toutes les directions au tunnel du Mont-Blanc et au tunnel du Fréjus étaient perturbées. Quinze camions paralysaient la circulation autour de Chamonix et mille trois cents autres se trouvaient en travers de l'accès des stations de sports d'hiver à partir de Saint-Jean-de-Maurienne. Dans l'Ain, en fin, des camions bloquaient la circulation de la nationale 75, à hauteur de la ville de Pont-d'Ain. La situation était aussi difficile au nord de Bourg-en-Bresse où cinquante poids lourds entravaient la circulation.

Mais ces différents blocages étaient susceptibles de se résorber presque vendredi, en fin de matinée, on apprenait que les douaniers français et italiens avaient décidé de re-

prendre le travail. Dans un communiqué, le ministère français des transports a donc estimé que « du côté français, il n'y a plus d'obstacles au passage de la frontière italienne. Dans ces conditions, les actions de coupure de voies routières ou ferroviaires auxquelles se livrent des groupes de transporteurs routiers sont absolument sans objet ».

Le ministère des transports « attire l'attention de tous les transporteurs sur le fait que ces actions ne peuvent que dresser contre eux l'opinion publique et compliquer la solution du problème ».

## L'exaspération

(Suite de la première page.)

Les fédérations professionnelles de transporteurs routiers disent ne plus pouvoir tenir leurs troupes.

Les événements se précipitent, les véhicules privés ou professionnels s'accumulent dans les embouteillages, et, devant la pagaille, M. Charles Fiterman, en l'occurrence ministre de ce qui devrait être le bon ordre public, ne peut qu'appeler à l'esprit de responsabilité de chacun.

Les pouvoirs publics se disent prêts à étudier, dans un esprit d'ouverture, les revendications des routiers : assouplissement des contraintes de circulation le week-end, meilleure fluidité du passage des camions dans les tunnels alpins, adaptation des temps de conduite en fonction des circonstances. La sécurité des chauffeurs devrait être mieux prise en compte après les attentats qui ont fait une dizaine de victimes parmi eux au Pays basque (équipages menacés, véhicules incendiés).

Mais les routiers en profitent pour mettre sur la table d'autres revendications : déductibilité immédiate de 50 % du taux de la TVA pour les transports internationaux ; indemnisation des heures perdues à cause de la grève des douaniers ; et sanctions à l'endroit de certains d'entre eux au tunnel du Mont-Blanc.

De même que la liberté de manœuvres des uns doit s'arrêter là où elle commence à entraver celle des autres à circuler, y compris vers les lieux de vacances, l'exaspération compréhensible, des routiers devrait trouver pour limiter une autre exaspération, celle qui gène le public.

D'autant que, au fond, le contentieux ne semble pas infranchissable : il s'agit en fait de régler, dans la pratique, les conditions de travail de quelques dizaines de fonctionnaires des douanes de part et d'autre des deux tunnels.

Il faut donc désormais inventer de nouvelles formes de grève qui soient efficaces sans être trop impopulaires. La réponse est peut-être dans la négociation, à condition que les partenaires l'engagent.

FRANÇOIS GROSCHARD.  
\* Inter-service routes : 836-33-33.

# Une campagne nationale pour le don du sperme

Les responsables de la Fédération française des CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme), que préside le professeur Georges David, lancent, vendredi 17 février, une campagne nationale d'information sur le don de sperme (1).

C'est la première fois au monde qu'une telle campagne est organisée. En dix ans, près de six mille

grossesses après insémination artificielle ont été obtenues dans les CECOS.

Un succès qui témoigne de la qualité des prestations fournies par ce centre, autant que de l'évolution des mentalités vis-à-vis du sexe, de la procréation et de la filiation. Un succès qui impose aujourd'hui le recrutement de nouveaux donneurs.

A la différence de la fécondation in vitro, l'insémination artificielle avec donneur (IAD) ne correspond pas à une véritable performance technique ou médicale. Il s'agit de réaliser chez une femme dont le conjoint souffre de stérilité une insémination artificielle avec du sperme fourni par un tiers. En pratique, deux solutions sont possibles : soit utiliser du « sperme frais », fourni par un donneur quelques instants avant l'insémination, soit utiliser des échantillons de sperme congelé.

C'est après le perfectionnement des techniques de conservation des spermatozoïdes dans l'azote liquide et avec la création de banques du

demandes provenant de couples. Sont exclues, par exemple, les demandes de femmes seules ou de couples féminins. La demande d'IAD doit être signée par les deux conjoints. De plus (le fait est souvent oublié), les CECOS assurent aussi des « autococonservations » de sperme pour des hommes menacés de stérilité (vasectomie chirurgicale ou traitement anticancéreux).

« Depuis 1973, près de dix mille grossesses ont été obtenues après IAD, explique le professeur Georges David. Il s'agit là des chiffres les plus importants pouvant être fournis par une organisation structurée, aucun autre pays n'ayant adopté notre système de fécondation ». C'est précisément ce succès qui oblige les responsables des CECOS à lancer un appel aux donneurs potentiels. Afin, d'une part, de répondre sans difficulté aux trois mille nouveaux couples demandeurs qui se présentent chaque année et, d'autre part, d'augmenter les taux de succès. La période moyenne d'attente est, pour une femme, de quatre à six cycles, avec deux inséminations par cycle, et l'on pourrait, en électionnant les spermatozoïdes qui supportent la congélation, diminuer les délais.

C'est aussi ce succès qui fait que l'on « ose » lancer une campagne publique d'information équivalente à

celles qui incitent au don du sang ou d'organe. La comparaison ne peut pourtant être faite, ne serait-ce que pour des raisons biologiques (les spermatozoïdes sont porteurs d'une partie du patrimoine génétique du donneur), techniques (la masturbation indispensable au don) ou psychologiques.

Cette campagne a été lancée alors que l'IAD continue de se pratiquer en France - dans les CECOS ou à l'étranger - en l'absence de toute législation spéciale. Des parlementaires socialistes préparent actuellement une proposition de loi. L'une des idées-forces serait de confier aux CECOS ou à des organisations agréées le monopole de l'IAD. « Afin, explique M<sup>me</sup> Catherine Labrousse (faculté de droit, université Paris-Sud), d'éviter de dangereux commerces et le développement incontrôlable de pratiques qui pourraient notamment s'étendre aux embryons ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Tous les renseignements peuvent être obtenus, sur appel téléphonique gratuit, au 16 (05) 15.35.64. D'autre part, un récent ouvrage collectif aborde les différents aspects de l'insémination artificielle : l'insémination artificielle humaine, un nouveau mode de filiation (Ed. ESP, 17, rue Vibre, 75017 Paris).

## DANS LA VALLÉE DE LA MAURIENNE

### L'« abcès des tunnels »

De notre envoyé spécial

**Saint-Jean-de-Maurienne.** - « Les camionneurs sont bien décidés à ne plus accepter d'être pris en otage par quelques douaniers en lutte contre leur administration. Depuis de nombreuses années au Mont-Blanc, et plus récemment au tunnel du Fréjus, les routiers connaissent, plusieurs fois par an, de longues et fastidieuses attentes aux extrémités des deux « tubes ». Ainsi, au cours des quinze derniers jours, le trafic a été stoppé ou considérablement ralenti à quatre reprises, à cause des abusives chutes de neige et de la grève des heures supplémentaires des employés

de l'équipement, puis du mouvement national de protestation des routiers italiens, enfin de la grève du zèle des douaniers français et des arrêts de travail de leurs homologues italiens, qui refusent de prolonger leur service au-delà de 14 heures l'après-midi.

« Nous voulons que le passage des Alpes soit libre, même en cas de grève des douaniers », déclarent les camionneurs, dont certains sont immobilisés depuis lundi 13 février dans la vallée de Chamonix, tandis que d'autres « occupent » la vallée de la Maurienne.

### Le « grand désordre »

La tension était toujours très vive vendredi matin 17 février dans cette vallée alpine, où le froid intense ne facilite pas les conditions de vie, déjà précaires, des routiers. Ceux-ci refusent de prolonger leur service au-delà de 14 heures l'après-midi, et ils sont bien décidés à créer, s'il le faut, le « grand désordre » sur les routes des Alpes. Plus d'un million de skieurs doivent, en effet, se croiser au cours du week-end, les uns voulant redescendre des stations, les autres, notamment les Parisiens, désirant rejoindre leurs lieux de vacances. Alors que l'on prévoit déjà un « samedi noir » sur les routes des Alpes, la paralysie totale de la vallée de Chamonix et de la vallée de la Maurienne a suscité de

gigantesques retenues d'automobiles.

Les mille quatre cents poids lourds immobilisés le long de la vallée de la Maurienne et les barrages de camions rendent impossible toute circulation vers les stations de la Haute-Maurienne, où les touristes commencent à leur tour à s'impatients. Dans certains villages d'altitude, l'absence de ravitaillement entraîne déjà de sérieuses difficultés. Le pain et l'épicerie pourraient manquer et, parfois, c'est le camion de fuel, qui ravitaillait chaque semaine la station, qui n'a pas pu parvenir à sa destination et qui fait cruellement défaut au moment où le thermomètre descend la nuit vers - 15 degrés.

CLAUDE FRANCHILLON.

**RECTIFICATIF.** - Dans l'article « L'inquiétude des milieux médicaux » paru dans le Monde du 16 février, nous aurions dû imprimer, à propos des saïas douaniers de stations 264,2 kilos d'héroïne et de

cocaïne, et non 264,2 tonnes comme nous l'avons écrit par erreur en retenant les chiffres de la communication du 7 février à l'Académie nationale de médecine présentée par le professeur Pierre Lépine.

## DÉFENSE

### M. HERNU : la réorganisation de l'armée de terre assure une meilleure répartition entre appelés et engagés

Commentant la réorganisation de l'armée de terre française (le Monde du 17 février), le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a estimé, jeudi 16 février à Paris, qu'il s'agit d'assurer « une meilleure répartition entre appelés volontaires et engagés ».

Selon le ministre de la défense, l'armée de terre comprendra en 1986 vingt régiments totalement professionnalisés et vingt-quatre autres partiellement professionnalisés (et non vingt, comme l'avait indiqué le chef d'état-major de l'armée de terre, le général René Imbot, à Belfort). Les vingt régiments totalement professionnalisés sont situés à la Légion étrangère (neuf), à la 11<sup>e</sup> division parachutiste (quatre), à la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine (cinq), ainsi que le 21<sup>e</sup> RIMA à Fréjus et le 5<sup>e</sup> RIAOM à Djibouti. Les vingt-quatre régiments semi-professionnalisés relèvent de l'outre-mer (sept), de la 11<sup>e</sup> division para-

chutiste (quatre), de la division aéromobile (cinq), de la division alpine (un), de la 6<sup>e</sup> division légère blindée (trois), ainsi que deux régiments de transmissions, le 501<sup>e</sup> régiment de chars de combat à Rambouillet et le 4<sup>e</sup> régiment de dragons à Mourmelon.

« J'ai toujours prôné l'idée de la recherche d'une symbiose entre l'armée et la nation, qui abolirait la coupure entre les soldats moins armés et moins entraînés et des soldats d'élite. C'est sur ces principes fondamentaux que la réorganisation de l'armée de terre a été bâtie », a encore expliqué le ministre de la défense.

De son côté, le mouvement Information pour les droits du soldat (IDS), dans un communiqué, jugé « inquiétant » les propos du chef d'état-major de l'armée de terre. « En effet, estime ce mouvement de comités de soldats, avec un quart des forces armées professionnalisées, la force d'action rapide et le renforcement de la gendarmerie, le gouvernement se donne les moyens d'intervention de type colonial sans débat parlementaire considéré comme le minimum démocratique ».

Lisez  
Le Monde  
doctes et documents

## ÉDUCATION

### Les défenseurs de l'école catholique préparent la manifestation de Rennes

Plus de 150 000 personnes sont attendues

Après Bordeaux et Lyon, avant Lille et Versailles, un rassemblement des défenseurs de l'enseignement catholique est organisé, samedi 18 février, à Rennes. Cette nouvelle initiative de la commission permanente de l'enseignement catholique concerne trois régions : la Bretagne, la Basse-Normandie, les Pays de Loire, où les écoles catholiques sont nombreuses. Selon les dernières estimations des organisateurs, quelque cent cinquante mille places ont déjà été retenues dans des cars ou des trains pour transporter vers Rennes des manifestants venus de tout l'ouest de la France. Six défilés « en étoile » sont prévus, pour converger vers le centre-ville.

Ce rassemblement, activement préparé depuis le début du mois de janvier par le comité régional de l'enseignement catholique, mobilise des centaines de bénévoles. Près de deux cent mille affiches, des tracts, des autocollants et des badges (dont la vente permet de couvrir les frais d'organisation) ont été préparés.

Mais cette intense activité suscite quelques critiques. Ainsi, la Fédération de l'enseignement privé (FEP-CFDT) de l'Ouest cite des écoles où les élèves auraient participé « au pliage des tracts ou à la vente des autocollants ». Ce syndicat évoque aussi des « déformations » des propositions gouvernementales faites devant les délégués d'élèves et les parents, des tracts annonçant « la fin de la liberté scolaire (...), la fin

du libre choix de l'école par les parents, c'est-à-dire la fermeture du plusieurs classes et le renvoi de nombreux enfants à l'école de leur secteur » ont certes circulé. Dans leur zèle à montrer aux pouvoirs publics leur « détermination de tout faire pour que nos écoles continuent à vivre », certains n'ont pas hésité à dramatiser la situation.

Le Père Louis Denis, directeur diocésain de l'enseignement catholique d'Ille-et-Vilaine, estime non fondées de telles accusations. « Je n'ai pas eu connaissance de pratiques de ce genre, a-t-il expliqué, il peut y avoir eu certaines maladresses, mais, si elles ont été commises, elles n'étaient pas volontaires ». Les responsables de l'enseignement catholique ont d'ailleurs rappelé que, si tous les enseignants qui le souhaitent doivent pouvoir aller à la manifestation de Rennes, « la liberté du travail doit être garantie aux personnels et l'accueil et la sécurité des élèves assurés ».

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec explications en français  
Documentation gratuite  
EDITIONS DISQUES BISCM  
8, rue de Berni - 75008 Paris

**LA REUNION j'adore quand c'est moins cher**

**6100F** aller-retour, c'est le tarif exceptionnel d'Air France-Vacances si vous partez entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 avril 1984.

**AIR FRANCE Vacances**

Vous pouvez aussi bénéficier avec Air France-Vacances + Hôtel de prestations hôtelières particulièrement intéressantes (à partir de 230F la nuit + petit déjeuner par personne). Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre Agent Air France.



# A SOCIÉTÉ

## Faits divers

### Le dernier sentier du douanier

Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). — « Nous avons attendu quatre ans pour parler. Nous n'y tenons plus. Nous devons dire que Jean-Claude Olivier a été assassiné. » Autour de la grande table de la cuisine, accablés de la mort de l'un à l'autre, posément, comme on assure ses prises dans la roquette, onze voix — frères, cousins, collègues, amis — montent vers l'aveuglante évidence. Au centre, Mme Irène Olivier, la mère du disparu. Sur la poêle mijote, comme depuis des siècles, un ragout de chamois : « Vous n'avez rien contre, au moins, comme tous ces Parisiens écologistes ? Dehors, la température est glaciale, les carreaux sont froids et les souvenirs isolent du monde extérieur la maison des Olivier. »

Ce mardi 7 novembre 1979, le brouillard qui traîne dans la vallée n'empêche pas Jean-Claude Olivier, levé avant l'aube, de partir à la chasse. Des générations d'Olivier avant lui ont vué l'automne aux chemins, le printemps aux truites. Un culte salement interrompu par quelques années au Mexique où la misère les exila, comme bien d'autres familles de Barcelonnette. « Nous autres n'avons ni théâtre ni concert », s'excuse fausement Jean-Pierre Meoni, douanier comme la victime. Jean-Claude Olivier chasse seul. Vives de course dans le sac à dos et son Bino miteux porté à l'horizontale — « un bel engin, aussi efficace pour les sangliers que pour les grives », il choisit son terrain de chasse au dernier moment, à l'instinct. Ce soir-là, ne le voyant pas rentrer, sa femme Eliane ne s'inquiète pas : il a dû dormir chez ses parents, dans la vallée.

#### Canarder le mouton

L'alerte n'est donnée que le lendemain à midi. Vers 15 heures, les gendarmes localisent sa voiture qu'ils avaient déjà repérée la veille, au fort de Cuguret, où vit en retraite un colonel en retraite. M. Roux, Battue conjointe des gendarmes et des copains accourent. La nuit vient.

#### De notre envoyé spécial

Les amis réveillent le colonel Roux : il leur assure avoir entendu deux coups de feu la veille, vers 17 h 30. Le corps n'est retrouvé que le 9 novembre au matin, une vingtaine de mètres en contrebas d'un sentier où on découvre le bonnet du douanier et une tache de sang. L'enquête conclut rapidement à l'accident. Le chasseur, ayant glissé, a été tué par son arme. L'information ouverte par le parquet de Digne est classée sans suite en novembre 1980.

La silence va-t-il retomber sur la vallée ? Non. La poison du soupçon se distille lentement. Fine gâchette et nerfs solides, le douanier n'a pas pu glisser. Les officiers d'entrée et de sortie sont respectivement trop large et trop étroit pour une balle de 7 mm. Pour bien en convaincre le procureur, les Olivier canardent un quartier de mouton que l'on va ordinairement déposer, emballé dans un sac-poubelle, sur le bureau du magistrat, « mais il a refusé de le voir ».

Il font flèche de tout indice. L'expertise balistique indique que le coup de feu a été tiré à plus de 75 cm. Du sang et des viscosités ont été retrouvés sur la chemise, « prouve qu'il y est mort et qu'on l'a fait rouler ensuite ». Quatre ans à retourner les soupçons dans leur tête, à tordre les preuves en tout sens, à ruminer les demi-confidences des gendarmes. Quatre ans à actionner avocat, magistrats, députés, jusqu'au chef de l'Etat, de passage à Barcelonnette, à qui l'on glisse une lettre dans la poche. Sans suite.

Quatre ans de guerre psychologique en sourdine. Cible des rumeurs : les gendarmes. Depuis que le brezoconnais existe, gendarmes et chasseurs, passent le meilleur de leurs journées à s'entre-pier à la jumelle, se connaissent sur le bout du canon. Quelques mois avant sa mort, le 1<sup>er</sup> juillet, jour de l'arrivée des vacanciers, le douanier avait participé à une « manifestation secourge » contre la création du parc national du Mercantour qui devait

priver de leurs droits de chasse les « Ubayens d'Ubaye ». Un haut-le-corps de la vallée contre la bureaucratie et l'invasion touristique. « Leur vallée, c'est leur propriété, il ne faut pas y toucher », résume un gendarme. Convocation du douanier à la gendarmerie, réprimande du homme des supérieurs : le parc gagne, la vague retombe.

#### Les gendarmes aux trousses

« Depuis, accuse Eliane Olivier, le veuve, on ne pouvait plus faire un pas en montagne sans avoir les gendarmes à nos trousses. Ils voulaient planer Jean-Claude en disant : défilé de bracoconnage. » Alors, les imaginations ont inventé un mauvais film. Dans un décor du soir tombant, de brume et de silence, une rencontre orageuse entre gendarmes et chasseur : « Ils ont peut-être voulu fouiller son sac, il a refusé ; car les douaniers ont le droit de fouiller, mais pas les gendarmes ».

Moqueries, insultes, horions ? Alex savoir quelle scène s'est jouée dans ces brouillards, au-dessus du fort de Cuguret. Le seul témoin, le colonel Roux, ravitalisé à ski l'hiver par les gendarmes, s'est rétracté : finalement, il n'a entendu qu'un seul coup de feu. La plupart des gendarmes de l'époque ont été mutés, les autres minimisent leur rôle, invoquant le secret de l'instruction, n'ont rien vu, à cause du brouillard. La famille Olivier, après bien des déboires, a choisi un troisième avocat. Le procureur de la République de Digne a demandé une seconde expertise balistique. S'il y a du nouveau, on rouvrira le dossier.

Les proches, bouillant d'indignation, ont distribué une lettre, comme un tract, en plusieurs centaines d'exemplaires aux Ubayens. Mais la vallée, sous la tempête, se tait. « Les gens savent à quoi s'en tenir », laisse tomber un commerçant avec des airs entendus. « Il n'accident aucune importance à cette lettre », assure un nouveau gendarme, un sourire mystérieux aux lèvres.

D. SCHNEIDERMAN.

# SPORTS

## Les XIV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver

### SKI ALPIN

### le matin des magiciens

Sarajevo. — Quand Blake Lewis quitta le village olympique, il était 2 heures du matin, jeudi 16. Le départ de la descente masculine, épreuve alpine reine, devait être donné dix heures après.

De petite taille, frêle comme un astrakhan, cet Américain qui avait trois ans lorsque les Jeux d'hiver se déroulèrent en 1960 à Squaw Valley, sa station natale, venait de 25 mètres carrés où sont entreposés les cinq cents skis apportés par la délégation américaine. Mais il avait concentré son attention sur trois paires de planches : 2,25 mètres de bois et d'aluminium manufacturés chez un ancien marchand-ferrant autrichien.

Après avoir longuement poncé leur semelle pour rendre le plastique aussi lisse que possible, il avait méticuleusement limé les carres sur un établi. Ces opérations accomplies avec la précision d'un horloger suisse, Blake Lewis avait préparé, sur des réchauds à gaz, des « sauces » auxquelles il avait apporté le soin d'un chef trois étoiles. Etrange alchimie du fait. Il avait ensuite appliqué ces cires brûlantes sur la semelle des skis avant de les lier à nouveau les carres. C'est que Blake Lewis était un homme de ski, et avec l'habitude du chauffeur familial des routes de montagne, il avait foncé vers Bjelasnica. A 8 heures du matin, il était au sommet de la montagne et s'élançait sur la piste que devaient emprunter, un peu plus tard, les candidats au titre olympique de descente. Dans son sac à dos, il transportait une petite valise où il soignait, de place en place, un appareil électronique.

Du haut en bas du parcours, il reconnaissait, quelque temps après, la température de la neige, la forme

de ses cristaux et le degré hygrométrique de l'air. Au fur et à mesure que le temps s'écoulait, il refaisait ses calculs.

A 11 h 30, Blake Lewis dégringolait les trois paires de skis du monticule de neige dans lequel il les avait enfouies et tendait à Bill Johnson, le paire numéro 2. « J'avais fait trois hypothèses en fonction des conditions que nous avions rencontrées ici depuis le début des entraînements. Jeudi matin, la neige était sèche et - 13 degrés à l'arrivée. Les cristaux étaient assez gros et l'air plus sec que la veille. J'ai alors estimé que le forage idéal du ski devait assurer le meilleur glisse possible sur le dernier tiers du parcours. »

#### « Toutes les marques se valent... »

Au deuxième chronométrage intermédiaire, le récent vainqueur de Wengen avait le quatrième temps, avec 44/100 de retard sur l'Autrichien Anton Steiner jusqu'alors le plus rapide, et 28/100 sur le Suisse Peter Müller. A l'arrivée, Johnson, l'ancien voleur de voitures, les précédait respectivement de 36/100 et de 27/100. Billy, le kid de Sarajevo, était le premier Américain champion olympique de descente.

Blake Lewis avait gagné son pari. « Ce n'était pas facile, car les techniques européennes qui sont sur le circuit Coupe du monde depuis plus de dix ans sont très fortes », disait cet ex-apprenti à l'usine des skis Léo Lacroix, en Haute-Savoie. En sept ans, il a fait du chemin : après avoir « limé des carres » sur le circuit professionnel nord-américain, il a préparé les planches de Frank Worber, un ancien recordman du monde de vitesse. La glisse, il connaissait,

avant de s'occuper, à partir de 1980, des coureurs américains.

Blake Lewis passe tous ses étés en Autriche pour choisir, au sortir des presses, les skis fournis aux coureurs qu'il bichonne tout l'hiver. « Toutes les marques de skis se valent à peu près. L'important, c'est qu'elles conviennent au skieur. Ensuite, il faut bien les préparer. Mais c'est le coureur qui fait la différence », disait-il modestement.

Technicien d'une marque française, le Suisse Jean-Pierre Ansermet ne disait pas autre chose après avoir mis au point les skis de ses compatriotes Michela Figini et Maria Walliser, qui avaient terminé, quelques heures auparavant, première et deuxième de la descente féminine. Il s'était organisé en louant, un an à l'avance, un chalet au sommet des pistes de Jahorina afin de mieux « sentir » la neige. Et ce n'était pas trois mois dix paires qu'il avait mises au point durant la nuit précédant la course.

ALAIN GIRAUDO.

## PATINAGE ARTISTIQUE

### L'or et le trac

(De notre envoyé spécial.)

Sarajevo. — Les juges n'ont pas été tendres, jeudi soir, avec l'Américain Scott Hamilton. Après une exhibition où le triple champion du monde est apparu contracté par le trac, il a obtenu des notes variant de 5/6 à 5/9 en technique, une misère pour lui habitué aux 6. Il est vrai que, sans son brio coutumier, il a souffert de la comparaison avec le Canadien Brian Orser et même avec le Tchèque Joseph Sabotchik, auteurs des performances les plus éblouissantes. Grâce à l'avance acquise dans les figures imposées et le programme court, Scott Hamilton a néanmoins obtenu la médaille d'or.

En revanche, le Français Jean-Christophe Simond n'est pas parvenu à se maintenir à la deuxième place qu'il détenait après les deux épreuves préliminaires. Sans faute, son programme libre manquait de difficultés techniques et de qualité artistique. Classé en septième position du programme libre, il a terminé sixième, une place qui lui permet de se retirer de la compétition honorablement, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles il l'avait abordée.

A. G.

## Les résultats

### SKI ALPIN

Descente hommes  
1. Johnson (E-U), 1 mn 45 sec 39 ; 2. Müller (Suisse), 1 mn 45 sec 56 ; 3. Steiner (Aut.), 1 mn 48 sec 95 ; 20. Picard (Fr.), 1 mn 48 sec 68 ; 29. Vermeir (Fr.), 1 mn 49 sec 30.

Descente dames  
1. M. Figini (Suisse), 1 mn 13 sec 36 ; 2. M. Walliser (Suisse), 1 mn 13 sec 41 ; 3. O. Charvatova (Tch.), 1 mn 13 sec 53 ; 6. C. Arta (Fr.), 1 mn 15 sec 04 ; 20. M.-L. Waldmeier (Fr.), 1 mn 15 sec 56.

### SKI DE FOND

4 x 10 km messieurs  
1. Suède (Wassberg, Kohlberg, Olsson, Svan), 1 h 55 mn 5 sec 3 ; 2. URSS (Battut, Zavalov, Nikitin, Zimiatov), 1 h 55 mn 23 sec 3 ; 3. Finlande (Rintanen, Mieto, Kivensiemmi, Karvonen), 1 h 55 mn 25 sec 1.

### PATINAGE ARTISTIQUE

Messieurs  
1. Hamilton (E-U), 3,4 ; 2. Orser (Can.), 5,6 ; 3. Sabotchik (Tch.), 7,4 ; 4. Cerne (RFA), 8,2 ; 5. Boitano (E-U), 11,1 ; 6. Simond (Fr.), 11,8 ; 15. Depouilly (Fr.), 23,6.

### PATINAGE DE VITESSE

1 500 mètres messieurs  
1. Boucher (Can.), 1 mn 58 sec 36 ; 2. Khebnikov (URSS), 1 mn 58 sec 83 ; 3. Bojey (URSS), 1 mn 58 sec 89 ; 4. Van Helden (Fr.), 1 mn 59 sec 39.

# LE CARNET DU Monde

## Décès

— Paul, son fils et Rosine, sa belle-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Alexandrine BARBA-NEGRA, survenue, le 15 février 1984, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 18 février 1984, à 13 h 45, en l'église orthodoxe roumaine, 9, rue Jean-de-Beauvais, à Paris-5<sup>e</sup>.

— Gennes. Paris. Neuilly. Vihiers. Nancy.

M. Jean-Claude Girard, son mari, M<sup>me</sup> Amédée Boyer, sa mère, M<sup>me</sup> Dominique Girard, M<sup>me</sup> Éléonore Girard (†), M. Philippe Girard, M. Christophe Girard, ses enfants.

Les familles Boyer, Girard, Monégier et Rainbault, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean-Claude GIRARD, née Edmonde Boyer, à l'âge de cinquante-trois ans, en son domicile à Gennes.

Les obsèques ont lieu en l'église Saint-Victor de Gennes, le vendredi 17 février 1984, à 16 heures.

18, rue de Saumur, 49130 Gennes, 17, avenue La Bourdonnais, 75007 Paris, 6, rue Cyprien, 54000 Nancy, 8, rue de Babylone, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Jean Ivry, née Vivienne Menkes, son épouse, a la grande douleur de faire part du décès de

Jean IVRY, survenue brusquement à son domicile, le 13 février 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 23 février 1984, à 14 heures, en l'église Saint-Mary's, 4, Holly Place, London NW 3 (Angleterre), et l'inhumation à 15 heures, au cimetière de Hampstead, Fortune Green Road, London NW 6.

Adresse pour l'envoi de fleurs : L'Everton and Sons, 181, Haverstock Hill, London NW 3.

16, rue Claude-Thion, 37000 Tours.

— M. et M<sup>me</sup> Michel Le Chevretel et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Le Masson et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jérôme Le Masson et leurs enfants, M. Christophe Le Masson et sa fille, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Sablayrolles et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Laurent Le Masson, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri LE MASSON, née Françoise Cortès, survenue à Neuilly, le 16 février 1984, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Neuilly, le samedi 18 février 1984, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> MAYER BLENEAU, née Marguerite Eugène-Lévy, survenue, le 12 février 1984, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année. Elle avait fait don de son corps à la faculté de médecine.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Paule MOUCHEZ, née Rasmilart, veuve de l'ingénieur général Robert MOUCHEZ, survenue pieusement à Paris le 16 février 1984.

De la part de M. Philippe Mouchez, son fils, Et de toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 20 février, à 14 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Priez pour elle.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

41, rue de Vaugrand, 75006 Paris.

ROBLLOT S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

— M. et M<sup>me</sup> Claude Perrio-Jassy, M. et M<sup>me</sup> Jean Perrio-Jassy, M<sup>me</sup> veuve Édouard Mossera, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Alfred PERRIN-JASSY, née Marie-Louise Mandat, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parents, survenue le 15 février 1984, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le lundi 20 février 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Jeanne-d'Arc, 45, rue de la Belgique, à Meudon, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Trivaux, avenue de Trivaux, à Meudon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

— Le docteur P.-C. Pesquière, C. de Lombard, très touchés, ainsi que leurs proches, des nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été adressés, remercient ceux qui se sont associés à leur douleur à l'occasion de la disparition, le 21 janvier 1984, de

Simone PESQUIÈRE-COURBIER.

## Anniversaires

— Cérémonies organisées à la GRANDE MOSQUÉE pour le sixième-centième anniversaire de la guerre de 1914, durant laquelle un grand nombre de musulmans sont morts pour la France, une prière exécutée sera faite le 18 février, à 15 h 30, place du Puits-de-l'Érmitte, M<sup>me</sup> Jusseau, Monge, tues : 67-89.

— Il y a six ans, s'en allait pour toujours.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour elle.

Communications diverses

— A l'occasion de l'élection de Jacques Soustelle à l'Académie française, où il sera reçu le 24 mai 1984, quelques-uns de ses amis ont constitué un comité, sous la présidence de M. Alain Polier, pour lui offrir son épée d'académicien.

Les souscriptions sont reçues à la librairie E. Flammarion, 26, rue Racine, Paris-6<sup>e</sup>, sous forme de chèque bancaire ou postal.

## Prestige et intendance du marathonien

### De notre envoyé spécial

Sarajevo. — La course des 50 kilomètres clôture invariablement le programme de ski de fond. A Sarajevo, elle aura lieu dimanche 19 février. Cette épreuve entraîne une telle consommation d'énergie que même les organismes les plus solides se sentent épuisés à l'issue de cette chevauchée de longue haleine et réclament, pour les trois ou quatre jours qui suivent l'effort, un repos pratiquement complet.

Le nombre des concurrents témoigne de la crainte dans laquelle est tenu ce long marathon. On en avait dénombré 91 sur la distance de 15 kilomètres. Dimanche, sur l'anneau de 25 kilomètres tracé sur le site de Veliko Polje, on devrait tout au plus en voir partir 60 et en voir passer déjà un peu moins au deuxième tour.

Les bouleversements incessants, les variations d'allure des coureurs, les knock-out et les knock-in, les visages creusés et les empanachures et des barbes, composent une dramatique orchestration, dont les vainqueurs sortent auréolés d'un prestige incommensurable dans les pays scandinaves. Sans doute parce que ce genre d'exploit renvoie à leur mémoire collective, peuplée de faits historiques liés à la pratique du ski. L'exemple le plus connu de ces raidadeurs la traversée de la Dalcartie par le roi suédois Gustav Vasa, amorçant au bout de 89 kilomètres la libération du pays. Il a donné naissance, quatre siècles plus tard, à la Vasaloppet.

Les distances de cet ordre alimentent mythes et épopées, dont, à vrai dire, se soucient peu en ce moment les coureurs et les entraîneurs. L'engagement physique total requis par les 50 kilomètres exige une discipline rigoureuse, qui engage de nombreuses personnes autour du coureur, pendant la durée de l'épreuve ; un important soutien logistique est mis en place au bord de la piste. Selon les nations, les moyens diffèrent énormément.

● Tennis : Noah en quarts de finale à La Quinta. — Yannick Noah s'est qualifié, jeudi 16 février, pour les quarts de finale du tournoi de tennis de La Quinta (Californie), doté de 200 000 dollars, en battant l'Américain Brian Teacher 6-3, 6-3. Il sera opposé à un autre Américain, Eliot Teltscher.

## Prestige et intendance du marathonien

### De notre envoyé spécial

Entre Dominique Locatelli, le seul Français engagé et les quatre Norvégiens, Soviétiques ou Suédois, la disparité est éblouissante. Le jeune Dauphinois traduit avec humour la situation : Je vais peut-être partir avec le sac à dos. Une façon de faire comprendre qu'il sera moins soutenu que le Suédois Wassberg, pour citer l'un des favoris.

Passages à vide

Deux éléments angoissent le coureur avant les 50 kilomètres : le ravitaillement et les renseignements sur sa position, puisqu'il s'agit d'une épreuve contre la montre, avec des départs différés de trente secondes en trente secondes.

Côté « casse-croûte », la musette est légère. Le rythme est tellement élevé que, bien entendu, on ne mange pas, explique Dominique Locatelli. On a simplement besoin d'absorber des boissons énergétiques toutes les vingt à vingt-deux secondes.

La durée d'un 50 kilomètres varie entre 2 h 30 et 3 heures, selon les difficultés de la piste et le niveau des concurrents, d'avantage pour certains. Les postes officiels de ravitaillement ne suffisent pas pour respecter la fréquence nécessaire d'absorption. Installés à des endroits choisis avec précision, mais qui peuvent être modifiés à la faveur d'une baisse de régime imprévue du coureur, une partie des entraîneurs et de leurs assistants, reliés entre eux par talkie-walkie, fournissent la pitance au bon moment. Les autres assurent les renseignements : « Sur cette distance, on éprouve toujours des passages à vide. La lucidité s'éloigne, on ne sait plus à quelle vitesse on court ; il est alors décisif qu'on nous livre des repères de temps », souligne le Français.

Réparties en quatre points sur la boucle, cinq personnes se trouveront à sa disposition, un œil sur le chronomètre et des gobelets à la main, alors que les Norvégiens par exemple, bénéficieront de vingt-cinq assistants avec chacun une tâche unique.

Dominique Locatelli n'est quand même pas découragé, tout au plus résigné sur ce point : « On demande aux coureurs d'être d'un haut niveau, mais pas à l'intendance. »

LIBERT TARRAGO.

Je suis un héros



## Le Monde

## PATRIMOINE

## Les nouveaux outils du paysage

(Suite de la première page.)

Et puisque le plaisir et cette fameuse « qualité de la vie » sont après tout les éléments moteurs de la question, précisons que le visiteur trouvera là, entre les plans, les cartes, les courbes, les chiffres, toutes les photos qui pourront le faire rêver de voyage italien, même si ces photos sont au départ des documents d'étude (1).

La campagne photographique, on la doit à une curieuse et passionnée initiative de la Datar, cet organisme créé pour diriger, maîtriser, l'aménagement du territoire.

Comment faire prendre conscience aux décideurs nationaux et locaux de l'impact de leurs décisions sur le paysage, qu'il soit urbain ou rural ? On a eu l'idée que le « content » s'était de passer de la « forme » à la « fonction ». Et l'on s'est attelé à définir, par l'image, ce qu'est un paysage, ce que sont ses multiples composantes, ses richesses insoupçonnées et, là encore, son évolution.

L'enquête systématique aurait été aberrante. C'est, en revanche, le

spectaculaire travail auquel se livre l'inventaire national sur des éléments précis du patrimoine. Elle aurait été aberrante financièrement et parce que le paysage est une matière par essence éphémère, la perception est nécessairement sensible, subjective, comme le sont le plaisir ou la qualité de la vie. C'est donc à des artistes qu'on a confié les premiers pas de cette nouvelle approche.

La vidéothèque enfin : c'est la belle entreprise à laquelle s'est attachée la Ville de Paris, afin de collecter, recenser, créer et naturellement

diffuser les images de la capitale telle qu'elle fut, telle qu'elle est et telle qu'elle devient. Ici aussi l'intérêt culturel rejoint les questions de l'aménagement, et la préservation de la mémoire pour devenir outil pour prévenir les erreurs. Mais il en aura fallu, pour que le besoin d'un tel organisme se fasse ainsi sentir.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) 62, rue Saint-Antoine. 75004 Paris. Jusqu'au 25 mars.

## LES PROJETS DE LA VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

## La mémoire audiovisuelle de la ville

Paris, ville éternelle, vivante et mouvante grâce à l'imaginaire d'un poète, Pierre Emmanuel est en effet, depuis avril 1980, le père spirituel de la vidéothèque de Paris qui trouvera place dans les nouveaux bâtiments des Halles, sur 4 000 mètres carrés. Elle a pour vocation d'être la mémoire et la conscience, l'histoire et l'avenir de la ville.

M. Jean Musy qui ancien directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, a pris au mois de septembre, la succession de Pierre Emmanuel à la direction de la vidéothèque. Pierre Emmanuel restant dans le nouveau conseil d'administration comme conseiller du Président, qui n'est autre que Jacques Chirac.

La conception du projet de la vidéothèque est due au cabinet conseil Arthur Andersen. La ville de Paris va maintenant évaluer le montant du budget nécessaire à sa concrétisation. Ainsi, la vidéothèque de Paris devrait ouvrir ses portes en janvier 1985 et répondre alors à quatre objectifs.

Le premier de ces objectifs est la constitution d'un fond d'archives sur Paris : documents d'actualité, reportages, courts métrages réalisés depuis la naissance du cinéma, en 1896 et que détiennent, entre autres, l'INA, la société Gaumont Pathé, l'établissement cinématographique et photographique des armées (TECPA). Mais aussi des films d'amateurs et de collections privées (Albert Kahn) et des longs métrages de fiction qui retracent l'histoire de la capitale, l'évolution de son urbanisme, sa vie politique, culturelle et sociologique.

La vidéothèque de Paris ne se contentera pas de collecter des documents. Sa seconde mission est d'en créer de nouveaux en sélectionnant pour les images de Paris aujourd'hui. Les rues, les squares, les places et les maisons seront épées pour suivre leur transformation. Ainsi, une équipe de la vidéothèque a-t-elle déjà suivi la construction du palais omnisports de Bercy. Une autre s'est efforcée sur trois marchés parisiens, de montrer ce qu'est l'activité militante lors d'une campagne électorale. Quatre grands sujets seront également traités dans le futur : les manifestations populaires depuis

l'origine du cinéma ; le quartier de la Goutte-d'Or et sa rénovation ; la tour Eiffel ; Paris entre 1958 et 1962.

La vidéothèque possède actuellement l'équivalent de 300 heures de projection. 1 000 heures sont prévues pour 1986 et 3 000 pour 1990. Le public, et c'est la troisième mission de la vidéothèque, pourra consulter ces archives contre un droit d'entrée modique. La recherche documentaire va être totalement informatisée. N'importe quel visiteur, journaliste, historien, touriste ou simple habitant de la ville, sera en mesure, grâce à 40 consoles munies chacune d'un clavier et d'un écran, d'avoir accès à une banque de données qui lui fournira immédiatement la liste exhaustive de tous les documents traitant de son sujet, qu'ils soient ou non dans les collections de la vidéothèque. Ces documents seront accompagnés d'indications : Titre, série, producteur, réalisateur, mise en scène et de description technique (support, durée) et de données d'accès. Il est prévu que toutes ces informations soient directement acheminées chez les détenteurs de matériel.

Dans un deuxième temps, l'utilisateur sélectionnera, programmera et visionnera toujours devant son poste de consultation les archives audiovisuelles dont la vidéothèque aura acquis les droits. Parallèlement, cinq autres salles projeteront régulièrement des programmes plus spécifiques, par exemple sur la Libération de Paris.

Tous ces documents seront accessibles sur vidéocassettes en attendant d'être transposés sur vidéodisque, les bandes originales étant placées en réserve, dans les meilleures conditions de conservation.

La quatrième mission de la vidéothèque sera d'organiser des colloques, manifestations, congrès et séminaires. Mais un cinquième objectif se dessine, qui sera de fournir des programmes pour ce futur réseau câblé de Paris.

Paris est ainsi la première ville à se doter d'un tel outil qui, si la Vidéothèque tient ses promesses, fera de la capitale une ville véritablement immortelle, par l'image.

Ca. B.

## UNE INITIATIVE DE LA DATAR

## La France sous l'œil des photographes

« Pour rester belle, la France, comme une jolie femme, doit pouvoir de temps en temps se contempler dans un miroir. Ce miroir nous allons le lui tendre. » C'est ainsi que M. Bernard Attali a présenté la campagne photographique que la délégation à l'aménagement du territoire va lancer. Douze photographes de renommée, comme Robert Doisneau et Raymond Depardon, vont, dans les six mois qui viennent, promener leur talent à travers un certain nombre de lieux et de paysages en voie de transformation, parfois de disparition. Villes et campagnes, montagnes et bords de mer, bureaux et commerces, usines et fermes seront aussi analysés et fixés par leur pellicule.

Il s'agit en montrant ces documents — dont certains seront sans

doute d'authentiques œuvres d'art — de faire comprendre aux Français que leur cadre familial est aussi un patrimoine culturel qu'il ne faut pas gâcher. L'opération dotée d'un crédit de 4 millions de francs devrait se solder cet été par une série d'expositions et d'éditions d'albums illustrant chacun des douze thèmes choisis.

D'autres services publics — notamment ceux de l'urbanisme et de l'environnement — ont la charge de sensibiliser les citoyens aux paysages. Malgré leurs moyens — des hommes, des textes et des crédits, — ils n'y sont point parvenus jusqu'ici. En utilisant la médiation des grands photographes — projet assurément original et ambitieux — la DATAR parviendra-t-elle ? Le pari mériterait d'être tenté. — M.A.R.

## NOTES

## Cinéma

« L'ÉDUCATION DE RITA », de Lewis Gilbert

## Identification immédiate

Un intellectuel méfiant, amusé par la gonzale acidité d'une jeune garçonne, joue les pédagogues et finit par se laisser séduire. Pièce de théâtre à l'origine, jouée longuement dans sa version française au Petit Marigny, Lewis Gilbert en a tiré un film. C'est une paraphrase du *Pygmalion* de Bernard Shaw avec des personnages mis au goût du jour ; il ne se marient pas à la fin, l'intellectuel n'est pas un linguiste distingué mais un professeur alcoolique par lassitude, un « babe cool » ataraxé. Son élève n'est pas une gamine qui vend des fleurs, elle est coiffeuse, et tient à se cultiver pour être capable de s'assumer. Elle est tellement dotée, tellement fûtée, qu'elle agace malgré sa bouille rigolote, l'accent cockney et le talent nuancé de Julie Walters.

A vrai dire, la pièce se contente d'effleurer des comportements justes, intéressants — comme une page de journal avec seulement les titres et pas d'articles. D'où une sorte de flou qui facilite l'identification immédiate. Il faut tout le talent de Michael Caine pour donner de l'épaisseur à son personnage de quadragénaire velléitaire au regard glauque. Et comme les Anglais savent filmer leurs comédiens et leur théâtre, on se laisse porter sans trop d'ennui.

COLETTE GODARD.

\* Voir films en exclusivité.

## Lettres

## Mort de l'écrivain Charles Oulmont

L'écrivain Charles Oulmont est mort dans la nuit du 15 au 16 février d'une crise cardiaque, à l'âge de 62 ans. Il était le président du Centre d'aide aux artistes de la Fondation de France.

[Né le 1<sup>er</sup> novembre 1923 à Malboue, dans le Haut-Rhin, Charles Oulmont avait fait des études de lettres à Paris et obtenu un doctorat en Sorbonne. Il fut professeur à la Sorbonne, au collège des sciences sociales, à la faculté des lettres de Nancy et à l'école normale de Massiges.

Promis à la musique — sa mère Nanette Lantz avait été l'interprète préférée de Debussy, de Ravel et de Fauré, et il est pour maître privé le même Fauré et pour répétiteur Ducas — il choisit finalement la carrière d'homme de lettres. Charles Oulmont a écrit une douzaine de romans et d'essais et autant de pièces de théâtre, et son œuvre a souvent été consacrée par l'Institut. Dans *Noctes d'or avec mon passé*, il a évoqué toutes les célébrités du siècle qu'il a rencontrées (A. Daudet, Proust, Gide, Pirandello, Flaubert, Balzac...). Il a collaboré à de nombreux quotidiens.

Vice-président de la Société des gens de lettres — elle lui a rendu hommage en décembre dernier, — il a aussi joué un rôle comme conseiller culturel et conseiller de musées. A la Fondation de France, Charles Oulmont était président du Centre d'aide aux artistes, auquel il venait, en dépit de son grand âge, de donner un nouvel élan.]

## MUSIQUE

## SINOPOLI ET L'ORCHESTRE DE PARIS

## Un avertissement aux chasseurs de têtes

La course aux vedettes est telle, surtout dans l'édition phonographique, qu'on se dépêche de sacrer des jeunes gens prometteurs, au risque de leur casser les reins prématurément. Ainsi de Giuseppe Sinopoli, trente-huit ans, compositeur de valeur, déjà chef titulaire du fameux Philharmonia de Londres, à qui l'on confie des tâches écrasantes à l'Opéra et au concert.

Le programme qu'il a donné, à Pleyel mercredi 15 février avec l'Orchestre de Paris, montre que ce battage est prématuré. Comme dans l'édition Brahms de la Deutsche Grammophon (*Le Monde Dimanche* du 12 juin 1983), ses interprétations du *Chant du Destin* et de *Nanie* étaient cotonneuses, sans relief, soporifiques, avec des attaques approximatives qui estompent le relief malgré la très pure qualité vocale du chœur de l'Orchestre de Paris préparé par Arthur Oldham.

La 4<sup>e</sup> Symphonie de Schumann prouvait ensuite les faiblesses techniques de Sinopoli, dont les accents et les phrases n'étaient pas exactement en place. Il tombait dans tous les panneaux de cette œuvre difficile à équilibrer, marquant avec violence, par des gestes verticaux assez rudimentaires, toutes les obsessions

rythmiques de Schumann, qui vont de soi pour des instrumentistes expérimentés, alors qu'il faut au contraire alléger la trame, retrouver la transparence polyphonique, faire chanter l'élan et le lyrisme. L'Orchestre de Paris, d'une beauté fabuleuse, il y a huit jours avec Christoph von Dohnanyi, était méconnaissable.

Les huées (rarissimes en ces lieux), mêlées aux applaudissements, devaient servir d'avertissement aux chasseurs de têtes trop pressés à exploiter un talent qu'il faut laisser mûrir paisiblement.

En prologue, *Pour un livre de Venise*, de Sinopoli, mettait agréablement en « quadrphonie » moderne des pages de Costanzo Porta, un compositeur franciscain du seizième siècle.

JACQUES LONCHAMPT.

■ UN RÉCITAL POUR LE LIBAN. — Le pianiste libanais Walid Akl donnera le mercredi 22 février à la salle Gaveaux un récital (Scriabine, Beethoven transcrit par Liszt) au profit de l'association Chrétien d'Orient et du Centre d'études et de recherches sur l'Orient chrétien. Renseignements : Tél. 563-20-30.

## CINÉMA

## DÉCENTRALISATION

## Le voyage à Wavrin

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, s'est rendu jeudi 16 février à Wavrin (Nord) pour inaugurer officiellement Le Cinoche, salle de cinéma récemment modernisée et ouverte, après plusieurs années de fermeture. L'initiative d'un exploitant privé a été soutenue par la commission d'aide sélective à la création et à la modernisation des salles dans les zones insuffisamment desservies, selon un plan conçu l'an dernier par l'Agence pour le développement régional du cinéma, structure associative du ministère de la culture.

L'Agence, auxiliaire du service public animée par Jack Gajos, est relayée par des délégués dans les onze régions et les DOM-TOM. Les travaux de la commission ont déjà permis l'aide à cent trente-quatre salles pour une réanimation de l'exploitation cinématographique dans les petites villes et les milieux ruraux. Pour M. Jack Lang, la visite à Wavrin, commune de six mille habitants, prenait une valeur de symbole puisque Le Cinoche (trois cents places) a eu, l'exclusivité, une semaine avant la sortie parisienne, du film *Un amour de Swann*, de Volker Schlöndorff. « Une première mondiale », constatait celui-ci, en soulignant qu'un tel système de décentralisation et de soutien soit installé en Allemagne. Le film a été très bien accueilli par la population de Wavrin, mais Schlöndorff était discrètement repartir avant la projection et c'est à M. Jack Lang qu'on est venu demander des autographes.

Dans son discours d'inauguration, le ministre avait précisé que la relance de la diffusion régionale doit s'accompagner d'une création régionale des œuvres, telle la production

et la distribution, dans la région Nord-Pas-de-Calais, de *Xuëlvi*, réalisé par Patrick Brunie. Des centres régionaux commencent, d'ailleurs, à fonctionner : à Marseille, Quimper, Grenoble, Toulouse et Le Havre.

Reste un point d'inquiétude pour les exploitants : le projet Canal-Plus et la croissance des nouveaux moyens de diffusion de films à domicile. M. Jack Lang considère que les deux démarches sont complémentaires. « Il est indispensable, a-t-il dit, qu'un film de cinéma existe et puisse acquiescer sa notoriété auprès des spectateurs qui choisissent de venir le voir en salle, avant de pouvoir être diffusé sur les nouveaux supports audiovisuels. »

Actuellement, les salles soutenues par l'ADRC et qui présentent des films « reflétant toute la diversité du cinéma français » connaissent un beau succès de fréquentation. A Wavrin, on se montre très contents du Cinoche. La moyenne des entrées est de mille quatre cents par semaine (contre à peine quatre cents à l'époque de la fermeture) et tout indique qu'elle va, encore, progresser.

JACQUES SICLER.

■ LA COLLECTION DES TABLEAUX DE SOPHIA LOREN DANS LES MUSÉES ITALIENS. — La collection de 230 tableaux appartenant à Sophia Loren et Carlo Ponti, saisie en 1977 par la justice à la suite d'une affaire d'évasion fiscale, sera par décision du ministère de la culture « provisoirement » répartie entre différents musées italiens : à Bologne, à Rome, à Caserte... Estimée à 3,5 millions de dollars, la collection compte notamment des œuvres de Rubens, Picasso, Canaletto, de Chirico.

Si vous n'avez pas encore  
téléphoné,  
passez donc nous voir !



LE  
BON  
PLAISIR

450000 appels,  
1000000 d'entrées.  
(Rendez-vous dans les meilleures salles  
de Paris et Province).

février!  
Un mois  
stupéfiant  
chez  
NEUBAUER

pour tout achat  
d'une 305 PEUGEOT  
TALBOT SOLARA  
TALBOT HORIZON

Le bon prix — le bon service  
NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résident à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

Académie du Disque Français  
GRAND PRIX AUDIOVISUEL DE L'EUROPE  
HOTEL DE VILLE DE PARIS  
VENDREDI 17 FÉVRIER 1984

Ces six premiers grands prix, dédiés à la mémoire de Georges Auric, illustrent la diversité de l'œuvre et de la carrière de l'éminent compositeur qui fut pendant vingt-cinq ans le président assidu de l'Académie du disque français et du film musical.

I. — Musique symphonique  
PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
« MÉTAPHORES » — LA NUIT ÉTOILÉE (Henri Dutilleul)  
Orchestre national de France, dir. Mstislav Rostropovich ERATO/RADIO FRANCE

II. — Musique lyrique  
PRIX DU MINISTRE DE LA CULTURE  
France : « PADMAVATI » (Albert Roussel) PATHÉ MARCONI-EMI  
Europe : « FALSTAFF » (Verdi) DEUTSCHE GRAMMOPHON

III. — Musique de ballet  
PRIX DIAGHILEV  
« LE TRICORNE » — L'AMOUR SORCIER (de Falla) DECCA

IV. — Film musical  
PRIX DES RELATIONS CULTURELLES  
« CARMEN » (Mécène-Bizet) GAUMONT  
« Le film de Francesco Rosi » ERATO/RADIO-FRANCE  
« La bande sonore du film de Francesco Rosi » PHILIPS

V. — Musique spirituelle  
PRIX DE LA VILLE DE PARIS  
« MESSIAH » (Händel) PHILIPS

VI. — Chanson française  
PRIX DE LA VILLE DE PARIS  
YVES MONTAND pour l'ensemble de sa carrière phonographique (Suivent les 36 prix du palmarès.)



[illegible]







## INFORMATIONS « SERVICES »

## JEUNES

## « Bonjour Monsieur des marionnettes ! »

Un tipi, un totém, quelques cactus pour cacher les projecteurs, une « petite indienne » de dos, sur un ballot dissimulant la sono, et Yvan qui s'ingénie à disposer des bancs pour que tout le monde puisse voir. Tout un petit monde que ces quelque cent vingt bambins, de trois à six ans, encore endormis — la sieste — dans l'école Jean-Moulin à Montreuil (Seine-Saint-Denis), et pour lesquels ce comédien de métier, va jouer « la Petite Indienne », une création de J. Chardons.

15 h 30, les enfants sont réveillés, et Yvan les prend en main. Plus personne ne bronche, « Il n'y a plus un bruit, le spectacle va commencer. Mais j'entends quelqu'un pleurer. Pas vous ? » « Si, la petite indienne ! » crient les enfants en montrant du doigt la poupée. « Pourquoi pleures-tu ? » demande le comédien. « Parce que je n'ai pas de nom... »

Yvan est maintenant un vieil Indien, enveloppé d'un grand manteau de fête. « Ne pleure pas, je vais te raconter mon histoire... ». Yvan est le conteur, le « Monsieur des marionnettes », le vieil Indien. Il tient tous les rôles, et, comme par enchantement, joue avec les enfants. Les bras se lèvent trois ou quatre fois pendant le spectacle, selon des gestes « d'Indiens », accompagnant « la petite chanson ». Les doigts se tendent, accusateurs, vers l'Ours fort en peluche. « Attention, petite indienne, il va te faire tomber ! » Les gosses rient de bon cœur devant les « Aïa » de l'oiseau noir tombé sur les « arbrès à piquants ».

« Maintenant, c'est votre histoire qui commence », conclut Yvan. Et comme il y a déjà eu de « Maitresses des petites », « Rit tout le temps », dit-il en regardant un enfant rieur, vous allez chacun chercher votre nom. La tribu regagne sa classe.

Une pièce de quarante minutes, où le sage, la force

douce, la recherche de soi et même la mort se jouent sur fond de tipi et de manteau de fête. L'ensemble représente un dosage subtil entre l'histoire contée, les méandres occasionnels de marionnettes de bois et la merveilleuse cérémonie du soleil qui se lève, rougeoyant sur une musique folklorique.

Ce spectacle est le huitième, et la compagnie des 3 Chardons — pour la promotion du théâtre en milieu scolaire — a déjà dix ans. Jean-Pierre Idette, auteur et metteur en scène de la Petite Indienne, de Pitou, de l'Enfant roi, de Petit Clown et de bien d'autres saynètes travaille en moyenne un an sur chaque histoire, écrit « deux mille feuillets pour en faire vingt » et désire avant tout préserver « un petit bout de vie » chez l'enfant.

Jusqu'à présent, le courant passe et même au-delà du spectacle. Comme, par exemple, pour la représentation de Petit Clown, cette marionnette triste qui fuyait la colère du directeur de cirque et s'évadait dans le rêve en chantant « une douce musique ». Les enfants n'ont résisté que deux mois plus tard : le jour où le directeur de l'école s'est mis en colère, tous ont entonné la chanson...

Malheureusement, si tout le monde n'est pas de cet avis. Si les écoles appréciaient si redoublant les créations 3 Chardons, les pouvoirs publics ne sont pas aussi convaincus. Sans aucune subvention, et avec juste 8 francs de participation par enfant, Jean-Pierre Idette, pour poursuivre une large diffusion de ses spectacles, ou bien devra-t-il se limiter aux grandes écoles qui lui garantissent un minimum de spectateurs ?

CAROLINE GROSS.

Les 3 Chardons, théâtre pour enfants, 20, rue du Moulin-de-la-Pointe, 75013 Paris. Tél. : (1) 589-44-69.

## PARIS EN VISITES

**DIMANCHE 19 FÉVRIER**  
Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Zujovic.

Le château de Malmaison-Laffitte, 15 h 30, entrée, côté parc, M<sup>me</sup> Huet (Caisse nationale des monuments historiques).

Le Palais Bourbon, 14 heures, 33, quai d'Orsay (Approche de l'art).

Le Palais de Luxembourg, 15 heures, 20, rue de Médan (Histoire et archéologie).

Le Palais de la Sorbonne, 15 heures, 15, rue de la Sorbonne (Lectures).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

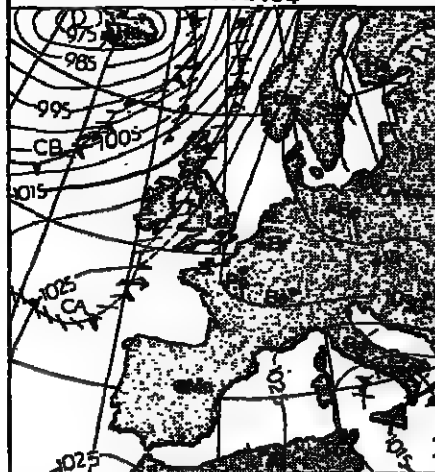
Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

Le Palais de la République, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17.2.84 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 17 février à 0 heure et le samedi 18 février à 24 heures.

Les hautes pressions qui recouvraient notre pays s'affaiblissent temporairement par l'Ouest avec l'arrivée d'une zone dépressionnaire.

Samedi, le ciel restera le plus souvent couvert sur la moitié ouest du pays. Ailleurs, après dissipation des brumes ou brouillards matinaux, le temps sera assez beau et ensoleillé, malgré un ciel souvent voilé.

Les températures minimales varieront de 0 degré à 4 degrés sur la moitié ouest du pays ainsi que près du pourtour méditerranéen, et de -6 degrés à -10 degrés ailleurs. Les températures maximales s'échelonneront entre 2 degrés et 12 degrés du nord au sud. Les vents seront modérés de secteur est.

Sous l'influence de la situation.

Les hautes pressions qui prolongeaient sur la France l'anticyclone d'Europe continentale continueront à s'affaiblir à l'avant d'une perturbation océanique qui atteindra les régions du Sud-Ouest et de l'Ouest.

Prévisions pour dimanche.

Dimanche matin, on observera encore de petites pluies sous formes fortes et éparpillées sans doute les régions atlantiques. Toutefois, elles atteindront encore -5 degrés à -7 degrés dans le Nord-Est. De plus, la matinée sera souvent brumeuse et nuageuse. Dans la journée, la couverture nuageuse se raréfiera des Pyrénées à la Bretagne où il pourra pleuvoir en soirée avec des vents de sud-est modérés. Près des frontières du Nord-Est on peut s'attendre à des nuages assez nombreux avec quelques flocons de neige possibles. De la Normandie au Bassin parisien, le ciel se verra rapidement sur le reste du pays. Le temps devrait rester assez ensoleillé. Les températures maximales marqueront une hausse généralisée mais qui sera plus sensible dans l'Ouest. Elles atteindront 10 degrés à 13 degrés en Aquitaine et près de la Méditerranée, 9 degrés à 10 degrés dans le Nord-Ouest, 5 degrés à 8 degrés dans le Centre, 2 degrés à 5 degrés dans le Nord-Est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 février ; le second le minimum de la nuit du 16 février au 17 février) : Alacort, 9 et -3 degrés ; Biarritz, 9 et -2 ; Bordeaux, 9 et -4 ; Bourges, 5 et -4 ; Brest, 8 et 3 ; Caen, 4 et 0 ; Cherbourg, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 3 et -8 ; Dijon, 3 et -6 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 1 et -6 ; Grenoble-Saint-Georges, 0 et -8 ; Lille, 0 et -4 ; Lyon, 1 et -6 ; Nancy, 2 et -8 ; Nantes, 8 et -2 ; Nice-Côte d'Azur, 2

min. ; Paris-Montsouris, 5 et -1 ; Perpignan, 4 et -2 ; Pau, -3 min. ; Perpignan, 12 et 1 ; Rennes, 6 et -1 ; Strasbourg, 2 et -8 ; Tours, 2 et -2 ; Val-de-Marne, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 1 degrés ; Amsterdam, -1 et -3 ; Athènes, 11 et 7 ; Berlin, -2 et -9 ; Bonn, 2 et -8 ; Bruxelles, -1 et -5 ; Le Caire, 19 et 12 ; Les Canaries, 21 et 14 ; Coppenhague, 2 et -4 ; Dakar, 28 et 17 ; Djibouti, 13 et 8 ; Genève, 1 et -3 ; Harbin, 12 et 4 ; Le Havre, 10 et 6 ; Londres, 2 et -1 ; Luxembourg, 1 et -8 ; Madrid, 14 et -6 ; Moscou, -4 et -8 ; Nairouli, 32 et 15 ; New-York, 8 et 3 ; Palma-de-Majorque, 13 et -4 ; Rome, 9 et 7 ; Stockholm, 0 et -6 ; Téhéran, 14 et 4 ; Tunis, 10 et 2.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

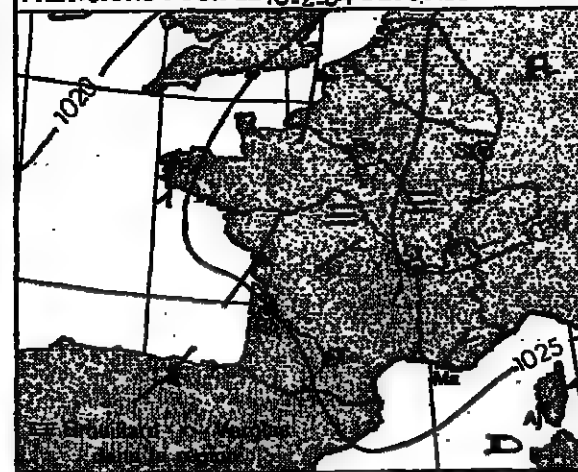
Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Lèvres » en page XIV.

PRÉVISIONS POUR LE 18.2.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



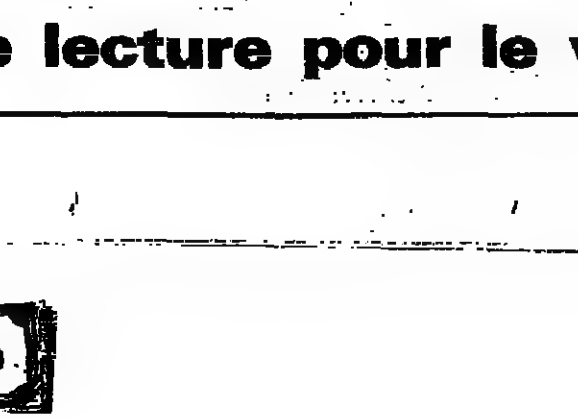
PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 16 février 1984. Elles sont communiquées par l'Association des instituteurs des stations françaises de sports d'hiver (A.I.S.F.), boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui diffuse aussi ces renseignements sur demande téléphonique au 266-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE

Les Arves : 155-235 ; Arêches-Beaufort : 240-300 ; Avoriaz : 70-250 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 200-300 ; Bonneval-sur-Arc : 150-300 ; Carroz-d'Arache/Samoëns : 140-300 ; Champagny : 105-200 ; La Chapelle-d'Abondance : 95-190 ; Châtel : 120-280 ; La Clusaz : 130-250 ; Combloux : 130-280 ; Les Contamines-Montjoie : 130-350 ; Le Corbier : 150-300 ; Crest-Voland : 190-270 ; Flaine : 225-360 ; Les Gets : 120-280 ; Le Grand-Bornand : 100-280 ; Les Houches : 200-350 ; Megève : 175-235 ; Méribel : 140-230 ; Morzine-Avoriaz : 100-300 ; Passy-Nancroix : 170-280 ; La Grande-Plagne : 80-320 ; Pralognan-la-Vanoise : 180-250 ; Pralognan-Arly : 160-220 ; La Rosière : 220-350 ; Saint-François-Longchamp : 150-200 ; Saint-Gervais-Le Buet : 60-220 ; Thônes-Ménières : 85-130 ; Tignes : 185-330 ; Val-Cenis : 90-150 ; Val d'Isère : 140-190 ; Valloire : 120-200 ; Valmorel : 245-300.

ISÈRE

Autrans : 50-150 ; Colles-d'Allevard : 150-200 ; Les Deux-Alpes : 150-350 ; Les Sept-Laux : 120-200 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 50-250 ; Villard-de-Lans : 70-210.

ALPES DU SUD

Allos-le-Sigaux : 120-150 ; Arzon : 70-90 ; Beuil : 40-60 ; La Colomne-Valdebière : 80-100 ; La Foux-d'Allos : 110-150 ; Isola 2000 : 100-120 ; Montgenèvre : 100-150 ; Ocheles-Méribel : 130-260 ; Les Orres : 120-150 ; Pralognan : 95-110 ; Fay-Saint-Vincent : 100-170 ; Risoul 1850 : 90-130 ; Le Saix : 80-190 ; Serre-Chevalier : 140-220 ; Superbalcony : 150-250 ; Valberg : 60-70 ; Vans : 60-130.

PYRÉNÉES

Les Angles : 40-60 ; Les Angles : 60-130 ; Ax-les-Thermes : 40-110 ; Cambo-les-Bains : 210-260 ; Font-Romeu : 30-75 ; Gourette : 40-250 ; Luchon-Superbagnères : 60-130 ; La Mongie : 80-110 ; Saint-Lary-Soulan : 80-110.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 50-110 ; Super-Lioran : 70-100.

JURA

Métabief : 90-200.

VOSGES

Le Bonhomme : 50-100 ; Gérardmer : 40-90 ; St-Maurice-sur-Moselle : 100-200.

## VENTE A VERSAILLES

## BEAUX TABLEAUX MODERNES

Par BAUCHANT, BERTHOMME SAINT ANDRÉ, BERTHIAUX, BEZOMBES, BOLDIN, BRIANCHON, CERIA, COMMERE, COSSON, COTTAVOZ, DESHAYES, DETROY, DEITHOW, DIGNIMONT, DUBOIS, DUBREUIL, FRANK WILL, FRIEST, DE GALLARD, GAVATIN, GEN PAUL, GENEZ, GIBLON GREEN, GRAU SARA, GUILLAMIN, HEIZE, HILAIRE, ICART, KAPIL, LAGAR, LANSKY, LEBASQUE, LEBORG, LEB







## LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS

## De l'état de grâce à l'état de défiance

C'est au moment même où le ministère des affaires sociales indique, avec satisfaction, que le nombre de conflits du travail a été en 1983 à son niveau le plus bas depuis 1965 que l'action syndicale semble se réveiller. Moins dans les entreprises elles-mêmes (où, dans le secteur privé, il n'y a pas encore de remontée très forte des grèves) que dans les branches professionnelles. Début février, les banques ont connu leur plus grande grève depuis dix ans. La journée d'action de la CGT dans la métallurgie n'a eu qu'une faible ampleur, le 15 février, les fonctionnaires ont réussi une assez bonne mobilisation le 16 février. Et alors que les mineurs, qui ont une longue tradition de combativité, se lancent dans une grève unitaire, et reconductible, de quarante-huit heures, la CGT annonce de nouvelles journées d'action dans les organismes sociaux, le papier-carton et la construction.

Ce cherchent donc les syndicats ? L'état de grâce est bien mort. L'état de révolte a donné peu à peu naissance à l'état de défiance dans les relations entre le pouvoir et les centrales. Veulent-ils la rupture avec le gouvernement ? Non. Si M. Krasucki « s'occupe de la CGT », prend ses distances, dure le ton, il n'a pas enlevé au gouvernement son label de gauche. Ce qu'il lui reproche c'est de trop céder aux pressions du patronat et ainsi de s'éloigner de ses engagements de 1981. M. Vianet, le numéro deux de la CGT, avait es-

quisé une telle critique dès novembre 1983. A sa façon, M. Bergeron somme aussi le tocsin, mais il n'a pas attendu l'arrivée de la gauche pour redouter les tensions sociales et ne cherche pas plus la guerre avec ce gouvernement qu'avec les précédents. La CFDT reproche au pouvoir ses méthodes, son manque d'ambition et, comme la CGC, l'étroitesse de la voie économique et sociale choisie. Quant à la CFIC, elle s'inquiète des risques sociaux de la politique sociale.

Les syndicats sont-ils en train de s'armer sur la défense des acquis ? La défense du pouvoir d'achat, surtout dans la fonction publique, secteur protégé malgré des rémunérations souvent insuffisantes, peut sembler anachronique, alors que, dans le privé, nombre de salariés jouent leur emploi. M. Bergeron et M. Krasucki se retrouvent sur le pouvoir d'achat mais se séparent sur les mutations industrielles, le premier admettant, comme d'autres syndicats, la notion de « sureffectifs ». Les syndicats apparaissent coincés : ils sont attaqués dans leur existence même par leur crise d'identité, par l'érosion de leurs effectifs, et donc ils protègent leurs fondements. En même temps, ils se trouvent placés devant la nécessité d'être présents face aux mutations entreprises en tant que forces de proposition.

Les confédérations veulent-elles mettre à terre la politique économique et sociale du gouverne-

ment ? M. Krasucki la dénonce, se plaint de voir « de moins en moins la justice sociale ». M. Bergeron s'inquiète, comme la CFIC, d'un plongeon dans la récession, d'une envolée du chômage, d'un repli social d'une politique contractuelle qui, à défaut de distribuer du « grain à moudre », se transforme en « moutin à poivre ». La CGT esquive des propositions alternatives, mais il y a des limites politiques à sa contestation tant que le PC continue à participer au gouvernement. FO se refuse à s'engager dans la voie de propositions alternatives pour ne pas mêler les genres entre gouvernements et gouvernés, mais tente plutôt d'en limiter les dégâts sociaux. La CFDT, comme la CGC, conteste moins les finalités économiques actuelles de la politique gouvernementale, même si chacune souhaiterait la habiller à sa manière, que les voies empruntées pour y parvenir.

## Dépit

En définitive, tous les syndicats se retrouvent dans une même dépit d'être insuffisamment consultés et non écoutés, le dernier exemple étant après Talbot celui du plan gouvernemental de modernisation industrielle. Partenaires du pouvoir, certes, mais limités. Interlocuteurs oui, mais sans écoute. Ils s'inquiètent de l'état d'esprit de leurs militants, de leurs adhérents, partagés entre le mal de la déception, du désespoir, du désarroi, mais souvent passifs. Alors ils renouent avec ce que l'on pourrait appeler « la stratégie de la orcelle » : des journées-spectacles, des actions fourre-tout, des défilés qui font nombre. Jouant de l'effet amplificateur des médias, ils tentent de montrer leur force pour se faire entendre. Sur les deux tableaux, c'est payant. Si leur mouvement prend de l'ampleur, ils peuvent espérer infléchir la position du gouvernement, sinon ils auront au moins la satisfaction d'avoir fait leur travail de syndicalistes.

En même temps, ils encodent et canalisent le mécontentement. Mieux vaut parfois une grève nationale de vingt-quatre heures - stade auquel on n'est pas arrivé en raison de son effet politique - qu'une série de conflits locaux, durables, qui empoussièrent le climat social. Il y a un aspect déformateur : ils vivent les foyers d'explosion - sous réserve de ce qui peut se produire dans les mines - en ouvrant avec prudence les vannes des journées d'action. M. Krasucki, qui a annoncé le 16 février devant la presse anglo-américaine que l'action syndicale va « connaître un développement

certain », l'a bien expliqué. Tous ces mouvements, a-t-il dit, « cela ne peut pas être considéré comme le résultat de la seule volonté de la CGT ou d'autres organisations syndicales. Il y a un mécontentement sur un certain nombre de problèmes : le pouvoir d'achat, le problème de l'emploi et celui de la protection sociale. Il y a un phénomène de refus qu'il faut prendre en compte : les travailleurs ne veulent pas cela, ce n'est pas ce qu'ils ont voulu. C'est un phénomène que tout le monde est obligé de prendre en compte comme une réalité ».

La mise en garde au pouvoir n'est pas moins ferme et peut avoir une certaine efficacité. Mais elle est limitée, elle a moins de poids du fait de la persistance des divisions syndicales. Au tableau de l'unité syndicale, les mineurs qui n'ont pas l'habitude de baisser pavillon et de céder leur mouvement sur simple injonction, constituent l'exception. Dans la métallurgie, dans la fonction publique et dans d'autres secteurs, la division règne. Dans la Vte ouvrière, M. Krasucki, représentant la aussi une aspiration partagée déjà depuis plusieurs mois par M. Vianet, comme par son prédécesseur M. Séguin, a lancé un appel à l'unité d'action indiquant que « la CGT se décide à faire valoir tout ce qui dépend d'elle pour que l'action soit unitaire ». Conscience du peu de chances qu'il y a de s'entendre au plan national, il a ajouté : « Faisons-le dans les entreprises, les localités, les branches, les départements, partout où c'est possible ». Mais les propositions, les solutions, les méthodes d'action, dans certains cas, sont trop éloignées les unes des autres pour que les créoles syndicales se mettent au diapason.

MICHEL NOBLECOURT.

## Le chômage en janvier a augmenté pour le troisième mois consécutif et les offres d'emploi se sont effondrées

Pour le troisième mois consécutif, les chiffres du chômage, rendus publics le 16 février par le ministère chargé de l'emploi, sont en augmentation, après la relative stabilité qui avait caractérisé une partie de 1982, puis de 1983.

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE s'élevait à 2 135 600 à la fin janvier, soit une augmentation de 0,8 % par rapport à décembre 1983 et de 3,8 % en un an. En données brutes, le chiffre atteint un niveau inédit avec 2 252 100 demandeurs d'emploi, soit une hausse de 1,1 % en un mois et de 5,7 % en un an.

La progression du chômage enregistré depuis le dernier trimestre 1983 se poursuit, constate M. Jacques Rallie, dans son habituel communiqué de commentaire : de fait, sur les quatre derniers mois, le rythme d'accroissement mensuel a été de 1,2 %, ce qui correspond à 25 000 chômeurs supplémentaires par mois.

Ainsi, le nombre des inscrits pour cause économique ne cesse d'augmenter, et ils étaient 37 700, en données corrigées, en décembre 1983, pour atteindre un total annuel de 336 000 (+ 19,4 % de janvier à janvier).

La situation du marché du travail est telle que tous les indicateurs montrent maintenant que le chômage, que l'on avait pu traiter superficiellement en concentrant les efforts sur les jeunes et sur les salariés les plus âgés, atteint le noyau central de la population active. Il croît plus vite, désormais, pour les travailleurs âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans - qui représentaient 40,4 % des demandeurs en décembre et 43,6 % en janvier - et progresse plus vite, proportionnellement, pour les hommes que pour les femmes. Les catégories d'ouvriers qualifiés (+ 13,1 % de janvier à janvier) et d'agents de maîtrise ou techniciens (+ 9,6 %) sont celles où la privation d'emploi augmente le plus. Tandis que la durée d'inscription moyenne, établie à 291 jours en janvier, est en hausse de 3 jours en un mois et de 10 jours en un an, le nombre de chômeurs indemnisés au titre de l'allocation de fin de droits - qui regroupe les anciens des plus élevées, justement - a augmenté de 18,8 % de janvier à janvier.

Mais le signe le plus inquiétant de la dégradation est fourni par l'effondrement des offres d'emploi : 38 000 offres ont été enregistrées au cours du mois de janvier, en données corrigées, en recul de 21 % sur décembre et de 50 % sur janvier 1983 ; 59 100 étaient encore disponibles au fin de mois, toujours en données corrigées, en recul de 3,7 % sur décembre et de 48,8 % sur janvier 1983.

## Le gouvernement engagera très peu de crédits nouveaux dans les zones spéciales de conversion

Quelles sommes le gouvernement entend-il consacrer aux zones de conversion ? Qui financera les actions économiques, fiscales et sociales envisagées ?

A toutes ces questions, il est impossible de répondre actuellement avec précision. Si certaines mesures ont fait l'objet d'un plan de financement (les mesures économiques), pour d'autres (les mesures sociales) aucun crédit nouveau n'a été prévu. Quant aux mesures d'incitation fiscale, il est bien impossible de savoir le succès qu'elles rencontreront et donc combien elles coûteront.

Un peu plus de 4 milliards de francs sont prévus pour le « traitement économique » des zones de conversion. La partie des fonds d'épargne collectés par les CODEVI (comptes de développement industriel) allant alimenter le FIM (Fonds industriel de modernisation) sera portée de 8 milliards à 10 milliards de francs pour la période 1983-1984 (5 à 7 milliards de francs pour la seule année 1984). Cette rallonge est à rapprocher des quelque 34 milliards de francs d'épargne CODEVI qui doivent aller cette année à l'industrie.

Ces 2 milliards de francs supplémentaires seront accordés à des taux bonifiés (9,75 %, contre 13,50 % sur le marché) à toutes les entreprises - y compris agricoles - qui voudront se créer ou se moderniser dans les quatorze pôles de conversion dont la liste est connue (Caen, Calais-Dunkerque, bassin de Longwy, Briey-Thionville, Saint-Etienne, Decazville, La Seyne, etc.). Ces crédits seront accordés sous forme de prêts participatifs.

Le budget de l'Etat ne sera donc pas mis directement à contribution. Seules les exonérations fiscales accordées à l'épargne CODEVI

entraîneront un coût de l'Etat, mais celui-ci est indépendant des actions spécifiques menées dans les zones de conversion.

Les dotations en capital aux entreprises publiques seront augmentées de 1 milliard de francs, passant de 12,85 milliards à 13,85 milliards. Cette rallonge ira aux entreprises nationales qui investissent dans les quatorze zones de conversion. Si aucune décision définitive n'a encore été prise sur le point de savoir qui paierait (il n'est pas complètement exclu que les banques soient mises à contribution), il est vraisemblable que ce milliard de dotations sera financé par le budget de l'Etat. De nouvelles exonérations devront donc être faites, à hauteur de 1 milliard de francs, sur les dépenses publiques prévues cette année dans le budget de l'Etat. Ces exonérations éparpillées évidemment les dotations en capital des entreprises publiques.

Enfin, le tiers - soit 1,3 milliard de francs - de la troisième tranche du Fonds spécial des grands travaux qui couvrira la période fin 1984-1985 sera consacré aux zones de conversion. Les crédits du Fonds sont, depuis sa création en 1982, inscrits en dehors du budget de l'Etat. Ils proviennent d'emprunts classiques de dix à douze ans dont les intérêts sont financés par une taxe additionnelle à la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers). L'élément nouveau en la matière est seulement la concentration du tiers de la troisième tranche du Fonds spécial des grands travaux sur les quatorze zones de conversion. Ces crédits, auxquels s'ajoutent les financements propres aux collectivités locales, devraient représenter un volume de travaux avoisinant 2,7 milliards de francs. Ces sommes iront à la modernisation des logements, aux routes et à la voirie, à l'aménagement des vieux terrains industriels.

Quant aux mesures fiscales envisagées (possibilité pour une entreprise habilitée à une entreprise déficitaire de déduire de ses résultats les pertes de la firme absorbée), leur coût ne sera sensible qu'en 1985, en fonction du succès de la formule proposée par l'Etat aux industriels. Il est donc, pour l'instant, à peu près impossible d'évaluer les pertes de recettes que cette mesure entraînera pour l'Etat.

Le coût des mesures sociales prévues pour les zones de conversion n'a pu être évalué, et aucun crédit supplémentaire ne sera ouvert dans l'immédiat.

Les pouvoirs publics n'ont pu évaluer les coûts supplémentaires des mesures sociales, faute de savoir ce qui se passerait si des mesures spécifiques n'étaient pas prises pour les zones de conversion (l'accroissement encore plus rapide du chômage qui se produirait coûterait très cher, lui aussi). La décision a été prise de commencer à financer les différentes mesures prévues (réduction de la durée du travail, préretraite, congé de formation...) sans crédits nouveaux. Ce qui sous-entend que, une fois que les crédits actuellement inscrits à cet effet au budget de 1984 seront épuisés, il faudra aviser sous forme notamment de collectifs budgétaires.

On voit que le gouvernement a bien fait attention de ne pas engager les finances de l'Etat dans des opérations coûteuses. Au total, le supplément de dépenses entraîné par la nouvelle politique dans les zones de conversion ne devrait pas dépasser quelques centaines de millions de francs. Pour le reste, ce sera surtout l'argent des épargnants qui sera mis à contribution.

ALAIN VERHOLDES.

3 750 suppressions d'emplois chez Renault Véhicules Industriels. - Tel est le nombre exact rendu public par la CFDT qui a reçu les documents préparatoires au comité central d'entreprise du 22 février (le Monde du 17 février). 1 640 salariés seront mis en préretraite (le personnel atteignant cinquante-cinq ans et deux mois entre le 1<sup>er</sup> juin 1984 et le 31 mai 1985). Une association sera en outre créée pour aider au reclassement du personnel et des primes fournies aux travailleurs immigrés pour les aider à rentrer dans leurs pays. Les usines de Valenciennes (7 699 salariés dans le Rhône), Bourg-en-Bresse (1 446) et Blainville (5 256 personnes en Seine-Maritime) seraient les plus touchées.

Manifestation du Livre C.G.T. - Fin d'une certaine de militants du Syndicat du Livre C.G.T. de l'imprimerie Montsouris ont voté d'une texture noire de deuil, vendredi matin 17 février, la façade du siège de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), rue Gabriel-Lamain, à Paris. Décorées de bougies, de candélabres et d'œil-

Reprise du travail aux ARCT de Roanne (Loire). - Le personnel des Ateliers roannais de constructions textiles a repris le travail le mercredi 15 février. Il occupait l'entreprise depuis trois semaines.

## FONCTIONNAIRES : des manifestations en ordre dispersé

Des dizaines de milliers de « cols blancs » ont manifesté en France, jeudi 16 février. A Paris, venant d'endroits différents, trois cortèges de fonctionnaires, FO, CGT et CFDT - des hospitaliers aux postiers en passant par Air France - les éboueurs, le SEITA, les salariés des municipalités et diverses catégories de travailleurs de l'Etat - ont convergé vers la rue de Rivoli dans l'après-midi, pour réclamer l'augmentation des salaires et le maintien du pouvoir d'achat. Au total, plus de 20 000 manifestants ont tenté de faire leur jonction place du Palais-Royal, mais en vain : un important dispositif de sécurité avait, en effet, été mis en place vers la rue de Rivoli, depuis les Tuileries jusqu'à la rue du Louvre.

Un premier cortège de 10 000 personnes environ, celui de la CGT (30 000 selon les organisateurs, 10 000 selon la police), était parti vers 14 h 30 de la gare Saint-Lazare pour parvenir vers 15 h 15 aux abords de la place du Palais-Royal occupés par une vingtaine de cars de gendarmes mobiles munis de fusils lance-grenades. Un second contingent d'environ 8 000 participants, dont M. André Bergeron (30 000 selon ce dernier, 6 000 selon la police), s'était rassemblé un peu plus tard sous les banderoles de FO, Pierre Baudouin, député de l'Hérault, vers 16 heures, il s'est trouvé bloqué à hauteur de la rue du Louvre par des cars de gendarmes mobiles appuyés de plusieurs pompes. Un troisième groupe d'un millier de manifestants de la CFDT, notamment de la santé, des finances et du SGEN (3 000 selon les organisateurs, 1 200 selon la police), est arrivé vers 16 h 30 de la place Notre-Dame-de-Lorette et s'est arrêté rue du Louvre et rue de Valenciennes devant des CRS en armes. Le matin vers 11 heures, d'autres militants de la CFDT avaient manifesté rue de Babylone, à l'appel de l'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés (UFFA).

En somme, des manifestations en ordre dispersé, mais également très hétérogènes. Elles étaient surtout composées, pour FO, de fonction-

naires de province, aussi bien de Tours que du Bas-Rhin ou du Pas-de-Calais ; pour la CGT, de personnels communaux venus en car de la banlieue de Paris ; pour la CFDT, de militants de l'Union régionale parisienne et du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN).

Les slogans revendicatifs restaient nuancés. Pour FO : « De l'ordre, la Paix, respectez nos accords ». Pour la CGT : « Nous ne sommes pas des nantis, augmentez nos salaires ». Pour la CFDT : « Le pouvoir d'achat, on l'a dans le bébé, le rattrapage, on l'imposera ». Mais l'ordre n'y était pas. Face aux forces de l'ordre, les militants cégétistes ont fait la route, au pas d'entrement, place du Carrousel. Ceux de FO, refusant vers le Pont-Neuf, ont replié rapidement leurs banderoles, et ceux de la CFDT ont fait de même après un appel au calme lancé par les organisateurs : « Il est clair que, à présent, nous devons nous disperser, recommandant l'un d'eux dans la « sono », mais la lutte continue... »

Contrairement à ce qui s'était passé en Lorraine il y a deux jours, on n'a guère entendu, au cours de cette triple manifestation, de slogans à l'adresse du président de la République.

Dans plus d'une quarantaine de villes, cependant, les fonctionnaires de ces trois centrales, mais aussi ceux de la CFIC, avaient cessé le travail une heure, deux heures, voire vingt-quatre heures, à titre d'avertissement avant les négociations salariales de la fonction publique, qui doivent reprendre le 29 février. Ils réclament surtout l'indexation des salaires sur les prix et protestent contre un système de rattrapage lié à la masse salariale, considérant qu'il représente une attaque contre leur pouvoir d'achat et contre les pensions. Des manifestations ont eu lieu notamment à Marseille, Lorient, Nice, Toulouse, Lyon, Orléans, Arras, Montpellier, Rennes et Dijon. Dans ces deux dernières villes, il s'agissait de cortèges communs.

J. B.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-LL	8,2540 8,2560	+ 160 + 190	+ 330 + 375	+ 940 + 1040
5 ca.	6,6175 6,6207	+ 184 + 174	+ 281 + 333	+ 882 + 899
Yen (100)	3,5364 3,5388	+ 166 + 187	+ 349 + 378	+ 1053 + 1111
DM	3,8781 3,8797	+ 161 + 175	+ 346 + 367	+ 992 + 1036
Mark (100)	2,7277 2,7293	+ 137 + 151	+ 299 + 329	+ 869 + 911
F.S. (100)	15,6250 15,6328	+ 72 + 154	+ 81 + 217	+ 42 + 357
F.S.	3,7629 3,7666	+ 273 + 284	+ 588 + 616	+ 1641 + 1704
L (1 000)	4,9735 4,9762	+ 199 + 164	+ 435 + 387	+ 1283 + 1194
C.	11,9229 11,9316	+ 289 + 349	+ 618 + 700	+ 1889 + 1958

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/16	9/15/16	9/16	9/15/16	9/16	9/15/16	10/16	10/16	10/16
SE-LL	5/16	5/11/16	5/12	5/7/8	5/9/16	5/15/16	5/3/4	6/1/8	6/3/16
DM	5/16	5/11/16	5/12	5/7/8	5/9/16	5/15/16	5/3/4	6/1/8	6/3/16
Mark (100)	9/10	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
F.S. (100)	7/8	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
L (1 000)	15/3/4	17/12	17/12	17/12	17/12	17/12	17/12	17/12	17/12
C.	12/1/4	13/3/4	13/3/4	13/3/4	13/3/4	13/3/4	13/3/4	13/3/4	13/3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Journal du 18/02/84



(PUBLICITÉ)

L'objectif Peugeot S.A. :

VIVRE !

PSA, le premier groupe privé français, peut-il s'en sortir? Oui, en rationalisant.

Rationaliser pour répondre à un impératif absolu : le renouvellement accéléré des gammes. Ne pas perdre des parts de marché.

Mais, pour sortir de nouveaux modèles, il faut investir ; et pour investir, il faut être bénéficiaire. PSA ne l'est plus. Comment sortir du cercle vicieux, face à des résultats financiers mauvais depuis quatre ans, et quand on prévoit que la rationalisation du groupe demanderait encore cinq ans?

PSA, illustration aigüe du malaise automobile européen, pris en tenaille entre l'expansion japonaise et le renouveau des ambitions américaines, n'entame-t-il pas un processus inéluctable d'assistance chronique de l'Etat, qui ne manquerait pas d'évoquer la nationalisation rampante?

Quels sont les scénarios pour PSA? L'Usine Nouvelle propose un document d'analyse où les chiffres apportent un verdict difficilement contestable : le redressement se fait attendre... mais il est programmé. PSA a mis en œuvre une stratégie en trois points de reconquête de sa compétitivité : 1. L'impératif des nouveaux modèles ; 2. La modernisation de l'outil de travail ; 3. La normalisation des relations sociales.

Cette politique de rationalisation, selon PSA, transite par les hommes, tous les hommes, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Ceux de l'intérieur qui, au-delà des "traditions-maison", au prix d'une remise en cause parfois totale et d'une adaptation aux efforts de formation, créeront les conditions de meilleures relations entre le personnel et l'encadrement (cercles de qualité, carrières de groupe).

Ceux de l'extérieur : PSA pense à ses partenaires qui auront la volonté de laisser s'établir la paix sociale et de lui apporter les appuis financiers. Qu'on lui donne ses chances, le groupe entend n'en négliger aucune.

L'enquête de L'Usine Nouvelle révèle une alternative simple : ou bien Peugeot se plie dès 84 aux nouvelles normes mondiales de compétitivité, ou bien le groupe devient l'otage de ses banquiers-créditeurs, c'est-à-dire l'Etat, sans que le problème soit pour autant résolu.

Le sauvetage de PSA ne passe pas seulement par le douloureux problème des sureffectifs et la robotisation des usines, il dépend aussi d'une transformation des structures de management et d'une distribution transparente des responsabilités au sommet du groupe. Dans L'Usine Nouvelle, pour la première fois, un éclairage global est apporté au problème PSA.

En vente en kiosque à partir du 16 Février.

L'USINE NOUVELLE



# AFFAIRES

## TÉLÉCOMMUNICATION

### Le rapprochement Thomson-CGE va se traduire par l'abandon de certains produits

Le comité central d'entreprise de Thomson-CSF-Téléphone, réuni ce vendredi 17 février, devait se voir présenter le plan de restructuration que les dirigeants de CGE et de Thomson ont élaboré à la suite du rapprochement de leurs activités communications.

Après une première phase consacrée à l'élaboration et à la mise en place d'un organigramme qui demeure toujours quelque peu tarabiscoté : après quelques basculements - non totalement réglés - pour la répartition des pouvoirs entre les grands cadres, les responsables de la branche téléphonie publique du nouvel ensemble Alcatel-Thomson ont décidé d'accélérer les choses, afin qu'une stratégie unique soit définie au plus vite pour les produits.

CGE et Thomson avaient développé ces dernières années deux gammes de centraux concurrentes, chacun cherchant à couvrir l'ensemble des besoins de la commutation publique. CIT-Alcatel vend depuis des années un central d'abonnés, le E 10 B. Elle a développé un central dit de transit, le E 12, dont dix exemplaires seulement fonctionnent en France. Enfin, elle développe un central de petite et moyenne capacité, le E 10 S. Chez Thomson, le central d'abonnés MT 20 est maintenant fabriqué en série, et le central de transit MT 25 va suivre. Un central de petite capacité (de 0 à 8 000 lignes), le MT 35, était en cours de développement.

Pour rationaliser la gamme des produits et « concentrer les efforts financiers », les dirigeants de Alcatel-Thomson vont donc proposer la stratégie-produits suivante :

Les E 10 B et MT 20, dont des millions de lignes sont en service ou commandées, continueront à être fabriqués en parallèle. Le E 12 est abandonné et c'est le MT 25, qui sera proposé comme centre de transit par la société. Enfin, le MT 35 sera abandonné au profit du E 10 S. Les qualités des deux produits sont équivalentes, reconnaît-on chez CIT-Alcatel. Mais, explique-t-on, la phase finale du développement du MT 35 aurait nécessité 200 millions de francs supplémentaires, soit un peu plus que pour le E 10 S. Enfin, ce centre s'intégrerait mieux dans les projets futurs de la société.

L'abandon du MT 35 pose, entre autres, deux problèmes. D'une part, ce central avait fait l'objet d'une commande par le Chili, qu'il va falloir résilier ou transformer. D'autre part, il intéressait les Chinois. La France négocie actuellement avec Pékin un contrat-téléphone qui comporterait deux volets : une vente de centraux E 10 S (200 000 lignes environ) et la construction d'une usine de centraux. Or, les Chinois souhaitent une usine de MT 35. Cela pour une raison politique : le MT 35 utilise, en effet, des circuits intégrés fabriqués désormais en France (sous licence Motorola) par le groupe Thomson. Le E 10 S comporte, lui, une partie de circuits importés de la société américaine Intel.

Avec le MT 35, Pékin estimait avoir les mains plus libres : être à l'abri d'un embargo toujours possible des Américains sur les produits de haute technologie. Pour résoudre le problème, une solution spécifique serait en cours d'élaboration. La France proposerait une usine de E 10 S incorporant pour l'essentiel les circuits Thomson. Le surcoût de cette opération (une trentaine de millions de francs) serait pris en charge par Alcatel-Thomson.

Officiellement, cette nouvelle stratégie-produits va être proposée aux partenaires sociaux et aux pouvoirs publics, et soumise à discussions. En fait, malgré l'hostilité des syndicats, et les réticences d'une partie des PTT, il s'agit d'une concentration de pure forme. Car cette stratégie-produits est la conséquence logique du rapprochement Thomson-CGE. Elle était inscrite dans les faits depuis le mois de septembre. Dès lors que le gouvernement a choisi la voie de la concentration dans le téléphone, au nom d'une certaine idée de la rationalité industrielle et des économies d'échelle, un resserrement de la gamme des produits était inévitable. Tout comme le problème des sureffectifs - estimé à deux mille dans les usines des deux groupes - ne pourra pas être évité.

Pour éviter les remous, et désamorcer les critiques, le ministère de l'Industrie avait préféré, en septembre, masquer certaines des conséquences de l'accord, en garantissant avec quelque ambiguïté le maintien des gammes de produits et de l'emploi. Il aurait été sans doute plus honnête d'annoncer alors le couleur.

J.-M. QUATREPOINT.

### Indosuez et la Banque parisienne de crédit étudient un rapprochement

La banque Indosuez, filiale de la Compagnie financière de Suez, et la Banque parisienne de crédit (BPC) étudient un rapprochement : des discussions « techniques » sont en cours, qui, en cas de succès, pourraient déboucher sur un protocole de « travail en commun ». On sait qu'au lendemain de la nationalisation des banques, au premier semestre 1982, des rapprochements avaient été envisagés entre banques moyennes pour constituer des ensembles de dimensions suffisantes. A cette occasion, la création d'un « archipel » regroupant la Banque Vernes, la Banque Worms et la Banque parisienne de crédit fut évoquée, les activités de ces établissements pouvant apparaître complémentaires. Soit que cette complémentarité n'ait pas été évidente, soit que la personnalité de M. Gilbert Lasfargues, PDG de Vernes, réputé animer la nouvelle structure, ait un peu effrayé ses partenaires éventuels. M. Daniel Houré, de la BPC, et M. Georges Vianès, de la Banque Worms, l'idée de l'« archipel » a définitivement sombré, et les flots qui surnagent cherchent à nouveau un point d'amarage.

La BPC est une banque de dépôts très prospère (46 millions de francs de bénéfices en 1982, une quarantaine en 1983) qui, avec ses mille trois cent cinquante salariés et ses soixante-sept agences, a pour vocation l'octroi de crédits aux PME (vingt-cinq clients), pour un montant d'environ 2,5 milliards de

francs. Ses guichets et les dépôts qu'elle collecte peuvent intéresser Indosuez, qui est installée dans soixante pays mais n'a que dix-huit guichets en France, sans que cet élément soit déterminant.

La BPC pourrait recourir aux services d'Indosuez pour aider ses PME à exporter, et, surtout, aimerait commercialiser dans sa propre clientèle les produits financiers très performants de ce grand partenaire (SICAV, Fonds communs de placement) : ses cadres le souhaitent.

Une autre négociation est également en cours sur le principe de l'entrée de la Banque de Suez dans le capital de la BPC, où elle figurerait indirectement, avant la nationalisation. Quant aux autres flots du défunt « archipel », Worms continue à chercher des alliances, mais hâte.

### Le cas de la Banque Vernes

Pour Vernes (mille personnes, trois cent soixante-cinq guichets et 10 milliards de francs de bilan), en revanche, un gros problème se pose. En remplaçant à la présidence M. Jean-Marc Vernes, en février 1982, M. Gilbert Lasfargues a trouvé une situation délicate. Des déboires dans l'immobilier et, surtout, des séquelles d'opérations sur les matières premières au cours de la crise de 1980-1981 vont obliger la banque à constituer d'importantes provisions pour 1983 et à enregistrer une perte sensible. Déjà, son bénéfice était revenu de 29 millions de francs en 1981 à 12,4 millions en 1982, le dividende ayant dû être supprimé. L'Etat, actionnaire principal à 90 %, va être obligé de « faire son devoir », à moins que la Compagnie financière de Suez, qui conserve 10 % du capital de la Banque Vernes, n'y accroisse sa participation et, par sa filiale Indosuez, lui procure l'appui d'un « grand frère ». Tout ceci devra être réglé avec le ministère des finances, y compris le sort de la participation de la Financière de Suez dans le Crédit industriel et commercial, acquise en 1972 pour raison de « complémentarité évidente » avec la filiale Indosuez, et, qui, maintenant, a développé sa propre stratégie, notamment en englobant la Banque de l'union européenne.

FRANÇOIS RENARD.

## MONNAIES

### DOLLAR EN LÉGÈRE REPRISE : 8,27 F

Sur les marchés des changes extrêmement calmes à la veille du week-end, les cours du dollar ont légèrement remonté après leur vif repli des jours précédents : 8,27 F à Paris, contre 8,23 F, et 2,6830 DM à Francfort, contre 2,6765. Le cours du mark à Paris s'est maintenu en dessous de 3,08 F.

Visiblement, au terme d'une semaine mouvementée, les marchés des changes attendent de nouveaux développements, politiques, économiques et financiers, pour définir leur nouvelle orientation.

## SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

# Commandes enregistrées meilleures que prévues

Croissance du C.A. en R.F.A. - Investissements en hausse de 20%

### Commandes enregistrées

Avec 38,5 milliards de francs, les commandes enregistrées par Siemens durant le premier trimestre de l'exercice, c'est-à-dire du 1er octobre au 31 décembre 1983, sont certes restées en retrait de 7% par rapport au chiffre correspondant de l'exercice précédent ; mais à cette époque, les contrats liés à la centrale nucléaire d'Embsand, ainsi que l'expiration imminente de la prime à l'investissement, avaient eu pour conséquence une poussée des commandes nouvelles et une progression de 25% par rapport à l'exercice antérieur. Compte tenu des facteurs exceptionnels intervenus l'an dernier, l'évolution des commandes enregistrées a été meilleure que prévue.

Abstraction faite de l'activité Centrales électriques, le volume des ordres a augmenté de 3% en R.F.A., tandis que les commandes prises à l'étranger se maintiennent au niveau de l'an dernier.

Le renouveau de la demande internationale en composants électroniques, notamment en circuits intégrés, a donné un coup de fouet aux affaires : la division Composants a enregistré une hausse d'environ 40% des commandes nouvelles par rapport à l'an dernier. Les divisions Technique médicale et Informatique, qui avaient annoncé des taux de croissance déjà particulièrement élevés l'exercice précédent, ont encore légèrement accru leur volume d'ordres par suite du renforcement des activités à l'étranger.

En milliards de francs	du 1.10.82 au 31.12.82	du 1.10.83 au 31.12.83	Variation
Commandes enregistrées	41,2	38,5	- 7%
Marché allemand	22,3	20,5	- 8%
Marché étranger	19,0	18,0	- 5%

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mondial a progressé de 5% au cours du premier trimestre, pour s'établir à 29,7 milliards de francs. Son augmentation est uniquement due au marché allemand : les facturations en R.F.A. se sont élevées à 14,7 milliards de francs, soit une hausse de 17% par rapport à l'exercice passé, tandis qu'avec 15,0 milliards de francs, les ventes extérieures se maintiennent au niveau de l'an dernier (14,7 milliards de francs).

Les divisions Informatique, Technique médicale et Composants ont une fois de plus obtenu des taux de croissance supérieurs à la moyenne.

En milliards de francs	du 1.10.82 au 31.12.82	du 1.10.83 au 31.12.83	Variation
Chiffre d'affaires	27,3	29,7	+ 9%
Marché allemand	12,6	14,7	+ 17%
Marché étranger	14,7	15,0	+ 1%

### Commandes en carnet

Les commandes en carnet, en hausse de 5%, ont atteint 185,1 milliards de francs au premier trimestre. D'un montant de 59,7 milliards de francs, les stocks se sont accrus de 8% depuis le début de l'exercice ; leur augmentation est principalement imputable à la poursuite des travaux relatifs aux centrales électriques.

En milliards de francs	30.9.83	31.12.83	Variation
Commandes en carnet	175,8	185,1	+ 5%
Stocks	55,2	59,7	+ 8%

### Personnel

La diminution des effectifs s'est nettement ralentie. Le nombre des salariés en R.F.A. a reculé de 1% pour s'établir à 210 000 en raison notamment du départ des stagiaires. Avec 101 000, l'effectif à l'étranger est resté dans l'ensemble inchangé. Siemens a occupé en moyenne, durant la période considérée, 312 000 personnes à l'échelle mondiale, soit 2% de moins qu'un an auparavant. En revanche, les frais de personnel, 13,0 milliards de francs, ont progressé de 3%.

	30.9.83	31.12.83	Variation
Personnel en milliers	313	311	- 1%
Allemagne	212	210	- 1%
Etranger	101	101	0%

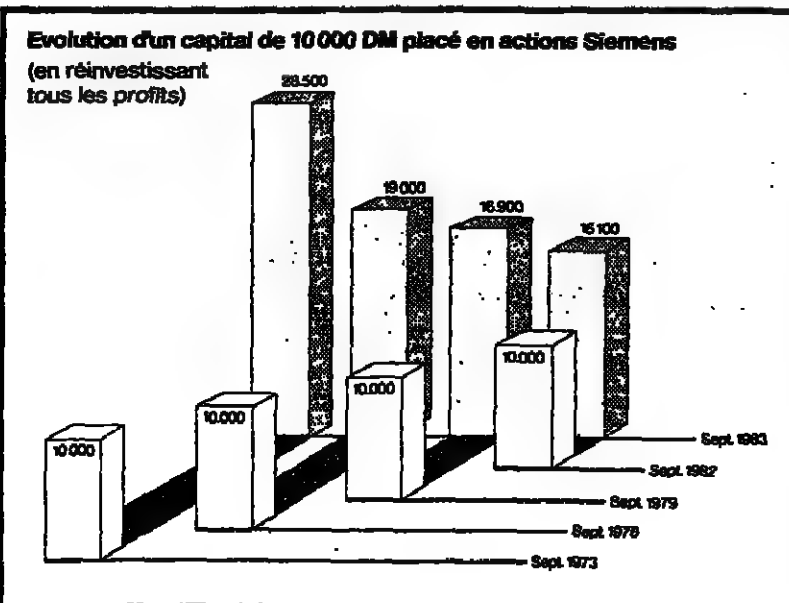
### Investissements Bénéfice net

Durant le premier trimestre, Siemens a vigoureusement renforcé ses investissements qui ont fait un bond de 20%, passant de 1,0 milliard de francs, l'an dernier, à 1,2 milliard de francs. Ils ont été essentiellement consacrés à la fabrication de produits nouveaux et à la modernisation des installations existantes.

Le bénéfice net s'est établi à 600 millions de francs contre 489 précédemment, ce qui correspond à un rapport bénéfice net/C.A. de 2,0% (contre 1,8% l'an dernier) équivalent au chiffre de l'ensemble de l'exercice écoulé.

	du 1.10.82 au 31.12.82	du 1.10.83 au 31.12.83	Variation
Investissements en milliards de francs	1,0	1,2	+ 20%
Bénéfice net en millions de francs	489	600	+ 23%
en % du C.A.	1,8	2,0	+ 11%

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31 décembre 1983 : 100 FF = 32,880 DM.



Un capital presque triplé en dix ans  
Fin septembre 1973, on pouvait acquérir 46 actions Siemens pour la somme de 10 000 DM. Un actionnaire ayant depuis réinvesti tous les profits de la vente de ses droits de souscription ainsi que ses dividendes, disposait 10 ans plus tard de 82 actions. A ce moment, le cours en bourse étant de 347,70 DM, la valeur boursière de ce placement Siemens s'élevait à 28 500 DM, soit une appréciation annuelle moyenne de 11%. Si les dividendes ont été imposés à 30% par exemple, la rémunération du capital investi atteindrait malgré tout à peu près 10% par an. Les autres périodes de placement indiquent des rendements parfois plus élevés encore.

**Siemens AG**  
En France :  
Siemens Société Anonyme







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LA QUERELLE SCOLAIRE : « Pour un référendum », par Alain Chalandon ; « Les frontières du Conseil constitutionnel », par Maurice Duverger ; « La « boule » et le boulet », par Michel Bouchard.

### ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS
4. AFRIQUE
  - « Le Nigeria aux prises de la guerre » (Jil), par Laurent Zecchini.
  - Signes de détente en Afrique australe.
5. EUROPE
6. ASIE
6. DIPLOMATIE

### POLITIQUE

7. Le PCF et la préparation des élections européennes.
8. La situation en Corse : POINT DE VUE : « Un regroupement des hommes de progrès », par Ange Pantaloni.

### SOCIÉTÉ

9. Une campagne nationale pour le don du sperme.
10. FATS DIVERS : le dernier sentier du douanier.

### CULTURE

11. PATRIMOINE : les projets de la Vidéotheque de Paris.
13. COMMUNICATION : M. Alain Manevy, directeur de l'information à FR 3.

### ÉCONOMIE

16. SOCIAL : les mouvements revendicatifs.
18. AFFAIRES : le rapprochement Thomson-CGE va se traduire par l'abandon de certains produits.
- RADIO-TÉLÉVISION (13) : Informations « SERVICES » (14) : Jeunes : « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie.
- Annouces classées (15) : Mots croisés (XIV) ; Carnet (10) ; Programmes des spectacles (12-13) ; Bourse (19).

## LA POURSUITE DES CRIMINELS DE GUERRE NAZIS

M. Simon Wiesenthal, le chasseur de nazis, a annoncé, le jeudi 16 février, le lancement d'une campagne destinée à obtenir des autorités chiliennes l'extradition de l'ancien criminel de guerre Walter Raul, accusé d'avoir fait exterminer plusieurs dizaines de milliers de Juifs originaires de l'Est dans des chambres à gaz camouflées en véhicules de la Croix-Rouge. Six millions de cartes postales seront adressées au général Pinochet « au nom de l'humanité, de la justice et de la réputation du Chili ».

Cependant, M<sup>me</sup> Beate Klarsfeld poursuit en Amérique latine une tournée de dénonciation des anciens nazis réfugiés dans différents pays. Après le Chili (pour Walter Raul) et le Paraguay (pour le docteur Josef Mengele), elle doit se rendre en Argentine, où vivraient encore deux anciens criminels : Walter Kutschmann et Josef Schwammberger. — (AP, Reuters.)

**DU CAL**

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ

**CAPELOU**

SPECIALISTE DU CONVENTUEL

Réputés pour leur robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (Intérieur : 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40). Matelasbultex, latex ou polyéther. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup> - Métro : Parnasse - Tél. 367.46.35

## Les syndicats de mineurs confirment la grève des 20 et 21 février

### Des décisions qui tardent

Aucune décision n'a été prise le 17 février lors du conseil d'administration des Charbonnages de France. Le directeur général, M. Michel Hug, après avoir fait le point de la situation, a signifié aux organisations syndicales sa volonté d'ouvrir des négociations pour parvenir à des décisions concrètes. Cette intention de différer une fois encore fermetures de puits et suppressions d'emplois sans licenciements avait été arrêtée après une longue réunion tenue à Matignon dans la soirée du 16 février.

Mécontente de son entrevue avec le premier ministre, l'interfédérale des mineurs, qui regroupe les cinq syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC), a maintenu son mot d'ordre de grève de quarante-huit heures, reconductible, les 20 et 21 février. Dans un communiqué, elle souligne que « le premier ministre s'est livré à un long plaidoyer pour justifier l'orientation politique de récession [des Charbonnages] ».

Il est clair, ajoute-t-elle, que le gouvernement, en rejetant le projet économique et social des organisations syndicales, entend imposer les mesures de fermeture de puits, de réduction de la production et des effectifs qui vont toucher tous les bassins.

Plus de deux ans après avoir clamé à l'Assemblée nationale : « Nous allons réactiver l'industrie minière et charbonnière », et fixé l'objectif souhaitable d'une production de 30 millions de tonnes, M. Mauroy a reconnu le 16 février qu'il s'était trompé. Mais les mots et surtout celui de déclin contiennent de faire peur au premier ministre. Dans une déclaration écrite remise à la presse le 16 février et intitulée « Pour un nouveau contrat charbonnier », M. Mauroy donne certes, une nouvelle fois, les données financières du problème : 6,5 milliards de francs d'aide de l'Etat en France constants de 1984 pour la période 1984-1988 (ce qui signifie qu'elle sera « contrairement à ce qui se passe cette année - revalorisée les années suivantes en fonction du coût de la vie », et il ajoute bien que « la solidarité nationale ne forge pas au-delà de cet engagement ».

Mais il continue de ne pas tirer « d'un faire tiers par l'entreprise » les conséquences industrielles (quel niveau de production ?) et sociales (avec combien de salariés ?).

Le maintien de la production à son niveau actuel - minimum admis par les syndicats - compte tenu de l'engagement financier de l'Etat, conduirait, selon les experts du gouvernement, le déficit des Charbonnages de France de 750 millions de francs en 1983 à 2 milliards en 1984, 3,7 milliards en 1986 et 5,7 milliards en 1988. D'où la nécessité inéluctable de baisser le niveau d'extraction. Mais la contrainte financière n'est pas la seule à peser sur la production. Encore faut-il que les Charbonnages de France disposent de débouchés. Le déclin de la demande d'EDF (plus de 40 % du chiffre d'affaires des Charbonnages), qui ne sait déjà que faire de son électricité d'origine nucléaire, accroît le mal. A la nécessité de réduire l'extraction des puits les moins rentables (Nord-Pas-de-Calais et les mines profondes du Centre-Midi), s'ajouteraient alors des difficultés pour la Lorraine - malgré ses réserves - et Gardanne, dont le charbon est principalement destiné à la production d'électricité. D'où la volonté du gouvernement de voir EDF et GDF - étudier en commun la mise en œuvre - sur une base contractuelle - des échanges à venir entre les deux entreprises au mieux de l'intérêt de tout ».

Les effectifs, qui sont passés de 150 000 à la Libération à 55 918 actuellement, devront donc baisser. D'autant plus que les puits qui seront fermés sont les moins automatisés, ceux qui, relativement, utilisent le plus d'hommes. Ce qui embauché 7 876 mineurs pendant la période de relance (1981-1982). Il s'agit désormais de ne pas remplacer les 4 000 salariés qui vont quitter les Charbonnages en 1984 et les années suivantes. Les négociations qui vont s'ouvrir d'ici à des départs en retraite et des « congés de conversion » (formule mise au point dans le cadre de la politique de restructuration) seront acceptées par les syndicats et permettront d'aller un peu plus vite que le déclin naturel.

Tout cela ne se fera pas sans difficultés. La décision de faire grève les 20 et 21 février le montre. Et le gouvernement sait désormais que sur ce dossier « il n'y aura que des mécontentements ». Mais, en l'occurrence, il ne peut guère s'en prendre qu'à lui-même.

**BRUNO DETHOMAS.**

## BATAILLE DE SUCCESSION CHEZ CHRISTIAN-DIOR

Le conseil d'administration de la société Christian-Dior, qui a été réuni le 16 février, pour la deuxième fois en une semaine, a décidé la convocation d'une assemblée générale des actionnaires de la société le lundi 5 mars.

Selon un porte-parole de la célèbre maison de couture, cette assemblée visera à « compléter le conseil de la société par la nomination de nouveaux administrateurs », ainsi qu'à modifier un article des statuts fixant la limite d'âge du PDG.

Qui sera demain le PDG de Christian-Dior et pour quelle politique ? Voici résumé l'enjeu de la bataille que se livrent les administrateurs de la firme. M. Jean-Paul Elkann, qui avait été appelé à y siéger en 1981 à la direction de la maison de l'avenue Montaigne, devait remplacer M. Jacques Rouët à la présidence, dans dix-huit mois au plus tard.

L'assemblée générale extraordinaire du 5 mars acceptera-t-elle que soit accru le nombre d'administrateurs ? En fait, c'est M. Albert Chassagnon, administrateur judiciaire de la société Boussac-Saint Frères, actionnaire principal (98 % des actions) de Christian-Dior, qui aura à choisir, comme il aura à choisir éventuellement les nouveaux administrateurs.

Qui le conseillera ? En termes plus brutaux : laissera-t-on Christian-Dior dans les mains de gestionnaires habitués à diriger de telles entreprises ? Ou les pouvoirs publics faciliteront-ils l'accès aux commandes de la firme de responsables proches d'eux ? — A.T.

Le numéro du « Monde » daté 17 février 1984 a été tiré à 453 934 exemplaires.

**Linez**

Le Monde DE

**L'ÉDUCATION**

Pour votre

**DEMENAGEMENT**

**ODOUL**

AGENT

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

## Aux Etats-Unis

## TREIZE TECHNICIENS BLESSÉS DANS UN ACCIDENT AU CENTRE D'EXPÉRIMENTATION NUCLEAIRE DU NEVADA

Treize techniciens américains ont été blessés, dont l'un grièvement, au cours d'un accident survenu au centre d'expérimentation nucléaire du Nevada. Cette information a été confirmée officiellement par le département de l'énergie de Washington le mercredi 15 février.

Il n'y aurait pas eu de radiations atomiques après l'accident, dû à l'effondrement soudain du sol, alors que les techniciens étudiaient les effets d'une expérience nucléaire souterraine d'une puissance évaluée à 20 kilotonnes. L'explosion avait eu lieu trois heures avant l'accident.

C'est la première fois en trente-trois ans que des hommes sont blessés à l'occasion d'une expérience au centre nucléaire du Nevada.

## Les difficultés de la sidérurgie américaine

## LE DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE S'OPPOSE À LA FUSION DE LTV ET DE REPUBLIC STEEL

Difficulté imprévue dans la restructuration de la sidérurgie américaine : le département d'Etat de la justice s'est opposé à la fusion de LTV et de Republic Steel, les numéros trois et cinq de l'acier aux Etats-Unis.

M. Mac Grath, président de la commission antitrust, a motivé le refus de l'administration en expliquant que l'opération projetée aboutirait à une trop forte concentration dans les aciéries (tôles) et les aciéries inox. On estime outre-Atlantique que la décision récente d'US Steel, le numéro un, de racheter le numéro quatre, National Steel, d'une part (le Monde du 3 février), et, d'autre part, les pressions exercées par les maîtres des forges pour limiter les importations ont beaucoup compté dans la décision de M. Mac Grath, qui craint que ces groupes dominants ne puissent imposer des prix trop élevés aux utilisateurs.

Les sidérurgistes américains doivent donc imaginer d'autres solutions pour poursuivre leur restructuration en tout état de cause inéluctable. Si LTV et Republic vont faire appel, il leur faudra sans doute s'orienter vers des échanges d'usines, des accords commerciaux, voire des prises de participation de groupes étrangers. Mais l'avenir de Republic Steel, qui a perdu 326 millions de dollars l'an dernier, apparaît désormais difficile.

Commanditaire du meurtre de Jean de Broglie

**PIERRE DE VARGA VA ÊTRE LIBÉRÉ**

Considéré comme le commanditaire du meurtre de Jean de Broglie, Pierre de Varga, condamné le 23 décembre 1981 par la cour d'assises de Paris à dix ans de réclusion criminelle pour complicité d'assassinat, devait être libéré, ce vendredi 17 février, de l'hôpital des prisons de Fresnes. Pierre de Varga, qui a déjà fait sept ans de prison, bénéficierait de réductions de peines prévues par le code. Cette libération était toutefois suspendue au règlement d'une amende d'environ 100 000 F.

**CERRUTI 1881**

PARIS

Remises exceptionnelles

**40 %**

Vêtements sport d'hiver

du 17 au 24 Février

CERRUTI HOMME

27 rue ROYALE

## Sur le vif

## Fair-play

Vous savez que j'ai ouvert dans ces colonnes, il y a quinze jours, trois semaines, un concours de la meilleure histoire anglaise. Premier prix, un voyage à Londres. Deuxième prix : trois voyages à Londres. C'était pour rira ! Ce n'était pas sérieux ! Je croyais que ça allait de soi. Apparemment pas. Domage, vraiment, que nos signes de ponctuation ne comportent pas de point d'exclamation. Le point d'exclamation ne suffit pas à mettre les gens sur la bonne voie ou plutôt dans la bon sens, le sens de la plaisanterie.

Résultat, le Times de Londres s'est fait l'écho de ce nouvel épisode de la guerre du mouton. Et des lecteurs, des deux côtés du Channel, ont écrit, indignés, à mon directeur. Ils s'étonnaient de voir le Monde donner dans la xénophobie de ses échos et se déconsidérer en répondant à la campagne anti-française ouverte par la presse populaire britannique. Même sur le mode humoristique.

D'autres, en revanche, ont pris mon invitation au pied de la lettre et je crève sous les blagues anti-anglaises. On m'en envoie de partout : d'Australie, du Canada, du Royaume-Uni - oui, oui, les Anglais, très fair-play.

n'hésitant pas à se moquer d'eux-mêmes. Et, ce, qui est beaucoup plus drôle, de Bretagne. Là, ce qui circule, ce n'est pas l'histoire anglaise, c'est l'histoire française du genre : un pecheur français amateur de suspense attend le plus long temps possible avant d'ouvrir son parachute. Encore cinquante, quarante, trente, dix, cinq minutes... Arrivé là, il se dit : plus la peine, je saute.

Vous remarquerez que ces anecdotes, toujours les mêmes, tournent inégalement autour des Ecossais, des Juifs, des Noirs, des Suisses, des Arabes, des Anglais ou des Belges selon l'humour du moment. C'est d'ailleurs à une histoire qui m'arrive de Bruxelles que je déconseille le timbale, en espérant qu'elle ne vaudra un petit sourire outre-Manche. La voici : quelle est la ressemblance entre une araignée et un Anglais ? Ils prennent tous les deux aussi facilement le mouche !

Comme je n'ai pas les moyens de lui payer un aller-retour à Londres, j'ai décidé d'envoyer l'heureux gagnant à passer un week-end de son prochain passage à Paris. Au pub Winston-Churchill.

**CLAUDE SARRAUTTE.**

## M. Raphaël Alomar, nouveau président des anciens élèves de l'ENA

Les vingt-cinq membres du conseil d'administration de l'Association des anciens élèves de l'École nationale d'Administration, élus au cours de l'assemblée générale du 13 février (le Monde du 15 février), ont désigné leur nouveau bureau jeudi 16 février.

M. Raphaël Alomar a été élu président de l'Association en remplacement de M. Pierre Deslé démissionnaire. Trois vice-présidents ont été désignés : MM. Antoine Givaudan (promotion 1965), directeur de l'équipement des Vélizy, Jacques Lemaire (promotion 1969), sous-directeur au ministère des relations extérieures, et Claude Ameline (promotion 1972), chef de division au ministère de la Solidarité nationale. Le secrétaire général est M. Christian Noyer, chef du bureau de la réglementation bancaire au Trésor (ministère des finances).

M. Paul Cousseran, préfet en retraite, a indiqué à l'ouverture de la réunion qu'il renonçait à brigner la présidence de l'Association pour se consacrer à l'animation de la campagne de M<sup>me</sup> Simone Veil à la tête de la liste d'union de l'opposition pour l'élection européenne du 17 juin.

En la personne de M. Alomar, c'est pour la première fois un ancien élève qui n'est plus en poste dans l'administration qui accède à la présidence de l'Association. Né le 28 juillet 1941, à Tournai, élève de la promotion Charles-de-Gaulle (1970-1972), M. Alomar a démissionné à l'issue de sa scolarité pour entrer à la Société générale, où il est conseiller de la direction générale. Ancien maître de conférences à l'ENA de 1973 à 1983, M. Alomar a déjà appartenu au conseil d'administration de l'Association des anciens élèves.

Les nouveaux bureaux, dont plusieurs membres sont proches de l'opposition politique nationale, n'ont pas communiqué pour résumer par avance toute interprétation politique qui serait donnée à sa désignation, et pour assurer qu'il n'était à priori animé d'aucun sentiment hostile à la politique du gouvernement. Le nouveau bureau devra cependant répondre à l'attente de la majorité de ses mandataires, qui contestent le bien-fondé des réformes gouvernementales concernant l'ENA.

**A. P.**

**NICOLL**

La tradition anglaise du vêtement vous offre

**jusqu'au 25 février**

**COSTUME mesure Industrielle 1990\***

avec gilet 2250F

**NICOLL, à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820**

**VENTE TOTALE...**

avant travaux, de tout le...

**STOCK TAPIS**

**IRAN ET ORIENT**

remises jusqu'à 60%

BALOUTCH	190 x 120	13.500	6.900 F
VERANINE	180 x 105	24.000	10.900 F
NAIM (saine et soie)	155 x 105	34.000	13.900 F
GHOM (soie)	150 x 100	42.000	19.900 F
BUCHARA	267 x 188	30.000	18.900 F

**MAISON DE L'IRAN**

65, Champs-Élysées - 8 - 225.61.90

**PIANO: LE BON CHOIX**

• Location à partir de 220 F par mois.

• Vente à partir de 329,72 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).

• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Service après-vente garanti.

Fondateur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

**hamm**

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

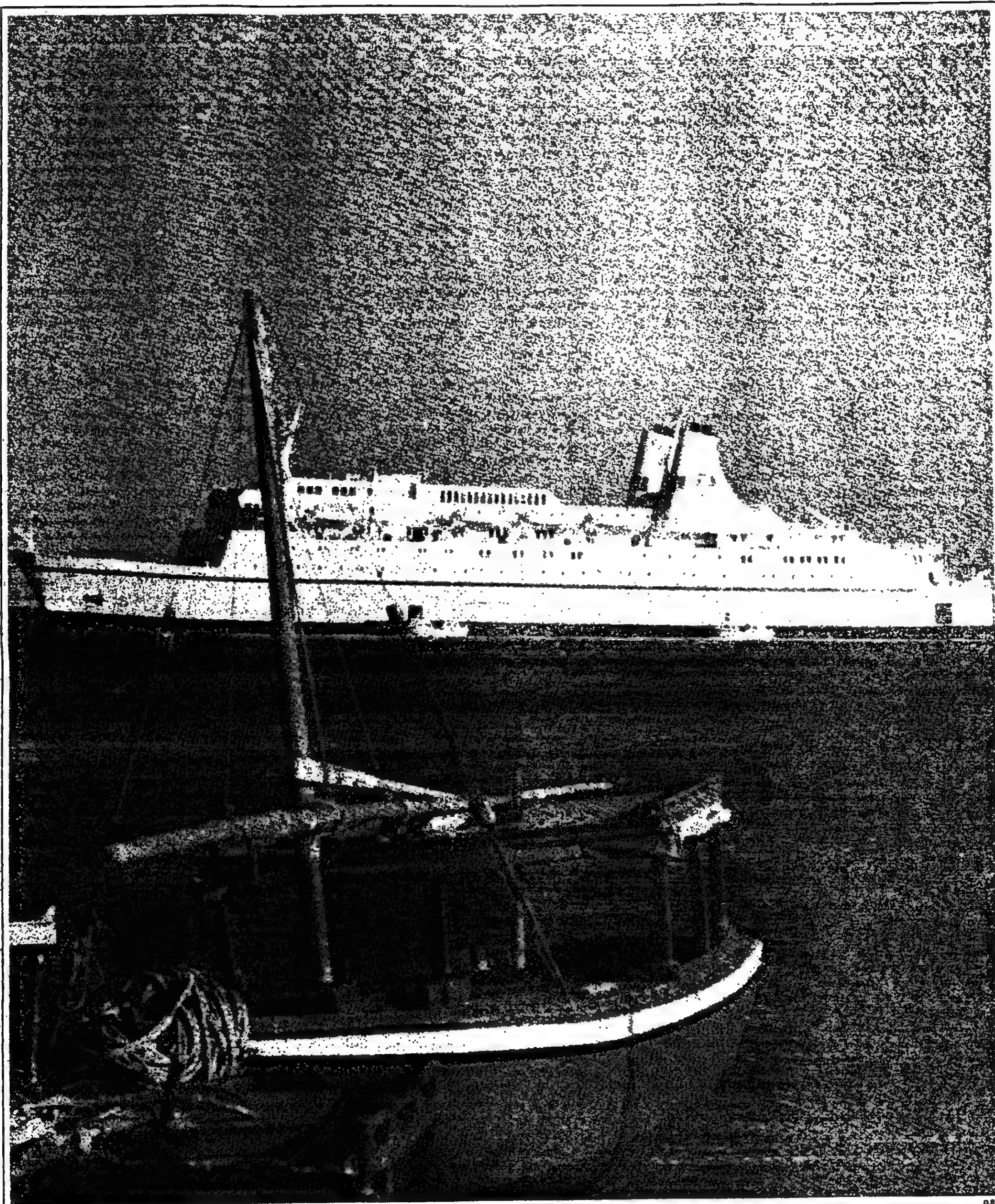
A B C D F G H



هكذا من الأصل

# Le Monde

Loisirs



## Plongée en mer rouge, page II

Les jeux de magie, un nouveau passe-temps à la mode, page IV

Le Haut Atlas pour les solitaires, page XI

Boutiques et restaurants parisiens classés par les Beaux-Arts, page XVI

Supplément au numéro 12150. Ne peut être vendu séparément. Samedi 18 février 1984.

air-play

Alomar, nouveau président des élèves de l'ENA

COLL

VOUS  
jusqu'au 25 février  
1990

TE TOTALE

OCK TAPIS

ORIENT

MAISON DE L'IRAN

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX

LE BON CHOIX



## Partir

### Pour les plus de 55 ans

Les randonnées et les ascensions dans les Alpes, les trekkings au Népal, deux guides de haute montagne les prévoient spécialement pour les montagnards de plus de cinquante-cinq ans, pour mieux en harmoniser le rythme et transformer les rêves en réalité. Se procurer les programmes auprès de :

• Raymond Renaud et Gérard Esliane, 05240 Villeneuve-Serre-Chevalier. Tél. : (92) 24-71-95.

### Raquettes en Briançonnais

Pour ceux qui ne pratiquent pas le ski mais souhaitent tout de même découvrir la montagne enneigée, des séjours sont organisés au Casset, chez l'habitant, par groupes de 6 à 8 personnes. Les sorties se font à la journée, encadrées par des professionnels de la neige, raquettes aux pieds et avec le pique-nique dans le sac. 1 600 F la semaine.

• Alain Tallon, rue des Pissons, La Casset, 05220 Le Mouliet-les-Bains. Tél. : (92) 24-45-74.

### Week-end ski de piste

Dans les Alpes, le Club alpin organise trois week-ends encadrés par ses initiateurs diplômés F.F.S. et ouverts à tous. Deux journées plein-ski, avec enseignement pour skieurs « faibles », « moyens » ou « forts » : départ le vendredi soir, couchettes, retour le lundi pour le premier métro. Tout compris : forfait remontées mécaniques, assurances, etc. 10/11 mars Chamonix-Argentière 700 F, 17/18 mars Les Deux-Alpes 800 F, 24/25 mars Morzine-Avoriaz 800 F.

• Club alpin français, 7, rue La Botte, 75006 Paris. Tél. : (1) 742-36-77.

### Randonnées pyrénéennes

Plusieurs guides, accompagnateurs ou moniteurs ont choisi de s'installer en montagne pour mieux faire découvrir leur région. L'accueil est simple et chaleureux, autour de la table d'hôte le soir. Dans les Hautes-Pyrénées, ski de randonnée et initiation hors piste : 6 jours 1 650 F ; ski de fond en Ariège dans la ferme aménagée du Marnupied : 6 jours 1 250 F ; raquettes en vallée d'Ossau, chez Les Baladins, sorties à la journée : 7 jours 1 300 F, mais il existe encore d'autres possibilités.

• Randonnées pyrénéennes, square Balagué, 09200 Saint-Girons. Tél. : (61) 66-40-10.

### Le train va partir...

Le train pour découvrir l'Alsace du Nord. Entre mer et lande, Hambourg, Brême, Lubbeck et Rhénie. Mais aussi la forêt, la bruyère, et les genêts. Relais des bateliers et castei d'eau. L'association Chemins de fer et tourisme vient d'éditer un

guide fort intéressant, et utile, pour explorer cette région de la République fédérale par la voie ferrée. Prix : 20 F.

• Association Chemins de fer et tourisme, 118, avenue de Gravelle, 94410 Saint-Maurice.

### La forme en Sicile

Pour retrouver la forme, la Sicile. A Cefalù, on trouve planche à voile, tennis, promenade à cheval et un bon hôtel. Et pour la promenade une belle colline boisée d'oliviers surplombant la mer. Prix : à partir de 2 795 F pour une semaine.

• République Tours, 1, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : (1) 355-39-30.

### Fenêtre sur l'Orient

La Russie de Pouchkine et de Dostoïevski... Leningrad et ses palais d'été, l'Hermitage et ses collections. Moscou, le Kremlin et Souzdal, avec ses icônes cachées dans les monastères. Du samedi 28 avril au dimanche 6 mai. Prix : 6 950 F.

• Les amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. (1) 723-64-85.

### Pleine neige

Le ski avec de la neige jusqu'aux yeux... des descentes folles sur l'un des plus grands domaines skiables des Alpes. Bref, ce sont Les Arcs. Une semaine en hôtel deux étoiles, demi-pension, les repas de midi pris en restaurant d'altitude, forfait ski pendant sept jours. Prix : 2 295 F (haute saison : 2 425 F).

• Allibert, Le Carnon, Chapareil, 38530 Astichard, tél. (76) 45-22-26.

### La route de la soie

Vingt-deux jours en Chine. Un périple de Pékin à Datong avec mosquées, nécropoles, musées et pagodes. Découverte des temples de la montagne aux Cinq Sources au bord du fleuve Jaune, visite du musée de l'empereur Qin avec ses huit mille guerriers figés et traversés en train du désert de Gobi. Du 18 avril au 9 mai (ou du 19 septembre au 10 octobre). Prix : 25 250 F.

• Tourvoyages, 2, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. (1) 261-58-04.

• Explorer, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. (1) 266-66-24.

### Green breton

L'hôtel Mercure de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) propose un forfait de 336 F pour les golfeurs. Ce forfait comprend deux nuits à l'hôtel en chambre double, deux petits déjeuners et une journée au golf de Dinard, situé en bordure de mer sur 57 hectares.

• Hôtel Mercure, chausée du Sillon, 35400 Saint-Malo, tél. (99) 56-84-84.

# La mer Rouge pied à terre

Les croisières ne se font plus seulement en bateau...

AUJOURD'HUI, la croisière commence à l'échelle de l'avion. Roissy-Le Caire en Airbus, puis Le Caire-Suez en car. Et, quelques heures après le départ, l'embarquement sur le bateau blanc amarré au quai de Port-Taufiq. Peut-être moins de poésie, mais il faut être pratique pour pouvoir passer une semaine pleine en mer.

Avec Mermoz, qui s'offre un festival de musique classique aux Caraïbes, Azur est le second paquebot des Croisières Paquet. Les deux vedettes de la compagnie, mais aussi les deux derniers survivants d'une race en voie de disparition en France. Même si ces navires n'entretenaient que des rapports lointains avec leurs ancêtres du début du siècle, on continue à partir en croisière avec l'espoir secret de revivre un peu de ces moments privilégiés d'autrefois. Aujourd'hui encore, la croisière, c'est, pour beaucoup, le luxe, les grandes soirées, le plaisir et, bien sûr, la mer.

La mer Rouge : de 20 °C à 25 °C en février, fonds exceptionnels et côtes désertiques. Le souvenir de Monfreid, le fameux, et la sécurité d'un bateau qui ressemble plus à un hôtel flottant qu'à une chaloupe de pirates.

Avec « Rivières de la mer Rouge », Paquet inaugure une formule alliant les excursions en profondeur, les divertissements à bord et le sport. Et une innovation : la plongée. Le tout sur circuit inédit entre l'Égypte, la Jordanie et Israël.

Quand le menu est trop copieux, choisit-on relève du casse-tête. Puisqu'on ne peut tout avoir, on saupoudre. Far niente et plaisir de naviguer le long du golfe de Suez jusqu'à Hourghada. Un peu de nage sous-marine, puis du bateau, encore, pour traverser la mer Rouge et remonter la côte d'Arabie Saoudite en direction d'Aqaba. De là, excursion à Petra, en Jordanie, avec l'émotion, au sortir du défilé rocheux du Syk, devant cette ville fantôme taillée dans le grès rose. Et, à nouveau, la mer, les escaliers, l'aquarium sous-marin d'Eilat au milieu de la réserve de corail, les excursions saut-de-puce ou les marathons en car à travers le Sinaï.

Selon Benoît George-Picot, PDG de la compagnie Paquet, cette ouverture de la croisière sur de nouveaux paysages correspond à un besoin de la clientèle, qui demande des programmes plus variés dans un



On continue à partir avec l'espoir secret de revivre les moments privilégiés d'autrefois.

délai plus court. On part moins longtemps, mais on veut tout voir. « D'autre part, en apportant un large choix d'activités culturelles et sportives, nous tentons de modifier l'image de la croisière dans l'esprit du public. » La croisière change, mais le public aussi. Un bateau regroupe désormais toutes les composantes de la société. Du pont sports au pont soleil, des machines à la passerelle, on rencontre un échantillonnage parfait du paysage sociologique français.

Il y a les habitués, ceux qui énumèrent leurs croisières. Il y a les couples discrets qui réalisent le rêve d'une vie de travail. Pour ceux-là, costume sombre et robe du soir de rigueur au dîner. Il y a la clientèle du club, la cible avouée de la com-

pagne, qui cherche à abaisser la moyenne d'âge du bord. Pour eux, le sport et les soirées à la discothèque, avec, diffus, le sentiment de commettre une infidélité aux sports d'hiver. Il y a aussi les agriculteurs entre les labours d'hiver et de printemps.

Camille, elle, est viticultrice à Irancy, près d'Auxerre. A soixante-cinq ans, elle découvre les joies des vacances en compagnie de son fils, un grand gaillard qui ne la quitte pas d'un pouce. Tout lui plaît à Camille. Les gens, les choses, l'organisation.

Pourtant, comme beaucoup de passagers d'Azur, Camille aura ignoré, pendant toute cette semaine, la plupart des contraintes qui accompagnent un voyage de ce genre. On lui offre la possibilité de visiter, dans la foulée, trois pays dont

les rapports ne sont pas excellents, mais elle ne doit pas se poser de questions. Les tours de passe-passe des organisateurs pour tout mettre au point, ce n'est pas son problème. Pas plus que celui des cinq cents autres croisiéristes. Très peu d'entre eux, d'ailleurs, se sont étonnés de constater que le bateau devait faire une « escale technique » à Taba, en Égypte, pour aller d'Aqaba à Eilat. Deux villes distantes de 5 kilomètres, mais séparées par une frontière infranchissable...

CHRISTIAN-LUC PARISON.

\* « Rivières de la mer Rouge », Croisières Paquet. Sept jours. Paris. A partir de 7 000 F (comportant le vol aller-retour Paris-Le Caire et les transferts en Égypte).

Excursions possibles : Luxor et la vallée des Rois (deux jours, avec embarquement à Safage), 1 440 F en chambre à deux ; 1 520 F en chambre individuelle.

## HORIZONS EUROPÉENS

HOLLANDE DES POLDERS	3 jours	1.485 F
AUTRICHE	12 jours	6.950 F
PAYSAGES DU PORTUGAL	10 jours	6.645 F

LE SPÉCIALISTE DE L'AUTOCAR

3% de réduction pour toute inscription avant le 15 mars 1984.

brochure à disposition



le tourisme français

96, rue de la Victoire, 75009 PARIS. Tél. : 280.67.80

9°: 58, rue Saint-Lazare - Tél. 280.10.87  
11°: 275-277, bd Voltaire - Tél. 373.77.07  
12°: 78, av. Ledru-Rollin - Tél. 628.38.19  
13°: 107, rue de la Glacière - Tél. 588.91.74  
14°: 177, rue d'Alsace - Tél. 542.47.03  
15°: 32, av. Félix-Faure - Tél. 558.42.02  
16°: chez la Société Générale - Tour  
Maine-Montparnasse - Tél. 538.71.18

17°: 116, rue de Courcelles - Tél. 622.48.35  
18°: 14, av. de Villiers - Tél. 227.62.18  
19°: 147, rue Ordener - Tél. 264.52.42  
BANLIEUE  
LEVALLOIS:  
5, rue Louise-Michel - Tél. 757.06.70  
SAINT-OUEN:  
122, av. Gabriel-Péri - Tél. 251.25.05

et dans toutes les agences de voyages

UC 77



L'ASIE c'est PACIFIC HOLIDAYS de l'INDE à la CHINE

Notre Guide de Voyage en ASIE vous propose :

- Tous les Charters à partir de 4 100 F A/R
- Circuits Individuels ou en petits groupes
- Voyages d'affaires
- Location de voitures avec ou sans chauffeur
- Expéditions et Trekkings
- Circuits insolites • Séjours

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide pratique nous vous l'envoyons contre 8,50 F en timbres exclusivement

PACIFIC HOLIDAYS tél: 541.52.58

34, Av. du Gén. Leclerc Paris 75014 métro: Mouton Duvernet

501 من الال اصل



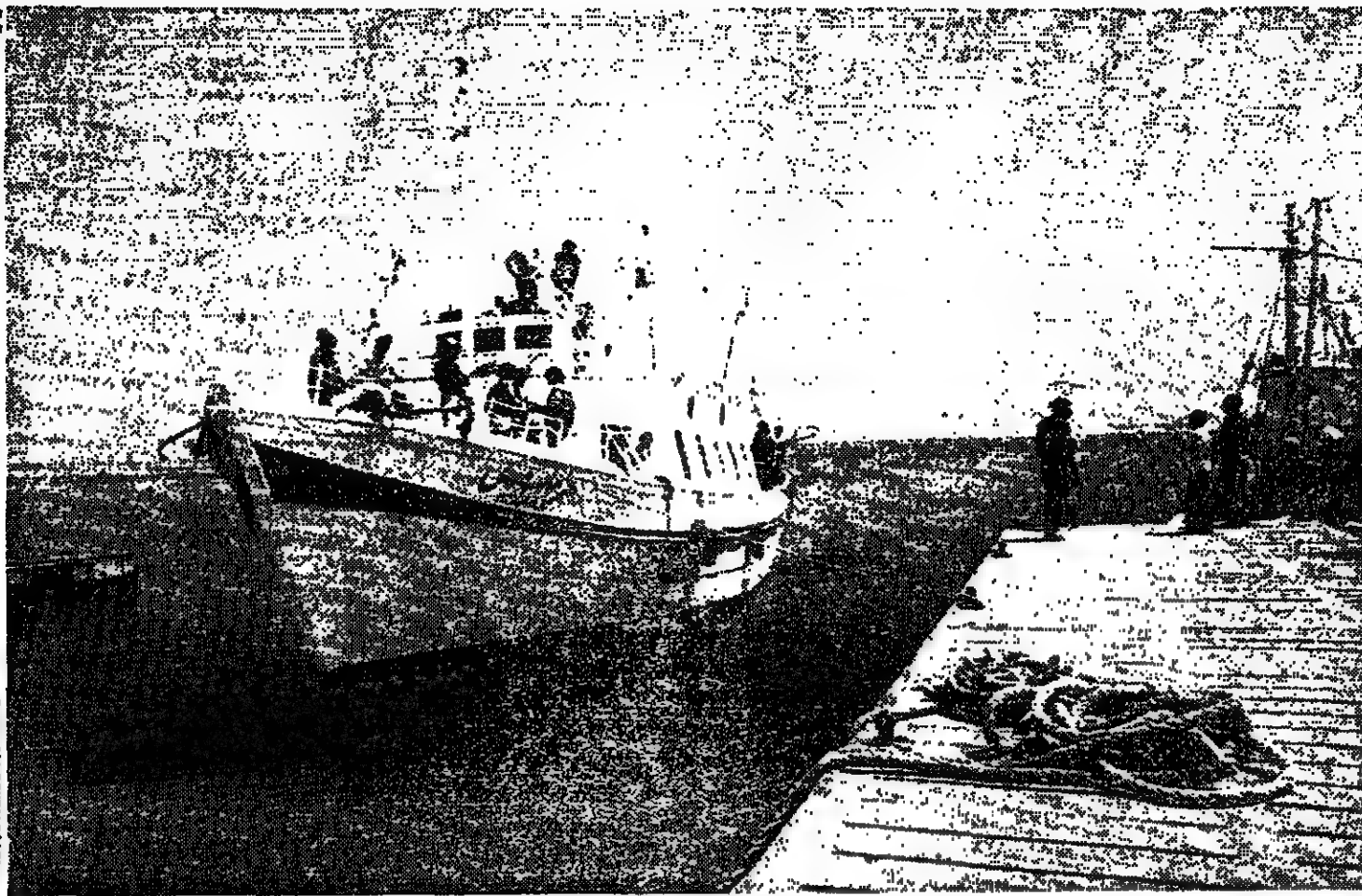
à terre

## Plongée, plongeurs

On peut même ne pas savoir nager.



Une fois dans l'eau, plus de problèmes



Les bateaux loués au port jettent l'ancre sur un récif de corail

« **L**a plongée est un sport de paresseux. Ça se pratique en douceur, sans effort. Tout ce qu'on vous demande, c'est de la décontraction et un minimum d'attention. Pour le reste, laissez-vous aller. Ça se passera bien. »

Assis au bord de la piscine du navire, une quinzaine de croisiéristes en maillot de bain écoutent les conseils de Claude Lucquin. Dès la première leçon, le moniteur annonce la couleur. Pour lui, il s'agit de démythifier la plongée, de faire comprendre aux gens que la découverte du monde sous-marin se rattache plus au do-

maine des loisirs qu'à celui du sport. L'instruction en piscine sera rapide. Le temps d'apprendre les gestes essentiels (souffler en se pinçant les ailes du nez pour déboucher les tympans, chasser l'eau du masque, etc.), et les plongeurs débutants se retrouvent avec une ceinture de plomb autour de la taille et une bouteille d'air sur le dos.

A terre on se sent gauche, malhabile, engoncé dans la combinaison qui vous colle à la peau. Mais, une fois dans l'eau, plus de problème. Le corps devient léger, souple. Et, par-dessus tout, cette impression

fantastique de flotter dans le vide : l'apesanteur dans toute sa splendeur.

Claude Lucquin et Sylvaine, sa femme, dirigent deux centres de plongée sur la Côte, à Saint-Raphaël et à Sainte-Maxime. Leur technique d'apprentissage est simple. Elle consiste, justement, à laisser de côté les contraintes techniques, et à mettre les débutants immédiatement dans le bain. « Ensuite, lorsqu'ils auront pris connaissance du milieu aquatique, ils réclameront eux-mêmes des conseils techniques plus poussés. Tout repose sur la confiance. La semaine dernière, nous avons fait plon-

ger, en piscine, une personne de soixante-cinq ans qui ne savait pas nager. Elle est repartie enchantée. »

Hurghada, première escale d'azur sur la côte égyptienne – et première « plongée » pour les élèves de Claude Lucquin. Premiers ennuis, aussi, puisqu'il faut attendre deux heures pour obtenir une autorisation qui avait pourtant été accrochée à l'avance. Périphérie caractéristique. La plongée depuis un paquebot présente quelques petits inconvénients. Avant de goûter la liberté des fonds sous-marins, il faut discuter... et souvent payer. Car les clubs locaux ne tiennent pas à abandonner leurs prérogatives. Finalement, les chaloupes louées au port jettent l'ancre sur un récif de corail.

Depuis la surface, on voit déjà les poissons multicolores ; mais en dessous, c'est encore plus beau. Les oreilles, sensibles au début, finissent par s'habituer à la pression. On longe un massif formé de pâtés de coraux de taille respectable.

Ces « patates » abritent une activité extraordinaire. Poissons et plongeurs s'y croisent. On se regarde, curieux les uns des autres.

Si la respiration par l'intermédiaire du détendeur ne présente aucune difficulté, elle amène cependant une remarque : Coustaud nous a raconté des histoires. Où est le monde du silence parmi ces bruits d'air aspiré, ce glouglou des bulles qui se bousculent vers la surface ? Quant au poisson-perroquet qui mange le corail, il fait peut-être moins de remous que la jeune fille au chocolat de la pub, mais on l'entend grignoter tout de même...

Dix mètres. Pour une première plongée, c'est raisonnable. A Eilat, nous descendrons plus bas, aux alentours de 25 mètres. Ce qui nous donnera l'occasion de rencontrer une raie, un poulpe, quelques gros napoléons et, bien sûr, des centaines de poissons-anges ou de poissons-papillons qui viennent vous manger le pain dans la main, comme les pigeons des

squares parisiens. Ici, la chasse est interdite.

Pour tous les plongeurs, c'est Sharm-el-Sheikh qui restera le meilleur souvenir. 30 mètres de nage dans un fond de 1 mètre d'eau, et, soudain, la surprise : un « tombant » de 30 mètres, à pic. Une falaise sous-marine. L'émerveillement est total, d'autant que l'endroit recèle de nombreux passages à travers les rochers pour des parties de cache-cache avec les bancs de poissons. Une symphonie en bleu et or, surtout dans les premiers mètres de plongée, lorsque le soleil joue avec les coraux.

C'est là que Robert, soixante-dix-huit ans, le doyen des débutants, recevra son baptême de plongée. En cachette de sa femme. A chacun ses secrets de la mer Rouge. C.-L. P.



LA  
**HOLLANDE**  
PAR LE TRAIN

FORFAITS  
VOYAGES  
ET SÉJOURS

RENSEIGNEMENTS "STANDS FLEURIS"  
GARES DE PARIS-LYON, PARIS-NORD  
ET PARIS-MONTPARNASSE  
DU 2 AU 9 MARS 1984

ÉTÉ 84  
**CHARTERS  
U.S.A.**  
NEW-YORK  
à partir de  
**2 800 F A/R**

**AIRCOM SETI**  
93, rue de Monceau, 75008 Paris  
Tél. : 622-86-46 LIC A962

**NOS TOURS DU MONDE 1984**  
Du 29 juin au 4 août  
et du 12 octobre au 17 novembre

Singapour - Grande Barrière  
de Corail - Alice Springs - Sydney  
Nouvelle-Zélande - Tahiti  
Rangiroa - Ile de Pâques  
Santiago - Rio

5 semaines de Paris à Paris :  
**38 700 F**

**LA CROIX DU SUD**  
55, rue d'Alger  
75002 Paris  
Tél. : 261-82-70 LIC A961

**"LE CLOS D'ARLY"**  
**LE STANDING A LA MONTAGNE**  
Tél. : (50) 21.46.25



Existe en studio  
et 3 pièces

Dans la station-village été/hiver de Praz-sur-Arly « le Clos d'Arly », des appartements de grand standing, exposés plein sud, face aux pistes, au pied des remontées.  
A votre porte, balade en traineau, ski de fond, ski alpin : 80 km de pistes, 1 000 m de dénivelé.  
Gestion et locations assurées. Renseignement au bureau de vente « Clos d'Arly ».  
4, voies des Varins, PRAZ-SUR-ARLY, 74120 MEGÈVE

Veuillez m'envoyer votre documentation sur le « Clos d'Arly ».

NOM \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_ Tél. bureau \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Vacances de neige dans le JURA  
**"HOTEL DES ROCHES"**  
SYAM (38300)  
A 8 km de Champagnole par RN 9 et D 127  
Calme, confort, ambiance familiale.  
Cuisine réputée. Prix modérés.  
Au pied des pistes de ski de fond :  
Les Planches-de-Montagne, Foncine,  
Moutier, Forêt de la Haute-Joux.  
Tél. : (04) 82-00-98



# Les faux mensonges du magicien

Une gymnastique des mains pour attirer le regard là où rien ne se passe.

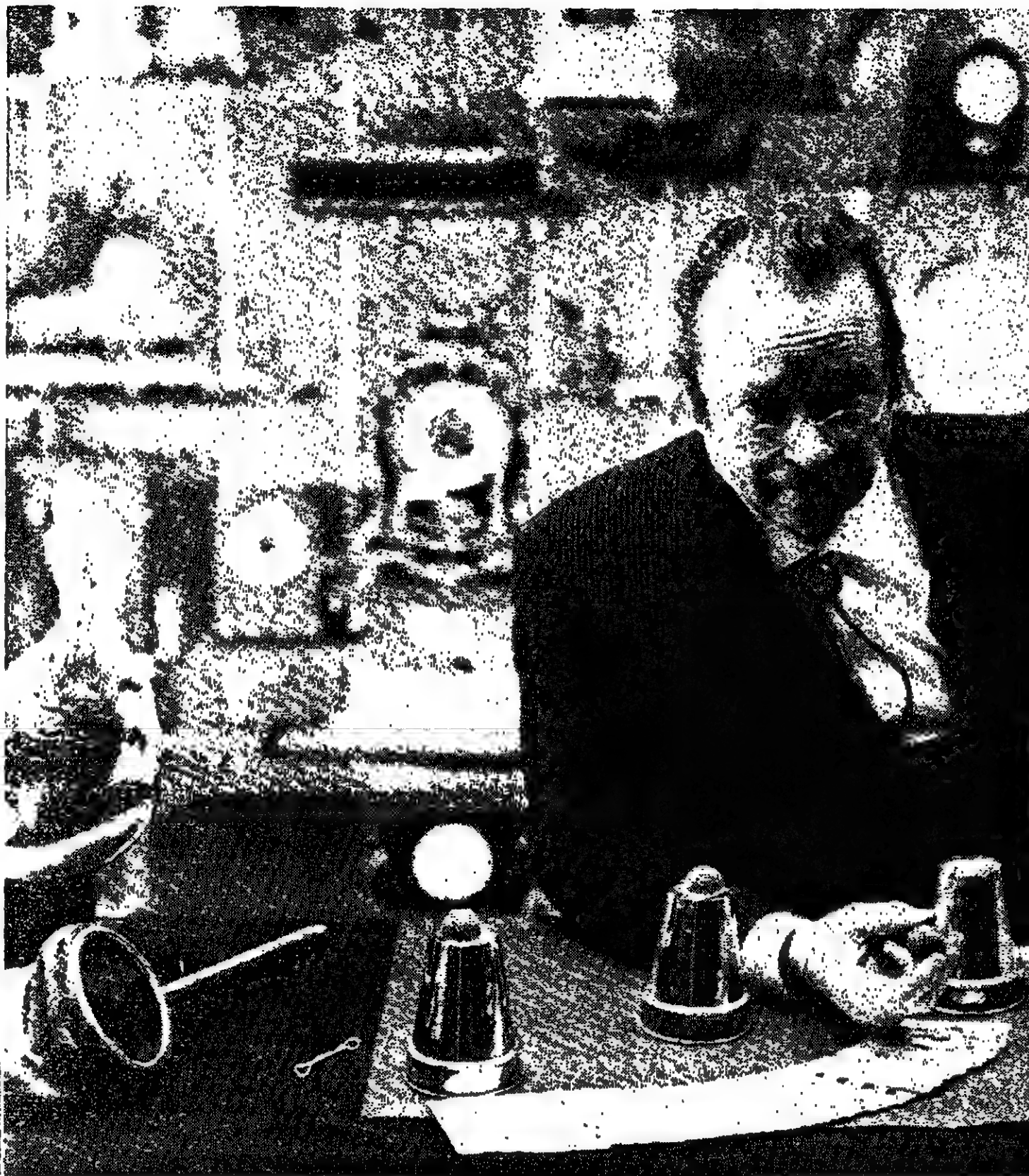
PAS de grimoire, pas une once de poudre de perlimpinpin ni la moindre boîte d'amulettes, mais un joli feu d'artifices. Lorsque l'envie lui prend, l'horloger-bijoutier-magicien de la rue de Ridder joue aux clients un ou deux tours à sa façon.

**GASTON MAUVE, ARTISAN.** L'inscription en lettres d'or barre l'étroite devanture, au cœur du quatorzième arrondissement, entre le café Sans-souci et la bibliothèque Plaisance. Tic-tac et bric-à-brac. Curieux paradoxe : la minuscule échoppe, tapissée de pendules et de coucou de tous âges, semble ignorer les blessures du temps qui passe. Enjoué, tout en rondeur, le maître de céans règne avec bonhomie sur ses bataillons d'horloges et leurs ritournelles aigrettes.

Dans ce petit monde où tout tinte, gronde et carillonne à l'envi, le présent n'a plus cours ; le parqué ciré, l'automate assoupi sur l'étagère d'angle, la pendule Empire qui trône à ses côtés, donnent à la boutique des allures d'ilot voué à la tradition. « Ici, admet volontiers Gaston Mauve, c'est encore un peu le climat village. »

Soixante ans, dont quarante de métier, et une seule concession à la modernité : chassé par la rénovation du quartier, l'horloger a dû se résoudre à traverser la ruelle pour s'installer dans cette ancienne blanchisserie, acquise pour une bouchée de pain. Aujourd'hui, les artisans de son espèce se font rares. Et s'il n'en reste qu'un... « Parfois, raconte-t-il en chausant ses besicles de bijoutier à chaînette et à monture dorée, en désespoir de cause, un confrère m'envoie un client, histoire de sauver de l'oubli une pendule Louis XV. » L'horloger dompte le temps : le prestidigitateur l'abolit. Passions contradictoires ? Pas si sûr : avant de donner le jour à la magie moderne, Robert-Houdin soignait lui aussi ressorts et rouages...

A neuf mois, Gaston contracte une vilaine pneumonie. Ses parents l'envoient en convalescence chez une bisaleule presque centenaire, au fin fond du bas Berry. Dès lors, son destin paraît scellé. « La Mare au diable, de George Sand !, s'exclame-t-il.



« Seul compte pour moi le plaisir de divertir, de donner du rêve. »

Un pays de sorciers, de rebouteux et de jeteurs de sorts ; une contrée perdue où les paysans clouent encore des cadavres de chouettes sur le portail des granges. L'infection pulmonaire n'y résista pas ; le virus de la magie, lui, s'installa pour de bon. Quelques années plus tard, un illusionniste en tournée dans les écoles fera le reste. Subjugué, le gamin passe le plus clair de son temps à imiter le magicien de passage. Dans un cahier, il serre religieusement les tours de passe-passe des illustrés.

Avec le même soin, il classera ensuite les clichés qui dorment dans un recoin de l'arrière-boutique et racontent sa vie d'homme. La guerre finie, Gaston « monte » à Paris. Il a vingt ans, de solides états de service — Rhin et Danube, l'Alsace, le front de l'Atlantique — et deux passions. Un vieil horloger l'initiera à son art. Les prestidigitateurs de la capitale lui enseigneront les rudiments du leur. Photos, dédicaces et programmes en témoignent.

## Ni sortilège ni maléfice

M. Mauve ne tarde pas à acquiescer une jolie renommée. Pourtant, il ne songera jamais à quitter l'établissement pour les feux de la rampe. « La scène ne m'attire pas, explique-t-il de sa voix fluette. Au-delà du premier rang, le trou noir, on se sent épié, privé de véritable contact avec le public. L'argent, la gloire, à quoi bon ? Seul compte pour moi le plaisir de divertir, de donner du rêve. » Sans sortilège ni maléfice ; de son enfance, le petit horloger a gardé l'amour des anneaux — un maître accueillait naguère chaque client d'un tonnerre : « bonjour ! » et le gamin du mystère. Mais certes pas celui de la sorcellerie. « Tous ont affaire de dextérité. Le magicien doit valoir à ne pas abuser du prestige qu'il doit à cette gymnastique des mains et du cerveau. Devant lui, l'homme redevient enfant, le verbe social ne tient pas. Tenez, moi, fils de paysan, j'ai donné plus d'un notable à particule ! » A eux le vrai sang bleu. A lui les faux-sembants.

Les mots viennent à manquer ? Qu'à cela ne tienne. Gaston n'en a guère besoin pour vous bercer d'illusions. Il s'empare d'une boule couleur grenat, la dépose dans le creux de sa main. Le sceptique peut bien se jurer de ne pas quitter l'objet des yeux. Peine perdue, le regard suit en vain, puis, conquis, vagabonde au gré des jeux de mains. Un instant disparue, la balle surgit des plis de la blouse blanche. « Pour créer l'effet, commente Gaston Mauve avec un sourire gourmand, il suffit d'attirer l'attention du spectateur là où rien ne se passe. »

La boutique ne désespère pas. Pendant que les deux fils « tiennent la caisse », le père s'offre un intermède sur le comptoir. Un sac de velours, pourpre, trois gobelets, trois balles rouges, cinq minutes d'un ballet insensé. Et l'on se retrouve soudain avec deux boules de mousse noires dans la paume droite. D'où viennent-elles ? Mystère. « Pourquoi rompre le charme ? On ne peut disperser les trucs à tous les vents, débiner le métier. N'oubliez pas que des artistes en vivent. »

Si vous franchissez le seuil de sa boutique, prenez garde : chez cet horloger, on ne voit pas le temps passer.

VINCENT HUGELUX.

## LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT

Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte

RESTAURANT LE MEURICE  
230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 260.38.60



**SKIEZ AUVERGNE**

CHANGEZ DE PISTES SANS ALLER LOIN  
NEIGE, DETENTE, NATURE

Je souhaite recevoir la documentation suivante :

<input type="checkbox"/> Forfait ski	<input type="checkbox"/> Villages de vacances
<input type="checkbox"/> Hôtels	<input type="checkbox"/> Foyers de ski de fond
<input type="checkbox"/> Gîtes ruraux	

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

Coupon réponse à adresser à :  
**COMITÉ RÉGIONAL DE TOURISME "AUVERGNE"**  
BP 395 - 63011 CLERMONT-FERRAND CEDEX

**La Norvège. Oui, mais comment?**

**Par avion**  
SAS Scandinavian Airlines. Paris-Oslo en 3 h 05  
Tarif vacances F 1.845 a.r. à partir du 1<sup>er</sup> avril.

**Par ferry boat**  
Fred Olsen Lines. 5 liaisons du Nord Danemark vers le sud et l'ouest norvégien - Exemples :  
Hirtshals-Kristiansand en 4 h 30 à partir de F 120.  
Hirtshals-Bergen en 19 h à partir de F 230.  
Jahre Line. Toujours une classe au dessus/gagnez 800 km Kiel-Oslo en 16 h à partir de F 375, cabine incluse.  
Larvik Line. Du Danemark en Norvège à bord d'un nouveau super car ferry.  
Frederikshavn-Larvik en 6 h à partir de F 136.  
Stena Line. 4 liaisons vers la Norvège en confortables jumbo ferries - Exemple :  
Frederikshavn-Oslo en 10 h à partir de F 144.

**En voyage organisé**  
Bennett, "le catalogue-vacances des pays nordiques". Voyages accompagnés ou individuels en avion, autocar et automobile - séjours, croisières et car-ferries.  
Scanditours, spécialiste des vacances en Norvège. Chaque semaine, départs pour les fjords et la Cap Nord. Nombreuses formules pour individuels.

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, envoyez 5 F en timbres à :  
Office National de Tourisme de Norvège - Service LM  
88, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine  
Téléphone (1) 745.14.90

**EN EXCLUSIVITÉ AVEC TOURISME S.N.C.F.**

**INITIATION A LA CROISIÈRE LES ÎLES DE MÉDITERRANÉE AU PRINTEMPS**

du mercredi 4 avril au 8 avril 1984

- PARIS-TOULON et retour par T.G.V. en 2<sup>e</sup> classe.
- Embarkement à bord du CITY OF MYCONOS.
- TOULON-AJACCIO (bâta des CALANQUES DE PIANA).
- MAJON (MINORQUE), visite de l'île.
- BIZA (Môle de la ville et des environs).
- TOULON.
- Débarquement.

**PRIX : DE 2 780 F à 6 180 F PAR PERSONNE**  
selon la catégorie de cabine choisie

Comprenant :

- le train PARIS-TOULON et retour.
- la croisière en pension complète, vin aux repas.
- l'assurance annulation - rapatriement.

En supplément, les assurances facultatives : 236 F

**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :**  
TOURISME S.N.C.F. LAV 17A  
- dans les gares S.N.C.F. de PARIS.  
- et par correspondance : TOURISME S.N.C.F. CIDEX 127, 75046 PARIS.  
- ou par téléphone : (1) 321-49-44

**STAGES D'EQUITATION**

tenus l'année dans le fort des LANDES (80 km. au sud de Bordeaux)

Rapidez par courrier D.E. Pronomades dans les Landes : 820 F par semaine. Prix spéciaux Comités d'Entreprises

**CENTRE ÉQUESTRE de la PETITE-LEUNE**  
à BELLAÏE 40470 PÉROS  
Tél. (58) 07-77-19 ou 07-78-31

Cinq

« Tous les jours, les exemplaires de NEW YORK, MONTREAL, LOS ANGELES, MEXICO, RIO... »

« Tous les jours, les exemplaires de NEW YORK, MONTREAL, LOS ANGELES, MEXICO, RIO... »

« Tous les jours, les exemplaires de NEW YORK, MONTREAL, LOS ANGELES, MEXICO, RIO... »

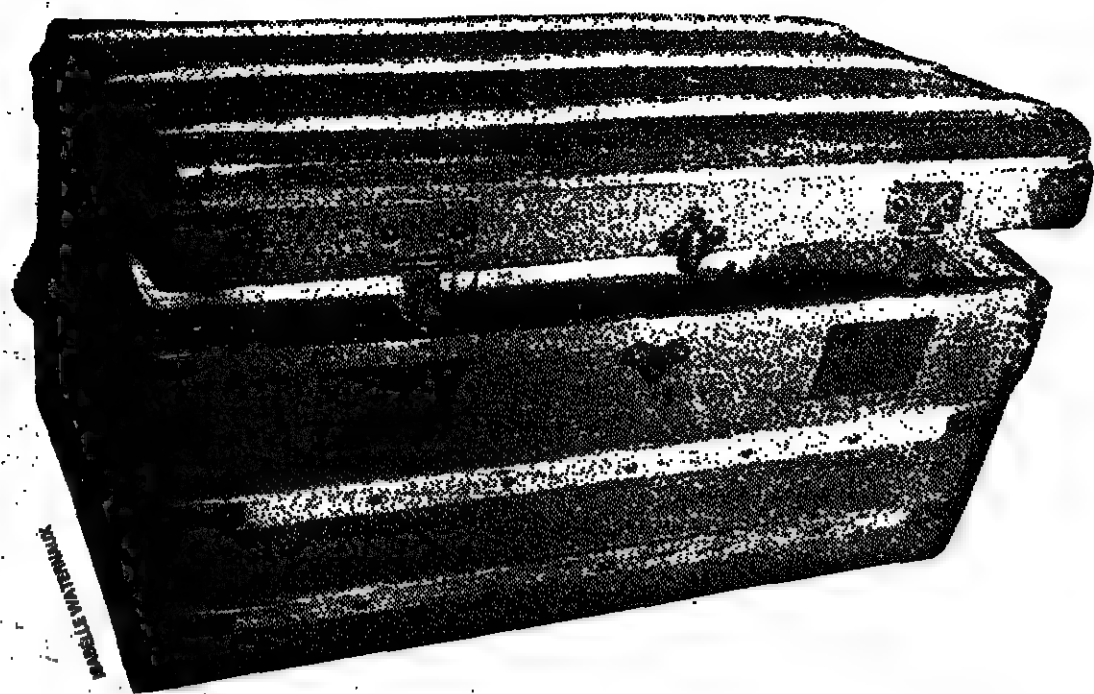
« Tous les jours, les exemplaires de NEW YORK, MONTREAL, LOS ANGELES, MEXICO, RIO... »

« Tous les jours, les exemplaires de NEW YORK, MONTREAL, LOS ANGELES, MEXICO, RIO... »



# Cinq mille francs pour savoir

Le secret de la malle des Indes au prix fort.



**R**ien dans les mains, rien dans les poches. Les magiciens entrent en scène. Grâce au muséum et surtout à la télévision, ils connaissent aujourd'hui des audiences que les plus doués de leurs ancêtres ne réunissaient qu'autour du bûcher. Encore s'agissait-il de leurs adieux au spectacle... Désormais, les prestidigitateurs ne brûlent plus que les planches. Mais, signe des temps, ils conservent leur pouvoir d'illusion bien au-delà des scènes, jusque dans les rayons des magasins de jouets.

C'est Robert Houdin qui ouvrit le voie à la magie moderne, celle-là même qui connaît ses derniers avatars avec les fameux coffrets de magie pour tous. Le gentleman prestidigitateur abandonne la magie blanche, cette sorte de confusion bouffonne prodigieuse en chapeaux pointus, robes étoilées et baguettes magiques, pour créer une discipline nouvelle. Succédant à des personnalités de la dimension historique de « Zoroastre le réformateur du magisme », « Perceval le néromancien » et autres « Zamuloris le magicien scythe », aux « joueurs de gobelets » et aux « faiseurs de tours » du Moyen Âge, Robert Houdin crée nombre de tours dans les soirées qu'il anime à partir de 1843.

Attiré, vers la fin de sa carrière, par le didactisme et la réflexion quasi philosophique, il a légué aux générations futures son *Comment on devient sorcier* (1). Malgré son influence déterminante sur la magie moderne, sa renommée ne dépasse pas un petit cercle d'initiés. C'est donc plutôt vers les prestidigitateurs connus du grand public que les maisons de jouets se sont tournées pour cautionner leur production, avec des fortunes diverses : si *Magie Parade* de Nathan a passé allègrement le cap des sept mille exemplaires sous l'égide de Gérard Majar, le *Coffret de Gérard* édité par la Manufacture lyonnaise de boutons et perles est loin d'avoir atteint un tel score. Quant à la *Magie 2000* de Kassagi, elle est définitivement passée à la trappe, victime de l'oubli dans lequel sombrerait son parrain.

Bien choisir le prestidigitateur qui « vendra » le coffret se révèle donc essentiel. Nathan, grâce à Gérard Majar, dispose sans doute du meilleur prescripteur en la matière. Mais le succès de *Magie Parade* repose également sur un excellent rapport qualité-prix. Pour moins de 150 francs, la boîte offre les accessoires classiques : cordes, cartes, boîtes, anneaux, et bien sûr la baguette magique de rigueur. Astuces de présentation, une table de manipulation en carton et feutrine permet en outre aux magiciens amateurs de se produire dans des conditions spectaculaires en toutes circonstances. Dans le même ordre de prix, Ravensburger propose *Le petit magicien*, sous le personnage de Martin Michalek. Une soixantaine de tours y sont expliqués. Il s'agit, là encore, de proposer pour un prix raisonnable un coffret d'initiation destiné à des débutants.

D'autres fabricants ont préféré laisser leurs boîtes dans l'anonymat. Schmidt présente ainsi deux coffrets *Mister Magic* proposant respectivement cinquante et cent tours. Plus original, Fisher Price a conçu pour les petits une très séduisante *Magie à rassembler* : présentée sous la forme d'une mallette noire, qui sert aussi à la réalisation de la plupart des tours, elle renferme quinze tours de niveaux de difficulté progressifs très bien adaptés à l'âge des utilisateurs.

Chez Mako, enfin, ce sont également les plus petits (sept ans et plus) qui pourront s'initier grâce à six pochettes différentes réunies sous le titre *Magie Mickey*. Vendues séparément, chacune d'entre elles contient neuf tours présentés, comme le titre le suggère, par un Mickey en tenue d'apprenti sorcier, tout droit sorti de Fantasia. On y retrouve tous les classiques des boîtes destinées aux débutants, à ceci près que la plupart des objets sont décorés de personnages de Walt Disney.

Ces coffrets, s'ils permettent une initiation amusante au monde de la prestidigitazione, présentent toutefois deux inconvénients majeurs : la manque de souplesse de la formule,

qui contraint à acquérir un ensemble de tours sans aucune possibilité de choix ; et les limites de ces coffrets, rapidement maîtrisés, dont le prestidigitateur amateur — comme son public d'ailleurs — ne tarde pas à se lasser.

La solution à ces problèmes existe dans une petite boutique du cinquième arrondissement de Paris. Ses propriétaires, la famille Harter, se consacrant depuis plusieurs générations à l'art de la magie (2). Fondée en 1888, la maison importe

et fait fabriquer en France par des artisans des centaines de tours qu'elle vend aux amateurs comme aux professionnels. De 16 francs à 8 000 francs, il y en a pour toutes les bourses et pour toutes les habiletés. Car la prestidigitazione — les coffrets ont une fâcheuse tendance à l'oublier — est avant tout l'art de la manipulation et non celui du trucage. Les jeux de corde (de 20 à 60 francs), la boule qui vole (120 francs), les anneaux chinois



Max Borys, magicien (1948).

(200 francs) sont autant de tours qui, bien exécutés, enthousiasment les publics les plus blasés. Mais libre à vous si vos moyens vous le permettent de découvrir enfin le secret de la malle des Indes. Il vous en coûtera alors 5 000 francs.

Mayette Magie Moderne se distingue également comme un des rares endroits où le néophyte trouvera, outre un choix inégalé, des conseils compétents qui sauront le faire progresser à son rythme. Quant aux cadeaux, ceux qui dési-

rant un ensemble bien présenté peuvent choisir quelques tours qu'ils disposent dans un chapeau à double fond faisant avantageusement office de coffret. Et le tour est joué...

SOPHIE COIGNARD  
et BERNARD SPITZ.

(1) Editions Slatkine France.  
(2) Mayette Magie Moderne, 8, rue des Carmes, 75005 Paris, tél. : 354-13-63.

**PARIS**  
**RIO 5450 A/R**  
LA COMPAGNIE DES VOYAGES  
28, RUE PIERRE LESCOT  
75001 PARIS - TEL : 508.44.88

**SAHARA**  
Venez vivre l'expérience unique du plus beau désert du monde, avec les Touaregs, le plus souvent à pied, de dunes en canyons, d'émotions en émotions... de grands moments.  
LES AMIS DU SAHARA - 329.06.80  
49, rue Montagne-Sainte-Geneviève  
75005 Paris

**AIRMALTA**  
19°C au cœur de l'hiver...  
A votre porte, à votre portée.  
L'archipel de Malte  
Le soleil... et le cœur sur la main.  
Durant l'hiver, l'archipel de Malte est l'un des endroits les plus chauds d'Europe. Prenez le ferry vers Gozo, l'île-sœur de Malte, ou relaxez-vous au soleil...  
Pour plus d'informations contactez votre agent de voyages ou AIRMALTA, Champs Elysées 92 2002 Paris tel. (1) 5437793 ou fax des Champs Elysées 1 2902 Lyon tel. (1) 837205.  
\*température moyenne.

**Mer et soleil en mobilhome de luxe**  
à partir de 850 F la semaine pour 6 personnes.  
Passer ses vacances au bord de la mer en toute liberté fait rêver. Si en plus on vous offre le meilleur rapport confort-prix possible, cela devient fantastique. C'est ce que nous vous proposons : des mobilhomes luxueux, confortables et super-équipés, pouvant accueillir jusqu'à six personnes, avec cuisine parfaitement aménagée, salon, deux chambres individuelles, salle de douche, WC (eau, gaz, électricité fournis).  
Nous avons choisi les plus beaux sites près d'Aigues-Mortes, de Bandol, sur la Costa Brava et sur le Lac de Menet en Auvergne où vous serez accueilli par notre délégué qui prendra soin de vous pendant votre séjour.  
Si vous êtes amoureux du confort en plein air, demandez vite la brochure gratuite FreshFields.  
France ☐ Espagne ☐  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Fresh-Fields Vacances M2-SEDIP : 51, avenue Georges-Clemenceau, 34000 Montpellier, ou téléphonez au : (67) 80-90-05.

**AMERIQUE** LE GUIDE DU VOYAGE EN AMERIQUE  
est paru (et il est gratuit) et comprend :  
• Tous les VOLS A TARIF RÉDUITS (exemples au 1.12.83)  
NEW YORK, à partir de 2290 F A/R.  
MONTREAL, 2090 F A/R.  
LOS ANGELES, à partir de 3890 F A/R.  
MEXICO, 3990 F A/R.  
RIO, 5450 F A/R.  
• Les TARIFS DE LOCATION DE VOITURE et CAMPING CARS  
• Les TARIFS D'HÔTELS  
• Des CIRCUITS A LA CARTE  
• Des TOURS INSOLITES  
• Les TRANSPORTS INTÉRIEURS  
• Des CIRCUITS EN GROUPE  
• Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES  
Si vous ne pouvez passer chercher notre guide pratique nous vous l'envoyons contre 6,50 F en timbres exclusivement.  
PACIFIC HOLIDAYS tél : 541.52.58  
34, Av. du Gén. Leclerc Paris 75014 métro : Mouton Duvernet

**Accueillante, fascinante, passionnante, l'île de Chypre.**  
CYPRUS Airways  
OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE  
15, rue de la Paix, 75002 Paris, (1) 261.42.49 Si vous appelez de la Région Parisienne.  
16.05.31.56.70 APPEL GRATUIT Si vous appelez de la Province.







# Les nouvelles pensées de Pascale

L'économie racontée aux Français.

ELLE court, Pascale Breugnot. Après « Psy-show » ou la psychanalyse mise à la portée du couple, voici l'économie racontée aux Français. Cette drôle de bonne femme, bousculante, bagarreuse, à la tête d'une unité de programme à Antenne 2, toujours à la recherche de nouvelles méthodes, passionnée par le « public », elle a décidé cette fois d'expliquer la crise. Un cours magistral d'une heure et demie, qui se dévore des yeux et des oreilles, un B-A BA alerte, sous forme de fable, racontée par Yves Montand, à cheval entre le reportage, la fiction et même la science-fiction. Un vrai travail de vulgarisation, le premier du genre à la télévision.

La crise... Tout le monde en parle, au boulot, au café, dans les taxis, dans le métro, dans la presse et à la télévision. Impossible d'y échapper. Chômage, inflation, faillite, licenciements, reconversion, des mots-écrans qui cachent la compréhension des phénomènes économiques mondiaux, qui évacuent l'histoire et les relations d'interdépendance entre les pays, qui font dire des « y'a qu'à » dérisoires autant qu'affirmatifs. Mais quand a commencé la crise ? Et pourquoi ? Pour combien de temps et quels remèdes possibles ?

## « Cette angloise diffuse »

« Il s'imposait de faire quelque chose, dit Pascale Breugnot. On ne peut vivre avec ce mot-là, cette angloise diffuse. On parle de pertes d'emplois, de fin de la sidérurgie, du chômage, mais tout ça n'est jamais rassemblé dans une histoire qui serait l'épopée de cette crise. On n'a jamais tissé les fils, jeté des passerelles entre des choses qui n'ont rien à voir entre elles. Très peu de gens ont les informations nécessaires. On a voulu rassembler ces informations, qui ont trait à l'économie, à la sociologie, les réflexions sur l'histoire, tout ce qui permet d'expliquer comment on en est arrivé là. »

Un travail qui remonte à mars dernier. Pascale Breugnot, qui a lu « tous les livres qui portent des nouvelles façons de regarder certains phénomènes économi-

ques », décide d'écrire un scénario avec Jean-Claude Guillebaud (ancien grand reporter au Monde, directeur littéraire aux éditions du Seuil) et Michel Albert (ancien commissaire au Plan, rapporteur au Parlement européen, auteur du fameux *Pari français* et du *Pari pour l'Europe*). « Vive la crise » est en réalité l'adaptation en images — et imaginative — des analyses et informations proposées par Michel Albert dans ses deux livres. Pascale Breugnot a choisi Michel Albert pour son « esprit brillant et non conformiste » — il est considéré comme un des meilleurs experts économiques — pour son « ampleur de vue », son expérience de l'Europe, son souci, très rare chez les spécialistes de s'adresser au grand public (et non aux seuls économistes). Sa seule erreur est de n'avoir pas précisé l'éclairage (politique) de sa pensée. Omission grave dans la mesure où celle-ci est présentée comme parole d'évangile, dépassant les options politiques (ce qui peut être fortement contesté). Pascale Breugnot, Jean-Claude Guillebaud, Bernard Bouthier, ont été dominés par deux questions essentielles : comment être concret, comment rendre tout cela séduisant ?

« La plus grosse difficulté a été d'abord de savoir comment on allait raconter tout cela, explique Pascale Breugnot. Comment matérialiser un certain nombre d'informations ou de suppositions. Ça a l'air stupide, mais comment expliquer par exemple que les Français se sont enrichis de 400 % en trente ans ? Comment faire pour que cette idée-là devienne visible ? Pour intéresser le spectateur, il faut lui montrer comment il a vécu l'économie dans sa vie quotidienne pendant ces trente dernières années. C'est l'histoire du saeu à charbon de la cuisine. Il est évident que, quand on regarde une cuisine, on voit l'enrichissement des Français dans tous les objets. »

Ensuite, il a fallu convaincre des économistes, des financiers, des chefs d'entreprise, de participer à l'émission. « Dans un premier temps, ils ne nous prenaient pas au sérieux ; c'est de la télévision, de la vulgarisation, on s'amuse... ce n'est jamais eux qui nous encourage-

gent. Puis ils nous voient têtus, agressifs ; est-ce qu'on aurait l'intention de faire quelque chose de sérieux ? Ils s'intéressent, mais ils restent méfiants. Les directeurs de banque, les financiers, sont des gens qui n'ont pas de temps, il a fallu interviewer Michel Albert dans le train. » Autre difficulté : faire parler des spécialistes. « Quand on leur pose une question, ils répondent par un cours, ils utilisent des chiffres, des courbes, ne savent pas distinguer l'essentiel de l'accessoire en tenant compte des connaissances du public. Leur ton est professoral. »

L'équipe a fait avec eux un vrai travail pédagogique. « On les enregistrerait, on leur montrait, on disait, voilà, telle information ne doit pas dépasser tant de minutes. On leur a appris à regarder la caméra, à avoir un élan, à habiter leur discours. »

## Un travail de fou

Trois mois pour écrire le scénario (de juin à septembre), trois mois de tournage (d'octobre à fin décembre), trois équipes, trois réalisateurs (Gérard Pottier, Dominique Colonna, Roland Portiche), trois journalistes (Luc Bernard, Thierry Wolton, Laurent Joffrin), qui ont tourné en même temps les différents éléments : dix-sept thèmes en tout, autant de courts métrages, de petits films, qu'il a fallu ensuite raccorder, revoir, couper, entrelarder du texte d'Yves Montand. Un travail de fou, jour et nuit, un formidable travail d'équipe. Avec Pascale Breugnot, cheffe infatigable, pour rassembler toutes les énergies, les faire converger (manu militari). Un gros travail d'investissement personnel pour chacun, ce qui ne veut pas dire œuvre personnelle. « L'unité, c'était l'émission à l'arrivée avec ce qu'elle a à dire », une nouvelle approche d'un produit qui est à la fois collectif, original, insolent, optimiste (un peu trop), bourré d'humour, pédagogique et insolent.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ « Vive la crise », A2, mercredi 22 février à 21 h 40.

## Vu pour Vous

### L'épreuve Tchekhov

● Lire c'est vivre : « Ma vie », d'Antoine Tchekhov. A 2, mardi 21 février, 22 h 25 (55 minutes).

Ce numéro de Lire c'est vivre, consacré à un récit provincial de Tchekhov, *Ma vie*, fait la toilette de nos illusions les plus chères. Celles justement qui nous tendent nos existences terrestres. Il y a dans l'art de Tchekhov, et sans le moins du monde occulter ou altérer le vrai, quelques apitroisements à déconforter ce qui nous oppresse, ce qui est répugnant. Cette capacité est bien la poésie — c'est-à-dire la faculté de nous donner à voir, d'éprouver les choses dans leur totalité jusqu'au point où les êtres les plus divers retrouvent leur existence commune. Donc, les héros de Tchekhov, et celui du récit *Ma vie*, Polotnev, un jeune homme de la petite noblesse de province, c'est nous, à la puissance zéro, arrivés au bout de la vie, vidés de toutes nos vaines illusions, face à la mort. C'est aussi les quatre invités de Pierre Dumayet : Henry d'Artois, un musicien, Odile Mercier, une biologiste, Marina Vlady et le peintre Cucco.

Deux constats. La première, assez étrange : le tact de l'auteur de la *Corisette* s'est mis à lire la vie de nos invités. Et ces derniers ont été un peu obligés de passer aux aveux. Cucco, ancien peintre en bâtiment, fait son autocritique d'intellectuel : « Ce travailleur de tête, avec tout de même le ciel sur des coussins. » Une jeune fille, visage grave, jette quelques phrases, se tait.

prise en flagrant délit de rêve, se souvient d'un pan de vie passée. Un échec, peut-être. Deuxième constatation : malgré le durcissement du texte, ce quatorze consciencieux sont bien vivants de cette vive épreuve textuelle. Aucun d'eux n'a, semble-t-il, tenté de mettre fin à ses jours. Pourtant, les conclusions de Tchekhov sont claires : la vie est un cul-de-sac, qui mène inévitablement au trou. La dernière loi terrestre, c'est la solitude : « Résigne-toi, mon cœur, dans ton sommeil de brute », est l'une des dernières paroles de Tchekhov. Malgré de si funestes perspectives, nos quatre invités ont sauvé leur peau, peut-être grâce à la beauté allusive de l'œuvre. La légèreté des saisons, la douceur d'un simple jour d'avril, le musique du temps qui passe, délicatement reconstituée par Roland Costa, touche par touche pastel.

MARC GIANNESINI.

### Portrait en pied

● « Frédéric Pottecher », TF 1, vendredi 24 février, 21 h 50.

Frédéric Pottecher fut et reste, un peu, à la justice ce que Roger Couderc fut et reste au rugby. Pendant trente ans, il a suivi la cour avec une passion généreuse et charnelle. A la radio d'abord, à la télévision ensuite. Il a rendu compte de tous les grands procès depuis la Libération en apportant à ses relations une chaleur et une vie auxquelles ses dons de comédien et de conteur

conféraient ce surplus qui le rendait unique. Daniel Costelle a estimé que cela valait bien un portrait en pied de celui qu'il appelle « un très grand diplomate peuplant la télévision du juraïque supérieur ».

Portrait traité à la façon d'un triptyque. Frédéric raconte et se raconte. De bout en bout on le suit, depuis ce village de Bus-sang, sa terre natale voiegienne où son oncle, Maurice Pottecher, avait fondé « Le théâtre du peuple ». Jusqu'à tous les prétoires où il suivit les grandes affaires et qui revivent avec les interrogations ou les passions qu'elles suscitaient en leur temps : procès Pétain, Dornier, Marie Besner, Marguerite Marty, Jacques Ruby, Eichmann, etc. Pottecher en a été et en redevient le témoin. Il en a été et il en redevient aussi l'acteur.

A soixante-dix-neuf ans, il garde intacte cette chaleur qui fut la sienne. Il n'a toujours pas son pareil pour passer du plaisant au sévère, de l'anecdote au philosophique. Daniel Costelle en reste subjugué, qui salue « un formidable professionnel et même un génie ». Frédéric a dû en rougir. Lui sait bien, malgré tout, que tout ce qui peut être dit, même par lui, de ces grands procès qui furent sa vie ne saurait les reconstituer dans leur complexité et leur intégralité. Il reste qu'une pareille présence, une pareille aisance, alliées à tant de bonhomie, séduisent. Et que pour Frédéric Pottecher, évadé de la radio-télévision après 1978, devenir aujourd'hui sujet d'émission est assurément une légitime réparation.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier

### Dimanche 19 février

● La Poudre d'escampette  
De Philippe de Broca (1971). Avec M. Jobert, M. Picon, M. York. TF 1, 20 h 35 (120 mn).

### Le Lézard de fond

De Vincente Minnelli (1946). Avec K. Hepburn, R. Taylor, R. Mitchum. FR 3, 22 h 30 (110 mn).

### Lundi 20 février

● Ça commence à Vera Cruz  
De Don Siegel (1948). Avec R. Mitchum, J. Greer. TF 1, 20 h 35 (80 mn).

### Mardi 21 février

● L'Enfant sauvage  
De François Truffaut (1969). Avec J.-P. Cargol, F. Truffaut. FR 3, 20 h 35 (85 mn).

### Mardi 21 février

#### Le nom du pape roi

De Luigi Magni (1977). Avec N. Manfredi, D. Mattei. A2, 20 h 40 (100 mn).

### Mardi 21 février

● A tout cuir à Tokyo pour OSS 117  
De Michel Boisrond (1966). Avec F. Stafford, M. Vlady. FR 3, 20 h 35 (100 mn).

### Vendredi 24 février

#### Le Gildard

De Michael Waskynski (1938). Avec A. Morawski, R. Semberg. A2, 22 h 50 (95 mn).

## Samedi 18 février

### Télévision Française

1

10.00 TF 1 Vision plus.  
10.30 La maison de TF 1.  
12.00 Bonjour, bon appétit : Moules farcies, moules frites. Magazine de Michel Oliver.  
12.30 La séquence du spectateur.  
13.00 Journal.  
13.35 Amuse-gueule.  
14.05 Série : Pour l'amour du risque.  
14.55 Variétés : Diana Dufrénes.  
Le Québec dans tous ses états.  
15.35 C'est super.  
15.55 Dessin animé : Capitaine Flam.  
16.20 Casques et bottes de cuir.  
Magazine du cheval et du sport hippique.  
16.50 Série : Molière pour rire ou pour pleurer.  
Six récits dramatiques consacrés à l'auteur de « Tartuffe ». Premier épisode : « L'illustre théâtre ». Les disputes de Jean-Baptiste Poquelin alias Molière avec son père.  
17.45 Trente millions d'amis.  
18.15 Micro-puce.  
Le magazine de l'informatique.  
18.30 Auto-moto.  
19.05 D'accord pas d'accord. (INC.)  
19.15 Émissions régionales.  
19.40 Jeux olympiques d'hiver (résumé).  
20.00 Journal.

### Les grands succès de la scène : l'Avantage d'être constant.

D'Oscar Wilde, mise en scène P. Boulton, réal. J. Hennin. Avec F. Christophe, J. Barney, P. Raynal...  
A la fin du siècle dernier dans un appartement londonien, Algernon Moncrieff attend la visite de Lady Bracknell sa tante et de Gwendoline sa cousine. Quand arrive Constant, débouché, séducteur de jeunes filles. Jeux de 50 mots, ambiance « kitsch »...  
Droit de réponse ou l'esprit de contradiction.  
Émission de Michel Polac : la décennie.  
Autour de l'idée de décadence des civilisations, Michel Polac a réuni Laurent Dispat, nos collaborateurs Jacques Cellard et Raphaël Sorin, Philippe Sollers, le Révérend Père Bruckberger, Guy Schoeller. Il sera aussi question de la parution de l'insoutenable légèreté de l'être, de Milan Kundera, et de la sortie d'ouvrages posthumes du grand écrivain polonais Witold Gombrowicz.  
0.15 Journal.

### Antenne 2

2

8.55 Jeux olympiques d'hiver.  
Hockey sur glace ; patinage de vitesse.  
12.00 A nous deux.  
12.45 Journal.  
13.30 Série : La vie secrète d'Edgar Briggs.  
14.00 Les jeux du stade.  
Jeux olympiques : saut à ski ; bobsleigh à quatre ; à 15 h 10, Cyclisme ; à 15 h 25, rugby : Galles-France ; Angleterre-Irlande.  
17.40 Récré A2.  
Les petites canailles : Téléchat (délicieux).  
18.00 Les carnets de l'aventure.  
« Bye Ubaye », de M. Tivron (descente d'un torrent à la nage) ; « L'abbé volant », de P. Lalle.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.10 D'accord pas d'accord (INC).  
19.15 Émissions régionales.  
19.40 La théâtre de boulevard.  
20.00 Journal.  
20.35 Variétés : Champs-Élysées.  
Émission de M. Drucker.  
Avec Linda de Suza, Catherine Lara, Plastic Bertrand...  
22.00 Jeux olympiques d'hiver.  
Patinage artistique : libre dames.  
22.50 Les enfants du rock : Rockline.  
T. Twins, Simple Minds, Stray Cats...  
23.00 Journal.

### France Régions 3

3

12.10 Message PTT.  
Sketch-service, philatélie, histoire de l'aviation postale.  
12.30 Les pieds sur terre.  
Émission de la Mutualité agricole.  
La Cézarenque, le respect de la différence.  
13.30 Horizon, magazine des armées.  
La commissariat de l'armée de terre : l'arme du matériel ; les écoles de la direction générale pour l'armement.  
14.00 Entrée libre...  
Avec François de Closets ; images d'histoire ; portraits de Lucien Guerra ; séries, histoire du premier ordinateur ; des techniques radiologiques : le scanner.  
16.15 Liberté 3.  
Émission proposée par J.-C. Courty.  
Avec les associations Rassemblement des opposants à la chasse, Greenpeace, Espace pour demain, Fédération des jeunes pour la nature.  
17.30 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.  
20.05 Les jeux.  
20.33 La minute nécessaire de M. Cyclopede.  
Tout le temps en attendant la mort.  
20.35 Feuilleton : Dynastie.  
Walter accuse Blake de fraude. Michael lâche un doberman sur Walter, et Blake évite de justesse le « passage à tabac ». Dallas, en mieux ou en pire, c'est selon.  
21.20 Jeu : Plus menteur que moi tu gagnes...  
Émission de P. Sabbagh.  
Quatre personnalités : Robert Manuel, Anne-Marie Carrière, Marcel Juhan et Jean Le Poulain sont en compétition par équipes de deux. Les questions sont mijotées par Pierre Sabbagh et posées par l'humoriste Jean Amadou. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité. Malin, quoi !  
22.05 Journal.  
22.25 La vie de château.  
Jean-Claude Brialy reçoit dans son château quelques-uns de ses amis, stars du cinéma, de la télévision, du théâtre ou de la chanson. Cassettes intimistes, confidences rares...  
22.50 Musiclub.  
Évocation de la vie de Serge Rachmaninov, célèbre compositeur russe (1873-1943), illustrée par des photos et des enregistrements sonores.

### Périphérie

● R.T.L., 20 h, A vous de choisir : Pierre et Nelly, film de M. Ritt, ou Lâche-moi les baskets, film de J. Reuben ; 21 h 40, Flash Back ; 22 h 10, Ciné-Club : It's a gift, film de N.-Z. MacLeod.  
● T.M.C., 19 h 35, Série : Les mystères de l'Ouest ; 20 h 40, l'Ennemi silencieux, film de W. Alwyn.  
● R.T.B., 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Pancho Villa, film de B. Kulik ; 22 h 30, Cinéclub.  
● T.S.R., 20 h 5, Feuilleton : Kojak ; 21 h, Variétés : Studio 4 ; 22 h 15, Sport ; 23 h 15, Buffalo Bill et les Indiens, film de R. Altman (avec P. Newman, B. Lancaster).

AGES

ENCES

JRISME

AN-LES-BAINS  
ouvrez le chemin  
votre équilibre.  
SOURCE ET SANTÉ  
2 420 F  
OR 2 420 F  
AU SALON DES THÉÂTRES  
AU 19 FÉVRIER 1984  
SAINT-PIERRE  
DE TOURNOME  
Tél. 04.75.04.04



	Dimanche 19 février	Lundi 20 février	Mardi 21 février
TÉLÉVISION FRANÇAISE <b>1</b>	<p>9.00 Émission islamique. Connaître l'Islam.</p> <p>9.15 A Bible ouverte. Le livre de Job.</p> <p>9.30 La source de vie.</p> <p>10.00 Présence protestante. Bible vivante, de l'écriture à la lecture.</p> <p>10.30 Le jour du Seigneur.</p> <p>11.00 Messe célébrée avec la paroisse Notre-Dame de la Résurrection, Le Chesnay (Yvelines) à l'attention des sourds et des malentendants.</p> <p>12.00 Télé-foot 1.</p> <p>12.20 Jeux olympiques d'hiver : Salon spécial messieurs en direct (2<sup>e</sup> manche).</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starsky et Hutch.</p> <p>14.20 Hip-hop. Savez-vous danser le smag ?</p> <p>14.35 Champignons. Variétés et divertissement, sports : les Jeux olympiques de Sarajevo ; (hockey sur glace), cyclo cross, tiercé...</p> <p>17.30 Série : Franck, chasseur de fautes.</p> <p>18.30 Jeux olympiques d'hiver. Patinage artistique (exhibitions).</p> <p>19.30 Les animaux du monde : Deuxième Festival international du film animalier.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 <b>Cinéma : la Poudre d'escampette.</b> Film français de Philippe de Broca (1971), avec M. Jobert, M. Piconi, M. York. En 1942, la femme d'un consul suisse faux jeton s'enfuit en jeep, dans le désert de Libye, avec un Français et un officier britannique. Façon pour Jean-Loup Dabadie et Philippe de Broca de mettre en boîte les aventures guerrières d'un taud pour Tobrouk. Mais, au-delà de l'esprit parodique, apparaît une comédie sentimentale et nostalgique sur l'amitié et l'amour. — J. S.</p> <p>22.35 Sports dimanche. Émission de Michel Denisot.</p> <p>Jeux olympiques (en direct de Sarajevo).</p> <p>23.30 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annick.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 La croisée des chemins.</p> <p>14.00 Téléfilm : Faux départ. Un monteur de ski du Colorado souhaite devenir un professionnel, mais son entourage le décourage. De son côté, Jesse n'hésite pas, chausse les skis mais perd sa femme...</p> <p>16.35 Série : Désirs de femmes. Plaisirs d'amour (diff. le 17 fév.)</p> <p>16.30 C'est arrivé à Hollywood. Marilyn Monro, Jane Russell...</p> <p>16.50 Nous sommes tous des collectionneurs : les étonnantes, les dentelles et les miniatures. Une rediffusion.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Variétés, bricolage, dessin animé, info-magazine.</p> <p>17.45 Ordinal 1. Magazine de l'informatique.</p> <p>18.00 Candida caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Neu-neux Fernand Reynaud.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 <b>Cinéma : Ça commence à Vers-Cruz.</b> Film américain de Don Siegel (1948), avec R. Mitchum, J. Greer. Film policier type de la production série B de la RKO. Budget modeste, action qui file à toute allure en faisant ici, parfois, de la vraisemblance. Qu'importe. Don Siegel, alors réalisateur presque débutant, a du punch et de l'humour. Et Mitchum, avec son bagne arabe, ressemble à un personnage de Raymond Chandler. — J. S.</p> <p>21.55 Étoiles et toilettes. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando. « A mort l'arbitre », interview de M. Serrault ; « Wild style », interview de Ch. Amérou ; « le Léopard noir », film japonais de K. Fukasaku.</p> <p>22.50 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Les rendez-vous d'Annick.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Portes ouvertes : Magazine des handicapés.</p> <p>14.00 Série : Amicalement vôtres.</p> <p>14.50 Saturday blues, le blues du samedi soir. Aux sources du blues rural et urbain, une émission « feeling » avec la voix distante de Marguerite Youriener. Une rediffusion inespérée, un reportage superbe.</p> <p>16.20 C'est arrivé à Hollywood. Les séducteurs.</p> <p>16.40 La rosière et sa cousine. Les mist, les reines.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Variétés, information, bricolage.</p> <p>18.00 Candida caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Les petits drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 <b>Les mardis de l'information : Plans serrés.</b> Magazine de la rédaction proposé par A. Douven. Cinq reportages : « Le Liban sur le vif » ; « Ghene, révolution en 3 » de Ph. Jamin et G. Bernard : la situation d'un pays d'Afrique après le coup d'État du 31 décembre 1981 avec une interview de Jerry Rawlings, disciple de Frantz Fanon ; « Que sont les millionnaires devenus ? », de E. Calmel ; C. Kimmelman et Ph. Leroux ; « Miami, capitale d'une ville », de J. Bertolino et Tony Combi ; cité pour milliardaires ou enfer pour drogués ? « Radio Rabat en Afghanistan », de A. Guilhot et B. Badiche.</p> <p>21.35 Théâtre : les Amis de Monsieur Gazon. De Simon et Pierre Pradins, mise en scène P. Pradins, réal. J. Hubert, avec J.-P. Darroussin, C. Frot, T. Gimonet. Un propriétaire stéréotypé, un cadre parvenu, une épouse maniérée, un ami douteux, réunis par un beau dimanche ensoleillé autour d'affaires équivoques : une satire.</p> <p>22.15 Journal.</p>
ANTENNE <b>2</b>	<p>7.55 Jeux olympiques d'hiver : ski de fond (et à 10 h.).</p> <p>8.30 Information météo.</p> <p>9.35 Réoré A 2 : Candy.</p> <p>11.00 Les chevaux du tiercé.</p> <p>11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Dimanche Martin (suite).</p> <p>Si j'ai bonne mémoire : 14.30 : Série : Magasin ; 15.20 : L'école des fous ; 16.05 : Dessin animé ; 16.25 : Télé-danses.</p> <p>17.05 Feuilleton : Papa Poule.</p> <p>18.05 Dimanche magazine. Au sommaire : Richard Caramanolis, boxeur : du ciment dans les gants.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Jeu : La chasse aux trésors. A Hongkong.</p> <p>21.50 <b>Document : Vietnam.</b> Série de H. de Turenne. 1967-1970 : en direct de Saigon. Cinquième épisode de l'histoire du Vietnam. De 1967 à 1970, 500 000 soldats américains empêchent le Sud-Vietnam de basculer dans le camp communiste. Cette zone connaît ainsi un cataclysme démographique sans précédent : 7 millions de Vietnamiens quittent le pays et se réfugient dans les villes. Des témoignages de généraux, d'anciens ministres, de « marines » ou de soldats vietnamiens... Un gros travail, controversé.</p> <p>22.45 Magazine : Désirs des arts. De P. Daix. Un sculpteur nommé Picasso. Un aspect moins connu du génie de Picasso : l'œuvre sculpturale commentée par Werner Spies, organisateur de l'exposition Picasso à Düsseldorf.</p> <p>23.15 Journal.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Cette semaine sur A 2.</p> <p>16.00 Reprise : Apogée.</p> <p>Albums de famille (diff. le 17 février).</p> <p>17.10 La télévision des télé-spectateurs.</p> <p>17.40 Réoré A 2.</p> <p>Lulu et Lili : les Schtroumpfs ; Tom Sawyer, Téléchat.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 <b>Cinéma : L'Enfant sauvage.</b> Cinéma français de Jean-Pierre Truffaut (1969), avec J.-P. Cargol, F. Truffaut (N). L'histoire vraie d'un enfant sourd, réduit à l'état de bête, trouvé en 1798 par des paysans dans une forêt de l'Aveyron, envoyé dans un institut à Paris et confié à la garde d'un jeune médecin, le docteur Itard, qui réussit à en faire un être humain. Truffaut joue lui-même le rôle d'Itard, dont le rapport sur « Victor de l'Aveyron » a inspiré le scénario. Une mise en scène rigoureuse et pudique raconte le lent sauvetage, la patiente éducation de l'enfant-bête ramenant à une vie presque normale, à une relation au monde des hommes. Le petit gitan, pasteur de Truffaut, est admirablement dirigé. Il y a, dans cette belle œuvre cinématographique, autant d'amour altruiste que d'humanité intellectuelle et morale. — J. S.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.20 Thalassa, magazine de la mer de G. Pernoud. Trois mûts pour une école, un reportage de L. Blanchet.</p> <p>23.05 Avec le temps : Marcelle. Émission de Mécène Grégoire. Que sont devenus ceux qui il y a dix ans appelaient Mécène Grégoire à RTL, sous le poids du désespoir — mort d'enfant, chômage, abandon du mari, ils parlent, le visage caché, face à Mécène.</p> <p>23.10 Parole de régions. Cette semaine FR3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais décline ses ambitions, ses projets, ses forces, ses faiblesses.</p> <p>23.20 Prélude à la nuit. Suite populaire espagnole de M. de Falla, par R. Benedetti au violoncelle et N. Weysser au piano.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Reprise : La chasse aux trésors. A Hongkong (diffusé le 19 février).</p> <p>16.45 Entre vous, de L. Bélot. Un centre de réinsertion sociale pour adultes.</p> <p>17.45 Réoré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.40 <b>Cinéma : Au nom du pape roi.</b> Film italien de Luigi Magni (1977), avec N. Manfredi, D. Mattal. En 1867, Garibaldi s'avance vers Rome où gronde un soulèvement populaire. Double menace pour le pouvoir temporel du pape et ses États d'alors : il faut bien connaître l'histoire de l'unité italienne pour saisir le contexte politique de cette comédie. Mais on comprend sans peine le conflit psychologique de Nino Manfredi (dont la composition domine le film), évêque et juge au tribunal pénal, découvrant brusquement qu'il a un fils, révolutionnaire risquant la peine de mort. — J. S.</p> <p>22.25 <b>Magazine : Lire c'est vivre.</b> De P. Dumayot, réal. R. Costa. « Ma vie » (récit d'un provincial), une nouvelle de Tolstoï. (Lire page VII.)</p> <p>23.20 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS <b>3</b>	<p>10.00 Images de... Magazine de l'ADRI.</p> <p>10.30 Mosaïque.</p> <p>16.00 Spectacle 3 : le Gardien. Pièce de H. Pinter, adapt. E. Kabane, enregistrée à Toulouse au Théâtre Darius-Soriano, mise en scène R. Jérôme, réal. Y.-A. Hubert, avec J. Duflho, G. Chaise et A. Fourès. Pièce du dramaturge anglais, créée en 1960 à Londres, et montée en France en 1969 au Théâtre moderne. Trois personnages : Davies, un clochard sans âge, agressif ; Mick, vaguement voyou, et Aston, qui porte en lui les séquelles d'un séjour en hôpital psychiatrique. Un univers comique et terrifiant fait de sous-entendus, de mal-entendus ou de pas entendus du tout. Entre Sirtindberg et Beckett.</p> <p>18.20 Émissions pour la jeunesse.</p> <p>19.40 RFD Hobbeo.</p> <p>20.00 Freggie Rock.</p> <p>20.35 Un pays, une musique, ou la mémoire des peuples francophones : La Québec. Émission de Claude Fléouter. Réal. R. Manthoulis. Les musiques, les bruits se sont glissés dans la vie quotidienne, ont vibré aux émois d'une société en mouvement. Pour les six millions de Canadiens parlant français, la chanson québécoise est devenue une sorte de carte d'identité. Un reportage à la manière de Claude Fléouter, images sensibles, feeling, impressionnisme.</p> <p>21.25 Aspect du court métrage français. La rose et le réséda, d'A. Michel ; Peine perdue, d'A. Massonneau ; Le Taxi jaune, de J.-F. Garsi.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 <b>Cinéma : Lame de fond.</b> (Aspects du « film noir ».) Film américain de Vincente Minnelli (1946), avec K. Hepburn, R. Taylor, R. Mitchum (v.o. sous-titrée N.). Étrange drame psychologique proche, par certains côtés, des films de Hitchcock. Après un mariage d'amour, Katherine Hepburn éprouve plus que l'ombre d'un doute sur les rapports de son mari avec un frère disparu. Une atmosphère de mensonge et d'angoisse s'épaissit autour d'elle. Deux hommes commandent sa vie et les apparences sont trompeuses. Ce film relève plutôt de la « série blème » que de la « série noire ». — J. S.</p> <p>0.20 Prélude à la nuit. Allegro de Fiocco, J. Manzoni, violon, E. Pitti, piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>18.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Évitem de sombrer dans l'antiquité primaire.</p> <p>20.35 <b>Cinéma : L'Enfant sauvage.</b> Cinéma français de Jean-Pierre Truffaut (1969), avec J.-P. Cargol, F. Truffaut (N). L'histoire vraie d'un enfant sourd, réduit à l'état de bête, trouvé en 1798 par des paysans dans une forêt de l'Aveyron, envoyé dans un institut à Paris et confié à la garde d'un jeune médecin, le docteur Itard, qui réussit à en faire un être humain. Truffaut joue lui-même le rôle d'Itard, dont le rapport sur « Victor de l'Aveyron » a inspiré le scénario. Une mise en scène rigoureuse et pudique raconte le lent sauvetage, la patiente éducation de l'enfant-bête ramenant à une vie presque normale, à une relation au monde des hommes. Le petit gitan, pasteur de Truffaut, est admirablement dirigé. Il y a, dans cette belle œuvre cinématographique, autant d'amour altruiste que d'humanité intellectuelle et morale. — J. S.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.20 Thalassa, magazine de la mer de G. Pernoud. Trois mûts pour une école, un reportage de L. Blanchet.</p> <p>23.05 Avec le temps : Marcelle. Émission de Mécène Grégoire. Que sont devenus ceux qui il y a dix ans appelaient Mécène Grégoire à RTL, sous le poids du désespoir — mort d'enfant, chômage, abandon du mari, ils parlent, le visage caché, face à Mécène.</p> <p>23.10 Parole de régions. Cette semaine FR3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais décline ses ambitions, ses projets, ses forces, ses faiblesses.</p> <p>23.20 Prélude à la nuit. Suite populaire espagnole de M. de Falla, par R. Benedetti au violoncelle et N. Weysser au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>18.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Évitem de sombrer dans l'antiquité primaire.</p> <p>20.35 <b>Cinéma : Atout cœur à Toldo pour OSS 117.</b> Film français de Michel Boisrond (1966), avec F. Stafford, M. Vialy. Espionnage et péril jaune. On connaît la musique. Le réalisateur le joue sans conviction. Le personnage inventé par Jean Bruce a le charme viril de Frédéric Stafford.</p> <p>22.15 Journal.</p> <p>22.35 Avec le temps : Patricia. Émission de Mécène Grégoire.</p> <p>22.45 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais.</p> <p>22.55 Prélude à la nuit. Suite française en sol mineur, de J.-B. Lully, par l'Orchestre de chambre J.-F. Pallard.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● R.T.L., 20 h, Le Silence, film de C. Pinoteau ; 21 h 45, Édition spéciale RTL - Le Monde ; 22 h 10, Portrait d'artiste : G. Schneider, peintre ; 22 h 40, R.T.L. théâtre.</p> <p>● T.M.C., 20 h, Variétés : Un peu, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Sports.</p> <p>● R.T.B., 20 h 15, A qui le gant ? 21 h 40, Deux amies d'enfance, téléfilm de N. Campanez.</p> <p>● T.S.B., 20 h, Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir ; 20 h 50, Dis-moi ce que tu lis ; 21 h 45, Cadences : Régie pour danseurs ; 22 h 20, Studio olympique (résumé du jour).</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Série : L'homme de Suez ; 21 h, Les Paraphrases de Chébourg, film de J. Demy ; 22 h 40, Entre amis.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Série : Dallas ; 20 h 40, Scotland Yard joue et gagne, film de G. Thomas ; 22 h 20, Vidéo-eco.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Écran-témoignage : Une femme sous influence, film de J. Cassavès.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h, Seniorama ; 20 h 30, Soirée dialectale : régional Guy Cabay ; 21 h 40, Théâtre wallon.</p> <p>● T.S.R., 20 h 10, Spécial cinéma ; 23 h 5, L'antenne est à vous.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Chips ; 21 h, la Sanction, film de C. Eastwood.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Feuilleton : Graines d'ortie ; 20 h 40, Le Refuge de la dernière chance, film de R. Day ; 22 h 20, Entr' amis.</p> <p>● R.T.B., 20 h 5, Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir ; 21 h, Vidéogram ; 21 h 50, Éclatements (magazine du livre) ; 22 h 50, Présentation de l'opéra, le Trouvère, de Verdi ; 23 h 15, Tribune économique et sociale.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h, Point de la nuit ; 21 h, Hommage à J. Weismüller : Torsion brève en film, film de R. Thorpe.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, La chasse aux trésors (A Malte) ; 21 h 15, Yacoumani, de la rivière du Mûl (Indes d'Amazonie) ; 22 h 25, Un clochard.</p>

مكتبة القرآن الكريم



Mardi  
21 février

Mercredi 22 février	Jeudi 23 février	Vendredi 24 février	
<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.35 Un métier pour demain. Professeur d'enseignement technique théorique.</p> <p>13.50 Vitamine. Un patchwork de petits sujets : des voitures miniatures aux corbeaux, des dessins animés aux jeux vidéo.</p> <p>16.40 Jouer le jeu de la santé.</p> <p>16.45 Temps X : le Prisonnier.</p> <p>17.40 Les infos.</p> <p>17.55 Jack spot.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variéscope.</p> <p>18.55 7 h moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Les petits drôles.</p> <p>19.53 Tactac.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Tirage du loto.</p> <p>20.35 Série : Dallas.</p> <p>La réception du mariage de J.R. et de Sue Ellen dégénère. Bobby et le cartel pétrolier suspectent J.R. de vendre du pétrole à une nation contre laquelle a été décrété un embargo. Encore l'interminable.</p> <p>21.25 Documentaire : Les Masais. Film de J.-C. Luyet et J.-N. Levalon. Aux frontières du Kenya et de la Tanzanie, 200 000 guerriers et gardiens du plus grand troupeau du monde vivent au rythme des traditions ancestrales. Un peuple appelé les Masais, remontant à 3 000 ans avant Jésus-Christ, mélange de peuplades venues du sud du Soudan (les Nilotes) et d'Éthiopiens des hauts plateaux (les Cuschites).</p> <p>22.55 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Objectif santé : Apprendre à tout âge.</p> <p>14.00 Série : le Soleil se lève à l'Est.</p> <p>14.40 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Autour de l'horlogerie.</p> <p>15.30 Quarté en direct de Vincennes.</p> <p>16.35 Images d'histoire d'hier : l'aviation de chasse au cours de la guerre 1914-1918.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Variétés, dessins animés, information.</p> <p>18.00 Candide caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : Les petits drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilletton : La chambre des dames. D'après le roman de Jeanne Bourin, adapt. F. Verry, réal. Y. André, avec N. Janet, M. Lejeune, N. Silberg. Dernier épisode. Les enfants de Bertrand et de Laureline ont grandi. Le roi Louis est mort et sa famille décimée. Thomas, de retour de croisade, avoue son amour pour Aude. Fin heureuse pour les amoureux, catastrophe pour les autres. Un feuilleton soigné qui ne laissera pas un souvenir impérissable.</p> <p>21.30 Spectacle du groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris. En direct du théâtre Daniel-Sorano de Dakar, réalisation P. Cavasillas. Soirée en deux parties : d'abord deux reportages sur les danses traditionnelles d'un village sénégalais et sur un ballet dansé par le groupe africain Tcheca. Ensuite, une chorégraphie signée Carolyn Carlson. Entracte au cours duquel Pierre Dumayet animera un débat sur l'influence de l'exotisme et des danses traditionnelles dans les chorégraphies européennes.</p> <p>00.05 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Série : Le Soleil se lève à l'Est.</p> <p>14.40 Temps libre.</p> <p>15.30 Destination... France. L'île de la Réunion.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Dessins animés, bricolage.</p> <p>18.00 Candide caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Hour-réus, avec F. Raynaud.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Salut les Mickey. une émission de variétés de C. Izard. Autour de Michel Jonasz, Alex Métayer, Roland Giraud et l'équipe du Splendid, Douchka... Des dessins animés Walt Disney.</p> <p>21.50 Série : Frédéric Pottecher. Premier grand procès. Émission de D. Costelle. (Lire page VII.)</p> <p>22.45 Branches-musique : 22. v'là le rock. Spécial Genesis, un groupe créé en 1969, et son chanteur Peter Gabriel.</p> <p>23.30 Journal et cinq jours en Bourse.</p>	<p>TELEVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12.45).</p> <p>12.10 Jeu : l'Académie des neufs.</p> <p>13.35 Feuilletton : Les Amours romantiques.</p> <p>13.50 Les carnets de l'aventure. « Expédition Amazon », de A.W. Stevens.</p> <p>14.25 Dessins animés.</p> <p>15.00 Récré A 2. Papivole, Pic Plo Plo, Les petites canailles, les Schtroumpfs...</p> <p>17.30 Pictine 48. Avec Pretenders, Etienne Daho, Huey Lewis, Scorpions, Sigma Fay.</p> <p>18.00 Spécial Graze Jones. La « Déesse nocturne et secrète de Manhattan » chante une dizaine de ses tubes. Style érotico-disco.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Téléfilm : Faits divers. Une femme jalouse, de M.-F. Hana, réal. P. Kassovitz. Une folle (Pascaline Rocard) s'empare follement d'un beau quinquagénaire (Michel Duchaussoy), le séduit, et lui fait mener une vie impossible. Amour et mort. Sur fond de musique douce et d'intérieur coquet, un petit drame bourgeois inspiré d'un fait divers, correctement mis en scène, mais dénué de tout d'un dénouement totalement invraisemblable. — M.G.</p> <p>21.40 Document : Vive la crise ! Une émission de Pascale Bregnot. Avec la collab. de B. Bouthier. Scénario J.-C. Guillebaud, à partir du « Pari français » de Michel Albert. Raconté par Yves Montand. (Lire notre article page VII.)</p> <p>23.10 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : l'Académie des neufs.</p> <p>13.35 Feuilletton : Les Amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Reprise : Molière, je (diff. le 15 février).</p> <p>16.40 Documentaire : le Rwanda.</p> <p>16.55 Itinéraires. Une exemplaire garderie d'enfants en Casamance, province au sud du Sénégal récemment secourue par des troubles, isolée par sa situation géographique. Qui s'occupera des enfants ? La population, aidée par les autorités sénégalaises et l'UNICEF, a décidé de construire, elle-même, une garderie. Un film d'une qualité esthétique remarquable. — C.B.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Guérilla ou les déastres de la guerre. De J. Sempren, R. Azcona, E. Chamorro, réal. M. Camus. Quatrième épisode. La guerre s'intensifie. El Empecinado n'a pas renoncé à délivrer l'Espagne de Napoléon. Les cadavres pourrissent dans la rue.</p> <p>21.30 Apogées. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « A la recherche du bonheur », sont invités : M. Déon (le vous écrit d'Italie), G. Guitard-Auviste (Char-donne, ou l'incandescence sous le givre), E. Jacquet (les Contretemps), J. Joubert (le Léopard grec) G. Marquet (les Années vermeilles), A. Stiff (les Quartiers d'été).</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>22.50 Ciné-club : Le Dibbouk. Film polonais de Michael Waszynski (1938), avec A. Morewski, R. Samberg (v.o. sous-titré N.). Prédication de deux enfants, à la suite d'un pacte familial, l'âme d'un mort revenant à habiter la jeune fille qu'il aime. Il a fallu plus de quarante ans pour qu'arrive en France la version intégrale de ce film étonnant, bouleversant, inspiré d'une très grande pièce de théâtre juif polonaise, interprété, en langue yiddish, par les comédiens d'une troupe de Vilno. Réalisé juste avant la guerre, il avait survécu par une sorte de miracle. Le Dibbouk, conte fantastique et métaphysique, est aussi un document sur les mœurs et la culture des communautés juives de Pologne, que les nazis s'acharnaient à détruire. — J.S.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : l'Académie des neufs.</p> <p>13.35 Feuilletton : Les Amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Reprise : Molière, je (diff. le 15 février).</p> <p>16.40 Documentaire : le Rwanda.</p> <p>16.55 Itinéraires. Une exemplaire garderie d'enfants en Casamance, province au sud du Sénégal récemment secourue par des troubles, isolée par sa situation géographique. Qui s'occupera des enfants ? La population, aidée par les autorités sénégalaises et l'UNICEF, a décidé de construire, elle-même, une garderie. Un film d'une qualité esthétique remarquable. — C.B.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Guérilla ou les déastres de la guerre. De J. Sempren, R. Azcona, E. Chamorro, réal. M. Camus. Quatrième épisode. La guerre s'intensifie. El Empecinado n'a pas renoncé à délivrer l'Espagne de Napoléon. Les cadavres pourrissent dans la rue.</p> <p>21.30 Apogées. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « A la recherche du bonheur », sont invités : M. Déon (le vous écrit d'Italie), G. Guitard-Auviste (Char-donne, ou l'incandescence sous le givre), E. Jacquet (les Contretemps), J. Joubert (le Léopard grec) G. Marquet (les Années vermeilles), A. Stiff (les Quartiers d'été).</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>22.50 Ciné-club : Le Dibbouk. Film polonais de Michael Waszynski (1938), avec A. Morewski, R. Samberg (v.o. sous-titré N.). Prédication de deux enfants, à la suite d'un pacte familial, l'âme d'un mort revenant à habiter la jeune fille qu'il aime. Il a fallu plus de quarante ans pour qu'arrive en France la version intégrale de ce film étonnant, bouleversant, inspiré d'une très grande pièce de théâtre juif polonaise, interprété, en langue yiddish, par les comédiens d'une troupe de Vilno. Réalisé juste avant la guerre, il avait survécu par une sorte de miracle. Le Dibbouk, conte fantastique et métaphysique, est aussi un document sur les mœurs et la culture des communautés juives de Pologne, que les nazis s'acharnaient à détruire. — J.S.</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Entrevues Jeanne d'Arc à La Garenne-Colombes.</p> <p>20.35 Variétés : Cadence 3 (suite à 21.35). Émission de Guy Lutz.</p> <p>21.15 Mystère : Charlie de Castets-en-Dorthe ou Myr et Myroska. De R. Bousinot et J. Drimal. L'histoire affective et professionnelle d'un couple de prestidigitateurs. Myr et Myroska racontent leur numéro de voyage, leurs rencontres de Chevalier à Mistinguett. La réalisation est d'une rare platitude et le fameux mystère de Myr et Myroska reste intact.</p> <p>22.55 Avec le temps : Vica. Émission de Méné Grégoire.</p> <p>23.05 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais.</p> <p>23.15 Prélude à la nuit. Harmonies du soir, de F. Lhez, par D. Gourdon au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Sachons planter les choux.</p> <p>20.35 Téléfilm : les Fiancés du Rhône. De S. Sade, réal. C. Ouisin-Girard, avec D. Hermand, P. Berdes, D. Varda, C. Boulléte.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.40 Avec le temps : Nadine. Émission de Méné Grégoire.</p> <p>22.45 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais.</p> <p>22.55 Prélude à la nuit. Concert UNESCO : concerto pour clavier et cordes n° 1 en ré mineur de J.-S. Bach, par l'Ensemble de Londres Guildhall String, avec H. Dreyfus au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord, émission de l'INC.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopède : Commémorons l'importation.</p> <p>20.35 Vendredi, Grand public : dactylo-rock... ou bonjour la vie de bureau. Magazine d'information d'A. Campana. Une enquête de M. Flabbin avec J. Bayle. En direct de la tour Azur de la Défense. Trente-huit étages, avec dix-huit ascenseurs et... deux mille femmes. Bruits, chuchotements, rumeurs. L'équipe de « Vendredi Grand Public » a rencontré des « titis » parisiens, des dactylos, des cadres, des hommes d'affaires. Questions sur l'information, les assurances. Avec Bernard Cathelot, directeur du Centre de communication avancée du groupe Havas, un homme politique surprise, des variétés avec Yves Simon, Richard Cocciante, les groupes Regrets et Rocking Rebel.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>22.55 Avec le temps : Ginette. Émission de Méné Grégoire.</p> <p>23.00 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais.</p> <p>23.10 Prélude à la nuit. « Il vitalino raddoppiato », de W. Henze, interprété par l'Orchestre philharmonique de Westdeutscherfunk, G. Kremer au violon.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>● R.T.L., 20 h, Le souffle de la guerre ; 21 h, Peyrol, le boucantier, film de T. Young ; 22 h 30, Essai automobile.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Feuilletton : Secret diplomatique ; 20 h 40, le Rapace, film de J. Giovanni (avec Lino Ventura).</p> <p>● R.T.B., 20 h, Risquons tout ; 21 h 5, Feuilletton : le Parrain ; 22 h, Fol-Hore : carnaval à Malmody ; 23 h 5, Un autre regard.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h, Sports.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, A bon emmendeur ; 21 h 10, Télé Scope (magazine de la science) ; 21 h 45, Rock et belles oreilles.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, La croisière s'annonce ; 21 h, Dallas ; 22 h, R.T.L.-Plus : Henri de Turenne et l'histoire du Vietnam.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Série : Quelques hommes de bonne volonté ; 20 h 40, Whisky, vodka et fumée de fer, film de R. Thomas ; 22 h 15, Chrono, magazine automobile.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Autant savoir ; 20 h 30, Ces garçons qui viennent du Brésil, film de F.-J. Schaffner ; 22 h 30, Carrousel aux images ; 23 h 30, Émission politique.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h 5, Série historique : Boula Matari ; 21 h 15, Concert : 7e Symphonie de Beethoven, par l'Orchestre mondial des jeunes musiciens ; 22 h, Clap.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Feuilletton : Dynastie ; 22 h 15, Ski alpin ; 22 h 25, Paris sans laisser d'adresse, film de J. Veuve.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Starsky et Hutch ; 21 h, Dynastie ; 22 h, Drive in : US Festival ; 23 h 30, Goodnight vidéos.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Feuilletton : Dynastie ; 20 h 40, Les moyens du bord, film de B. Toubiano-Michel ; 22 h 15, Variétés : Club 06.</p> <p>● R.T.B., 20 h, A suivre ; 21 h 5, Dernière séance : Chan is missing, film de W. Wang.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h, le Trouvère, opéra de Verdi.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Tell Quel ; 20 h 35, Sauvez le Nephine ; 22 h 20, Les maîtres de la photographie (Jacques-Henri Larigues) ; 23 h 10, Carole King.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>







## Désert d'en haut

Nous avons dormi sur les plateaux de l'Atlas marocain, à l'ombre du M'Goun.

Le jour se lève. Du fond de mon duvet, j'entends le bruit de la Tessaout qui serpente au milieu de l'herbe verte comme un ruisseau normand. Youssef, le cuisinier, s'affaire déjà autour du feu qu'il alimente de brindilles sèches ramassées autour du campement. Les muletiers quittent les creux de rochers où ils s'étaient abrités pour la nuit. Mes « touristes » se réveillent eux aussi, peu à peu. Même en plein été, le sac de couchage peut se recouvrir de gelée blanche — nous sommes à 2 800 mètres — et certains avaient préféré monter la tente. Tout le monde se regroupe bientôt autour d'un thé brûlant. Le temps d'engloutir un pot de confiture de figues, de rassembler les matelas et les tentes, et le soleil est déjà haut. Les mulets se laissent patiemment charger de tous nos bagages, et nous repartons pour une troisième journée de randonnée sur ce chemin que j'ai si souvent parcouru mais dont je ne me lasse pas.

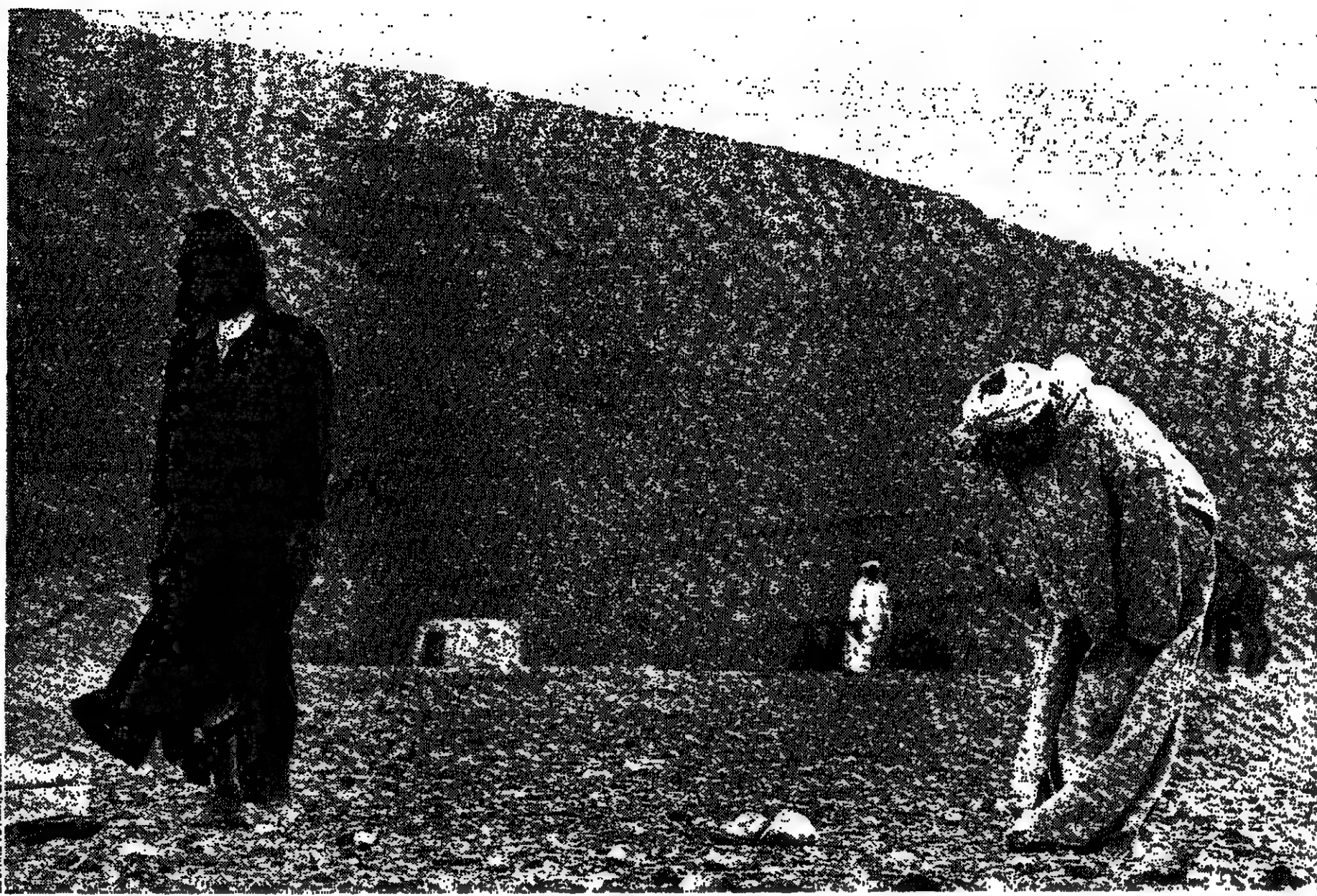
Nous avons dormi sur le plateau de Tarkoddid, à l'ombre du M'Goun dans l'Atlas marocain, 4 068 mètres, le plus haut sommet de la région. Nous commençons par monter un peu dans la rocaïlle couverte de buissons épineux. Un peu plus loin, des bergers ont installé leur campement dans un abri sous roche, dissimulé par des murets de pierre sèche. Ils viennent des villages de la haute vallée de la Tessaout. Tout le monde vit là pour l'élevage, des familles entières, avec leurs troupeaux, leurs volailles et leurs chiens qui viennent vers nous en grondant. Mais il suffit de faire semblant de leur lancer un caillou pour les calmer. Derrière nous, Youssef marchanderait un mouton. Trop cher, au début. Notre passage a fait monter les prix. Mais ils finissent par se mettre d'accord. Demain, conscients ou tachine en perspective.

### Un répertoire de vendettas

Nous faisons un détour pour voir les gorges de la Tessaout par le bord supérieur de la falaise. Au fond d'un canyon coule, minuscule, notre rivière de ce matin. Puis le chemin quitte le plateau. Par une vire très large, il débouche sur un pierris. La descente est rapide. Les muletiers, qui nous ont rattrapés pendant notre détour, font passer les mules une à une dans un étroit goulet abrupt et vaguement aménagé. Ils s'y mettront à plusieurs pour soutenir les charges. Les accidents sont rares quand les muletiers ont l'œil. Pourtant, une jeune mule étourdie à un jour dévalé la pente sous mes yeux. Après plusieurs cabrioles dans un grand tintamarre de casseroles, elle s'est arrêtée, éfrayée mais sans mal.

Après quatre heures de marche, nous faisons l'étape de midi à la sortie des gorges, 800 mètres plus bas que ce matin. Le bruit du torrent remplit la vallée. L'eau est toujours aussi claire et aussi froide, mais le soleil nous sèche vite. L'ombre d'un genévrier thurifère est la bienvenue pendant le repas. Laisant passer l'heure chaude, nous repartons pour une petite étape d'après-midi de deux heures, avant de nous installer pour la nuit.

Nous traversons les villages de terre rouge que nous avions aperçus ce matin, entourés du vert cru des champs d'orge qu'un ingénieux système de canaux rudimentaires vient irriguer. On dirait souvent des forteresses, souvenir pas si lointain du temps où tous les conflits se réglaient par la force. Car l'histoire du Haut Atlas n'est qu'un répertoire de vendettas entre villages, tribus,



L'un des visages les plus beaux, les plus vrais du Maroc.

pour des querelles d'eau, de pâturage ou de famille. Ces disputes intestines profitèrent à certains notables qui agrandirent leur territoire et leur pouvoir personnel là où l'autorité du sultan faisait défaut. A part cela, peu d'événements marquants dans cette montagne tranquille, si ce n'est, au XII<sup>e</sup> siècle, la retraite dans la vallée du N'Fis d'Ibn Toumert, le réformateur. Son successeur, Abd El Moumen, chassa les Almoravides de Marrakech et fonda la dynastie des Almohades.

Les habitants de ces villages sont moins belliqueux de nos jours, ils ont même l'invitation facile, et plusieurs fois, au cours du voyage, nous serons priés d'entrer dans une maison et de boire les trois verres de thé que veut l'usage.

Nous continuerons notre marche encore plusieurs jours avant de retrouver Marrakech.

Bab Jdid. Les remparts dorés de la vieille ville se détachent sur fond de montagnes enneigées. Coucher de soleil de carte postale. Mais, parmi les

milliers de touristes qui traversent Marrakech chaque année, combien ont eu la curiosité d'aller voir d'un peu plus près, ces montagnes ? C'est pourtant là, dans cet Atlas si proche, que, par temps clair, on le croirait aux portes de la ville, que se cache l'un des visages les plus beaux, les plus vrais du Maroc.

Sur 700 kilomètres, de l'Atlantique à Midelt au nord-est, le Haut Atlas étire une barrière de 3 000 à 4 000 mètres de hauteur. Trois régions la composent, occidentale, centrale et orientale, dont deux sont accessibles facilement depuis Marrakech. Le massif occidental est celui que l'on voit depuis la ville. Ses vallées profondes, ses hauts sommets découpés en pics et clochetons — dont le Toubkal, 4 167 mètres, point culminant d'Afrique du Nord — lui donnent un aspect plus alpin que le Haut Atlas central. Celui-ci, plus massif, plus épais, fait de hauts plateaux et de crêtes arrondies, est entaillé profondément de gorges et de canyons.

Cette barrière retient l'humidité des vents d'ouest et du nord. La neige peut tomber à partir de 1 500 mètres dès novembre et jusqu'en mai, avec beaucoup d'irrégularité. Selon les années, les hauteurs de neige peuvent être importantes et le printemps fait de ce massif un véritable château d'eau. Malgré l'altitude et en dehors des périodes de forte chute de neige, c'est une montagne facile d'accès jusqu'en ses sommets. C'est le terrain de prédilection de la randonnée.

Dans le massif du Toubkal, il existe une infrastructure déjà ancienne — quatre refuges gardés, construits par le CAF-Moroc à l'époque du protectorat. Ici, le tourisme de randonnée n'est pas une nouveauté. Premier guide imprimé en 1938, Imilil, 1 740 mètres, à 70 kilomètres de Marrakech, est le point de départ le plus approprié. Près du refuge du CAF, on peut consulter la liste des guides, et les tarifs de location de mulets sont affichés. Donc, pas ou peu de surprises. Bien sûr, la dimension des

chouari (sacs de mulets) s'amenuise au fil des ans. Et, pour peu que vous soyez assez chargés, vous partirez sûrement avec plus de mules que nécessaire. Mais les muletiers vous paieront en retour de leur bonne humeur, toujours prêts à chanter dans les montées quand tout le monde s'essouffle.

La grande classique, c'est l'ascension du Toubkal. Un beau chemin conduit au refuge Neltner à 3 207 mètres, en quatre heures et demie de marche. De là, trois autres heures suffisent pour atteindre le sommet, d'où l'on domine les cimes avoisinantes, la plaine de Marrakech, le Sud...

Mais de nombreux autres itinéraires sont possibles au départ d'Imilil ou d'ailleurs. On peut par exemple partir de la vallée de l'Ourika pour monter sur le plateau du Yagour, magnifique en mai et juin lorsqu'il est recouvert de fleurs, et voir au passage de très belles gravures rupestres sur des dalles de grès. Ou bien, à l'ouest du Toubkal, traverser le plateau du Tichka, superbe et très peu fréquenté, pour rejoindre Tarradant.

Quant à ceux qui ne veulent pas à tout prix « faire un 4 000 » mais qui ont simplement envie de marcher, le Haut Atlas central leur offre de très nombreuses possibilités. Il faut s'éloigner davantage de Marrakech, cinq heures de route par Azilal dont deux de très mauvaise piste, mais c'est pourtant la région la plus visitée après le Toubkal. Le point de départ habituel est la vallée des Ait Bougmez, plus précisément les villages qui entourent le centre administratif de Tabant. Bien que fréquentée, la vallée ne possède pas pour le moment d'infrastructure d'accueil. Les maisons berbères sont grandes et belles et cela suffisait dans un premier temps. Un gîte d'étape, construit en terre comme les maisons locales, mais pourvu d'un tout petit peu plus de confort, s'ouvrira très prochainement. Les communes locales ont elles-mêmes le projet de

construire une série de refuges à Tabant et en altitude.

Les sites de cette région sont spectaculaires, comme les grands canyons du M'Goun, de la Tessaout et de Taghia. L'espace y est illimité, rythmé de grands mouvements de crêtes et de falaises qui se répètent à l'infini. C'est aussi le pays des plus belles architectures de montagne, des greniers fortifiés, des vallées verdoyantes et des noyers centenaires.

Toutes ces randonnées sont à entreprendre de préférence entre avril et octobre. Mais, si vous venez à Marrakech en hiver, pourquoi ne pas emmener vos skis ? La station de l'Oukalmeden est à 80 kilomètres, une heure et demie en voiture. Des hôtels et des remontées mécaniques vous y attendent, mais le dépaysement n'y est pas. Par contre, malgré un enneigement irrégulier, le ski de randonnée est très possible dans la région du Toubkal et surtout du M'Goun, dans des conditions encore très « sauvages » puisqu'il existe peu de refuges et que tout doit être transporté à dos d'homme.

Certains voient dans cette absence d'équipement un moyen de préserver la montagne et d'en réserver la découverte à ceux qui veulent faire l'effort nécessaire. Laissons aux Marocains qui l'habitent le soin de décider s'ils veulent encourager cette forme de tourisme. De toute façon, le Haut Atlas est loin d'être envahi. La randonnée en est presque partout à ses débuts, mais elle a déjà suscité des vocations de guides parmi la population locale, et cela n'est pas négligeable dans une région très défavorisée économiquement.

Alors que les massifs européens sont de plus en plus fréquentés, le Haut Atlas offre, à trois heures d'avion de Paris et à des prix très abordables, des possibilités de randonnée inépuisables et surtout le luxe, de plus en plus rare, de se sentir seul au monde, ou presque, et de rencontrer une civilisation vraiment différente.

BERNARD FABRY.

## Les autres Clubs

Le Jockey Club\*\*\* de Monastir en Tunisie.

Magnifiquement situé en bordure de mer, au milieu d'une palmeraie de 10 ha, le Jockey Club de Monastir est un luxueux hôtel quatre étoiles.

**LOISIRS** Spectacles (cabaret, folklor...) assurés en permanence par une équipe chevronnée; night-club.

**EQUITATION\*** Manège, promenades, dans la merveilleuse palmeraie de 10 ha.

**TENNIS** 5 courts dont 4 en dur et 1 en terre battue. (Eclairés)\*

**SPORTS NAUTIQUES** Plancher à voile, voile, sls nautique.\*

**les Clubs**  
**REPUBLIQUE TOURS**

**2550 F en demi-pension**  
jusqu'au 31/3/84

2990 F à compter du 13/4/84.

1, avenue de la République  
75011 Paris - tél. (1) 355.39.30

22, rue Grillee  
69002 Lyon - tél. (7) 837.72.38

La liberté en plus

1 semaine au départ de Paris ou Lyon





## Maison

### Table au trapèze

La galerie Castelli, installée à deux pas des Champs-Élysées, vient de fêter son troisième anniversaire. M<sup>me</sup> Claude Lévy-Soussan, PDG de Castelli-France, y présente du très beau mobilier contemporain. Elle a également lancé l'an dernier la bourse Castelli, d'un montant de 50 000 F, pour aider chaque année un jeune créateur à se perfectionner ou à acquérir des connaissances dans le domaine du meuble.

Poursuivant son effort de promotion des créations françaises, M<sup>me</sup> Claude Lévy-Soussan expose actuellement une table basse de Maurice Legendre. Ce professeur de sculpture à l'École des beaux-arts de Troyes (et auteur du bas-relief de cuivre de la station La Défense du RER et d'une fontaine de pierre à Cachan) a renouvelé l'aspect des tables à piétement en métal doré.

Sa table est recouverte d'une grande dalle carrée en verre clair, de 1,10 mètre de côté, qui met en valeur l'originalité d'un piétement en bois. En outre, cette table est à la fois une sculpture et une prouesse technique de réalisation. Ses quatre montants, de section triangulaire, sont torsadés et réunis à chaque extrémité par des traverses rectilignes de même section : ils forment ainsi un trapèze inversé aux deux bases, d'une grande légèreté visuelle. Outre cette très belle table de Maurice Legendre (6 195 F), la galerie Castelli présente une table basse de Rena Dumas dont le très grand plateau carré est une alliance de granit poli et sablé, de ton gris.

JANY AUJAME.

Galerie Castelli, 23, rue de Berri, 75008 Paris. Tél. : 359-78-41.

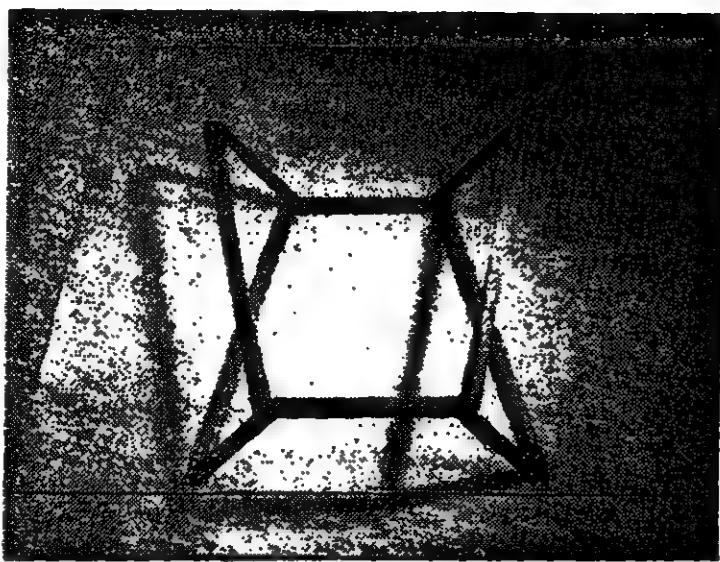


Table Legendre, éditions Castelli.

### L'eau en puzzle

LORSQU'IL s'agit de créer une salle de bains dans une maison ou un appartement ancien, les travaux peuvent être facilités avec la nouvelle solution proposée par le fabricant de céramiques Villeroi et Boch.

Sous le nom de « Connect », des meubles de rangement — dont certains servent de support aux appareils sanitaires — s'installent autour de la pièce. Ils sont montés sur une ossature en acier, fixée à la fois au sol et au mur. L'originalité de l'installation est de faire passer les conduites d'amenée et d'évacuation d'eau le long des murs (avec le minimum de travaux saillant) et de les dissimuler derrière les meubles.

Ceux-ci sont revêtus d'un placage de marbre imperméabilisé, de stratifié ou de Plexiglas opaque mat. Leur largeur de 20 cm ou 40 cm permet de

multiples combinaisons modulaires. D'une hauteur de 75 cm, ils ont 25 cm de profondeur à la base et 30 cm à la partie supérieure, donnant ainsi une allure plus légère à l'ensemble.

Les appareils sanitaires, destinés pour ce programme « Connect », sont en céramique blanche ou d'une dizaine de coloris s'harmonisant aux revêtements des meubles. Celui qui supporte le lavabo a un petit rangement, fermé par une porte, de chaque côté. Le bidet est suspendu à un meuble doté d'un tiroir au sommet. Des plaques d'angle, ou avec cavités pour le savon et les gobelets, ainsi que des bacs à fleurs, sont en même céramique que les appareils sanitaires.

J. Au.

Villeroi et Boch, 32, rue d'Alsace, 75018 Paris.

## Auto

### Une lionne

BON numéro ou pas, il reste que Peugeot nous a, en un an, gâté avec ses 205, qu'elles soient de base (assez triste toutefois en finition), qu'elle soit GT avec son 1 litre 3 nerveux ou diesel avec son époustouflant 1 800 CC. Mais l'apothéose, pour ceux qui aiment l'automobile bien sûr, c'est la GTI.

On vous l'a présentée statiquement dans ces colonnes voici quinze jours. Restait à la faire rouler et bien rouler sur autoroute, route (nationales et vicinales) mais aussi sur chemins moins préparés à cette dévoreuse de bitume. C'était en Espagne où les essais continuent pour l'heure et pour les journalistes étrangers qui l'ont en main actuellement.

Il ne fait pas de doute que ceux qui ont, chez Peugeot, décidé de monter à l'assaut du bastion tenu par l'insolente VW avec sa GTI depuis 1976 avec son moteur 1,6 litre et depuis 1982 avec son 1,8 litre, ont bien choisi les moyens d'y parvenir. D'autres marques tout aussi méritantes se sont, dans l'affaire, cassé quelques dents. Là il semble que ces 205 musclées soient bien parties pour accrocher avec toute leur jeune mâchoire la route qu'occupe toujours en dépit de la concurrence le bolide de Wolfsburg. Un résultat d'autant plus remarquable qu'en Allemagne la vitesse sur autoroute n'est pas limitée, ce qui favorise tout de même la réalisation de véhicules rapides. Les constructeurs français semblent avoir bien compris le danger qu'il y avait à laisser la route libre à ce genre de voiture quand on ne les fabriquait qu'à l'étranger.

Quoi qu'il en soit notons les points forts de cette GTI à la française :

D'abord, le couple moteur. Moins pointu que sur d'autres concurrentes directes le couple (fixé à 13,7 kg) permet un

effort de traction qui s'étale, en revanche, sur une plage longue qui va avec un sommet à 4 000 tours/minute de rotation — en réalité — de 2 500 à 5 500 tours. Cela donne un rendement constant sans traduction d'une quelconque faiblesse, et une grande souplesse sans que l'on soit obligé de jouer constamment avec la boîte.

Le moteur (XU5J) ne demandait qu'à prouver ses bonnes dispositions et il le fait ici très bien, avec une injection mise au point par Bosch spécialement pour la voiture et qui comporte une coupure d'alimentation en décélération.

La tenue de route. Elle est irréprochable pour qui sait toutefois que le freinage a été accentué sur les roues arrière.

La boîte de vitesses à rapports courts. Elle grimpe la cadence au son d'un ronronnement chaud à l'oreille, sans apparition de trous dus à des soucis d'économie étriquée.

La précision de la direction. Elle fait passer les larges roues (185/60x14) au gravier près, fidèle aux moindres sollicitations du volant. Quelques effets parasites sur mauvais revêtement se manifestent néanmoins.

La suspension. Durcie elle favorise un virage à plat sans défaut, la caisse restant à peu près stable en gite. Mais attention, comme nous vous le disions plus haut, au coup de freins dans un virage en conduite sportive qui peut faire partir la voiture tout droit dans la courbe. D'autant plus aisé-



## Mode

### Cols blancs en pure laine

Le costume de bureau, longtemps considéré comme vêtement de travail des cols blancs, rajeunit. Il rajeunit rétro : les films et les revues de mode traduisent une certaine nostalgie des années 60, à cette différence près que les améliorations techniques permettent d'allier le confort à la tenue par les mélanges de matières et l'allègement des entoilages.

Chez Brummell au Printemps, Natacha Ferdman, coordinatrice de mode, détaille ce style « néo-conformiste ». A carrure large, au corps souple, la veste décontractée est plat aux hanches, légèrement écourtée. Le pantalon offre une silhouette fuselée, à pinces et poches, s'élargissant au niveau des cuisses, diminuant ensuite pour se casser en plis sur la chaussure. Vendus autour de 1350 francs, ces costumes sont coupés en belles draperies : peignés de laine et de lambeswool, avec une évi-

dente recherche de qualité. Les dessins mettent en vedette les chevrons, les pieds-de-poule et les tartans, foncés ou neutres, à touches vives, avant l'entrée en scène des cotons et lins clairs à choisir en mélanges de polyester assurant la facilité d'entretien.

Le souci de qualité est confirmé par Michel Faret, qui fabrique des costumes en coton et lin dans le créneau « mode » mais aussi en mélanges pour la vie pratique, avec des noirs et blancs rehaussés de madras. Les spencers de ville, en coton non doublé, sont acceptés pour le soir. Mais le costume néo-classique demande une griffe internationalement connue. Ainsi Michel Faret reprend celle de Jacques Faïh, disparu en 1954, dont le nom est resté public grâce aux parfums et aux cravates. Les premiers modèles sortiront à l'automne.

NATHALIE MONT-SERVAN.

### LA CHEMISE PERSONNALISÉE

Formule idéale, d'un sérieux incontestable, appliquée depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à bref délai, des chemises de haute qualité (luxe), réalisées aux mesures individuelles, dans le forme et le tissu préférés.

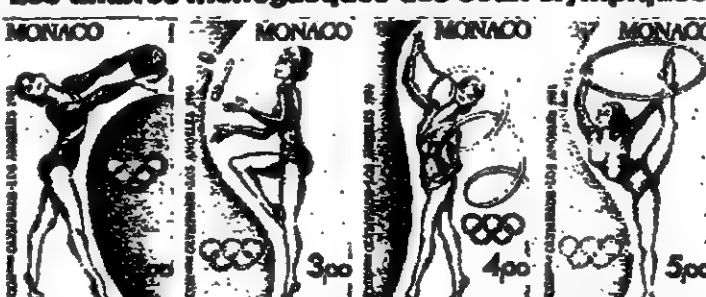
Grand choix de nouveautés toutes fibres. En outre, un « chemise service » assure : rénovation, retouches, etc.

A. SCHNEIDER

Chemise-modèle  
194 rue, rue Saint-Denis, 75002 Paris. Tél. : 236-80-84 (589-42-13 après 19 h)  
(Notice MF 842 gratuite contre 1 timbre)

## Philatélie

### Les timbres monégasques des Jeux olympiques



Dans la première partie du programme monégasque se trouve en tête un bloc dentelé (170 x 143 mm) avec quatre valeurs consacrées à la gymnastique rythmique et sportive, pour la XXIII<sup>e</sup> Olympiade à Los Angeles, Californie, USA, 2 F le ballon, 3 F le cerceau, 4 F le ruban, 5 F le cerceau. Les maquettes sont de Huguette Sironin et les gravures d'Eugène Lacagne.

Vient ensuite deux timbres (par feuilles de 30) pour les Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo (Yougoslavie), le patinage de vitesse avec 2 F, position de départ de course, et 4 F, position de

vitesse, d'après les dessins et gravures de Claude Haley.

Ces émissions sont prévues pour le 10 mai prochain.

Impressions en taille-douce par l'Atelier de Périgueux.

La suite du programme dans nos prochaines chroniques.

Jeux olympiques d'hiver pour Andorre

Le premier timbre du programme des émissions de l'année sera celui consacré aux Jeux olympiques d'hiver qui se déroulent à Sarajevo en Yougoslavie. — Vente générale le 20 février (11/84).

PRINCIPAL : ANDORRE 2,80 F

2,80 F, couleurs non parvenues. Format 38 x 22 mm. Maquette et gravure de René Quillivic. Tirage : 600.000. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée : — Le 18 février, au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. — Oblitération « P.J.A. »

Calendrier des manifestations

o 80000 Andorre (Office culturel municipal) 19 février. — 40 anniversaire de l'opération Gatcho sur la prison d'Andorre

o 25118 Courmayeur (Palais de la Mairie), 21 février. — Présentation de la maquette du bureau de poste pilote.

### Un nouveau timbre poste-aérienne

Par une décision ministérielle, le premier timbre hors programme de l'année sera un 15,00 F poste-aérienne. Il représentera seul l'avion Farman S-60 Goliath, sans l'effigie de l'ingénieur français Henri Farman, né à Paris (1874-1958), étant donné qu'un timbre le représentant déjà en 1971, dans la série des « personnages célèbres » (lire VERT 1670, 0,50 + 0,10).

Et cette émission débute le renouvellement de la série postale-aérienne dont les sujets évoqueront l'évolution de l'aviation civile française entre les deux guerres.

La mise en vente anticipée est prévue à Toulouse, les 3 et 4 mars prochains, lors du Salon philatélique « AVIAPHIL 84 », organisé par le CNEP, se déroulant dans le hall-C de la Foire de Toulouse, du 3 au 5 mars. ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des PHILATÉLISTES

ABONNEZ-VOUS - 13 %

FRANCE 1 AN : 105 F

M

N° Rue

Code

Ville

Désire souscrire un abonnement d'un an.

Renvoyez ce bulletin au Monde des Philatélistes 24, rue Chauchat 75009 Paris C.C.P. 18382-12 Paris.

ment qu'un effort à la pédale est nécessaire, la progressivité incitant à appuyer.

La Saumonerie

Le confort. A l'intérieur de la voiture qui a gardé son habitabilité, on ne peut que se féliciter du confort (sonorité, sièges enveloppant, position de conduite). Un cale pied aurait été néanmoins utile. La couleur des tissus est uniformément rouge. Avec une caisse vernie noire l'ensemble a beaucoup d'allure. Enfin on notera que les glaces latérales arrière peuvent s'ouvrir ce qui n'est pas le cas sur les autres versions (à 5 portes) de la gamme.

Tous ces bons points relevés et notamment au niveau de la mécanique laissent craindre qu'ils se traduisent par une consommation exagérée. Or, surprise, les chiffres donnés par la firme calculés sur vitesses conventionnelles (5,6 litres à 90 km/h, 7,3 litres à 120 km/h, 8,7 litres en circulation urbaine sont confirmés en usage routier. Lors de nos essais avec deux personnes à bord et en tirant au maximum du moteur, tant sur circuit où la vitesse maximale relevée a été 191 km/h, que sur routes de montagne en utilisant essentiellement les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rapports, la consommation a été de 11 litres 1/4. Le poids total de la voiture (850 kg) peut expliquer cette sobriété exemplaire.

Il est probable que la 205 GTI vendue (67 600 F) dépassera en commandes le chiffre prévu par Peugeot (17 000 voitures en 1984). C'est tout le mal qu'on lui souhaite. Car, en conclusion, cette nouvelle petite voiture de la marque peut-être, en outre, mise entre toutes les mains malgré sa vocation sportive.

CLAUDE LAMOTTE.

مكتبة المصطفى



# Au feu des épices

L'Algérie en 400 recettes.

Si nous avons pu nous familiariser, depuis plusieurs lustres déjà, grâce au talent de quelques chefs qui ont pignon sur bien des rues parisiennes, avec les délices, simples ou raffinées, de la cuisine marocaine, en revanche, l'occasion ne nous a pas encore été donnée de découvrir l'art culinaire de l'Algérie.

Hormis le couscous, partout présent dans la capitale, voire quelques rares potages épicés et d'autres pâtisseries au miel, que connaissons-nous d'une tradition culinaire dont nous ne soupçonnons pas même la vaste étendue ?

En rassemblant dans un volume de 400 pages pas moins de 382 recettes, M<sup>me</sup> Fatima-Zohra Bouayed comble une lacune fâcheuse. Désormais,

nous pouvons, pour peu que nous nous sentions le palais (et l'esprit) curieux de saveurs nouvelles, aller à la découverte de mets tantôt vite apprêtés, à la mode méditerranéenne, tantôt longuement mijotés, comme le veut la plus ancienne tradition arabo-orientale, mais, dans tous les cas, riches en goûts originaux, en herbes aromatiques et épicées, qui jouent toujours dans ces préparations un rôle de premier plan.

Le livre s'ouvre sur les soupes - à la viande, aux légumes, aux poissons, aux céréales - qui occupent une grande place sur la table nord-africaine. Viennent ensuite les hors-d'œuvre, les œufs, les feuilletés et les tourtes, puis les poissons, les escargots (dont on

on est fort friand là-bas), les volailles, le lapin et les viandes. Toutes les viandes - licites, s'entend ! - grillées, mijonnées, hachées, en ragout, en boulettes ou en brochettes. Suivent les légumes, où le cardon et le chou sont à l'honneur aux côtés du poivron, de la tomate et de l'aubergine. Un chapitre entier est consacré aux pâtes, très prisées par ici, au couscous et au riz, lui aussi fréquemment servi. Avant de passer aux desserts, on saura tout sur les abats, ces morceaux de roi dont tout le Maghreb sait faire ses délices, et le livre se ferme sur un précis de la conserve sucrée et salée...

C'est un panorama complet de la cuisine algérienne qui nous est proposé ici. Faute de pouvoir, jusqu'à présent, aller

tâter de ces merveilles hors de chez soi, aucun restaurant algérien ne proposant, semble-t-il, autre chose que le sempiternel couscous (et pas toujours le meilleur, hélas !), rien ne nous empêche de céder à l'invitation de M<sup>me</sup> Bouayed en nous mettant au fourneau, cumin, coriandre, curcuma, safran, carvi, sésame, gingembre et piment à portée de la main, bien entendu.

J.-M. D.-S.

\* La Cuisine algérienne, par M<sup>me</sup> Fatima-Zohra Bouayed, Temps actuels/Messidor, éditeur. 1 volume illustré, prix : 175 F.

## Une étoile de moins pour Lasserre

Surprise dans le nouveau guide Michelin qui sortira prochainement : Lasserre, le célèbre restaurant de l'avenue Franklin-Roosevelt, fréquenté par le Tout Paris d'hier et d'aujourd'hui - André Malraux y avait son rond de serviette - devrait perdre l'une de ses trois étoiles. La même mésaventure était survenue l'an dernier au Grand Védour de Raymond Oliver.

L'information n'est pas encore officielle, mais notre chroniqueur La Reynière s'en indigna par avance. « Une étoile de moins à Lasserre », écrit-il, à Lasserre qui se présente dans le monde entier, pour les connaisseurs, comme le symbole même de l'élégance, de la majesté et de la tradition de la restauration française : à Lasserre qui ne sacrifie pas au snobisme de la fantaisie culinaire non plus qu'aux farfeluteries du Toutou-Paris du show-biz ; à Lasserre qui ne fait pas de publicité ni ne s'en fait par l'extravagance et le scandale... Peut-on y croire ? »

■ Le syndicat viticole de Saint-Emilion va fêter son centenaire en juin prochain. C'est le plus ancien syndicat viticole français.

■ Les volailles chez Christian Constant (service traiteur) sont incomparables. Elles viennent de l'élevage de Raymond et Régine Creveaux à Castelnaud d'Auzan (tél. 62-29-20-45). En dégustant ce coq vierge de six mois nourri au blé et au maïs dans un grand pré, je me répétais la phrase fameuse : « Coq vierge : ce célibataire de nos basses-cours qui ne peut être confondu avec M. son oncle le chapon, grâce au goût et au parfum que lui confère sa chasteté... »

L. R.

## Les Tables de la Semaine

### Le Monde des chimères

Jeanne Courreau, entourée de tout son petit monde (M. Outhier en cuisine, M<sup>me</sup> Outhier en salle), présente une carte toujours originale et bien étudiée.

Du petit ragout de moules au farouil à la noix de veau crème d'oursins, du thon au chou rouge au foie de veau vapeur selon Jacques Manière. Les glaces et sorbets sont signés Berthillon, la cuisine est au beurre d'Eclairé, les desserts « maison » familiaux.

Aux déjeuners, un menu à 110 F, vin et service compris, deux plats, fromage ET dessert ; c'est une subline.

● 69, rue Saint-Louis-en-l'Île (4<sup>e</sup>). 354-45-27.

### La Saumoneraie

C'est l'annexe du Villars Palace. Un cadre plaisant et le saumon sous toutes ses faces, avec quelques autres plats : fruits de mer, soupe de pois-

son, poisson du jour et même faux filet béarnaise.

Un menu (58 F aux déjeuners et 88 F le soir, sans fromage, hélas ! Mais les amateurs de saumon (Norvège) seront heureux : du gravad lax aux rillettes, de la salade de saumon au fumé « maison », du saumon saumuré, pommes à l'aneth à l'omelette aux œufs de saumon, du steak de saumon grillé au saumon « Villars »...

● 8, rue Descartes (5<sup>e</sup>). 326-39-08.

### Michel Rostang

Dans les murs du Cher Denis, mais avec un cadre tout flamant neuf et élégant, Michel Rostang, qui a de qui tenir, propose une carte exceptionnelle (avec des menus, 235 F et 280 F, pour les amateurs). Prix en conséquence, bien sûr, surtout en cette saison de truffes fraîches (terrine de queue de bœuf en gelée aux truffes, panaché de nouilles et foie gras aux truffes, salade de belle de Font-

nay aux truffes). Mais une fête est une fête, et les fromages (un repas sans fromage, etc.) viennent de chez La Mère Richard, à Lyon, dont les saint-marcellins affrétés sont des chefs-d'œuvre.

● 10, rue Gustave-Flaubert (17<sup>e</sup>). 763-40-77.

### Nuces (Aveyron) Lautier

C'est le Restaurant de la gare. Dans un décor coquet Yves Lautier (qui fut chez Duguin, à Auch) et Odile, son épouse, ont mérité une étoile au Bottin gourmand.

Une avalanche de menus (45 F, 64 F, 90 F et 120 F) et la carte, avec les trouvailles du chef : la grande soupe de canard, le canet aux foies de volaille sauce aux coings, le magret purée de champignons à l'ail, la truite à la poitrine salée, le confit de canard torse fraîche. Bons desserts.

Réouverture en mars.

● 72-60-20.

L. R.

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES
AUBERGE DE RIQUENHUR, 12, r. du Fg-Mourmaris (9 <sup>e</sup> ). 770-62-39.
ANTILLAISES
PRINCE DES ILES, 9, r. des Boulangers (5 <sup>e</sup> ). Colombo de requin. F/dim. Ambiance musicale. 633-17-79.
LA BARBACANE, 13, rue Cal-Lemone, 326-37-01. Matouche de homard. Vend. sam. soir. Amb. folk.
AUVERGNATES
ANTOINE ISIDORE BOUZERYROL, 13, r. d'Anais, 7, 225-01-10. F/sam.-dim.
BEAUJOLAISES
LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS, 14, rue de Castelnau, 9, 265-41-56. F/dim.
BOURGIGNONNES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 588-45-48/17-64. F/sam.-dim. Cuisine bourgign.
BRETONNES
TY COZ, 35, r. St-Georges, 878-42-95. F/dim./lundi. Uniquement poissons, coquillages, crustacés.
CORSES
IN DE NOI, 156, rue Cardinet, 17 <sup>e</sup> . F/dim. Courgettes, sardines au brocciu, cabri. Rés. 226-43-81.
COUSCOUS
LE PETIT MOGADOR, 707-46-62. F/lundi. 11, rue de Port-de-Fer, 5 <sup>e</sup> .

CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE
JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. jusqu'à 30. Déj., dîn., soup. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE. Vainqueur.
FRANCAISES TRADITIONNELLES
Ces vins de Saint-Jean, Madame, et ses, Madame ! Le restaurant CHEZ FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais. Aéroport des Invalides, 7 <sup>e</sup> . Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. F. dîn., soir et lundi. Tél. : 705-49-03.
RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1 <sup>er</sup> , 723-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
LAPÉROUSE, 51, qu. Gds-Angustins, 326-68-04. Cadre anc. authent.
LYONNAISES
LA FOUX, 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dîn. 325-77-66. Alex aux fourneaux.
NORMANDES
MANOIR NORMAND, 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dîn. Langoustes, poulets au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale.
REUNIONNAISES
ILE DE LA RÉUNION, 233-30-95. F/dim. 119, r. St-Honoré, 1 <sup>er</sup> . Ris-croû.

SARLADAISES
LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Camoulet 65 F. Confit 65 F.
SUD-OUEST
LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 <sup>e</sup> ). F/sam., dîn.
FRUITS DE MER ET POISSONS
DESSERTEUR, spécialiste de l'Inde, 9, place Percier, 227-82-14. T.L.J. HUITRES, CRUSTACÉS, POISSONS.
ROBERT VATTIER, 14, rue Capillière, 1 <sup>er</sup> 236-51-60. 24 h sur 24 menu dîn. et fêtes. Fruits de mer, coquillages, poissons.
TOUR D'ARGENT, 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin.
TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12 <sup>e</sup> ), face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin.
LE PETIT NAVIRE, 354-22-52. 14, rue Fondé-Saint-Bernard. F/dim., lundi.
VÉGÉTARIENNES
LE JARDIN AU NATUREL, 100, r. Bac, 222-81-56. F/dim. Déj., dîn. Cadre de verdure.

VIANDES DE BŒUF
3 LIMOUSINS, 8, rue Berri, 9 <sup>e</sup> . 562-35-97. T.L.J. GDE CARTE DES VIANDES DE BŒUF. P.M.R. 185-215 F s.c. Menu 130 F s.p.c.
LES 3 MOUTONS, 63, av. Fr.-Roosevelt, 225-26-95. T.L.J. AGNEAU ET BŒUF. P.M.R. 192 F. 212 F s.c. Menu 150 F s.c.
BRÉSILIENNES
GUY, 6, rue Mabillon, 6 <sup>e</sup> . 354-87-61. « Excellent service traiteur » (Gault Millau 1984).
O'BRAZIL, 10, rue Guénégaud, 6 <sup>e</sup> . 354-98-56. REST. Spect. avec NORMANDO, discothèque grt. dame L. J. J. f. f. f. et veille CARNIVAL, 2-3-5-6 mers.
CHINOISES-THAÏLANDAISES
CHEZ DIEP, 22, rue de Pont-thien (9 <sup>e</sup> ). 256-23-96. L.J. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées et gastronomie chinoise-thaïlandaise.
DANOISES ET SCANDINAVES
COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, 359-20-41.
ESPAGNOLES
EL PICADOR, 80, boulevard des Batignolles, 387-28-57. F/lundi-mardi. FORMULE à 75 F s.c.
ETHIOPIENNES
ENTOTO, 587-08-51. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> . Derewon. Beyayeston av. l'Indjira.

INDIENNES
VISHNOU, ang. r. Volney, r. Danou, 297-56-54, 297-56-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche.
INDRA, 10, r. Cdt-Rivière. F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI.
ASHOKA, 5, rue Dr-Jacquemaire-Clemenceau (19 <sup>e</sup> ). T.L.J. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI.
INDIENNES-PAKISTANAISES
MAHARAJAH, 15, r. J.-Chaplain (6 <sup>e</sup> ). CARRE MONTPARNASSE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M <sup>me</sup> Vavin.
MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 354-26-07. F/lundi. M <sup>me</sup> Maubert. Spécialités BIRJANI.

ITALIENNES
L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13 <sup>e</sup> . 489-08-15. F/dim., lundi. EMILIE ROMAGNE.
MAROCAINES
AISSA FILS, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20h à 0h15. Couscous, Pastilla, Tagines. F/dim.-lun. Rés. à part. 17h.
PORTUGAISES
SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1 <sup>er</sup> (Châtelet), 236-30-71. Serv. J. 24 h. F/dim. Spécialités portugaises.
PRIX MARCO POLO CASANOVA 83.
VIETNAMIENNES
NEM, 66, 66, rue Lauriston (16 <sup>e</sup> ). 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
TAN DINH, 60, rue de Verneuil, 7 <sup>e</sup> . Fabuleuse carte des vins. 600 grands crus. 544-04-84. J. 23 h 15. F/dim.

## Salons pour déjeuners d'affaires et banquets

LAPÉROUSE, 51, quai des Grands-Angustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts.

## Ouvert après minuit

AU PETIT RICHE, 25, rue Le Pelletier. Son étonnant MENU à 100 F SERVICE COMPRIS. Décor 1880. F/dim.	LA CLOSERIE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-30 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. Ts les jours.
---	---



## échecs

N° 1080  
Côté cimetière

(Demi-finale du 51<sup>e</sup> Championnat  
de l'URSS, Volgograd, 1983.)  
Blancs : SVESHNIKOV  
Noirs : WEISSER  
Défaite décisive

1. Cc3 d5 23. exd4 fxe6 24. Te1 d6  
2. d4 d6 25. fxe6 fxe6 26. fxe6 fxe6  
3. d4 d6 27. fxe6 fxe6 28. fxe6 fxe6  
4. Cc3 d5 29. exd4 fxe6 30. Te1 d6  
5. Cc3 d5 31. exd4 fxe6 32. Te1 d6  
6. Cc3 d5 33. exd4 fxe6 34. Te1 d6  
7. Cc3 d5 35. exd4 fxe6 36. Te1 d6  
8. Cc3 d5 37. exd4 fxe6 38. Te1 d6  
9. Cc3 d5 39. exd4 fxe6 40. Te1 d6  
10. Cc3 d5 41. exd4 fxe6 42. Te1 d6  
11. Cc3 d5 43. exd4 fxe6 44. Te1 d6  
12. Cc3 d5 45. exd4 fxe6 46. Te1 d6  
13. Cc3 d5 47. exd4 fxe6 48. Te1 d6  
14. Cc3 d5 49. exd4 fxe6 50. Te1 d6  
15. Cc3 d5 51. exd4 fxe6 52. Te1 d6  
16. Cc3 d5 53. exd4 fxe6 54. Te1 d6  
17. Cc3 d5 55. exd4 fxe6 56. Te1 d6  
18. Cc3 d5 57. exd4 fxe6 58. Te1 d6  
19. Cc3 d5 59. exd4 fxe6 60. Te1 d6  
20. Cc3 d5 61. exd4 fxe6 62. Te1 d6  
21. Cc3 d5 63. exd4 fxe6 64. Te1 d6  
22. Cc3 d5 65. exd4 fxe6 66. Te1 d6  
23. Cc3 d5 67. exd4 fxe6 68. Te1 d6  
24. Cc3 d5 69. exd4 fxe6 70. Te1 d6  
25. Cc3 d5 71. exd4 fxe6 72. Te1 d6  
26. Cc3 d5 73. exd4 fxe6 74. Te1 d6  
27. Cc3 d5 75. exd4 fxe6 76. Te1 d6  
28. Cc3 d5 77. exd4 fxe6 78. Te1 d6  
29. Cc3 d5 79. exd4 fxe6 80. Te1 d6  
30. Cc3 d5 81. exd4 fxe6 82. Te1 d6  
31. Cc3 d5 83. exd4 fxe6 84. Te1 d6  
32. Cc3 d5 85. exd4 fxe6 86. Te1 d6  
33. Cc3 d5 87. exd4 fxe6 88. Te1 d6  
34. Cc3 d5 89. exd4 fxe6 90. Te1 d6  
35. Cc3 d5 91. exd4 fxe6 92. Te1 d6  
36. Cc3 d5 93. exd4 fxe6 94. Te1 d6  
37. Cc3 d5 95. exd4 fxe6 96. Te1 d6  
38. Cc3 d5 97. exd4 fxe6 98. Te1 d6  
39. Cc3 d5 99. exd4 fxe6 100. Te1 d6

### NOTES

a) 6... g6 semble un peu risqué :  
7. Cxg6, bxc6 ; 8. e5, Cg4 ; 9. exd6,  
Dxd6 ; 10. Dxd6, exd6 ; 11. Ff4, Fd6 ;

12. Fxh6, fxe6 ; 13. Cc4, e5 (et non  
13...d5 à cause de 14. h3, Ch6 ;  
15. Ff5) ; 14. Ff5, Ff7 et les Blancs  
sont un peu mieux. 9. Ff4 est probable-  
ment un renforcement de la variante  
(au lieu de 9. exd6) : 9... Fh6 ;  
10. Fxh6, Cxh6 ; 11. Dd2, Cf3 ;  
12. exd6 suivi de 13. 0-0-0.  
b) Ou R... a6 ; 9. a4, Ca5 (si 9...  
Dg7 ; 10. a5, b5 ; 11. axb6, Dxb6 ;  
12. Ff3) ; 10. Ff3, Dg7 ; 11. Cxa5,  
Dxa5 ; 12. f4.  
c) 9. a4 est habituel. Par exemple,  
9. a4, 0-0 ; 10. Ff2, Dd8 ; 11. a5, Dg7 ;  
12. f4, Cb4 ; 13. Ff3, e5 ; 14. Td2 avec  
égalité.  
d) Force le doublement du pion f : si  
10... Fxf6 ; 11. Dxd6.  
e) Une bonne place pour le D qui  
assure aux Blancs une nette supériorité  
dans la première phase du jeu.  
f) Le grand roque des Noirs ne  
paraît pas mal, outre le sacrifice du  
pion f.  
g) Après 13. Dxd7, on ne voit pas  
bien quel pourrait être le contre-jeu des  
Noirs.

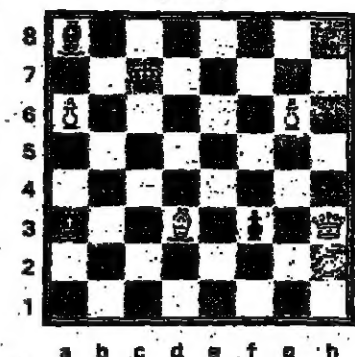
h) Sans craindre la prise 16... Cxg2  
qui donnerait un avantage considérable  
aux Blancs après 17. Te3, Cb4 ;  
18. Cd5, exd5 ; 19. exd5, Dd8 ;  
20. Dd2.  
i) Cette avance du pion h est insup-  
portable. La seule possibilité des Noirs  
consiste dans la suite 17... Fxa4 ;  
18. Txa4, d5.  
j) Avec élégance, les Blancs aug-  
mentent leurs chances de gain.  
k) Si 25... bxc6 ; 26. Dxa6, Ff6 ;  
27. Cx7+, Dxd7 ; 28. Txc6, exf6.  
l) Gagnant un temps. Si 26. Fh5,  
Fg8.  
m) On dit souvent que le grand  
roque des Noirs est le roque du côté du  
cimetière. Il est clair ici que, en quel-  
ques coups, le R noir se retrouve au  
cimetière.  
n) On 31... Txa8 ; 32. Dxc5 mais  
peut-être était-ce le moindre mal.  
o) Ouvrant la porte à la D blanche.  
p) Et non 35. Tf1 à cause de 35...  
Dxf1+ ; 36. Dxf1, Rxc6.  
q) Le R noir est en plein centre,  
exposé à tous les vents, mais les Blancs

devaient jouer précisément pour ne pas  
perdre leur avantage.  
r) A considérer est 39... Tf8.  
s) Menace 42. Fd7.  
t) Si 41... Rg3 ; 42. Td1, Tf8 ;  
43. Dd3+, Rf2 ; 44. Dd4 ou 41... Tf7 ;  
42. Fd7, Txd7 ; 43. Txd7, Fxb2 ;  
44. Fxh5+, Rxf5 ; 45. Td7, Rg4 ;  
46. Th7, d4 ; 47. Rg1 ou encore 41...  
Ff6 ; 42. Dd3, Rxb4 ; 43. g3+, Rg4 ;  
44. Fd7, Dxd7 ; 45. Df4+, Rb3 ;  
46. Td2.  
u) Si 42... Df5 ; 43. Tf1, Dxd7 ;  
44. Fxd7+, Rxb4 ; 45. Tf4+ ; si  
44... Rb4 ; 45. Tf4+, Rg5 ; 46. Dd5+.  
v) Car si 44... Rb4 ; 45. Tf4+ ; si  
44... Rb4 ; 45. Tf4+, Rg5 ; 46. Dd5+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1089  
(L. KATSELSON, 1979)  
(Blancs : Ra1, Ch2, Fb7, f7, h7. Noirs :  
Ra8, Dd8, Fd1, Fb4 et a2. Nulle.)  
1. Dg=De, Dxb6 ; 2. f8=Df, Dxb6 ;  
3. h8=D, Ff3 ; 4. Df6, Dd6 ; 5. Dd4,  
Dd5 ; 6. Dd5 (et non 6. Dd5, Df1+ ;  
7. Dxf1, Fxb2 mat), Dd5 ; 7. Dd2,  
Dd4 ; 8. Dd3, Dd5 ; 9. Dd2, nulle. Une  
étude originale.

### ÉTUDE

O. DURAS  
(1933)



BLANCS (5) : Rh3, Fd3,  
Fg6, g6 et h2.  
NOIRS (4) : Rg7, Fd8 et a3,  
Ff3.

Les Blancs jouent et gagnent.  
CLAUDE LEMOINE.

## bridge

N° 1058  
La double  
voie

Les deux déclarants qui ont gagné  
la manche à Cœur dans cette donne  
des Éliminatoires du Championnat  
du monde de Rio, ont utilisé une  
voie différente. Mais ni l'une ni l'autre  
n'était simple, et le contrat a  
chuté dans les autres manches.

Réponse :  
Comment éviter la perte de deux  
atouts et d'un Pique sinon par un  
placement de main à Pique (pour  
que Ouest joue atout) ou un place-  
ment à l'atout (pour que Ouest  
contre-attaque Pique) ?  
Estimant que Ouest avait de  
bonnes chances d'avoir trois Piques  
plutôt que deux (puisque Est était  
long à Carreau), Reiner tira Roi et  
Dame de Trèfle, puis le Roi de Pi-  
que, l'As de Trèfle, l'As de Pique et  
le valet Pique. Ouest prit et conti-  
nua Carreau. Sud coupa de sa main  
et joua un petit Cœur :  
♥DV5 ♥1096  
♥DV5 ♥R87  
Obligé de prendre, Ouest ne put  
que rejouer Cœur.

reau. Le déclarant a pris avec le Roi,  
puis il a tiré l'As de Cœur, mais Est  
n'a pas fourni. Comment Reiner, en  
Sud, a-t-il gagné QUATRE  
CŒURS contre toute défense ?

Comment éviter la perte de deux  
atouts et d'un Pique sinon par un  
placement de main à Pique (pour  
que Ouest joue atout) ou un place-  
ment à l'atout (pour que Ouest  
contre-attaque Pique) ?  
Estimant que Ouest avait de  
bonnes chances d'avoir trois Piques  
plutôt que deux (puisque Est était  
long à Carreau), Reiner tira Roi et  
Dame de Trèfle, puis le Roi de Pi-  
que, l'As de Trèfle, l'As de Pique et  
le valet Pique. Ouest prit et conti-  
nua Carreau. Sud coupa de sa main  
et joua un petit Cœur :  
♥DV5 ♥1096  
♥DV5 ♥R87  
Obligé de prendre, Ouest ne put  
que rejouer Cœur.

Voici le déroulement du coup à  
l'autre table :  
Même entame et même retour à  
Carreau. Mais Eisenberg a joué dif-  
féremment : après le Roi de Car-  
reau, il a éliminé les Trèfles : Roi de  
Trèfle, Dame de Trèfle prise par  
l'As, 3 de Trèfle coupé et 10 de  
Cœur que l'on laisse courir. Ouest  
en main dut contre-attaquer le 9 de  
Pique pour le 10, la Dame et le Roi,  
mais ensuite l'impasse au Valet de  
Pique sur Ouest procura le dixième  
levée. Au lieu de donner un Pique et  
un seul atout, Eisenberg a concédé  
deux atouts mais pas de Pique.

La valeur s'attendait pas  
Dans les rencontres entre de  
jeunes champions on trouve des  
coups brillants car ils connaissent  
déjà tous les secrets de la technique  
comme le prouve cette donne d'un  
Championnat d'Europe junior joué à  
Tel-Aviv.

♦D1086  
♥864  
♦653  
♦RV2  
N O E S  
O E O 987  
S ♦A10653  
♦RV2  
♦ARV75  
♦AV104  
♦8  
Ann. : S. don. Pers. vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
Bach Schjeld Moulart Helmes  
1♥ passe 1♥ passe  
3♥ passe 3♥ passe  
3♥ passe 3SA passe  
4♥ passe 4♥ passe

West ayant entamé le 4 de Trè-  
fle, le déclarant mit le Valet de mort  
pris par l'As d'Est qui contre-  
attaqua le 9 de Carreau pour le 10 et  
la Dame. Ouest ayant rejoint la  
Dame de Trèfle, le déclarant fit le

Roi sur lequel il défaisait le 4 de  
Carreau, mais celles-ci sont tout à  
fait correctes. Le seul problème est  
de savoir si Sud doit sauter à  
« 3 Carreaux » ou se contenter de  
faire la redemande de « 2 Car-  
reaux ». Cependant on raison du fit  
à Pique. Sud peut évaluer sa main à  
19 points, et il alors normal de faire  
une enchère forçant de manche. Que  
faudra-t-il faire ensuite si, sur  
« 3 SA » ? Il faudra passer car Nord  
devrait être gardé à Trèfle, et ne pas  
avoir trois cartes à Cœur.

Note sur les enchères :  
Les annonces n'ont pas été rap-  
portées, mais celles-ci sont tout à  
fait correctes. Le seul problème est  
de savoir si Sud doit sauter à  
« 3 Carreaux » ou se contenter de  
faire la redemande de « 2 Car-  
reaux ». Cependant on raison du fit  
à Pique. Sud peut évaluer sa main à  
19 points, et il alors normal de faire  
une enchère forçant de manche. Que  
faudra-t-il faire ensuite si, sur  
« 3 SA » ? Il faudra passer car Nord  
devrait être gardé à Trèfle, et ne pas  
avoir trois cartes à Cœur.

PHILIPPE BRUGNON.

## scrabble®

N° 183  
La Gorgone  
pétrifiée

Nous passons aujourd'hui en  
revue certains mots de sept lettres  
en ONE (suite de notre chronique  
du 21 janvier LA MORMONE  
DÉTONNE). Le suffixe savant grec  
ONE désigne des composés chimi-  
ques à base de carbone et d'oxy-  
gène : HISTONE (cherchez l'ana-  
gramme du pluriel), protéine ;  
LACTONE (3 ans. pl.), ester ;  
QUINONE, composé benzénique  
(même étymologie que QUI-  
NINE) ; SULFONÉ (E) (1 ana.  
masc. sing.), composé à base de sou-  
fre. Autres mots chimiques : CAR-  
BONÉ (E), PEPTONE, substance  
protidique, et CHALONE, hormone  
ayant un effet inhibiteur, mot dis-  
paru mais toujours jouable. Mots  
géométriques : TRICONE (2 ana.  
sing., beaucoup d'ana. pl.), trépan  
côlique ; TRIGONE (1 ana. pl.),  
ayant trois angles, et ISOGONE,  
ayant deux angles égaux. L'ÉPI-  
GONE (1 ana. sing., 1 pl.), disciple  
sans originalité, n'a rien de géomé-  
trique si ce n'est sa platitude : éty-  
mologiquement, il est seulement  
« né après » son maître. Enfin, la

GORGONE (1 ana. pl.), polypier  
flexible, doit son nom à sa ressem-  
blance avec la chevelure de serpents  
de trois antiques dames grecques qui  
« médusaient » les curieux, c'est-à-  
dire les changeaient en pierre (les  
anagrammes sont données en fin  
d'article).  
Scrabble Club phocéens  
21, rue Sybille, Marseille  
Tournoi national le 25 mars 1984  
Utilisez un cache afin de ne voir que le  
1<sup>er</sup> drage. En baissant le cache d'un  
cran, vous découvrirez la solution et le  
tirage suivant. Sur la grille, les cases  
des rangées horizontales sont dési-  
gnées par un numéro de 1 à 15 à coté  
des colonnes par une lettre de A à O.  
Lorsque la référence d'un mot com-  
mence par une lettre, ce mot est hori-  
zontal ; par un chiffre, il est vertical.  
Le tiret qui précède parfois un drage  
signifie que le mot est tiré au hasard  
ou de convention. Le dictionnaire en  
vigueur est le Petit Larousse Illustré  
(PLI) de France.

N°	TIRAGE	MOT TOP	RÉF.	PTS
1	TAPCOUT	COUTAT	H4	22
2	F-ESTRIN	FRETIONS (a)	5C	72
3	OSEURME	KSOUR	D1	48
4	EMER-RIAG	EMERGEAI	E5	48
5	OSROET	DOS(S)IER (b)	13C	79
6	UNPAELA	PANKA	1A	48
7	EUL-OCSEA	COLLAGES	4H	78
8	VEYSLICE	COSY	D11	58
9	LEEV-NJI	ENJOLIVE (c)	3A	183
10	AEPEZETA	ZETA (d)	H12	69
11	BAPE-VWE	WEBER	8A	61
12	PAV-ESTH	SAINTÉ (e)	F1	32
13	PVT-LURAE	PAUVRET (f)	J8	74
14	LUMITEO	PIQUET	8J	69
15	ML-AFLHI	FLASH	O1	33
16	MLJ-UNDR	LURON (g)	N2	22
17	DAMN-SON	OH	F9	29
18	MINON-HDI	DAMER	15G	20
19	NN-LOXO	XI	6B	36
20	BLONN-ET	ENNOBL (I) E (h)	N8	72
21	MI	AMI	11E	11
22			Total ...	1122

NOTES  
(a) FRISSENT (hémat ÉCOUTAT,  
3 D, 71). (b) ADROIT (TES, 8 H, 71).  
(c) JAVELINE, 1 3, 69. (d) VINYLE,  
15 A, 54. (e) EPATEZ, A 1, 60. (f)  
TANS, F 5, 29. (g) JEAN DOSSIERE  
(de harnais). (h) DRUMLIN (un  
implacable). (i) BOUL(O)INNE,  
M6.  
1. G. Fardoux, 1059 ; 2. A. Merle,  
1047 ; 3. M. Chessa, 1013 ; 10.  
863.20.798.  
Anagrammes des mots en  
ONE : HÉSITONS - ÉCLA-  
TIONS, CLONATES, ÉCLO-  
SANT - FEULONS - CROIENT, RE-  
CTION (« Ciroen » n'est pas bon) -  
GITERONS - POIGNÉE, PIÉ-  
GEONS - GORGEONS.  
MICHEL CHARLEMAGNE.  
Prière d'adresser toute correspon-  
dance concernant cette rubrique à  
M. Charlemagne, F.F.Sc., 96, boule-  
vard Poincaré, 75017 Paris.

## MOTS CROISÉS

N° 289

Horizontalement  
1. Coiffés par une femme ! - II.  
Voleur et maître chanteur de sur-  
croît. Créature du roman noir. -  
III. C'est en brillant qu'ils engrais-  
sent. Bénit. - IV. Pronom. Reçu. -  
V. La. Vauban en a rajouté. Fait  
école. Dans la savane. - VI. Ont des  
longueurs. Pour patiner en Angle-  
terre. Part de melon. - VII. Objets  
d'appréciations. Prend tout de droite  
à gauche. - VIII. Roi. Particulière-  
ment rigoureux. - IX. Zeus l'aïma.  
Fils de l'océan. - X. Emportent la  
décision.

Verticalement  
1. N'y tombez pas. - 2. Bien en  
place. - 3. Très proche. - 4. Une  
des meilleures et des pires des  
choses. II y en a plus d'une dans  
l'histoire. Voyelles. - 5. Ce fut au-  
trefois une ville neuve. Après un bon  
départ. - 6. Suscitant des allées et  
venues. Donne des puces. - 7. Arti-  
cle. Nymphé. Suivi sans conteste. -  
8. Glacée en un sens. - 9. Épuisé en  
un sens. Investit. - 10. Monsei-  
gneur, peut-être ? - 11. N'est pas  
du genre à se faire remarquer. Fait  
son boulot. - 12. Mis à l'abri. Mise  
à la lumière. - 13. Ils sont bien  
obligés de suivre le mouvement.

### SOLUTION DU N° 288

Horizontalement  
1. Informaticien. - II. Neigeuse.  
Orna. - III. Dali. Ringiers. -  
IV. Un. Volé. - V. Stressés.  
Ural. - VI. Ase. Mère. -  
VII. Rim. Raméniers. - VIII. In-  
dienne. Isère. - IX. Edam. Trot.  
Nme. - X. Luminescentes.

Verticalement  
1. Industriel. - 2. Néant. Indu. -  
3. Fil. Ramdam. - 4. Ogives. Emi. -  
5. Ré. Oserm. - 6. Muriissante. -  
7. Asile. Mers. - 8. Ténacité. Oc. -  
9. Cl. Unité. - 10. Coutures. -  
11. Intérent. - 12. E.N.E. Arme. -  
13. Nasalises.

FRANÇOIS DORLET.

## ANACROISÉS®

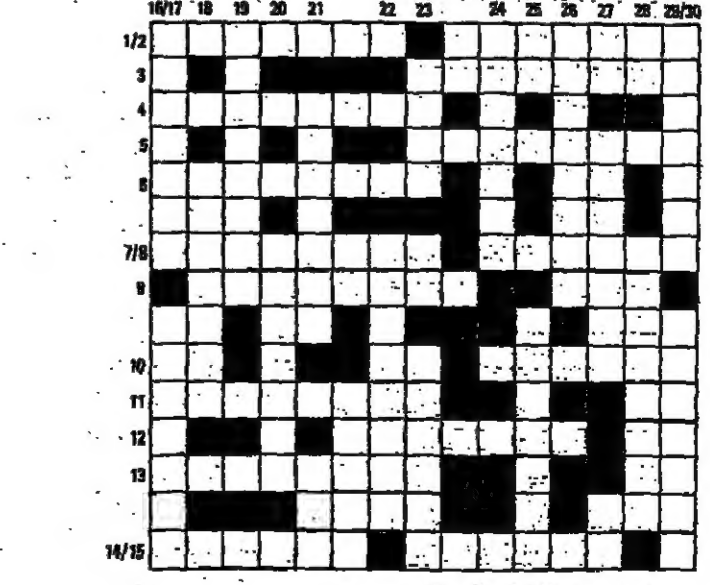
N° 289

Horizontalement  
1. CEINSU. - 2. ACILNOT  
(+1). - 3. ACDEILRU. - 4. ADEIL-  
LOR. - 5. ADEILIT. - 6. AAC-  
FINNR. - 7. ACILRSST (+1). - 8.  
AEESTX(+1). - 9. AINOSSIT  
(+1). - 10. ABSSUU. - 11. ABEI-  
SST (+4). - 12. AEEIRRR (+1). -  
13. ADEILRTU (+3). - 14. AEN-  
SSV. - 15. AFLNOR.

Verticalement  
16. ACCNORS. - 17. AADENNS  
(+2). - 18. AEFHLS. - 19.  
CDEINRT. - 20. ACEIRTU  
(+3). - 21. CINSTU. - 22. EL-  
NORTTU. - 23. EEFRRR. - 24. AB-  
DEERV. - 25. AABFILT. - 26. CEI-  
LOSTU. - 27. AEEILLS (+2). -  
28. AELRTUU. - 29. DEEENR. -  
30. AEINNS.

### SOLUTION DU N° 288

Horizontalement  
1. THEATRE. - 2. CHIASSA  
(MACHAIS). - 3. INDICILE.  
4. POULET. - 5. HURLAI. - 6. EN-  
TARTRA (ARRÉTANT). - 7. PA-  
MERIEZ (EMPARIEZ). - 8. UTI-



LISE. - 9. LEONURE, plante à fleurs  
roses (ENROULE). - 10. QUOL-  
BET. - 11. IRRESOLU (ROU-  
LIERS). - 12. RENNE, enzyme. -  
13. RESALEE (REALESE). -  
14. TELAMON (LAMENTO). -  
15. GELULE. - 16. INDECIS (IN-  
DICES). - 17. MITRALES (TRE-  
MILES).  
Verticalement  
18. TRICEPS (SCRIPTÉ). -  
19. LORRAINE. - 20. ENDORMIE.  
21. OBESITES. - 22. TACHERON  
(ARCHONTE). - 23. UFOLOGIE,  
étude des ovnis. - 24. ECLATEUR.  
25. AZIQUE. - 26. NAPHOTOL.  
27. ORGELET. - 28. SOURCILE. -  
29. TERFUMS. - 30. ENTOUTRE  
(TOURNEE). - 31. MITTES.

MICHEL CHARLEMAGNE  
et MICHEL DUGUET.

## Une sélection de disques compacts

1. Bach : Fantaisie et Toccata  
pour Clavier en sol mineur.  
2. Beethoven : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
3. Brahms : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
4. Chopin : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
5. Debussy : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
6. Fauré : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
7. Grieg : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
8. Liszt : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
9. Mahler : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
10. Mendelssohn : Concerto  
pour piano et orchestre en  
sol mineur.  
11. Mozart : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
12. Paganini : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
13. Schubert : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.  
14. Tchaïkovski : Concerto  
pour piano et orchestre en  
sol mineur.  
15. Vivaldi : Concerto pour  
piano et orchestre en sol  
mineur.



# Classique

## « Zoroastre », de Rameau

L'année Rameau est terminée, mais les lampes de la fête ne sont pas encore éteintes. Témoin, cet enregistrement de *Zoroastre* réalisé par la Petite Bande de Sigiswald Kuijken, avec une équipe de chanteurs à la dévotion des conceptions résolument baroques de cet admirable musicien et chef.

*Zoroastre*, quatrième des cinq tragédies lyriques qui nous ont été entièrement conservées du compositeur, fut créé à l'Académie de musique de Paris en 1749. L'ouvrage fut très discuté, mais le public courut au spectacle par curiosité (ou par souci de s'y montrer) ce qui fit dire à un témoin : « J'entends raconter un mal horrible de cet opéra dans chaque maison où j'entre, mais à quatre reprises je m'y présente sans trouver de place. Il n'y a que les Français capables de ces contradictions ! »

Jugé sur ce que nous donnent à entendre les interprètes (qui utilisent la version remaniée de 1758) l'œuvre se hausse indéniablement au niveau du plus grand Rameau. La musique y respire un parfum d'imprévu et de versatilité suprêmes, mariant la tension de la déclamation à la vitalité des danses. Et Jean-Philippe y impose la même variété d'atmosphères que dans *Hyppolite et Aricie*, jouant des caractères et des sentiments en créant épris jusqu'au vertige de l'idée dramatique, malgré les insuffisances du livret de Cahusac.

Précisément, Sigiswald Kuijken revendique cette fonction dramatique dans une opéra essentiellement théâtrale. Mobilité des tempi, discontinuité des rythmes, couleurs des timbres enfin valorisées par un remarquable ensemble d'instrumentistes d'époque : tout concourt ici à la primauté de la vie, mais intégrée dans une idéale vision à l'antenne, où musique, poésie et musicologie font toujours bon ménage. Les chœurs du Collegium vocale de Gand complètent la distribution dans l'esprit (et avec les effets) du temps, tandis que, côté solistes, le *Zoroastre* de John Elwes, la pure Amelita de Greta de Reyghere, l'Erinice de Mieke Van der Sluis, la Céphise d'Agnès Mellon, le sur Abramo de Gregory Reinhardt sont toujours dignes de l'aventure baroque et de son fascinant mélange d'humour expressif, de son rêve fascinant de beauté et de vérité dans les limites d'un genre maintenu en vie par fidélité au passé illustre. Après les *Boréades* de Gardiner, voici le second album absolument nécessaire à une meilleure approche lyrique de Rameau, enfin revenu au premier plan grâce à un retour aux sources et à une action en profondeur, que tout (motivations des interprètes et intérêt du public) laisse espérer durable.

ROGER TELLART.

● Un album de quatre disques Harmonia Mundi allemand, référence HMD 157.

## « Così fan tutte », par Hans Rosbaud

Aix et Mozart. Aix avec Hans Rosbaud et les deux Teresa : Stich-Randall et Berganza, bref, l'une de ces grandes cuvées (1957) de ce qui fut un festival enivrant. Deux héroïnes dont les timbres, au lieu de s'opposer, s'échangent jusqu'à se confondre dans la jeunesse et l'enthousiasme de chanter, toujours précises et donnant pourtant l'impression de la plus grande liberté, pleinement timbrées mais totalement ductiles et transparentes ; un Alva et un Panerai alors au sommet de leurs moyens et de leur talent, même si, çà et là, on note quelque laisser-aller, une ten-

dance à la facilité (que Rossini supporte, mais que Mozart exclut). Et, menant la Société des concerts du Conservatoire, un Rosbaud tout d'agilité et de vivacité, étourdissant de verve, mais pointilleux sur le rythme, attentif à la vertu du son qu'il hélas l'enregistrement sur le vif trahit parfois.

La collection s'intitule « Rappel » ; en l'espèce, elle pourrait s'appeler « Inoubliables ».

A. A.

● Trois disques FNAC, « Rappel » 4.



Wolfgang Amadeus Mozart

## « Mefistofele », de Boïto

A l'évidence, Arrigo Boïto fait un retour en force dans le monde lyrique. Après son *Merone* récemment paru (*le Monde* Dimanche du 16 octobre 1983), voici ce *Mefistofele* plus connu parce qu'ayant toujours attiré les interprètes friands d'airs à effet et heureux de déployer des moyens que l'écriture exige plutôt exceptionnels. Un *Mefistofele* plus littéraire que musical, plus pensé qu'inspiré, et dont les « nouveautés » d'écriture paraissent aujourd'hui bien conventionnelles, voire bien ordinaires.

La distribution a été confiée à une équipe de stars dont on retrouve sans surprise donc les atouts et les limites : Nicolai Ghiaurov, tout à fait impressionnant dans le rôle-titre, même si les moyens sont désormais net-

tement affaiblis ; Mirella Freni, toujours sensible, toujours pleinement engagée, et incompréhensiblement toujours un peu en deçà de ce qu'on attend d'elle ; Luciano Pavarotti, de plus en plus persuadé que son timbre d'exception suffit à tout ; Montserrat Caballé, enfin dans un second rôle, ayant retrouvé une superbe et une plénitude vocales, même si cet univers musical n'est guère le sien.

Ne pas oublier Oliviero de Fabritius, qui parvient à tirer du New Philharmonia Orchestra des effets de mise en scène, une efficacité lyrique qui, somme toute, sont parties prenantes de cette époque de l'opéra.

A. A.

● Trois disques Decca, D 270 D.

## « Concertos pour guitare », de Giuliani

Après une période de déclin, on assiste au début du dix-neuvième siècle à une renaissance de la guitare, annoncée par quelques pages de Boccherini, mais dont les principaux artisans furent Ferdinando Carulli, Mauro Giuliani, ou même Niccolò Paganini. Né en Italie du Sud en 1781 et mort à Naples en 1829, Giuliani fut sans doute musicalement, en ce qui concerne la guitare, le plus ambitieux de ces trois Italiens, et sa célébrité égala presque celle de leur contemporain espagnol Fernando Sor. De 1806 ou 1807 à 1819, il vécut à Vienne, et c'est cette ville qui, en avril 1808, quelques mois avant d'entendre la Cinquième et la Sixième Symphonie de Beethoven, eut la primeur de son *Concerto en la majeur* opus 30. Giuliani composa en tout trois concertos pour guitare, et le disque

que voici présente, avec l'opus 30, celui en fa majeur opus 70.

Ce sont des œuvres assez développées, dont les trois mouvements avoisinent chaque fois la demi-heure, rendant toute justice à l'instrument soliste, mais ne réduisant pas pour autant l'orchestre à la portion congrue. Il y a dans cette musique plus que du charme et de l'élégance. Les rythmes de polonaises des deux finales sont très « début dix-neuvième », et une véritable émotion se dégage de l'*Andantino alla Siciliana* de l'opus 70, où l'on perçoit comme un écho du début de la Sonate en la majeur K. 331 de Mozart. Angel Romero est accompagné par l'Orchestre de chambre anglais dirigé par Raymond Leppard.

MARC VIGNAL.

● EMI, 1435.581.

## Nous avons remarqué

● Beethoven : *Fantaisie pour piano opus 77*, *Sonate pour piano opus 78* et *Triple concerto pour piano, violon et violoncelle opus 56*, par Rudolf Serkin (piano), Jaime Laredo (violin), Leslie Parras (violincelle) et l'Orchestre du Festival de Marlboro, dir. Alexandre Schneider. — En série économique, une version, énergique et incisive à souhait, la meilleure jamais réalisée du *Triple concerto*, et deux pages pour piano, dont l'une, la *Fantaisie*, très peu connue. (CBS Masterworks Portrait, 60295.)

● Glazounov : *Les huit symphonies*, par le Grand Orchestre de la Radio de l'URSS dir. Vladimir Fedoseyev. — Ces ouvrages, composés entre 1882 et 1905, et donc menés à bien par l'auteur entre sa dix-septième et sa quarantième année, ne sont pas de la musique de tout premier plan, mais se laissent écouter avec plaisir tout en s'inscrivant dans la grande tradition russe. Cette intégration est la première jamais diffusée en France, et les interprétations ne laissent rien à désirer. (Huit disques DMM, distr. Schott, 999000.)

● Haydn : *La Création*, par Trude Eipperle, Julius Patzak, Georg Hahn, les chœurs de l'Opéra de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Clemens Kraus. — Réédition attendue d'une version légendaire de la Haydn Society, parue chez Erato il y a trente ans. Cinq nouvelles versions de l'œuvre très souvent gravée nous sont par-

venues depuis deux ans, mais celle-ci conserve tous les atouts, en particulier à cause de son extraordinaire trio de solistes. Le son est nettement amélioré, on a dû, étant donné l'état de la bande, supprimer le duo précédant le chœur final. (Deux disques, Erato, 180.062.)

● Mozart : *Masse en ut mineur K. 427*, par Rolf Schweizer et Harta Topper, Hugo Meyer-Wolfing, George London, l'Akademie Kammerchor et l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Meinhard von Zallinger. — Réédition d'un autre enregistrement de la Haydn Society, aussi indiscutable que celle de la *Création*. Dans ce cas également, il s'agit de la première version mondiale de l'ouvrage. Bien d'autres ont suivi, mais aucune sans doute n'a atteint le même degré d'émotion. (Erato, 18.001.)

● Schumann : *Impromptus, Davidsbündlerliedchen, Carnaval, Sonate opus 10, Kreisleriana, Fantaisie*, par Charles Rosen. — Les chefs-d'œuvre révolutionnaires de Schumann (Rosen *edit*) par un des interprètes les plus audacieux d'aujourd'hui. Certains détails surprennent, mais l'ensemble force l'admiration. Sauf la première (opus 10), les faces avoisinent ou dépassent nettement la demi-heure. (Trois disques, Erato, distr. ADDA, ETC 3.001.)

M. V.

## Jazz

### « Direction Sud-Ouest », de Philippe Laccarrièr

« Direction Sud-Ouest » : la photo de couverture l'indique, avec, pointé dans le bon sens, le bateau plat, bac à huitres qui peu à peu remplace la pinasse, plus belle mais plus chère. François Fauré, pianiste, a fixé, depuis le rive des Jacques, cette image renversable où tout est symétrique par effet de reflet et où une ligne de « perris » limitant des parcs sépare le ciel de l'eau, l'un clair comme HUL, l'autre sombre comme Come, deux thèmes de Philippe Laccarrièr qui a choisi pour mille raisons ce paysage double.

Laccarrièr est bordelais, ainsi que Fauré et Francis Bourree, le ténor. Il dit qu'il a confié à cette pochette un message silencieux, celui de l'attachement du groupe à un lieu où tous les Gascons d'origine et Gascons de cœur voudraient pouvoir couler leurs jours et échever leur vie. Au verso de la même pochette, dans une iconographie rétro, les quatre partenaires — n'oublions pas Eric Dervieu, drummer — se présentent comme des hommes dont le jazz a pu renforcer une amitié qu'il n'a pas à lui seul créée. En revanche, le jazz profite pleinement d'une profonde complicité affective

à laquelle nous devons ce disque très beau.

Né en 1956, Laccarrièr a débuté dans les clubs de Bordeaux : aux Argentiers, près de la Grosse Cloche, et chez Jimmy, près du stade. Il est monté à Paris en 1977, l'année de son prix Sigma, pour raffer, quelques mois plus tard, en quarante, la première place au concours de la Défense. Fauré n'a pas quitté la Gironde, mais Bourree a bourlingué avec la Compagnie Lubat et Dervieu, avec Pepper Adams, Johnny Griffin, René Urtogere.

La trio et le quartette de Laccarrièr, dans cet album, ne témoignent pas seulement d'une technique accomplie et d'un talent de pleine maturité, ils y laissent percevoir un enracinement authentique dans la terre jazzique (Laccarrièr a écouté Eddie Gomez, comme Bourree John Coltrane — pour le phrasé — et Mike Bracker — pour le son) ; enfin, ils savent être eux-mêmes, cogarder le sérieux et jouer à tout va.

LUCIEN MALSON.

● Disques LAC 61. Distribution OMD.

## Rock

### Lizzy Mercier Descloux

C'est un peu comme si Lizzy Mercier Descloux débutait sa carrière avec ce troisième album, comme si les cinq années passées l'avaient été à se faire plaisir en enregistrant pour saisir les occasions plutôt que par nécessité. Parisienne installée à New-York, Lizzy Mercier Descloux est allée à Johannesburg pour réaliser, avec des musiciens locaux, un disque qui lui ressemble, sans attache et sans passeport. Pas un disque qui chante en français ou en anglais, même si les textes empruntent indifféremment aux deux, mais un disque qui parle le langage des rythmes, où les mots battent le temps au fil des humeurs : une expression en forme d'épigramme, internationale.

Pas de collage prémédité, ni de sacrifice à la mode non plus : ici l'Afrique est en toile de fond, pour le couleur locale, juste un décorum qui sert de point de départ. Et le voyage à des airs de folklore aju-

ou des résonances de samba, le souffle des cuivres dorés, les respirations mélancoliques de l'accordéon et le piment des puleions insulaires.

Au détour des plages de vinyle, on rencontre « Momo », l'air du temps » et « Pénitence », souveraine dans son mélo ». Lizzy chante et c'est sans calcul, loin des étiquettes et près du cœur. L'exotisme est présent, pas de ceux affectés qui ont valeur de dépliant touristique : les textes ont la beauté simple et fascinante des traditions folkloriques, une poésie céleste d'amour et d'eau fraîche qui voit de soleil et parfois d'ombre au coin de l'âme.

Tout à tour gai et sentimental, poignant et insouciant, ce disque est un compagnon attachant et inédit qui vieillira avec nous en échappant aux modes.

A. W.

● CBS, 25854.

### MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne

## Camille CLAUDEL

Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 15

DU 15 FÉVRIER AU 11 JUIN

## Une sélection de disques compacts

● Bach : *Fantaisie et fugue BWV 542*, *Tocatta et fugue en ré mineur*, *Fugue en sol 578*, *Pasacaille en ut mineur*, *Concerto pour orgue en la mineur*, par Marie-Claire Alain (Erato ECD 88004).

● Brahms : *Concerto en ré mineur*, par Vladimir Ashkenazy et l'Orchestre du Concertgebouw, direction B. Haitink (Decca 410.009-2).

● Bruckner : 9<sup>e</sup> Symphonie, par l'Orchestre du Concertgebouw, direction Bernard Haitink (Philips 410.039-2).

● Chostakovitch : 8<sup>e</sup> Symphonie, par l'Orchestre du Concertgebouw, direction B. Haitink (Decca 411.616-2).

● Haydn : *La Création*, par E. van Dam, le Singverein et le Philharmonique de Vienne, direction H. von Karajan (2 d.c., DG 410.718-2).

● Rossini : *Stabat Mater*, par K. Biedorff, L. Valentini-Terrasi, D. Gonzalez, R. Raimondi, Orchestre Philharmonique, direction C.-M. Giulini (DG 410.034-2).

## « Japanese Whispers : Singles November 82-83 », de The Cure

Voici la formule idéale pour The Cure : une compilation, en format 33 tours, des 45 tours qu'ils ont réalisés sur un an. Il y a, en effet, deux Cure : celui des 33 tours conceptuels parfois un peu pesant, fait d'un bloc, trop empesé et rigide sur la distance, et celui des 45 tours, plus direct et plus condensé, à l'affût de la mélodie choc et du slogan expéditif. Ici, on retrouve le sens extraordinaire du drame (la voix plaintive, les guitares acérées, les « climats » urgents), mais il est allié par le souci de frapper juste au bon moment sur des compositions remanées. Les thèmes pointus sont aérés par une rythmique aux accents funky qui permettent une souplesse de ton. Huit titres qui montrent une évolution rapide, une richesse d'inspiration renouvelée, une faculté à se diversifier, une mise en musique contrastée, un style excentrique et radical à la fois. Un 33 tours qui tourne au rythme des 45 : vite et bien.

ALAIN WAIS.

## Quatre Bergman

● *Les Fraises sauvages*, d'Ingmar Bergman, avec Victor Sjöström, Bibi Andersson, Ingrid Thulin, et Max von Sydow.

● *Cris et chuchotements*, d'Ingmar Bergman, avec Ingrid Thulin, Liv Ullmann, Harriet Andersson et Karl Söykan.

● *Scènes de la vie conjugale* avec Liv Ullmann, Erland Josephson et Bibi Andersson.

● *Sonate d'automne*, d'Ingmar Bergman, avec Ingrid Bergman et Liv Ullmann. Edité et distribué par Thorn Emi vidéo.

L'événement fera moins de bruit que la sortie de la *Guerre des étoiles* en vidéo, même si c'est la première fois que des films d'Ingmar Bergman sont édités en cassettes. Thorn Emi nous offre le film-phare des années 50, les *Fraises sauvages*, grande fresque symbolique sur la mort, la mémoire et l'inconscient. Face à ce cheval de bataille de tous les ciné-clubs, trois chefs-d'œuvre des années 70 : *Scènes de la vie conjugale* (1974), *Sonate d'automne* (1978), et surtout, *Cris et chuchotements* (1973). En vingt ans, les doutes de l'âme et leur style convulsif ont laissé la place à un humanisme serin et à sa somptueuse musique intérieure. Des monuments de l'histoire du cinéma, en version française malheureusement.

## Le corrupteur

● De Michael Winner, avec Marlon Brando, Stéphanie Beacham et Harry Andrews. Edité par Embassy home Entertainment et distribué par Warner Filippacchi vidéo.

Pour redécouvrir cette intelligente adaptation du roman d'Henry James le *Tour d'écras*, et une superbe interprétation de arlon Brando.

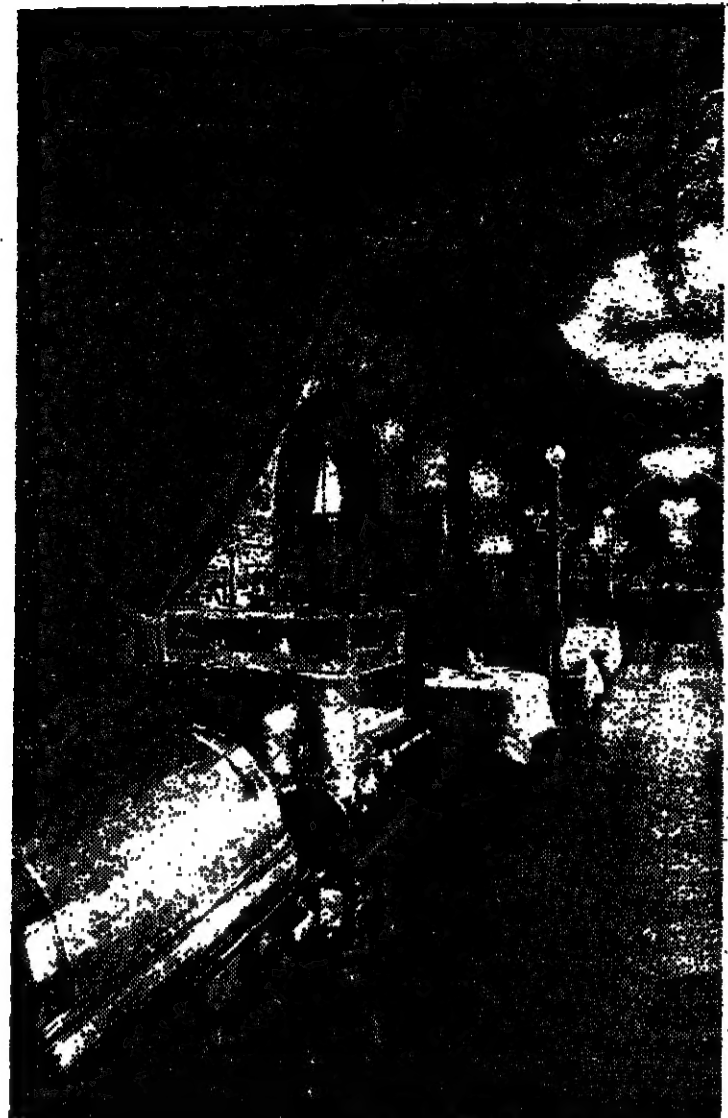
J.-F. L.

CLAUDE RÉGENT.



## Sauve décors!

Un ministre de la culture s'intéresse aux murs des maisons gourmandes.



**L**A bombe dévastant le *Grand Vefour* a manqué détruire définitivement cet admirable décor. Ce cadre précieux de la petite histoire capitale. Et comment reconstituer tout cela? Ces glaces comme effacées, ce plafond peint, ces tableaux de soie, ces petites chaises noir et or? Heureusement, le *Grand Vefour* venait, fin 1983, d'être « classé », c'est-à-dire d'être inscrit dans la liste des cafés et restaurants de Paris protégés au titre des monuments historiques.

A vrai dire, on le croyait « classé » depuis longtemps, et il convient de féliciter M. Jack Lang de cette initiative. On ne dit, de reste, qu'il entend activer les dossiers en cours, songeant même à classer de simples façades de boutiques, ce qui serait très bien aussi. Celles de vieilles boulangeries, par exemple, ou de vieilles boucheries (et je pense au Bell'Vandier de la rue du Vieux-Colombier).

En même temps que le *Grand Vefour*, ont été protégés par le ministère de la culture le restaurant *Vagenende* (142, bd Saint-Germain). Le restaurant *Rougout* (59, bd du Montparnasse), devenu un *Bistro de la Gare*, et dont le décor pour les anciens du vieux *Rougout* semble un peu malmené; et la *Fermette Marbeuf* (5, rue Marbeuf). Ici, le cas est à la fois exemplaire et amusant. C'est en effectuant des travaux dans cette boutique d'une maison fin de siècle que M. Laurent a découvert, derrière un mur bricolé, une authentique salle 1900, comme ailleurs on découvrirait, dans une salle secrète, une momie bien conservée. En fait, ce doit être seulement cette salle 1900 qui mérite d'être inscrite à l'inventaire. D'autant que le propriétaire l'a décorée de céramiques d'époque.

Ces « promotions » ne sont pas toujours bien vues, j'imagine, des propriétaires. N'est-il pas tentant de démolir une salle, une façade, un petit immeuble pour agrandir la place, éclairer la salle ou construire un caravansérail mercantile? Et ne ferait-on pas un drugstore achalandé et privilégié dans les murs, par exemple, de *Lucas-Carton*?

C'est pourquoi, je le répète, il convient de dresser l'inventaire des boutiques témoins d'un hier que le souci de l'histoire, l'attendrissement du souvenir et l'intérêt de l'avenir nous invitent à préserver.

Mais avant cette promotion 1983, demandez-vous? J'ai été stupéfait de voir que seules

cinq maisons avaient bénéficié de l'intérêt du service des monuments historiques: *Procopé*, *Maxim's*, le *Café de la Paix*, le *Buffet* de la gare de Lyon, l'ancien restaurant du *Journal*.

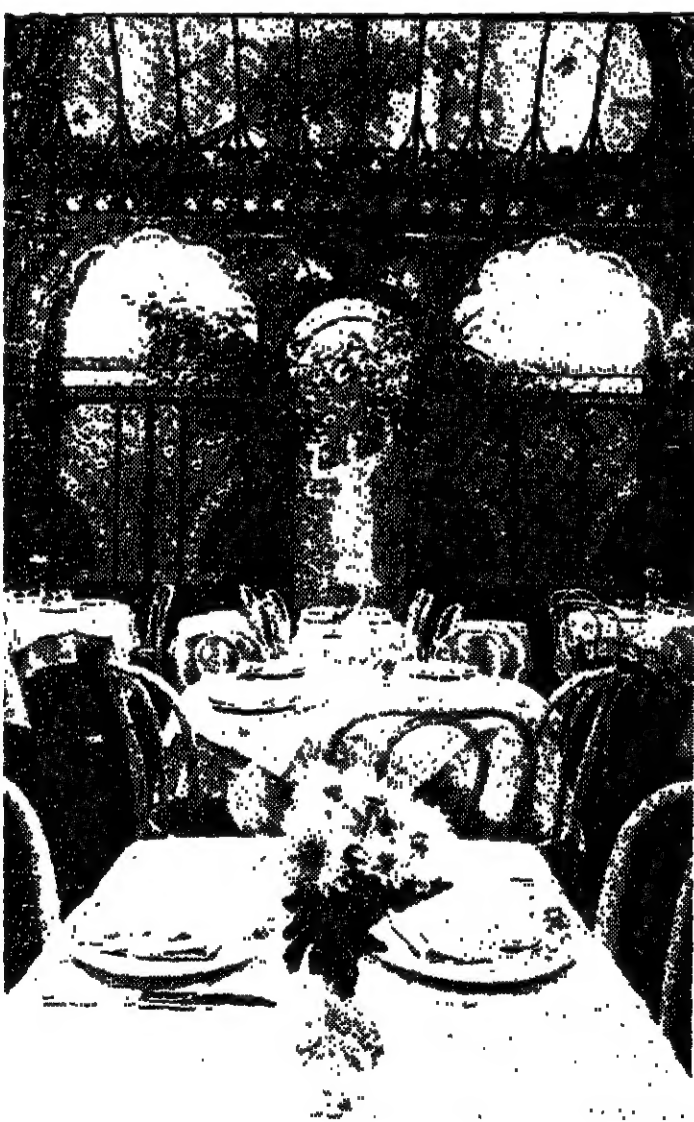
C'est en janvier 1949 que les façades et toitures de *Maxim's* furent classées tandis que les trois salons du rez-de-chaussée et leur décor bénéficièrent d'un inventaire supplémentaire à la date du 11 décembre 1979. Notons que, depuis, grâce à Pierre Cardin, les salons du premier étage ont été restaurés ou redécouverts avec grand respect, ce qui est méritoire.

Ensuite, vint le *Café Procope* (13, rue de l'Ancienne Comédie) en janvier 1962. Le vieux *Procopé*, le célèbre café de Francesco Procopio dei Coltelli, le rendez-vous des encyclopédistes, la salle où Beaumarchais attendait la réaction du public lors de la première de son *Mariage de Figaro*, le rendez-vous de Camille Desmoulins et Fabre d'Eglantine, puis, plus tard, de Musset avec Balzac et Théophile Gautier, les plafonds enluminés par la bouffarde de Gambetta, le balcon que descendait Anatole France, oui, il importait de nous le conserver, même si, aujourd'hui, ce n'est qu'une médiocre gargote. Les salles au décor étonnant du *Café de la Paix* furent « classées » en août 1975, alors que le fabuleux *Buffet* de la gare de Lyon l'était depuis septembre 1972.

Jean-Claude Menou, directeur régional des affaires culturelles de l'Île-de-France, m'annonce le prochain classement de la brasserie *Bofinger* (5, rue de la Bastille), ce qui est bien. Ainsi que l'étude de dossiers en cours concernant *Lipp* (là encore, on croyait que c'était fait), *Lucas-Carton* (qui devrait être classé depuis longtemps) et dont il faudrait bien que l'admirable décor *Majorette* ne soit pas victime de vandales (ou d'un collectionneur étranger le faisant exporter chez lui). De *Prunier-Traktir* enfin (chef-d'œuvre du mauvais style 1925 et sans grand intérêt — mais, par contre, les toilettes du *Prunier-Madeleine* sont à conserver).

Enfin, il y a les dossiers « en projet ». J'y trouve, pêle-mêle, les anciens *Bouillons Chartier* (du 5, rue Racine et du fg. Montmartre). Julien dans la rue du fg. St-Denis, le restaurant de l'hôtel *Plaza* mais surtout *Lapérouse*.

Le vieil hôtel du grand maître des eaux et forêts de Louis XIV, le comte de Vruillevert imaginait-il que, siècles passés, il serait encore bruyant de réceptions et ses murs encore vi-



En haut à gauche, la boucherie « Au Bell'Vandier ». En haut à droite, le restaurant « le Train Bleu » à la gare de Lyon. Ci-dessus « la Fermette Marbeuf ». Ci-contre, « le Grand Vefour ».



ceptions et ses murs encore vibrants de souvenirs? Le cœur de Paris bat sur ce quai des Grands-Augustins comme au temps où une photo du « papa » Nadar nous montre la façade du café-restaurant *Lapérouse*... qui devint *Lapérouse*? Dernière proposition enfin, l'*Escargot Montorgueil* (fondé en 1932). Cette rue Montorgueil est la rue du vieux Paris gourmand par excellence. Celle du *Rocher de Cancale* cher à Grimod de la Reynière et où Balzac conduisait ses personnages. Celle plus tard du restaurant *Philippe* (où naquit, croit-on, la sole normande). Celle de la maison *Stohrer* — elle existe encore — qui vit naître le baba tel que Stanislas Leczinsky l'avait conçu à Lunéville, patrie du pâtissier Stohrer (au N° 51 de la rue). Celle, enfin, au 50 de la *Grille*.

La *Grille* du « père » Lenoir fut un restaurant renommé, tout de suite après la guerre (lorsque Lenoir revint de son camp de prisonniers). Son cadre conservé de vieux bistrot parisien, son zing, l'escalier colimaçon menant aux petites salles du 1<sup>er</sup> étage, basse de plafond (on n'y peut servir que des soles, aimait à dire Curzonsky), ses vins savoureux et vif attirèrent les connaisseurs, fussent-ils venant de Londres ou de New-York. La maison est en réfection depuis plus de deux ans. Que reste-t-il du dé-

cor intérieur? En tout cas, la façade mériterait d'être classée, avec « sa » grille. Aussi bien y a-t-il plusieurs *Grilles*, à Paris, et l'on assure qu'elles datent d'un décret de M. de la Reynie estimant protéger ainsi les rôtisseurs des malandrins de Cartouche. Une *Grille* existe encore place du Marché-Saint-Honoré et celle du 80, fg. Poissonnière demeure un remarquable bon restaurant sous la houlette d'Yves Cullerier. Ne faudrait-il pas classer ces façades avant que les promoteurs n'interviennent?

Puisque le ministre Lang semble désireux de conserver ce patrimoine authentique, peut-on lui suggérer de penser aux caves de la *Tour d'Argent*, par exemple, ou encore au *Relais Louis XIII* (rue du Pont-de-Lodi) installé dans un hôtel datant de 1760. Le *Relais Louis XIII* est un excellent restaurant, et le cadre ajoute certes au plaisir de la dégustation. Remercions son propriétaire, M. Poindessault, de veiller à sa conservation. Enfin, il convient de parler de la *Taverne Nicolas Flamet*. Sans doute est-ce aujourd'hui un bien modeste restaurant que celui niché dans la *Maison du Grand Pignon* construite en 1407 pour Nicolas Flamet. Sans doute est-elle protégée, mais je ne la trouve pas sur la liste du ministère.

ROBERT J. COURTINE

La Syri

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie

Journal de la Syrie